

## Le mois des défis pour M. Gorbatchev

Le mois de mars est traditionnellement important pour M. Gorbatchev, puisqu'il est celui de son anniversaire (soixante ans cette année) et celui de son accession à la direction suprême de l'URSS (six ans le 11 mars). Mais il est en passe de devenir aussi celui de tous les défis. Il y a un an jour pour jour, la déclaration d'indépendance de la Lituanie lui apportait son premier conflit ouvert avec une des Républiques. Or, un second front s'est ouvert ces derniers jours sous la forme d'un affrontement politique aigu avec une autre de ses « bêtes noires », M. Eltsine et sa Fédération de Russie.

Le message qu'ont lancé des centaines de milliers de manifestants dimanche 10 mars sur la place Rouge et dans bien d'autres villes soviétiques est en effet sans équivoque : les démocrates et autres libéraux n'ont plus confiance en M. Gorbatchev et en son équipe, qui conduisent tout le pays « dans le marais », comme l'a dit M. Eltsine. Ce dernier accuse le président soviétique de « mentir en permanence », notamment en prétendant que la principale République du pays a approuvé son projet de traité de l'Union publié samedi. Or la Russie, a dit son président, n'a pas signé ce texte.

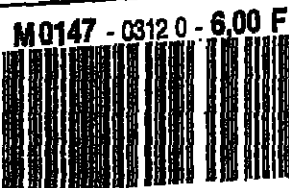
Cette déclaration de guerre peut paraître « irresponsable et inadmissible », comme l'a affirmé aussitôt M. Loukianov, le président du Soviet suprême de l'URSS, elle n'en a pas moins été largement provoquée à la fois par la campagne dont fait l'objet M. Eltsine depuis des semaines et sous l'effet d'un « virage à droite » récemment rebaptisé par M. Gorbatchev « centrisme », mais que les événements des trois derniers mois ont abondamment illustrés.

Plus concrètement, M. Eltsine a senti que son énorme popularité risquait d'être grignotée sous l'effet des compromis plus ou moins boiteux qu'il avait tentés jusqu'à présent de passer avec le pouvoir. Réussira-t-il pour autant à créer ce « puissant parti démocratique » qu'il a appelé de ses vœux ? Il y a en effet urgence, face à la remontée en puissance du vieux appareil appuyé par l'armée, la KGB et la bureaucratie d'Etat, à regrouper une opposition très morcelée. Et un premier test se présente pour M. Eltsine le 28 mars, date à laquelle le Congrès des députés de Russie se prononcera sur une motion de défiance à son adresse.

MAIS une autre échéance l'attend M. Gorbatchev dans l'interim : le succès du référendum que le président soviétique organise dimanche prochain 17 mars sur le maintien de l'Union apparaît maintenant moins assuré, dès lors que toutes les grandes figures du mouvement démocratique dans la plus peuplée des Républiques préconisent qu'il le « non », qui le vote blanc. M. Eltsine ne s'est pas encore prononcé, mais il est douteux qu'il fasse le moindre cadeau à M. Gorbatchev, lequel tente de se donner par ce biais la légitimité qui lui manque.

Toutes ces joutes paraîtront dérisoires à l'heure où un rapport officiel soviétique annonce pour cette année une chute de 11,6 % de la production (dont 15 % pour l'industrie), contre 3 % en 1990. Mais il est vrai qu'aucun progrès n'est possible, dans ce domaine aussi, sans une clarification politique.

Lire pages 8 et 21 les articles de SOPHIE BERNHARD et de FRANÇOISE LAZARE



## L'éclatement des divisions entre Serbes

### L'ampleur des manifestations à Belgrade menace le pouvoir de M. Milosevic

Des centaines de personnes étaient de nouveau rassemblées, lundi matin 11 mars, dans le centre de Belgrade, capitale de la Serbie, pour soutenir les 3 000 étudiants qui s'étaient opposés dans la nuit aux forces de l'ordre. Les violents affrontements de samedi, lors de la manifestation de l'opposition qui réclamait la « libération » de la télévision, ont fait deux morts et plusieurs dizaines de blessés. Le Parlement et le gouvernement serbes devaient se réunir lundi pour examiner les revendications des manifestants anticomunistes. Le président « socialiste » serbe, M. Slobodan Milosevic, devait recevoir une délégation des partis d'opposition. L'armée a retiré ses blindés des rues de Belgrade.

par Alain Debove

La manifestation anticomuniste de samedi à Belgrade et les scènes d'émeutes qui ont suivi constituent sans doute la première grave épreuve politique pour M. Slobodan Milosevic, le président de la Serbie. Leader charismatique et adulé il y a encore quelques mois, élu en décembre dernier au suffrage universel avec 65 % des voix à la tête de sa République, il se voit confronté à une vague de contestation intérieure qui risque de le déstabiliser.

Son autorité et sa popularité venaient du fait qu'il avait redonné aux Serbes cette « conscience nationale » étouffée par des décennies de communisme et un maréchal Tito qui se cachait pas que l'équilibre de la fédération yougoslave supposait une Serbie « faible ». La Constitution de 1974, source de bien des maux

actuels du pays, prévoyait ainsi, outre six Républiques, deux provinces - la Voïvodine et le Kosovo - rattachées à la Serbie, mais « autonomes », ce que les Serbes furent obligés d'accepter.

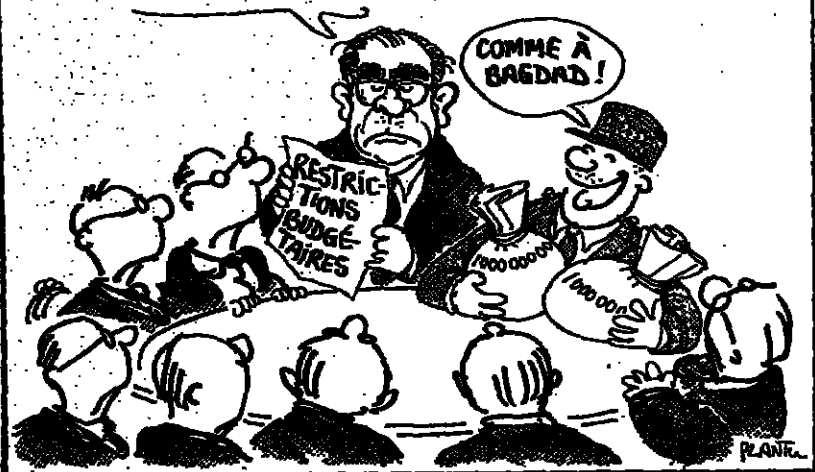
Après une carrière réussie dans l'industrie et la banque - à Technogas (pépinière de cadres politiques) puis à Yugobanka - M. Slobodan Milosevic devient en mai 1986 le chef de la Ligue des communistes de Serbie. En quelques mois, il fait le ménage à la tête du parti, place ses amis dans les médias, se débarrasse de ses opposants favorables à un dialogue avec les Albanais, qui peuplent à plus de 80 % ce Kosovo « berceau de la culture méditerranéenne ».

En mai 1989, l'Alliance socialiste serbe présente sa candidature à la présidence de cette République. Il mérite, dit-on alors, « d'être le président de tous les Serbes, et pas seulement des communistes ».

Lire la suite page 10

## 10,2 milliards d'économies budgétaires

C'EST LE LOGEMENT QUI SERA LE PLUS TOUCHÉ !



Un premier train d'économies, portant sur 10,2 milliards de francs de dépenses publiques en 1991, a été publié le 10 mars. Ces économies ont été rendues nécessaires non par la guerre du Golfe, dont les dépenses seront couvertes par des contribu-

tions extérieures (Allemagne, Koweït...), mais par des pertes de recettes fiscales dues au ralentissement de la croissance économique. Les deux ministères les plus touchés sont l'équipement et le travail.

Lire nos informations page 21

## Un entretien avec M. Roland Dumas

### Paris « fera tout pour aider » M. Bush à régler le conflit israélo-palestinien

Dans un entretien au « Monde », accordé à quelques jours de la rencontre du 14 mars entre MM. Bush et Mitterrand, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, exprime sa conviction que l'administration américaine est prête à s'attaquer résolument au problème israélo-palestinien et affirme que la France soutiendra ses efforts. Tout en réitérant l'attachement français à l'idée d'une conférence internationale, il souligne que Paris n'en fait pas « un cheval de bataille ». M. Dumas annonce en outre que la France va demander la convocation d'un conseil européen extraordinaire, avant celui qui était prévu pour la fin juin, pour tirer les leçons de la crise du Golfe.

« Quelles grandes leçons tirez-vous de la crise et de la guerre du Golfe ? »

« Nous venons de connaître la crise la plus grave depuis le second conflit mondial. Cette crise a d'abord révélé les risques pour la sécurité régionale et mondiale de conflits non réglés dans un contexte de surarmement, au moment même où la fin de l'affrontement Est-Ouest marque un changement profond des équilibres internationaux. L'organisation d'un monde nouveau dépendra de facteurs plus ou moins maîtrisables aujourd'hui : le jeu des grandes puissances - et d'abord la puissance américaine - celui des puissances régionales, les relations inter-arabes, l'effet des crises ouvertes, au premier plan desquelles le problème palestinien. »

« Une autre leçon évidente de la crise : l'importance prise par le Conseil de sécurité de l'ONU. A la faveur de la crise du Golfe, l'ONU a fonctionné comme l'espéraient ses fondateurs en 1945 : un régulateur des

crises, l'organe de définition du droit international. C'était sa vocation initiale. »

« La France, qui a pris toutes ses responsabilités dans la guerre, n'aura de cesse de faire prévaloir pour la paix les principes et les voies proposés par le président de la République dès le 24 septembre à l'ONU. Dans une région où se concentrent des conflits anciens et graves, il s'agit de passer de la confrontation à la conciliation et du risque à la sécurité mutuelle. C'est à quoi je m'emploie. »

« Et l'avenir du régime irakien ? »

« A long terme, ce n'est pas le problème. L'avenir de l'Irak se règlera dans les semaines qui viennent. Il est plus important de s'interroger sur la place de l'Irak dans l'organisation de la sécurité régionale. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC, JEAN-PIERRE LANGELLIER et CLAIRE TREAN

Lire la suite pages 2 et 3

## La guerre civile en Irak

La colère contre Saddam Hussein n'affecte pas que les populations chiites du Sud-Est ; l'armée, en déroute, est aussi atteinte

Capturée dimanche 3 mars à l'entrée de Bassorah, Françoise Chipaux a été libérée vendredi dernier à Bagdad en compagnie d'une quarantaine d'autres journalistes, avant de gagner Amman samedi. Elle fait ici le récit de cette détention et esquisse le tableau d'un pays en pleine guerre civile.

par Françoise Chipaux

« Emmenez-nous avec vous. On n'en peut plus. La vie est trop difficile. Nous manquons de tout. C'est sans espoir. » Dimanche 3 mars à l'entrée de Bassorah. Il y a à peine une heure que nous avons été arrêtés par une unité de l'armée régulière irakienne que l'appel désespéré de cette famille frappe déjà par sa franchise dans un pays où parler à un étranger relève quasiment du délit. Au lendemain d'une guerre dont il sort à bout de souffle, humilié, cassé, l'Irak recèle d'autres surprises, dont la plus importante est sans

doute une plus grande liberté de parole que s'octroient, à condition d'être seuls, beaucoup d'Irakiens, y compris des militaires.

Tout avait commencé pour nous, le dimanche 3 mars, par la route de la retraite irakienne de Koweït à Safwan, poste-frontière koweïto-irakien, réduit, côté koweïtien, à un mille-feuille de béton. L'ampleur de la défaite et de l'humiliation irakiennes se mesure d'abord le long de cette route où gisent, en une immense casse de ferrailles, chars calcinés, blindés avec leurs missiles encore accrochés, jeeps, camions, voitures écrasées, bitubes antiaériens abandonnés. C'est l'hallucinant carnage d'une armée fuyant sous les bombes dans un indescriptible désordre.

En ce dimanche, dans le sens Irak-Koweït, se déroule un autre exode. Des travailleurs égyptiens chargés de ballois sous les bras ou traînant des valises fuient à pied Bassorah par petits groupes de trois ou quatre. Leurs récits se répètent tous.

Lire la suite page 4

DECOIN

DIDIER DECOIN

LA FEMME DE CHAMBRE DU TITANIC

Un livre fertile en rebondissements et en trouvailles qui témoignent d'une imagination puissante dans la veine du grand roman populaire qu'on ne lâche plus après l'avoir commencé. Michel Braudeau Le Monde

## La gauche progresse au Salvador

Appuyée par la guérilla, elle apparaît comme la troisième force du pays après les élections législatives municipales page 12

## Des ingénieurs formés par l'apprentissage

Une nouvelle formule, à l'initiative de six grandes entreprises page 15

## Le maire de Biarritz en difficulté

Mis en ballottage, M. Bernard Marie, RPR, sera sérieusement menacé, au second tour des municipales, par la coalition des centristes, des Verts et des nationalistes page 14

## L'empire contesté de la formule 1

Les méthodes de M. Bernie Ecclestone, président de l'Association des constructeurs, agitant le monde de l'automobile page 19

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

- Les Douze face au Maghreb : la CEE augmente fortement son aide ; Madrid veut tisser des liens économiques avec ses voisins du Sud ; Rome soutient le projet d'un « Helsinki » méditerranéen.
- La chronique de Paul Fabra : « Mauvais exemple à l'Est ». pages 23 à 26 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section B

# LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

## Un entretien avec M. Roland Dumas, ministre des affaires

Suite de la première page

— La mise entre parenthèses du Conseil de sécurité pendant la guerre ne vous a-t-elle pas inquiété ?

Les choses se sont déroulées de telle façon que le Conseil ne pouvait que s'effacer pendant une période. Il a dit le droit jusqu'au 15 janvier. Ensuite, les nations mandatées par lui ont pris le relais. La vraie question était de savoir si, les hostilités terminées, la balle reviendrait dans le camp du Conseil de sécurité, ou si, au contraire, les pays qui avaient conduit les hostilités allaient tout régler eux-mêmes.

Nous avons eu un moment de doute lorsque les Américains déposèrent un projet de résolution qui ne comportait aucune mention du rôle des Nations unies. C'est sur l'insistance des quatre autres membres permanents du Conseil, et notamment de la France, que l'ONU est revenue dans le jeu avec la résolution 686 du 2 mars.

— Le Conseil sera-t-il un outil au service des Etats-Unis ou bien au service de tous ?

Les Etats-Unis pourraient être saisis par une tentation hégémonique. Mais l'administration américaine comprend que ce serait une erreur. Le président Bush se prête à la discussion avec ses grands partenaires. Il accepte que l'ONU soit bien la clé de voûte du système.

L'idée du président de la République de réunir le Conseil de sécurité au plus haut niveau vise à valoriser l'institution, à consacrer ses rôles, à lui conférer une deuxième investiture par rapport à 1945, à consolider les bases de son action. C'est une occasion de tenir une nouvelle fois les Nations unies sur les fonts baptismaux.

— Y a-t-il eu un début de réponse à la proposition de M. Mitterrand ?

Nous avons déjà des réponses positives. Les Soviétiques et les Chinois ont fait savoir qu'ils étaient favorables; les Etats-Unis nous le diront dans quelques jours; la Grande-Bretagne est ouverte à l'idée. C'est donc une proposition qui fait son chemin. Ce sommet réunirait les quinze membres du Conseil, permanents et non permanents. Un aussi vaste débat donnerait à l'ONU ce nouvel élan dont elle a besoin. Ce sommet pourrait se tenir assez vite, cette année si tout le monde en était d'accord. Plus tard, il perdrait un peu de son intérêt. Mais il faut le préparer soigneusement, fixer l'ordre du jour, arrêter des textes. Cela prend du temps.

### L'initiative américaine

— Que pensez-vous des propositions de modification du Conseil de sécurité faites par les Italiens et les Allemands ?

Vous parlez des membres permanents. Je ne veux pas envenimer la polémique. La bonne démarche est celle proposée par M. Genscher : ne rien changer au groupe des cinq membres permanents mais faire que les deux membres européens se comportent aussi en porte-parole de toute l'Europe. J'ai déjà engagé avec mon collègue britannique une réflexion pour donner un contenu à cette formule.

— Jugez-vous encourageant le fait que M. Bush ait mentionné expressément devant le Congrès deux résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient ?

Oui, c'est encourageant. Pour la première fois, le président américain se réfère explicitement au travail des Nations unies sur le problème palestinien. Le Conseil de sécurité a pris au total 197 résolutions touchant au problème israélo-arabe et 34 concernant les Palestiniens. Toutes ces résolutions sont restées lettre morte. Il est important que le gouvernement américain se souvienne de leur existence, en citant notamment la 242 et la 338, qui sont la base du règlement. Je crois le président Bush conscient de la chance historique qui s'offre à nous. Nous ferons tout pour l'aider.

— Jusqu'où les Américains vous semblent-ils prêts à exercer des pressions sur Israël ?

De ma récente visite à Washington, je retire une impression. Les responsables américains, le président et son secrétaire d'Etat, sont tout à fait conscients des difficultés qui sont devant nous, mais résolus à profiter de cette période exceptionnelle pour amener les différents protagonistes à se rapprocher.

— Reprendront-ils leur dialogue avec l'OLP ?

Je crois que ce dialogue ne reprendra pas, du moins pas tout de suite et ceci pour des raisons tactiques. Les Etats-Unis veulent obtenir d'Israël qu'il fasse mouvement. Pour y parvenir, ils entendent mettre toutes les chances de leur côté, éviter ce qui pourrait brouiller leur approche du problème. Observez la façon dont ils tiennent à distance les Européens ou comme ils repoussent à plus tard la Conférence internationale, tout en admettant le principe.

Il n'y a pas de raisons de ne pas laisser cette expérience se faire dans les meilleures conditions, car les Etats-Unis disposent incontestablement d'un grand pouvoir de persuasion sur les Israéliens. La France, amie d'Israël, souhaite avant tout que des discussions sérieuses s'engagent, qui conduisent à la paix.

— Tant que cette expérience ne pourra pas se poursuivre, la France restera relativement discrète ?

Pour la France, la Conférence internationale reste la bonne formule. Nous l'avions proposée en 1984, parce que tout autre solution se révélait impossible. L'idée de la Conférence internationale fait chaque jour des adeptes. Disons qu'il pourrait s'agir d'une ou de plusieurs conférences. Nous penchons donc pour une formule souple. Que peut-on attendre d'une réunion internationale ? J'en attends essentiellement trois choses. D'abord qu'elle permette d'enclencher le processus de paix, mais si ce processus peut être enclenché différemment, par exemple grâce à des élections vraiment libres dans les territoires occupés, pourquoi pas ? Ensuite, j'en attends la possibilité de faire assier autour de la même table tous les protagonistes du conflit, en vertu du principe qu'on ne choisit pas ses ennemis.

Mais s'il existe une autre voie, c'est-à-dire une négociation séparée, comme semble le croire M. Baker, pourquoi pas ? Enfin, la conférence doit apporter, le moment venu, la caution internationale à tout règlement de paix. Je ne sais pas d'autre moyen que celui-ci. A un moment ou à un autre, la conférence internationale devra donc se tenir. Mais aucune autre initiative ne doit être négligée si elle va dans ce sens. Bref, la France maintient son point de vue, mais n'en fait pas un cheval de bataille.

— Pourquoi le Conseil de sécurité ne jouerait-il pas ce rôle ?

Une Conférence internationale exigera une bonne préparation. Dans cet esprit, nous avons dit qu'elle pourrait se tenir sous l'égide du Conseil de sécurité et qu'elle devrait être préparée par les cinq membres permanents. Nos partenaires européens l'admettent sans le dire toujours. Si demain l'administration américaine se range à nos vues, on commencerait à en parler à cinq. Nous y sommes prêts.

### La France et Arafat

— Quelle est la position exacte de la France aujourd'hui vis-à-vis de M. Arafat ? Seriez-vous prêts à le recevoir à Paris ?

Oui, et cela ne fait pas novation. Pour le moment il n'y a pas d'autre organisation représentative des Palestiniens que l'OLP. S'il en existe une autre un jour, elle sera bienvenue. Et il n'y a pas d'autres personnalités à la tête de cette organisation que M. Arafat. Je veux bien admettre que les circonstances ont fait haïser son crédit dans les pays qui justement ne le reconnaissent pas. Mais je pourrais ajouter que dans d'autres régions du monde, son crédit s'est accru et je ne pense pas que son crédit ait baissé dans les territoires occupés.

Refuser la réalité de l'OLP, c'est une fausse approche, une approche subjective. Je préfère une approche objective, celle que je viens de vous dire. Prenons le problème à l'envers. A qui profiterait la disparition de M. Arafat ? Sûrement pas à plus modéré que lui. S'il était fraction plus dure de l'OLP, cela ne ferait que compliquer les choses.

— On dit beaucoup que les Egyptiens et les Saoudiens essaient de lui trouver un successeur, qui dans leur esprit, serait plus modéré ou en tout cas moins erratique.

C'est pas la première fois que des pays arabes s'essient à trouver un successeur à M. Arafat. Ce ne serait pas, non plus, la première fois qu'ils échoueraient. M. Arafat est président de l'OLP : l'OLP représente les Palestiniens, aussi longtemps qu'il n'y aura pas eu d'élections libres dans les territoires occupés. Et comment imaginer de vraies élections sous occupation israélienne ? Les Israéliens ont eu l'occasion d'organiser des élections, d'accepter que des candidats se réclamant de l'OLP. Mais le plan de M. Shamir, de mai 1989, a fait long feu en raison des exigences israéliennes. Cet espoir s'est évanoui. Alors ?

— La France a-t-elle déjà une idée sur ce que devrait être le statut de Jérusalem ?

Le problème de Jérusalem devrait être traité en fin de négociations. Une formule se trouve. Un statut particulier pour Jérusalem ? Pour les Lieux saints ?

— Avez-vous des indications sur l'état d'esprit des Syriens ?

Je n'ai pas eu récemment de contact direct avec les Syriens. On me rapporte qu'ils seraient plus ouverts à une discussion directe avec Israël. Les Américains le pensent. J'estime que la Syrie a sa place dans une discussion générale. Il lui sera difficile d'envisager un tête-à-tête avec Israël, surtout si aucun progrès n'est prévisible pour les Palestiniens.

— Et les Saoudiens ?

Les Saoudiens n'ont pas changé vis-à-vis d'Israël. Leur participation à la lutte est surtout financière. Ils demeurent à cheval sur les principes, mais pas très militants de la cause. Les Israéliens les tiennent pour moins agressifs que d'autres pays. Je les crois ouverts à une solution globale eux aussi.

— Que devient le roi Hussein dans le nouveau paysage ?

Il a très bien « rebondi » dans cette conjoncture. Il a sauvé son trône. En dépitant les vues de son peuple, il a retrouvé sa popularité chez lui et dans les territoires occupés. Il retrouvera un rôle sur la

scène internationale. Il peut aider à la solution du problème palestinien, au cas où quelque chose se dégageait des conversations qui s'amorcent. On n'en est pas encore là, hélas ! La France, quant à elle, considère que la Jordanie est un acteur essentiel du règlement de paix que nous appelons de nos vœux.

### Une entité palestinienne

— Les Etats-Unis sont-ils prêts à lui pardonner ses incartades ?

Ce n'est pas évident aujourd'hui. Ce sera peut-être plus facile demain. On a déclaré dans l'entou-



rage de M. Baker que ce dernier n'irait pas en Jordanie parce que les Etats-Unis ne pardonneraient pas au roi Hussein son attitude pendant la crise. Mais François Mitterrand a tenu à téléphoner au roi ces jours derniers. Nous croyons à l'importance de la Jordanie.

— Les Etats-Unis sont-ils prêts à accepter un Etat palestinien ?

Relisez la déclaration du président Bush devant le Congrès. Les dirigeants américains admettent qu'une entité palestinienne voie le jour et qu'elle conduise à un Etat. (Mais ils n'accepteront pas la constitution d'un Etat palestinien dans l'importance de ces conditions. La base de la politique américaine dans la région demeure la sécurité d'Israël. Pour la première fois, on a constaté que le chef d'Israël n'était pas inviolable, que la sécurité d'Israël ne dépendait pas du seul problème des frontières, que la menace n'était pas celle de l'intifada, qu'elle venait de beaucoup plus loin, de l'Irak par exemple.)

Tirons de ce constat une conclusion : se pose le problème global de la sécurité dans la région impliquant le respect des frontières, le contrôle du niveau des armements, des ventes d'armes, un dispositif régulateur pour éviter les conflits, permettra de résoudre de façon durable le problème palestinien.

— Comment organiser ce contrôle des ventes d'armes ?

Par un accord entre les pays qui achètent des armes et les pays qui en vendent. J'ai demandé à mes services de préparer des propositions pour envisager un accord général de contrôle des ventes d'armes et un projet de non-prolifération.

### L'URSS au Proche-Orient

— Le discours français de ces derniers temps insistant sur le droit pour les Palestiniens à un Etat n'est-il pas un peu contradictoire avec cette approche américaine ?

La France est aussi préoccupée par la sécurité d'Israël. Mais elle n'ignore pas non plus la légitime revendication des Palestiniens d'avoir un Etat. Les deux choses sont liées. On ne peut pas demander aux Israéliens de laisser se créer un embryon d'Etat palestinien qui réclamerait des terres israéliennes ou qui contesterait l'existence d'Israël. Réciproquement, on ne peut exiger des Palestiniens qu'ils renoncent à leurs droits légitimes et inaliénables touchant à l'existence même d'une nation, d'un Etat.

La guerre du Golfe a fait comprendre que les deux démarches, les deux recherches, gagnent à être conduites de front. La nouveauté est bien la prise de conscience que le problème palestinien requiert lui aussi une solution équitable et rapide afin que disparaisse un ferment de conflit permanent.

— Cet Etat palestinien devrait-il être démilitarisé ?

Si la création d'un Etat palestinien voyait le jour à ce prix, ces conditions seraient, je pense, acceptées par les Palestiniens. Ils auraient tort de ne pas le faire. Mais c'est leur affaire.

— Où en sont les Soviétiques dans le réexamen de leurs positions sur le Proche-Orient ?

M. Gorbatchev veut redonner à l'Union soviétique la place qu'elle avait dans la région. Le moment s'y prête. Les Américains souhaitent que l'URSS participe au règlement de paix. Nous aussi. M. Gorbatchev est désireux de participer à l'organisation nouvelle du monde. L'Union soviétique a voté toutes les résolutions du Conseil de sécurité, ne l'oublions pas. Elle a même envisagé de participer à l'action militaire dans le Golfe. La perestroïka se poursuivra sur ces bases. C'est une bonne chose qui exclut le retour en arrière.

— Pourquoi Gorbatchev a-t-il essayé à la fin de la guerre de sauver ce qui pouvait l'être de l'Irak, sinon de Saddam Hussein ?

M. Gorbatchev a joué sur plusieurs registres et il en tire un certain bénéfice politique. La situation dans les Républiques islamiques, les critiques de son opposition, les réserves de l'armée sur sa politique dans le Golfe, ont été pour beaucoup dans cette initiative de dernière heure. Faut-il geste pour l'Irak, sinon pour Saddam Hussein, au moment où il était en difficulté, était un placement pour l'avenir : l'URSS ne vient-elle pas d'annoncer le maintien de ses accords avec l'Irak ? Enfin, par son initiative de paix, M. Gorbatchev démontre qu'il avait tout tenté pour éviter l'offensive terrestre ; n'incarnait-il pas le prix Nobel de la paix ?

— Il faisait pendant la guerre ce que la France avait fait avant la guerre.

Oui, on peut présenter les choses de cette façon. Mais son initiative arrivait bien tard.

— Restera-t-il du temps pour faire quelque chose à propos du Liban ?

La France le souhaite et elle agit activement en ce sens. J'en ai parlé avec M. Bush et avec M. Baker et j'espère que nous pourrions maintenant œuvrer ensemble sur ce dossier. De plus, la Syrie rejette le « bon camp », celui de la coalition, nous pourrions maintenant nous montrer plus exigeants. Le processus de Taëf suit son cours. Nous y avons souscrit dès le début. Nous avons approuvé la libération du grand Beyrouth, constaté que le chef d'Israël n'était pas inviolable, que la sécurité d'Israël ne dépendait pas du seul problème des frontières, que la menace n'était pas celle de l'intifada, qu'elle venait de beaucoup plus loin, de l'Irak par exemple.)

— Quand ferez-vous une tournée au Proche-Orient ?

Sans tarder. Mais je commencerai par les pays du Maghreb. Notre coopération avec eux est déjà très intense. Je rappelle que l'appui de la France à ces pays arabes est une priorité de la politique étrangère de la France. Ce chiffre ne comprend pas l'action communautaire que nous finançons pour une bonne part. La Méditerranée occidentale peut devenir, j'en suis convaincu, une zone de coopération exemplaire. J'ai des idées à ce sujet. Encore faut-il, pour y parvenir, du réalisme, de la franchise et une ambition partagée.

— Est-ce que vous croyez que la guerre va laisser beaucoup de cicatrices ? Les relations avec les pays arabes en seront-elles gravement endommagées ?

Toute guerre laisse des cicatrices. Ne perdons pas de vue que c'est à propos de la guerre du Golfe que le monde arabe s'est divisé. Affirmer — comme je l'entends faire ici et là par des membres prétendument éminents de l'opposition — que la France a compromis sa politique avec les pays arabes, c'est mal poser le problème. La prise du Koweït, puis la guerre, ont cassé l'unité arabe, si tant est qu'elle existait. Voilà la réalité. Il en est résulté que certains de nos amis se sont trouvés dans un camp et d'autres dans l'autre camp. Demandons qui a été le facteur de division ; n'est-ce pas Saddam Hussein ?

— C'est la mort du vieux mythe gaulliste qui voulait que la France ait « une » politique arabe.

Oui. Il serait plus juste de parler de la fin d'un double mythe. Evoquer le « monde arabe » est un mythe en soi. « Une » politique arabe en est un autre. Soyons clairs. La France a une politique étrangère, appuyée sur des principes. Avec les pays arabes, nous entretenons des relations affectives, des relations historiques, des relations d'intérêt. Nous condui-

sons des politiques qui, dans leur déroulement quotidien, ne sont pas les mêmes. La politique arabe du général de Gaulle, c'était une succession d'illusions. Le mythe a la vie dure !

— Avant la guerre du Golfe vous n'auriez pas parlé aussi clairement...

J'ai toujours eu cette opinion-là. Vous m'auriez demandé si la politique étrangère gaulliste était une série d'illusions, je ne vous aurais pas contredit.

— Il n'empêche que dans les pays avec lesquels nous avons les relations les plus intimes les opinions publiques étaient en majorité sympathisantes de Saddam Hussein...

Vous avez raison, mais raison en partie seulement. Demandons-nous pourquoi les opinions publiques se sont manifestées de cette façon. Prenons le cas de la Libye : les gens ont défilé en portant des banderoles où figurait la mention « libérez le Koweït ». Alors ? Dans les pays dont vous parlez, ces foules manifestaient souvent autant en faveur de Saddam Hussein que contre leur gouvernement. Ce sont des choses qui arrivent.

— Croyez-vous au danger d'une vague islamiste ou pensez-vous qu'on a passé le sommet de cette vague ?

Si la communauté internationale ne résout pas cette fois le problème palestinien, une réelle frustration se fera jour qui affectera particulièrement une jeunesse nombreuse, exigeante et turbulente. La démonstration sera faite qu'il existe bien deux poids et deux mesures. La jeunesse fera fi des discussions internationales vaines. On peut craindre alors, en effet, une poussée de l'islamisme. Que ce désespoir prenne la forme de manifestations religieuses, cela peut-être le moindre mal. Mais je redoute des actes désespérés, le recours à la violence, le risque de terrorisme.

— Mais le règlement du problème palestinien ne règlera pas par exemple les problèmes de l'Algérie ?

C'est un problème parmi d'autres problèmes : le chômage, le sous-développement, la démographie : 50 % des Algériens ont moins de vingt-cinq ans ! Le conflit libanais qui entretient sa souveraineté au-delà de la capitale. Le processus de Taëf doit être conduit jusqu'à son terme et doit être complété. Deux problèmes subsistent : l'évacuation des troupes étrangères et le retour à la démocratie. La Syrie n'oublie pas le problème posé par le général Aoun pour lequel une solution honorable devra être trouvée. Je m'en suis entretenu avec le ministre des affaires étrangères du Liban, en visite à Paris.

— Que pensez-vous de l'attitude de l'Iran ?

L'Iran a fait preuve d'un sens aigu de ses responsabilités et d'une grande habileté. En affichant dès les premiers jours une politique de neutralité, l'Iran a retrouvé un crédit international. En affirmant son attachement à certains principes, tels que le respect des frontières et des équilibres, l'Iran se met en position de participer au règlement entre les pays concernés. La France a rétabli avec l'Iran des relations normales et entend tenir compte de sa place éminente dans le Golfe.

— Est-ce que son jeu n'est pas plus trouble depuis quelques jours à propos de l'Irak ?

Les Iraniens sont gens prudents. Le sort de Saddam Hussein, responsable d'une guerre sans merci contre leur pays, leur importe moins que les équilibres politiques dans la région. C'est pourquoi ils sont inquiets du sort et de l'avenir de l'Irak. Leur action se tient dans des limites raisonnables, sans franchir celles de l'ingérence. C'est cela qui compte pour nous.

— La Turquie cherche-t-elle selon vous à monnayer ses services pour entrer dans la CEE, ou à devenir une puissance régionale dans une zone qui compte cent quarante à cent cinquante millions de turcophones, ou bien à concilier les deux ?

C'est tout cela à la fois. La Turquie s'est comportée en alliée fidèle de la coalition qui vient de l'emporter dans le Golfe. Elle affiche aujourd'hui une volonté de sérénité et coupe court à tous les bruits relatifs au partage de l'Irak. Elle espère tirer profit de son comportement, tant dans ses relations avec les alliés qu'avec la CEE. Son adhésion à la communauté n'est pas envisageable aujourd'hui. Mais la France est favorable au déblocage du quatrième protocole financier et à l'approfondissement des relations commerciales entre la Turquie et l'Europe.

— Les Kurdes n'auraient donc pas grand-chose à espérer du nouvel ordre international ?

Le peuple kurde est désespéré. La France a défendu les Kurdes en maintes occasions. Ils sont constitués en minorité. Le président de la République, dans son interven-

**LE FUTUR COMPOSE**

**SALON DE L'ETUDIANT**

choisir ses études et son métier

**13-14-15-16-17 MARS.** Paris Grande Halle de la Villeite



## LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

### étrangères

tion du 3 mars, a évoqué leur problème. L'idée est maintenant lancée.

**Et Chypre, on oublie complètement l'invasion turque ?**

— Non. J'en parle avec les Turcs et le secrétaire général de l'ONU. C'est un des dossiers sur lesquels le monde occidental, les Nations unies devront faire preuve aussi d'autorité, comme pour les Palestiniens. La non plus il ne saurait être question de deux poids et de deux mesures.

#### L'URSS

**Est-ce que vous pensez que Gorbatchev pourra faire l'économie d'une décolonisation ?**

— Qu'entendez-vous par là ? La France a fait sa décolonisation. Elle a établi avec ses anciennes colonies des rapports nouveaux. Ces rapports nouveaux ne les ont pas forcément conduites à un éloignement définitif. Si, comme je le pense, le référendum sur l'Union qui aura lieu le 17 mars est voté (la question est suffisamment ambiguë pour cela), des possibilités vont être offertes aux différentes Républiques. Quelques-unes d'entre elles choisiront peut-être la séparation. Cela ne veut pas dire pour autant que ces pays, devenus indépendants, vont couper tous les liens avec le pouvoir central. Pourraient-ils vivre sans relations économiques avec la Russie et les autres Républiques ? Ces évolutions sont inévitables. Je souhaite qu'elles s'accomplissent pacifiquement.

**Comment justifiez-vous la prudence française sur les pays baltes, comparativement à la détermination sur le Koweït ?**

— L'analogie poussée à l'extrême est une source de confusions. Rappelons quelques principes. La France n'a jamais admis l'annexion des pays baltes, ni par Hitler ni par Staline. Elle ne va pas changer d'avis aujourd'hui : l'aspiration des pays baltes à la souveraineté est légitime. Mais il leur faut l'acquiescer, car le seul Etat reconnu internationalement est l'Etat fédéral de l'URSS. La nouvelle Constitution leur en donnera le moyen : le dialogue leur en facilitera la réalisation. Le temps fera son œuvre.

**Le Koweït ? Un Etat souverain et libre, membre de l'ONU, lui aussi, envahi puis annexé. Le cas ne présente-t-il pas une analogie avec le Koweït ?**

— L'analogie poussée à l'extrême est une source de confusions. Rappelons quelques principes. La France n'a jamais admis l'annexion des pays baltes, ni par Hitler ni par Staline. Elle ne va pas changer d'avis aujourd'hui : l'aspiration des pays baltes à la souveraineté est légitime. Mais il leur faut l'acquiescer, car le seul Etat reconnu internationalement est l'Etat fédéral de l'URSS. La nouvelle Constitution leur en donnera le moyen : le dialogue leur en facilitera la réalisation. Le temps fera son œuvre.

**Cette nouvelle majorité de Gorbatchev composée de l'armée, du ministère de l'Intérieur, du KGB, de l'Eglise orthodoxe, de ce qui reste du PC, va-t-elle exercer une influence en politique étrangère ?**

— On s'aperçoit déjà avec le traité de Vienne sur les armements conventionnels.

**J'étais à Moscou le 12 février. On ne donnait pas cher de la ratification du traité « 4 + 2 » qui a sanctionné l'unification allemande. Les Allemands commencent à s'inquiéter. Nous aussi. Ce traité s'inquiète de l'avenir des armées conventionnelles. Les accords sur les armes conventionnelles posent à leur tour des problèmes aux Soviétiques. Ils ne nient pas les faits. Admettons-les à l'avance, réfléchissons et posons-nous la question : à qui profiterait un arrêt des discussions sur le désarmement en Europe ? Vous devinez la réponse... Il ne faut même pas aller plus loin. Ce sera en effet difficile.**

**J'ai pu dire à M. Gorbatchev : « En Occident, on s'inquiète de plus en plus de vous voir vous appuyer sur le KGB, sur l'armée, sur le PC, on s'interroge sur l'avenir des armées conventionnelles. » Il m'a répondu : « Je suis toujours appuyé sur eux. » Cette phrase est révélatrice. La question n'est pas pour nous de savoir s'il s'appuie sur telle frange ou sur telle autre de son opinion, elle est de savoir si le président de l'URSS est décidé à poursuivre sa politique ou si des groupes de pression auront le dernier mot contre lui. Convenons-en, l'Occident a son mot à dire dans cette conjoncture... indirectement bien sûr.**

**Vous croyez qu'il va réaliser la réforme économique ?**

— Beaucoup a été fait... sur le papier ; mais les résultats se font attendre. Pour le moment, la désorganisation se fait sentir. Mais pourrait-il en être autrement ? Ce

qui se passe en URSS — le changement profond des rapports sociaux, le bouleversement de l'économie — n'est pas de précédent dans l'histoire. Je n'en connais pas. L'enjeu est immense. Le pari est risqué.

#### L'Europe

**L'image de l'Europe sort très mal en point de la crise du Golfe et on n'a pas le sentiment que Paris cherche à la rétablir de façon urgente.**

— La crise du Golfe aura agi comme un révélateur sur l'Europe et fait apparaître ses limites et ses insuffisances. Au rythme où vont les choses, en dépit de réalisations vraies, on commence à vivre d'incertitudes, d'illusions et de beaucoup d'arrière-pensées. On ne pouvait pas demander à l'Europe ce qu'elle ne pouvait pas donner. Elle est dépourvue de pouvoirs dans le domaine de la politique internationale et de moyens propres de défense et de sécurité. Grâce au Golfe, nous sommes confrontés aux réalités : que veut-on faire de l'Europe ? Si les Européens sont prêts à franchir une nouvelle étape de sa construction, il faut bien qu'ils se rendent compte que cela aura des conséquences sur leur vie politique. Nous en parlons précisément dans les conférences intergouvernementales sur l'union politique et l'union économique et monétaire. Le chancelier Kohl et le président de la République ont lancé la réflexion et proposé un cadre.

**La France estime que le moment est venu de dresser le bilan et de fixer de nouvelles perspectives : l'après-crise nous en offre l'occasion. La France va proposer à ses partenaires la réunion des douze chefs d'Etat et de gouvernement très rapidement — et en tous cas sans attendre l'échéance du conseil européen de juin — pour traiter du rôle futur de l'Europe sur tout les sujets. Un conseil européen exceptionnel qui tirerait les leçons de la crise du Golfe et opérerait la mise à plat honnête des intentions et des volontés.**

**L'autre perspective européenne, c'est la confédération. Là aussi, la France est présente et active. La vous donne rendez-vous en juin à Prague pour les assises qui en établiront les fondements.**

— Si ces moyens avaient existé, est-ce que la France et la Grande-Bretagne auraient pu avoir le même comportement dans l'affaire du Golfe ? Est-ce que les autres ne nous auraient pas tirés dans une espèce de consensus ?

**Attention aux faux procès ! Les Européens sont attachés aux principes qui régissent la vie internationale. Avez-vous entendu une fausse note à propos du Koweït ? Non. Mais là s'arrêterait la sanction de l'Europe. Il n'existerait aucun mécanisme qui eût permis d'en faire davantage. Et pourtant, à l'instar du Conseil de sécurité, l'Europe ne peut pas se contenter de constater que la situation est telle qu'elle est. Elle doit proposer une action coordonnée des Etats. N'oublions pas sur le passé. Pensons à l'avenir. L'année 1991 sera décisive. L'Europe se dotera-t-elle des moyens de ses ambitions ? La France est prête à répondre à cette question. La coordination au niveau des flottes s'est faite convenablement. C'est peut-être l'amorce de ce que nous cherchons.**

**En conclusion, la guerre du Golfe a fait apparaître des changements de comportement dans le monde. Mais c'est avec la paix et le règlement des conflits en cours que l'ordre nouveau s'imposera ou sera différé. Pour aider à cette réussite, la France donnera de la voix. Elle a contribué à l'établissement du droit, à son respect par la force armée ; elle veut sa consolidation. La France n'entend pas pour autant cesser d'agir sur les grands sujets qui agitent la planète : le tiers-monde, le sous-développement, la démographie, la démocratie. Les peuples qui lui font confiance attendent d'elle qu'elle continue de s'exprimer sur ses sujets avec la liberté de langage et l'originalité d'action qui caractérisent sa diplomatie.**

**Propos recueillis par JACQUES AMALRIC, JEAN-PIERRE LANGELLIER et CLAIRE TREAN**

### ISRAËL : après l'assassinat de quatre femmes par un Palestinien

## Le secrétaire d'Etat américain était attendu à Jérusalem dans un climat de crispation

C'est une règle non écrite du drame proche-oriental. Chaque fois, ou presque, que se dessine une possible évolution diplomatique, chaque fois que se précise la perspective d'une négociation, un acte de terreur et de violence vient durcir les positions, attiser la haine. Comme s'il fallait, toujours, que la politique du pire l'emporte. M. James Baker, attendu à Jérusalem lundi 11 mars dans l'après-midi, devait trouver ainsi une ville en état de choc, sous le coup du quadruple meurtre commis, la veille de son arrivée, par un Palestinien.

#### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Si le secrétaire d'Etat, que l'on dit désireux de travailler « à froid », ignorait ou voulait ignorer — la dimension passionnelle du conflit, l'attendant de dimanche le lui interdit. Par sa brutalité et par les réactions qu'il a suscitées, l'attentat est de nouveau plongé Jérusalem dans une atmosphère de conflit intercommunautaire. Comme aux pires moments, l'automne dernier, de la « guerre des couteaux », après la fusillade sur l'esplanade des mosquées.

L'attentat a eu lieu dans la partie occidentale de Jérusalem, sur l'une des plus grandes artères, le boulevard Herzl. Entre un arrêt de bus et une aire de jeu pour enfants, un Palestinien s'est soudain mis à attaquer les passants à coups de couteau. Il a tué quatre femmes, des Israéliennes, âgées de vingt, trente, quarante et soixante ans. Un policier en civil a ouvert le feu, blessé puis maîtrisé l'agresseur, un Palestinien de vingt-cinq ans, originaire de Jabalya, le plus grand des camps de réfugiés de la bande de Gaza.

Sur un trottoir rouge de sang, quelques dizaines de personnes ont scandé « Mort aux Arabes » et « Baker go home » (Baker, rentre chez toi). Le tout nouveau ministre du parti d'extrême droite Moledet

(Patrie), M. Rehavam Zeevi, dit « Ghandi » des Palestiniens de « transfert » des Palestiniens de l'autre côté du Jourdain, est immédiatement venu se joindre à la foule. Là et là, quelques agressions — coups de poing, injures — ont été commises contre des Palestiniens. Mais les incidents sont restés rares dans une ville où ont été déployés plus d'un millier de policiers pour la venue de M. Baker. Dimanche soir, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a « bouclé » les territoires occupés, interdisant l'entrée en Israël à tout Palestinien de Cisjordanie ou de la bande de Gaza.

Citant les premiers résultats de l'enquête, la radio israélienne a indiqué que le crime avait été soigneusement prémédité : l'agresseur avait avec lui des vêtements de rechange pour se déguiser et prendre la fuite. Des témoins l'ont décrit comme hurlant « Allahou Akbar » (Allah est le plus grand) au moment de l'agression. Depuis deux ans, chaque des attaques au couteau de ce type a été commise par des militants ou des proches du mouvement islamiste Hamas. Toujours selon la radio, l'agresseur aurait déclaré aux policiers : « Voilà le message que j'adresse à Baker ».

Cet attentat — condamné avec la même sévérité d'un bord à l'autre de l'échiquier politique — risque donc de peser sur la visite de M. Baker. Il suscite une crispation à droite sur des positions hostiles à toute politique de compromis, au moment précis où les éléments les plus radicaux du gouvernement menacent de faire éclater la majorité si le premier ministre, M. Itzhak Shamir, fait la moindre concession à M. Baker sur le Golan, la Cisjordanie ou la bande de Gaza. Il renforce certains secteurs de la gauche dans leur volonté de se séparer définitivement des territoires occupés.

Le gouvernement du Likoud et de l'extrême droite d'un côté au secrétaire d'Etat qu'il n'envisage pas de processus de paix autre qu'un « processus de paix », ou simultanément — du côté palestinien et de la normalisation des relations israélo-arabes. Les dirigeants isra-

éliens ne voient pas pourquoi ils feraient un geste sur la question palestinienne si les Etats arabes n'en font pas un vers Israël. La droite israélienne se refuse à isoler un problème palestinien qu'elle considère comme moins dangereux pour l'Etat hébreu que la permanence de l'état de belligérance avec la Syrie, l'Arabie saoudite, l'Irak etc. Le gouvernement israélien — et, à en croire les sondages, une bonne partie de l'opinion pense comme lui — estime que la guerre du Golfe et l'épisode des Scud ont largement conforté ses positions, n'en déplaise aux Occidentaux qui, en juillet dernier encore, jugeaient « exagérées », voire relevant de la paranoïa, les mises en garde du gouvernement Shamir face à la menace irakienne.

Dès lundi soir, lors d'un dîner avec le ministre des affaires étrangères, M. David Levy, puis mardi, lors d'entretiens avec MM. Shamir et Arens, M. Baker devait se voir proposer de reprendre l'initiative de paix adoptée par le gouvernement israélien le 14 mai 1989. Le secrétaire d'Etat doit en garder un souvenir passablement amer. A l'époque, sollicité par M. Shamir, M. Baker avait servi de médiateur pour tenter de faire démarquer cette « initiative ». Il s'était démené pour trouver un mécanisme de consultations israélo-palestiniennes devant préparer des élections dans les territoires occupés. Ses efforts furent vains : M. Shamir a torpillé la médiation de M. Baker au motif qu'il voyait l'ombre de l'OLP derrière la délégation palestinienne suggérée par le diplomate américain.

#### Un mécanisme complexe

Meurtre, le secrétaire d'Etat avait lancé à la mi-juin à l'adresse du gouvernement israélien : « Notre numéro de téléphone est 1 202 456 14 14 (standard de la Maison Blanche), quand vous serez sérieux à propos de la paix, appelez-nous ». Cette fois, le gouvernement propose de reprendre le même projet, à condition que le volet « normalisation avec les pays arabes » — qui fait intégralement

partie de l'initiative de 1989 — soit traité avec la même insistance que le dossier palestinien. Ce projet prévoit un mécanisme complexe : des élections dans les territoires pour désigner des représentants palestiniens avec lesquels sera négocié un régime d'autonomie intérimaire ; après une période d'expérimentation de l'autonomie, destinée à tester la coexistence, des négociations auront lieu sur le statut définitif de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Chacun viendra alors à la table de négociation avec ses propositions. Le parti de M. Shamir étant, bien sûr, opposé à tout compromis territorial.

Parce qu'il estime que l'OLP sort affaibli et largement discrédité de l'affaire du Golfe, le gouvernement serait maintenant disposé à faire preuve de souplesse sur la mise en œuvre de ce mécanisme, à discuter avec « des » Palestiniens, avec ou sans élections, pour peu que soit amorcé « parallèlement » un début de normalisation avec les pays arabes, notamment la Syrie et l'Arabie saoudite. Il pourrait s'agir, par exemple, d'une déclaration sur la fin de l'état de belligérance avec Israël, de la mise en application d'un certain nombre de mesures de confiance : contacts militaires pour éviter tout malentendu, discussions sur la répartition des ressources en eau etc. M. Shamir attend donc que M. Baker lui fasse part des dispositions de Damas et de Ryad à l'égard de l'Etat hébreu.

Le secrétaire d'Etat n'ignore pas que le premier ministre est résolu à opposer à cette idée de conférence internationale qui a les faveurs des pays arabes. A en croire certaines informations de presse, il pourrait trouver une formule de compromis en proposant une « conférence régionale » des pays du Proche-Orient sur le mode de la conférence d'Helsinki (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), c'est-à-dire un forum où le débat progresserait « parallèlement » dans différentes « corbeilles » : contrôle des armements, répartition des ressources, conflits entre Israël et ses voisins arabes, question palestinienne, affaire libanaise, etc.

ALAIN FRACHON

## M. Baker rencontrera des Palestiniens

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, rencontrera mardi 12 mars des Palestiniens des territoires occupés, à la résidence du consul général des Etats-Unis à Jérusalem-Ouest, a déclaré lundi au Caire le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler. Dans l'entourage de M. Baker on se refusait à donner l'identité des personnalités palestiniennes qui rencontreront le secrétaire d'Etat américain, en invoquant des « raisons de sécurité ».

#### TUNIS

de notre correspondant

Après avoir défilé, du jeudi 7 au samedi 9 mars, à Tunis, sous la présidence de M. Yasser Arafat, l'opportunité de cette rencontre, les membres du comité exécutif de l'OLP, auxquels s'étaient joints M. Nayef Hawatmeh, secrétaire général du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) et M. Georges Habbache, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), se sont séparés sans annoncer de décision. Un silence très inhabituel qui traduit pour le moins leur embarras.

Mais à Amman, l'un des membres de l'exécutif, M. Yasser Abd Rabbo, annonçait dimanche à l'AFP que « l'OLP avait donné des directives pour une rencontre entre des personnalités palestiniennes des territoires occupés, notamment M. Fayçal al

Husseini, avec M. Baker ». Si l'on peut d'emblée écarter l'idée d'une initiative personnelle de M. Abd Rabbo — proche de M. Arafat, même s'il appartient au FDLP —, il est clair que ce n'est pas une tactique pour sauver les apparences, au cas où des Palestiniens « de l'intérieur », décideraient de rencontrer M. Baker, sans se préoccuper de savoir si la direction de l'OLP était d'accord ou non ? Ce était-ce une façon de mettre devant le fait accompli, en leur forçant la main, les réticents tels que MM. Hawatmeh et Habbache ?

#### Faire entendre sa voix

Selon diverses sources palestiniennes, lors des discussions qui viennent d'avoir lieu à Tunis, les dirigeants du FDLP et du FPLP ont estimé qu'il était trop tôt, « quelques semaines seulement après la guerre américaine de destruction menée contre l'Irak », pour reprendre langue avec un représentant de Washington. En outre, ont-ils rappelé, c'est l'administration américaine qui a décidé en juin dernier de rompre le dialogue qu'elle avait engagé avec l'OLP en prenant prétexte de la tentative de débarquement sur les côtes israéliennes d'un commando appartenant au groupe d'Abou Abbas.

M. Arafat, suivi par quelques-uns de ses proches, n'est pas d'accord avec cette analyse, indiquent les mêmes sources. L'OLP, pense-t-il, doit à tout prix demeurer présente d'une façon ou d'une autre dans les grandes manœuvres politiques et

diplomatiques qui viennent de s'amorcer au Proche-Orient. En toute occasion — et la rencontre avec M. Baker en est une — elle doit faire entendre sa voix. Dans un message adressé samedi au peuple palestinien à l'occasion de l'entrée de l'Intifada dans son quarantième mois, M. Arafat a répété qu'il existait « des éléments positifs » dans le récent discours du président Bush qui a souligné la nécessité de régler le conflit israélo-palestinien. Faut-il encore que ces déclarations « se traduisent

dans les faits, a-t-il dit, par une action sérieuse et urgente en application des résolutions des Nations unies ». M. Arafat a affirmé que l'OLP demeurerait toujours attachée « à la poursuite de son offensive de paix à tous les niveaux », telle que définie à Alger en 1988. Mais les échos de ses prises de position en faveur de Saddam Hussein, tout au long des sept derniers mois, risquent de couvrir pour l'instant l'effet de ces assurances.

MICHEL DEURE



## HERVÉ GUIBERT

### LE PROTOCOLE COMPASSIONNEL

roman

nrf

GALLIMARD

les modérés en selle et a agité, en quelque sorte, la Syrie au groupe des modérés. (...) Deuxième chose positive : M. Bush se rend compte qu'il joue son prestige à quille ou double. Si, dans six mois ou un an, il apparaît que rien n'a avancé diplomatiquement au Moyen-Orient, il est perdant. L'ancien ministre des affaires étrangères s'est dit favorable à l'organisation d'une conférence régionale avant toute conférence internationale.

■ M. François-Poncet : circonstances favorables. — Invité, dimanche 10 mars, du « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de l'Express, M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) de Lot-et-Garonne, s'est montré optimiste pour un déblocage de la question israélo-palestinienne. « Les circonstances sont plus favorables qu'elles ne l'ont été depuis très longtemps, a-t-il affirmé (...), parce que, manifestement, dans ce monde arabe si divers, la guerre du Golfe a remis



## LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

## La guerre civile en Irak

Suite de la première page

La guerre règne à Bassorah, où le peuple, aidé par une partie des soldats, affronte l'armée. « Celle-ci tire sur nous », dit l'un d'eux en l'accusant de tous ses malheurs à cause de la position de l'Égypte. « A Zuhair, raconte un autre, les soldats à qui nous demandons de l'eau nous ont dit d'aller demander à Bush », maudissant tout à la fois le roi Fahd, le président Moubarak ou le président Assad. « Les photos (innombrables) de Saddam Hussein brûlent partout, affirme-t-il, les gens s'en prenant particulièrement aux bureaux du Parti Baas. »

## Bandes de vert et portraits d'Ali

Un chauffeur de taxi irakien confirme leurs dires sur la « révolution » à Bassorah, précisant que « les émeutiers qui hurlent "A bas Saddam !" », sont principalement des jeunes qui portent, cent autour du front, un bandeau vert — il nous en montre un qu'il a récupéré, couleur de l'Islam — et brandissent de grands portraits de l'imam Ali, le père des chiites. « Beaucoup de soldats de l'armée régulière ont rejoint », affirme ce chauffeur de taxi, qui précise que tout a commencé dans la nuit du vendredi 1<sup>er</sup> au samedi 2 mars à 3 heures du matin. A 8 heures, ces jeunes, à qui les soldats avaient donné leurs fusils, ont ouvert les portes de la prison, nous les gardiens et libérant tous les détenus. Ces jeunes se sont précipités ensuite vers les magasins du gouvernement, dont ils ont pillé les stocks et tenté de contrôler les postes de police et les bâtiments officiels. »

« Tout cela est un désastre », dit-il enfin, précisant que Bassorah se divise maintenant en trois catégories : les jeunes qui se battent, l'armée qui tente de les contenir et la population, apeurée, qui regarde. « Attention, ajoute-t-il, ces jeunes en veulent beaucoup aux Occidentaux. » Qui contrôle Bassorah ? Plus personne, disent les Égyptiens. Encore l'armée, mais elle ne sait plus laquelle, précise l'irakien.

Une fois franchi la frontière irakienne, c'est-à-dire au-delà du dernier check point des troupes américaines à Safwan, c'est le même spectacle de carnage qui se poursuit avec des véhicules abandonnés et incendiés dans tous les sens. Les premiers soldats irakiens que nous rencontrons répondent à nos saluts, pas même intrigués.

Devant la raffinerie de Zuhair, extérieurement intacte, un grand portrait de Saddam Hussein et quelques soldats qui devisent, mais toujours rien sur la route. L'exode à vélo, en charrette ou à pied se poursuit, alors que dans les champs inondés des femmes récupèrent de l'eau dans des seaux en plastique multicolores. Nous passons dans des camps militaires où les soldats désarmés paraissent traîner leur ennui. Sur une digue de sable, impeccablement alignés, une cinquantaine de chars attendent on ne sait quoi.

C'est au-delà de Zuhair, devant un pont démolé par un bombardement et vite remplacé par une voie de terre tassée, que, soudain, les choses se compliquent. Dans un embouteillage inextricable de chars et de camions embourbés, les soldats, brusquement, réagissent, c'est l'arrestation immédiate. Nerveux, mais sans brutalité, ces hommes nous font descendre de voiture et nous intimant l'ordre de nous asseoir au pied d'un char en attendant de savoir quoi faire. Un officier prend les choses en main, calme ses subordonnés les plus excités et envoie quelqu'un à Bassorah. Nous n'attendons pas plus d'une demi-heure avant que plusieurs officiers reviennent. Destination Bassorah avec, dans chaque voiture, un militaire au volant.

## Toutes ces destructions c'est Saddam

Rejoindre Bassorah ne prendra pas plus d'une vingtaine de minutes. A peine monté dans la voiture, le capitaine qui nous conduit lâche, devant le spectacle de démolition qui s'offre à nous, ponts détruits, désastre partout et images d'armée en déroute : « Tout cela, c'est Saddam. Tout le peuple irakien veut la paix. Nous voulons seulement vivre. Mais Saddam, non. Toujours la guerre. C'est une catastrophe. Cela fait deux mois que je n'ai pas de nouvelles de ma famille. Je ne sais pas s'ils sont morts ou vivants. »

Dans les faubourgs immédiats de Bassorah, le plus grand affolement semble régner. Un simple soldat apostrophe notre capitaine, qui est obligé de freiner à son ordre ; cachés et abrités derrière le muret d'un trottoir, des soldats lèchent des rafales de kalachnikov en direction

des maisons d'en face. Des soldats courent partout et notre officier, qui ose à peine insulter le soldat, se frappe la tête de désespoir devant cette scène qu'il impute de nouveau au président Saddam Hussein. A l'entrée immédiate de la ville, des chars sont déployés partout, canons tournés vers Bassorah. Assis en rang, mais attachés derrière le dos, environ cent à cent cinquante prisonniers en civil sont surveillés par des soldats.

Nous entrons tout de suite dans l'université, où notre capitaine disparaît immédiatement et nous nous retrouvons à trente et un dans la conciergerie de cet établissement. Deux petites pièces qui donnent sur la grande place à l'entrée de la ville, où sont déployés les chars et les lance-roquettes multiples de fabrication soviétique.

## Les canons dans la nuit

Un homme, qui se présente comme un simple professeur d'université, mais qui, selon toute vraisemblance, est un responsable local du Baas, vient relever nos noms et nous demande de ne pas bouger. Sa seule réponse à nos demandes d'explication est : « On dit qu'il y a beaucoup d'Iraniens qui sont venus déstabiliser le régime. » Jamais aucun témoignage ne viendra confirmer cette thèse. La bataille fait rage. Pendant toute la nuit que nous passerons dans ces deux pièces, les chars et les lance-roquettes multiples tireront sur la ville plongée dans le noir et seulement éclairée un moment par un incendie dans un quartier proche.

Des fusées éclairantes sont lancées à intervalles réguliers, immédiatement suivies de coups de canon, et le ciel est strié de balles traçantes. Les murs de notre abri tremblent, alors qu'aucune artillerie ne semble répondre de la ville. Sur quoi tirent tous ces chars qui déclenchent parfois le hurlement des chiens ? Difficile à dire, mais le bruit incessant de la bataille correspond à trois directions : le centre de Bassorah, le nord, vers la route de Bagdad, et le sud-est, vers Fao. Deuxième ville en importance, Bassorah est très étendue, avec de vastes quartiers périphériques peuplés.

Au petit matin, la canonnade décroît, et les soldats rassemblés devant l'université prennent un peu de repos. A 7 h 30, comme un éclair, tous se ruent pourtant sur un petit homme à vélo qui passe le long de la rue chargée de provisions. Instantanément, rassemblés comme une volée de moineaux autour de lui, des soldats se partagent le butin. La plupart, précise un lieutenant de la police militaire dévoué à notre garde, n'ont, comme lui, rien mangé depuis deux jours. Ce jeune lieutenant, timide lui aussi, parle à voix basse : « Vous savez, dit-il, si je pouvais moi aussi, j'irais rejoindre la résistance, mais ma famille est au nord et si je passe de l'autre côté je la condamne. Alors je reste. Je comprends ces révoltes. On n'en peut plus. » Puis, sur le ton de la confidence, il ajoute : « Vous savez qui mène la répression ici ? Ali Hassan Majid. »

## A trente-deux dans deux pièces

Deux jours plus tard, Bagdad annoncera la nomination comme ministre de l'intérieur de ce cousin du président irakien, connu pour sa brutalité au Kurdistan et aussi comme gouverneur de Koweït, et il semble donc que, devant l'ampleur des événements de Bassorah, le président Saddam Hussein ait, avant même cette annonce, tout de suite choisi la manière forte pour essayer de mater la rébellion.

Ce poste d'observation des événements de Bassorah, nous le quittons lundi dans la matinée en camion militaire pour une destination inconnue, mais qui se révèle être un camp de l'armée, à une dizaine de kilomètres au sud-est de la ville, sur la route de Fao. Noyé dans la boue et sous la pluie, ce camp, basé avancé lors de la guerre irak-iran, et qui sert aujourd'hui de base de ravitaillement et de lieu de repos pour officiers, est composé de petites maisons carrées avec chacune un jardin dans lequel sont maintenant croûtes de profondeurs trois de protection pour les soldats. Toutes les fenêtres sont bouchées par des sacs de sable et, à perte d'horizon, on ne voit que l'eau, qui semble tout recouvrir, et quelques digues de terre sur lesquelles sont stationnés, dans le plus grand désordre, camions, tanks, canons, etc.

C'est dans deux pièces d'une de ces maisons, et sur 40 mètres carrés environ, que nous nous installons alors à trente-deux, retrouvant là un

confère photographier français arrêté depuis samedi. Un colonel d'aviation, pilote de Mig-23, prend les choses en main, aide par quelques officiers et soldats ; nous allons passer trois jours en ces lieux, dans les conditions de vie de l'armée irakienne, c'est-à-dire dans un grand dénuement.

La nourriture et surtout l'eau potable sont déficients à cette armée, dont le principal aliment paraît être les paquets de 500 grammes de purée de dattes que les soldats reçoivent chaque jour, accompagnés d'un petit pain rond, noir et dur. Autre aliment de choix, mais plus rare, le poulet, que les soldats font cuire dehors sur des branchages arrosés d'essence. Par trois fois, nous en recevons chacun un morceau, accompagné d'un pain, que nous mangeons avec nos doigts, nous frottant le nez à un chiffon. Pour l'eau potable, c'est encore plus difficile, et nous n'en recevons qu'une bouteille pour six le soir.

## Tout est resté à Koweït

La plupart du temps, les soldats boivent du thé, qui a au moins l'avantage d'être concocté avec de l'eau sucrée mais bouillie. Les conditions d'hygiène sont quasi inexistantes et c'est dans les flaques d'eau que les soldats se lavent. Autre difficulté, le manque de couvertures, indispensables pour se protéger du froid nocturne qui règne. Quelques soldats cèdent les leurs, mais, nous dit l'un d'eux, « tout est resté à Koweït. Matelas, couvertures, tout est là-bas. » Je suis resté à pied, dit-il, en deux jours », montrant, à l'appui de ses dires, son pied coupé de profondes crevasses.

Dans ce camp aux unités dispersées, le moral est bas. L'absence de football diplômé d'un collège d'éducation physique, un colonel d'infanterie, qui regrette encore son vécu de jeunesse — gérer un magasin au Canada — ne mâche pas ses mots : « Tout dans ce pays est pour Saddam. L'eau, le pain, le travail, tout, c'est Saddam. Maintenant, Saddam dort, mais le pays est détruit et beaucoup de gens sont morts. Mais que pouvons-nous faire ? »

Sur la situation à Bassorah, dont l'écho de la bataille arrive jusqu'ici affaibli, il avoue : « Les soldats entraînés du Koweït la font au ventre et aiment d'avoir perdu. Ils croyaient que quelque chose à Bassorah, mais rien, et les gens en ont profité pour se révolter avec eux. Mais c'était trop tard. Il fallait agir avant, quand l'armée était encore au Koweït ou après que la Garde républicaine fut renvoyée au nord. Mais maintenant elle est là, affaiblie, peut-être épuisée, mais elle est là et le combat est inégal. »

Pour un militaire des renseignements militaires qui a passé les six derniers mois au Koweït, la vision est un peu différente. « A Bassorah, affirme-t-il, est un cas spécial, car c'est trop près de l'Irak. Ce sont les Iraniens qui alimentent ce soulèvement pour obtenir une république islamique, mais cela on n'en veut pas. »

Sur son expérience koweïtienne, le lieutenant Mohammed ne dit rien. « Les bombardements étaient très durs », mais ne faisaient, selon lui, que peu de victimes. « Nous étions mille, et seul un d'entre nous est

mort », ajoute-t-il. Beaucoup de bombes américaines tombaient dans le désert et nous avons encore pas mal de matériel. » Après l'Irak et le Koweït, que ressent-il ?

« Le président a rendu le Chah à l'Irak, car il pensait obtenir les îles de Boubiyan et Warbah. Mais maintenant, oublions tout cela. Ce n'est pas important, nous voulons tous la paix. Croyez-moi, dans vingt ans, nous serons de nouveau forts, nous avons tout. » Sous l'effet de la propagande, sans doute, il nous lâche : « Pourquoi Mitterrand tremble-t-il devant Bush. Avec Chirac, l'Irak et la France, c'était très bien. Mais maintenant, c'est Bush qui bat Mitterrand ? »

Sur notre sort, il ne sait rien. Pendant deux jours, la réponse sera toujours la même : « Il faut attendre les ordres du général commandant de Bassorah, mais celui-ci, comprenez, est très occupé. » Cet étonnant général, que nous ne verrons jamais, est sans doute le seul qui a des communications avec Bagdad, car, visiblement, ce problème est insurmontable : entre notre camp et Bassorah, aucune liaison directe sinon l'estafette. Et il semble bien que les communications avec Bagdad soient, même de Bassorah, pour le moins très difficiles.

La prolongation de notre détention est sans aucun doute due à cela, car il faut attendre les ordres de Bagdad. Le « professeur » nous l'avait dit à l'arrivée : « On ne peut pas vous relâcher comme cela, car cela voudrait dire qu'il n'y a plus d'autorité dans ce pays. Ici, ce n'est pas le Liban, il y a un gouvernement et c'est lui qui décide. » Si Saddam doit partir, avait-il ajouté — tout en précisant très vite : « Il va rester. », cela ne sera pas sous la pression des États-Unis et de leurs alliés, c'est nous qui déciderons. »

Mercredi matin, l'ordre est venu de nous emmener de nouveau à Bassorah dans la perspective évidente d'un départ en autobus vers Bagdad. Retour donc à l'université en camion, où la situation ne paraît pas avoir beaucoup changé. Les chars sont toujours en position, canon tourné vers la ville. Et il y a toujours autant de soldats stationnés à ce carrefour stratégique. Réfugiés près de l'entrée de l'agglomération, une centaine de femmes en noir attendent quelque accolade pour regagner leurs foyers. Sur la route, les check points sont nombreux et les ruses de voitures qui circulent sont toutes contrôlées.

## Voitures et matériel volatilisés

Après deux heures d'attente dans une salle de classe glacieuse tombée en ruine, nous sommes enfin admis à l'ordre de gagner un autobus au siège en bois. Direction Bagdad, précise un officier. Les équipes de télévision présentes et les photographes récupèrent une partie de leurs matériels entassés pêle-mêle dans des couvertures, mais tout le reste est volatilisée, comme les voitures et ce qu'il y avait à l'intérieur : provisions, réserve d'eau, d'essence, appareils radio, argent, caméras, etc.

Le soulèvement du départ sera pourtant de courte durée car l'autobus reprend la route du camp. « Les voitures et les chars sont coupés », affirme le colonel, nous montrant notre demande d'explication. Il faut donc attendre. « Il n'y a pas de communication, aucun moyen de nous joindre. »

## Les Etats-Unis mettent en garde Bagdad contre toute utilisation d'armes chimiques

Les Etats-Unis ont mis en garde l'Irak contre toute utilisation de gaz de combat, selon l'agence de presse officielle du régime du président Saddam Hussein. « Il est important qu'ils sachent ce que nous pensons à ce sujet », a déclaré samedi à Taïf le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. « Nous avons lancé un avertissement à l'Irak », a-t-il dit. Selon le New York Times, les Etats-Unis ont déjà établi des plans prévoyant le bombardement des unités irakiennes qui utiliseraient des gaz de combat contre les insurgés.

Les Etats-Unis estiment que les Irakiens n'ont pas encore utilisé ces armes, alors que, selon l'opposition chiite basée en Iran, ces deux villes ont subi « un véritable déluge de gaz » qui ont fait de nombreuses victimes. Mais, selon Abou Matham El Saghir, membre de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (SAIRA), le gaz n'a fait aucune victime, car il avait perdu toute sa nocivité.

L'ayatollah Taki El Moudarresi a déclaré dimanche à son arrivée à Beyrouth que la Garde républicaine irakienne avait repris la ville de Karbala.

Ailleurs dans le sud de l'Irak, la situation n'a apparemment pas changé, malgré les communiqués de victoires publiés par l'agence irakienne IRNA. Selon des officiers de renseignement américains, les nouvelles fusaient état d'un écrasement de la rébellion à Bassorah sont « prématurées ».

L'opposition kurde a par ailleurs annoncé samedi soir la prise de Halabja, petite ville située près de la frontière avec l'Irak qui avait été bombardée à l'arme chimique en mars 1988, et a affirmé que les combattants kurdes s'approchaient des champs pétrolifères de Kirkouk. La ville de Kirkouk, qui compte deux cent mille habitants, est la métropole pétrolière du nord de l'Irak. Avant la crise du Golfe, les champs pétrolifères du Kurdistan produisaient un million et demi de barils par jour, c'est-à-dire la moitié des exportations irakiennes d'or noir.

Les dirigeants de l'opposition irakienne de toutes tendances ont entamé lundi dans la capitale libanaise une conférence de trois jours pour examiner les moyens d'intensifier l'insurrection.

L'Irak a poursuivi samedi la démobilitation de son armée, entamée le 2 mars, en annonçant la suppression de cinq divisions formées lors de l'invasion du Koweït, ce qui porte à quinze le nombre de divisions démobilitées sur un total de soixante-dix.

Par ailleurs, une mission des Nations unies, chargée d'évaluer l'aide humanitaire nécessaire à l'Irak, est arrivée dimanche à Bagdad. Une équipe de Médecins sans frontières a, en outre, commencé dimanche, dans la capitale, une série de rencontres avec des responsables irakiens, afin d'évaluer les besoins médicaux du pays. (AFP, Reuters, AP)

dre. On verra demain. » Jeudi matin, nous attendons toujours les ordres de l'énigmatique général, mais, visiblement, les annonces de notre disparition, captées par les soldats irakiens sur la radio saoudienne, les impressionnent et tous affirment : « Ne vous inquiétez pas, c'est une simple question de temps. Vous allez partir. »

A 13 heures, nouveau départ, mais cette fois dans un bus un peu plus décent. Au passage de la ville, des tirs sont toujours entendus, et au moment même où l'on traverse le carrefour de l'entrée de Bassorah, deux salves de roquettes déchirent l'air. La rue principale est déserte, seulement traversée très vite d'ombres en tchador noir qui tentent de s'abriter. Le long de la route de Bagdad, le déploiement des chars T 72 de la Garde républicaine est impressionnant. Eloignés de cinquante mètres les uns des autres, avec leurs équipages, ils forment une longue file. Bassorah dont ne monte aucun bruit.

## Une ville insoumise

Sur le parcours d'une vingtaine de kilomètres que nous ferons pour nous rendre dans une aube partie de l'université à l'entrée nord de la ville, nous comptons environ deux cents chars, outre les blindés transporteurs de troupes. Le bruit des combats a nettement décroît, mais, apparemment, la ville demeure toujours insoumise. A tous les carrefours, des check points militaires sont installés et peu de civils s'aventurent sur la route. A l'extérieur de la ville, cette partie de l'université est transformée en un vaste camp militaire où partout sont installés, sous les palmiers, des chars et des blindés.

Là, nous voyons enfin un général d'état-major dont le discours, pour le moins inattendu, surprend : « Ce que vous avez fait était naturel, nous dit-il. C'était votre travail de le faire. Maintenant, vous allez être conduits à Bagdad en hélicoptère et là-bas, vous verrez. » Ce transport à bord de trois hélicoptères encore aux couleurs des Nations unies est la preuve évidente de l'impossibilité de rallier par la route Bagdad à Bassorah.

Les émetteurs, au dire même des soldats, ont, en effet, gagné les villes-carrefours de Nassiriyah et Amara notamment, et une équipe de journalistes capturée dans un endroit différent du nôtre en a fait trois jours plus tôt, l'ambre expérient. Voyant dans un convoi de la Garde républicaine, ils ont été pris dans une embuscade à quatre-vingts kilomètres au nord de Bassorah. « Des tirs de Kalachnikov venant de palmiers sur le bord de la route se sont déclenchés tous en même temps et nous avons dû stopper. Dans le doute sur l'existence de la Garde régulière dans cette région, la Garde républicaine a préféré faire demi-tour et regagner Bassorah. »

La loyauté de l'armée régulière, moins privilégiée que la Garde républicaine et composée dans son immense majorité d'hommes de troupe de confession chiite, est sans doute plus sujette à caution. Mais le sentiment demeure toutefois que la terreur de la répression, en particulier sur les familles, les longues années de soumission, la quasi-impossibilité de s'organiser, restent un frein très puissant à une révolte généralisée des troupes. Si beaucoup de soldats partagent la rancœur et la haine des insurgés contre le régime, eux, jusqu'à maintenant, ne semblent pas prêts à lâcher la proie pour l'ombre dans un pays où les demi-mesures n'existent pas et où la mort est l'immédiate sanction à toute sortie du rang, fût-elle seulement envisagée.

## Un discours sans faille

Depuis les hélicoptères, nous ne verrons pas grand-chose, sinon les ponts détruits sur l'Euphrate et le Tigre et le fait que pour se poser à Kut, pour se ravitailler dans la nuit, les pilotes ne disposaient visiblement pas de contact radio. C'est à vue que le pilote, un major de l'armée, cherchait la piste balisée sur environ deux cents mètres. Sur le tarmac, une cinquantaine d'hélicoptères — Gazelle, Alouette de fabrication française ou Mi-8 ou 24 de fabrication soviétique — étaient stationnés.

Après le ravitaillement des trois hélicoptères effectués à tour de rôle, nouveau départ et enfin arrivée à Bagdad où, là encore, la piste était signalée simplement par des phares de voitures. Sur cette base militaire, située à environ une demi-heure en autocar du centre de Bagdad, nous attendrons environ quatre heures et demie nos nouveaux collègues, en l'occurrence des hommes des services de renseignements en civil, Kalachnikov à la main.

Beaucoup plus rudes que les militaires, ceux-ci nous conduisent dans un hôtel poussé si loin non loin du Méridien et du Sheraton, sur les bords du Tigre. Enfermés individuellement à double tour dans des chambres glacées, il faudra attendre la fin de la matinée du vendredi pour pouvoir être libérés et recevoir vers midi un thé chaud et deux tranches de pain. Ici, le discours est

sans faille : « Les Américains nous privent de tout. Pas de pain, pas de lait pour les enfants, pas de café, pas de sucre, rien », précisant en un refrain bien appris ces hommes des renseignements.

Sans droit de sortir, il faudra attendre 18 heures pour savoir enfin que c'est le CICR que nous attendons et qui va nous prendre en charge. Pas avant, bien sûr, que la télévision irakienne n'ait opéré pour montrer « les bons traitements subis » et que les hommes des renseignements aient insisté sur la « grande générosité » du peuple irakien. Celui-ci, pourtant, nous ne le verrons pas, mais la dureté de ses conditions de vie ne fait aucun doute. Toujours privées d'électricité, de nourriture (vendue à un prix inaccessible pour la plupart), Bagdad retrouve une situation critique qui oblige même les dirigeants irakiens, toujours très réticents dans le passé, à accepter l'aide internationale.

Les troubles auraient gagné, affirmant des sources sûres à Bagdad, les quartiers pauvres de Kadimiah et Saddam-City, ces faubourgs habités majoritairement par des chiites et qui constituaient pendant la guerre avec l'Iran un repaire pour les déserteurs, dans lesquels ne s'aventure que rarement la police. Des émeutes auraient lieu dans ces quartiers et des civils blessés par balles sont soignés dans les hôpitaux de Bagdad.

Des barrages très nombreux ont été installés dans la ville, dont le centre est cependant calme. Mais la population, là aussi, selon les témoignages directs, parle et exprime quasi ouvertement son désir d'un départ du président irakien. Entre la haine d'un régime dont elle souffre depuis quinze ans et l'humiliation d'une défaite dont elle ne sait plus à qui, entre Saddam Hussein et les Etats-Unis, imputer la plus grande responsabilité, la population hésite, affirme un habitant, qui estime qu'au stade actuel tout demeure possible, tant la situation à Bagdad est mouvante.

Toutefois, il ne fait plus de doute que les émeutes chiites au sud et kurdes au nord effraient le plus grand nombre d'Irakiens qui risquent, dans un premier temps, de considérer qu'après tout, le Baas est encore la moins mauvaise solution. De même, la poursuite des sanctions, en particulier sur la nourriture, qui affectent l'Irak risquent de regrouper dans un mouvement de fierté nationaliste les Irakiens derrière un pouvoir que la plupart excellent mais qui est le leur, face à ce qui leur apparaît comme l'injustice de la communauté internationale à leur égard.

Malgré les discours officiels, les Irakiens savent l'ampleur de leur défaite, et l'humiliation qu'ils en ressentent est d'autant plus grande qu'ils n'ont pas de véritable moyen de l'exprimer. La peur reste un frein à leur comportement. Privés de tout, de nourriture — les hôpitaux, par exemple, n'ont que 50 % de leur ration alimentaire normale, — d'eau potable, d'électricité — les Bagdadis commencent à couper les eucalyptus de la ville pour se chauffer, — d'essence, dont le litre se vend à 9 dinars, soit 27 dollars au taux officiel, le litre, les Irakiens sont certes à bout de souffle, mais le régime tient toujours et il n'est pas sûr qu'un maintien prolongé de la quarantaine que subit l'Irak soit le meilleur moyen de détacher la population d'un régime pourtant très affaibli.

FRANÇOISE CHIPHAUX

**Le Monde**

Édité par le SAEL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lemaire, gérant directeur de la publication Bruno Freppart directeur de la rédaction Jacques Guiz directeur de la gestion Marcel Luchet secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amélie Jean-Marie Colombetti Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Farnon Philippe Harroven Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1988) Jacques Fauriol (1988-1989) André Laurens (1989-1990) André Fontaine (1990-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-66-26-27 Télécopieur : 40-66-28-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE MONTREUIL-SEINE-MAIRY 94052 NOY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-66-26-26 Télécopieur : 40-60-30-10

هكذا من زلزل





## Notre avance vous permet de stopper net.

**I**ci, pouvoir freiner à mort signifie préserver la vie. Ce qui implique des freins efficaces. Et c'est là que Du Pont de Nemours intervient. Car, si nous ne sommes pas constructeur automobile, nos produits contribuent à la réalisation des modèles les plus sûrs. Avec notamment l'invention d'une fibre cinq fois plus résistante que l'acier\* : le KEVLAR\*\*. Un matériau qui

entre dans la composition des garnitures de freins parmi les plus fiables du marché.

Mais, Du Pont de Nemours participe aussi à l'élaboration des circuits électriques, des réservoirs de liquide de frein, des capteurs ABS, des circuits hydrauliques et des flexibles.

Et il ne s'agit là que du domaine du freinage!

### Du Pont et votre voiture

Beaucoup de chemin a été parcouru depuis notre première collaboration avec Henry Ford sur son fameux modèle T.

Depuis quelques années, avec l'arrivée des matériaux modernes, les petites cylindrées n'ont plus rien à envier aux berlines de luxe. Aujourd'hui, en effet, grâce à l'apport technique des fibres, des

polymères et de l'électronique développés par Du Pont de Nemours, la voiture n'est plus seulement synonyme de liberté mais aussi de confort, de sécurité et de fiabilité.

Et une amélioration en entraînant une autre, la contribution de Du Pont de Nemours au progrès automobile se concrétise de façon multiple : des pare-

chocs à haute résistance, des peintures moins agressives pour l'environnement, un démarrage sans problème chaque matin... et mieux encore : le pouvoir de stopper net.

Pour plus d'informations, contacter Du Pont de Nemours (France) S.A. : 137 rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

\* Pour un poids égal - \*\* Marque déposée de Du Pont de Nemours.



De meilleurs produits pour une vie meilleure.

**DU PONT**

## LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

**Le sommet de l'Union du Maghreb arabe s'est ouvert en l'absence du Maroc**

Le quatrième sommet des cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA), à savoir l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, qui avait été reporté sine die, mercredi, s'est finalement ouvert, dimanche soir 10 mars, à Ras-Lanuf, à 700 kilomètres de Tripoli en Libye, en l'absence du souverain chérifien, représenté par M. Abdellatif Filali, le chef de sa diplomatie. Les ministres des affaires étrangères s'étaient rencontrés à la veille de ce conseil présidentiel, dont la dernière réunion remonte à fin juillet à Alger.

**« L'hégémonie de l'impérialisme »**

A l'ouverture de ce sommet, le colonel Mouammar Kadhafi a dénoncé « l'hégémonie de l'impérialisme et du sionisme ». Il a réclamé, en vue de résoudre la question palestinienne, « l'arbitrage du Conseil de sécurité » (de l'ONU) qui est, à son avis, la seule instance disposant d'un véritable pouvoir pour faire appliquer la légalité internationale, comme c'est le cas pour le Koweït.

« Toute tentative visant à contourner l'OLP, représentant légitime du peuple palestinien, ne pourrait que compliquer les choses », a précisé M. Ibrahim Bichari, le chef de la diplomatie libyenne.

Dans un message adressé au colonel Kadhafi en sa qualité de président en exercice de l'UMA et publié par l'agence marocaine de presse, Hassan II s'est déclaré « surpris » de la décision de réunir le sommet, en dépit de sa demande de report à fin avril qui lui avait semblé « comprise et acceptée » par son homologue libyen.

Pour appuyer sa proposition, le souverain chérifien avait fait valoir « les développements inattendus de la guerre du Golfe, les situations dangereuses auxquelles elle a abouti, ses importantes retombées sur la nation arabe, ses effets encore perceptibles à l'horizon ainsi que les perspectives de la question palestinienne et le conflit arabo-israélien qui nous surprennent chaque jour avec des données et positions nouvelles, n'apparaissant pas encore dans leur intégralité (...) Toutes ces questions exigent, de notre point de vue, un laps de temps pour les évaluer, les analyser en toute objectivité et en tirer les conclusions qui s'imposent de la part des dirigeants du Maghreb arabe », a souligné Hassan II, qui n'a pas caché son « amertume » de ne pas avoir été suivi. — (AFP, Reuters.)



**Comprendre le langage politique de l'Islam...**  
Vous avez un livre à m'indiquer?\*



**3617 ELECTRE**

**TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS**  
Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.  
Un service du Cercle de la Librairie

\*Tapez dans sujet : Islam politique

La « mission du dialogue » du PS à Tunis, Alger et Rabat

**« Empêcher les choses de se casser »**

Le ministre algérien des affaires étrangères a regretté, samedi soir 9 mars, les mesures prises le jour même par les policiers de l'aéroport d'Alger à l'encontre des cinq journalistes, dont l'envoyé spécial du Monde, qui accompagnaient de Tunis à Rabat la « mission du dialogue » des élus du PS originaires du Maghreb et qui avaient été refoulés bien qu'ils aient été en possession de visas et de lettres d'accréditation (le Monde daté 10-11 mars). M. Sid Ahmed Ghazali, qui recevait le chef de cette mission, M. Georges Morin, lui a demandé de présenter ses excuses aux intéressés, qu'il a promis d'inviter personnellement à se rendre prochainement en Algérie. Il a expliqué que leur expulsion avait été la conséquence d'une « application malencontreuse » des mesures prises par les autorités d'Alger pendant la guerre du Golfe. « Ce n'est pas le reflet de la diplomatie algérienne », a-t-il affirmé.

**RABAT**

de notre envoyé spécial

Cela fait un long moment que M. Georges Morin s'agit sur son banc. Visiblement, le chef de la « mission du dialogue » envoyée à Tunis, Alger et Rabat par la Conférence nationale des élus socialistes originaires du Maghreb ne supporte plus ce qu'il entend. Il a déjà grimé quand le « camarade » marocain, parlant de la guerre du Golfe, a affirmé que la France a « utilisé la défense des droits de l'homme pour défendre ses propres intérêts ».

Il a sursauté quand ce représentant de l'opposition locale a poussé son réquisitoire jusqu'à dire que le régime de Saddam Hussein ne méritait pas un tel traitement, parce qu'il était « nettement meilleur que le régime saoudien ». Alors, quand cet orateur proline ajoute que la France, en Irak, « a massacré des femmes et des enfants », M. Morin bondit pour l'interrompre : « On en prend plein la gueule, et c'est vrai qu'on est venu pour ça, s'écrit-il, mais ce n'est pas une raison pour dire un peu n'importe quoi ».

Cette scène se passe dimanche après-midi 10 mars à Rabat, au siège de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), l'une des deux principales formations opposées au régime du roi Hassan II, forte de trente-neuf députés à la Chambre des représentants. Face à face, dans une pièce qui ressemble à une salle de classe, une dizaine d'élus marocains et les quatorze compagnons de M. Morin.

**L'effondrement du « mythe français »**

Cela fait quatre jours que ces derniers parcourent le Maghreb pour essayer de réparer les ponts sentimentaux et politiques que la guerre a brisés entre les socialistes français et leurs homologues locaux.

Dans cette écouteuse de raccommodeurs du cœur, il y a des pieds-noirs, le blues à fleur de peau, des fils d'anciens harkis, l'estomac noué, des « beurs », qui découvrent pour la première fois la terre de leurs racines. Les uns chrétiens, les autres musulmans, plusieurs juifs. Tous élus locaux, maires, adjoints au maire ou simples conseillers municipaux. Tous volontaires pour essayer de renouer le dialogue avec leurs « cousins » d'ici. Tous venus non

pas pour se justifier, encore moins pour s'excuser de la participation de la France à la guerre, mais avec la volonté de comprendre l'amertume des pays du Maghreb, d'atténuer la déchirure que tous leurs interlocuteurs expriment.

A Tunis, M. Morin et ses « missionnaires » ont découvert, au travers de leurs entretiens avec les ministres de l'intérieur, des affaires sociales et du tourisme, l'existence d'une Tunisie officielle, soucieuse d'oublier la guerre la plus vite possible et de normaliser ses relations avec la France pour d'évidentes raisons économiques. Ils ont, surtout, pris conscience de l'ampleur des dégâts que l'attitude de la France a provoqués, dans la Tunisie profonde, celle des élites comme celle de l'homme de la rue, chez tous les francophiles qui se réclamaient jusqu'à présent de ses valeurs républicaines pour exiger de leurs gouvernements plus de démocratie, pour résister aux pressions des intégristes musulmans, et qui se retrouvent amers, désorientés, traumatisés devant ce qu'ils ressentent comme l'effondrement du « mythe français ».

Certes, M. Morin, inspecteur général de l'éducation nationale, adjoint au maire de Gères (Isère), proche collaborateur de M. Louis Memmi, a facilement suscité des approbations unanimes lorsqu'il a exposé sa doctrine : « Quatre voies s'ouvrent impérativement à la France : il lui faut être à la pointe du combat contre l'injustice politique, l'injustice économique, l'injustice sociale et l'injustice culturelle. Contre l'injustice politique, on nous jugera à notre détermination à avancer très vite dans le règlement de la question palestinienne. Contre l'injustice économique, on nous jugera à notre capacité à convaincre l'Europe de mettre au point des mécanismes efficaces de coopération régionale susceptibles de

sortir le Maghreb du sous-développement. Contre l'injustice sociale, on nous jugera à l'impulsion nouvelle que nous saurons donner à l'intégration des populations d'origine étrangère. Contre l'injustice culturelle, on nous jugera à notre volonté de combattre la méconnaissance si grave et si indigne qui s'étale dans notre société vis-à-vis du monde arabo-musulman. »

Le secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes tunisiens, M. Mustapha Ben Jofar, un agrégé de médecine, n'a pas dissimulé sa tristesse. « Nous avions cru que la France aurait un rôle essentiel pour empêcher la guerre, a-t-il dit. Nous sommes déçus. J'espère que vous ne nous ferez pas l'insulte d'essayer de nous convaincre que l'objectif de la guerre était la libération du Koweït. Nous attendions autre chose de la France, et, surtout, autre chose du PS. » La Ligue tunisienne des droits de l'homme, elle non plus, n'a pas retenu ses critiques. « Nous avons le sentiment que vous vous êtes battus pour le droit du plus fort, a dit, d'une voix infiniment lasse, sa secrétaire générale adjointe, une jeune journaliste, M<sup>me</sup> Sihem Ben Sedrine. »

« Tout ce que nous avions construit en de longues années, en prenant vos valeurs démocratiques pour référence, vous l'avez détruit en quelques jours... »

Pour parachèver cette avalanche, il y a eu la rencontre avec la déléguée des Français de Tunisie, M<sup>me</sup> Monique Ben Guiga-Cerrier, membre suppléant du comité directeur du PS, qui s'est montrée encore plus implacable que les Tunisiens eux-mêmes. « Le concept même des droits de l'homme est maintenant devenu suspect à la majorité des Arabes, a-t-elle affirmé. La propagande de

bas étage diffusée sur tous les médias français a discrédité l'un des fondements de notre démocratie, celui que les Tunisiens nous enviaient le plus : la qualité de l'information. »

**Soutien au processus de démocratisation**

A Alger, vendredi et samedi, mise à part l'indifférence du FLN, qui n'a pas répondu aux demandes d'audience, M. Morin et ses compagnons ont retiré une bonne impression des entretiens qu'ils ont eus avec les représentants du Front des forces socialistes (FFS) et du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Car, aussi paradoxal que cela paraisse, leurs interlocuteurs sont apparus moins pressés de critiquer la France que de demander son soutien dans leur double combat militant pour la démocratisation de la société algérienne et contre la pression des islamistes. Ils s'attendaient au pire et ils ont obtenu le meilleur : la volonté, chaleureusement affirmée par leurs hôtes, que les fractures engendrées par la guerre du Golfe entre les deux rives de la Méditerranée seraient parfaitement réduites, pour peu que la France comprenne que les manifestations de rue constituent un acquis positif du processus de démocratisation de l'Algérie et qu'elle ne joue pas cyniquement la carte islamiste, comme le font déjà certains autres pays occidentaux, sous prétexte que rien ne paraît pouvoir empêcher les intégristes de prendre totalement le pouvoir.

En guise de conclusion, le secrétaire général du RCD, M. Saïd Sadi, a eu une phrase qui a ému tous les « missionnaires » : « Le simple fait que vous, originaires du Maghreb, soyez venus ici peut empêcher les choses de se casser. »

ALAIN ROLLAT

**ONLY-NICE.**

**1 vol par heure.\***

NICE	10:00
NICE	10:30
NICE	11:00
NICE	11:30
NICE	12:00
NICE	12:30
NICE	13:00
NICE	13:30
NICE	14:00
NICE	14:30
NICE	15:00
NICE	15:30
NICE	16:00
NICE	16:30
NICE	17:00
NICE	17:30
NICE	18:00
NICE	18:30
NICE	19:00
NICE	19:30
NICE	20:00

Il est toujours temps de partir à temps.

\* A compter du 1<sup>er</sup> Avril.

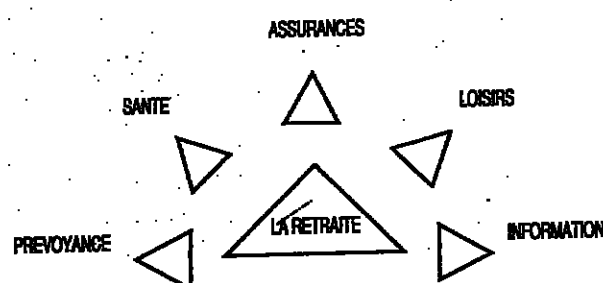
Renseignements et réservations Air Inter Paris (45 39 25 25) ou votre agent de voyages.

**AIR INTER**

مركز من لاجل



# RETRAITE PAR REPARTITION. IL Y A QUARANTE ANS QUE NOUS TENONS NOS ENGAGEMENTS.



7,9 MILLIARDS DE FRANCS D'ENCAISSEMENTS.  
PLUS DE 300 000 ENTREPRISES CLIENTES.  
3 MILLIONS DE COTISANTS ET DE RETRAITÉS.  
80 MILLIONS DE FRANCS PAR AN CONSACRÉS À L'ACTION SOCIALE.

N° 1 de la retraite par répartition  
au sein de l'Arrco, l'AGRR est un  
groupe indépendant à but non  
lucratif, géré paritairement par  
plus de 600 administrateurs

représentant les salariés et les employeurs. Dès 1951, la technique de la répartition a permis à l'AGRR de verser immédiatement des retraites à tous les anciens salariés, quelles que soient leurs ressources, et ce en pleine période de reconstruction de la France. C'est aussi la répartition qui donne à l'AGRR les moyens d'allouer des pensions de reversion satisfaisantes, et d'attribuer gratuitement des droits à retraite aux chômeurs, aux malades, aux invalides. Depuis quarante ans, l'AGRR protège le pouvoir d'achat des retraités contre l'inflation et les aléas boursiers, et garantit, grâce à une solidarité entre les générations, un bon niveau de vie à des retraités de plus en plus nombreux.

Au groupe AGRR nous vivons tous les jours l'avenir solidaire.



PREMIER GROUPE INTERPROFESSIONNEL FRANÇAIS DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE COMPLEMENTAIRE.  
SIEGE SOCIAL : 37, BOULEVARD BRUNE - 75680 PARIS CEDEX 14 - TEL. (1) 43.95.50.50.

## EUROPE

URSS : trois cent mille manifestants à Moscou

## M. Eltsine appelle à la création d'un nouveau parti

Alors que la Pravda annonçait, lundi 11 mars, que les grèves de mineurs menaçaient de s'étendre, quelque trois cent mille personnes ont manifesté la veille sous les murs du Kremlin pour les soutenir, demander la démission de M. Gorbatchev, appeler à voter « non » à son référendum sur le maintien de l'union et, comme toujours, soutenir Boris Eltsine. Ce dernier s'est finalement décidé à appeler à la création d'un parti pour faire pièce au Parti communiste. Le mois de mars, avec le référendum du 17 et le Congrès russe du 28, « sera décisif », a-t-il dit, pour savoir qui vaincra des démocrates ou des communistes.

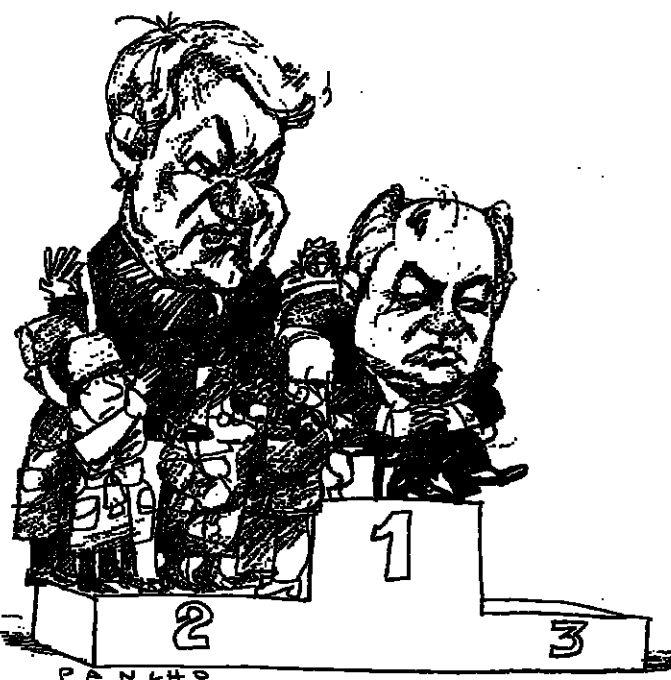
MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Le Mouvement démocratique de Russie, qui a appelé à la manifestation de Moscou et à celles qui se sont déroulées ailleurs en Russie, est un front hétéroclite, sans moyen organisationnel, qui ne parvient ni à regrouper tous les opposants au pouvoir communiste, ni à définir une claire stratégie de rechange. Il aura cependant confirmé avec éclat, dimanche, qu'il peut toujours mobiliser la rue, pourtant en plein désarroi avec les hausses de prix en cours et à venir. Mais à condition de le faire au nom de M. Boris Eltsine, « l'homme d'avenir de la Russie », comme le proclamait une pancarte assortie d'une icône brandie par une babouchka dans la foule qui remplissait à ras-bord la vaste place du

Manège longeant le Kremlin. Il y avait sans doute autant de monde que lors des grandes manifestations de l'an passé lorsqu'on ne comptait pas encore en Russie le président soviétique et qu'on ne disait pas que le peuple est « fatigué de la politique ». Or, ce peuple a applaudi à tout rompre ceux des orateurs qui réclamaient la démission de M. Gorbatchev, comme l'avait fait M. Eltsine le 19 février à la télévision. Dimanche, Boris Nikolaïevitch n'était pas à la tribune mais ses partisans, tout prêts à admettre que c'était pour des raisons de sécurité, ont eu la consolation d'entendre sa voix enregistrée la veille, lors d'une réunion à la Maison des Cinéastes. Il y tenait un discours des plus offensifs.

D'abord, a déclaré le président de Russie, M. Mikhail Gorbatchev « a menti » en disant devant le Parlement soviétique que la Russie avait donné son accord au nouveau projet de traité de l'union publié samedi malgré son opposition. M. Gorbatchev a d'ailleurs « menti en permanence » et « croit en lui à être une erreur et une perte de temps ». A-t-il poursuivi, en appelant à « déclarer la guerre à la direction soviétique ». Il a aussi usé des mots « ennemis » à combattre et « traîtres », que le « peuple ne laissera pas passer » une seconde fois aux élections. Ce fut du pain béni pour les communistes qui en ont aussitôt alimenté leurs réactions. L'un d'eux ne s'est pas senti embarrassé pour lui reprocher, dimanche soir à la télévision, ce « style digne d'un secrétaire du PC ». Il est vrai que M. Gorbatchev avait déjà ouvert la voie en reprochant aux « prétendus démocrates » d'utiliser des « méthodes bolchéviques » de prise de pouvoir. Et le président du Parlement soviétique, M. Anatoli



Leukianov, s'est précipité lui-même à la télévision pour qualifier le discours eltsinien « d'irresponsable et inadmissible » au moment où le pays est confronté à des questions « de vie ou de mort ». Il a aussi annoncé que ses députés étaient appelés lundi à sonner une nouvelle fois l'alarme contre le leader russe.

Le Parlement soviétique aura plus de mal à le faire - maintenant qu'il a reconnu le multipartisme - sur le thème principal du discours de M. Eltsine, celui de la nécessité de commencer à construire un grand

parti. « Longtemps je n'en étais pas convaincu », a-t-il dit, mais maintenant j'ai vu comment le Parti communiste progresse en un front organisé, comment il va dans chaque entreprise (...). Auprès de chaque trajectoire de laït pour lui dire que les démocrates veulent rendre la terre aux grands propriétaires (...). Le temps est venu de créer un puissant parti organisé sur la base des forces et des mouvements démocratiques, de la Russie démocratique. Il est temps de passer à l'attaque, la démocratie est en danger », a-t-il annoncé,

en soulignant que « mars de cette année sera décisif : soit les démocrates seront évincés, soit non seulement ils survivront mais ils vaincra cette année ».

## Le test du référendum

M. Eltsine avait quitté le Parti communiste l'été dernier. Mais il n'avait rejoint aucun des petits partis existants ni lancé le sien. Il voulait en effet créer un contre-pouvoir à partir du Parlement russe dont il a été de justesse élu président. Ces espoirs se sont révélés vains, car les communistes bloquaient ses projets de lois constitutionnelles et le Parlement soviétique bloquait celles qui passaient à la majorité simple. Le résultat est que les divers groupes d'opposition en Russie, privés de leader charismatique, n'ont que tardivement créé une structure de coordination : le Mouvement démocratique. Ce mouvement a donc appelé dimanche à créer ce parti prôné par Boris Eltsine, même si les dissidences n'ont pas manqué à ce sujet du haut du canon qui lui servait de tribune. Pour l'historien Youri Afanassiev, il faut garder « un mouvement souple assurant certains rôles d'un parti », « suffisamment puissant pour que M. Gorbatchev soit obligé d'en tenir compte ».

Pour le maire de Moscou, M. Gavrill Popov, il faut un « parti de plusieurs millions de millions capables d'assurer les changements nécessaires ». Pour le député Telpan Gdian, juge d'instruction, pourfendeur des corrompus du parti, la question ne se pose pas : il a annoncé dimanche la création de sa propre organisation.

Les mêmes petites dissonances touchaient à la conduite recomman-

dée pour le référendum. M. Afanassiev a appelé, au nom du mouvement démocratique, à voter « non » à la longue question de M. Gorbatchev sur le maintien de l'union. M. Popov a, par contre, appelé à un vote blanc, affirmant qu'il allait barrer sur son bulletin et le oui et le non. M. Eltsine, enfin, ne s'est toujours pas prononcé. Mais tous étaient d'accord pour dire qu'il ne s'agissait pas d'un référendum sur la politique du pouvoir, et pour appeler à voter « oui » à la question ajoutée par le Parlement de Russie, celle de la création d'un poste de président de Russie élu au suffrage universel.

Les activistes démocrates semblaient un peu moins pessimistes sur leurs chances d'obtenir, le 17 mars, un vote-sanction contre M. Gorbatchev et sa nouvelle politique. Et des représentants de mineurs, en grève depuis deux à trois semaines dans les bassins d'Ukraine, du Kazakhstan et de Sibérie, sont venus affirmer que ces mouvements sont certes partiels, mais que les revendications deviennent de plus en plus politiques, que la situation change tous les jours et que le potentiel de révolte est énorme. Signe d'un nouveau rapport de forces ou plutôt simple ajustement de la propagande du parti ? Toujours est-il que la télévision - mise au défi par les démocrates de montrer la place du Manège noire de monde - s'est exécutée dans la soirée, tout en prétendant que certains slogans appelaient à « prendre les communistes ». Deux semaines plus tôt, quand la place était déjà presque pleine de partisans d'Eltsine, la télévision n'avait que brièvement parlé d'une « manifestation d'extrémistes ».

SOPHIE SHIHAB

## TCHÉCOSLOVAQUIE

## Manifestations nationalistes à Bratislava

PRAGUE

correspondance

Quelque quatre mille manifestants ont participé, dimanche 10 mars à Bratislava, à un rassemblement organisé par le Parti national slovaque (SNS), la quatrième force politique slovaque, en faveur de la proclamation de la souveraineté des slovaques sur les lois fédérales.

Répétition générale avant une manifestation plus importante, prévue pour lundi soir, à l'appel d'une organisation culturelle patriotique slovaque, Matica Slovenska (la Mère slovaque), les participants ont exprimé haut et fort leur « ras-le-bol de Prague », la capitale fédérale. Le président Václav Havel et le premier ministre tchèque, M. Marian Čalfa - un Slovaque accusé de « trahir sa nation » en refusant la souveraineté de la Slovaquie, n'ont pas été épargnés par les critiques et les cris.

Après la crise, provoquée par la scission de la principale formation politique en Slovaquie le mouve-

ment démocratique Public contre la violence, la situation a pris une tournure plus dramatique avec l'initiative du Bloc national (une formation nationaliste) de Matica Slovenska, de réclamer la proclamation de la souveraineté de la Slovaquie le 14 mars prochain, anniversaire de la création d'un Etat slovaque indépendant pro-tchécoslovaque en 1939 (jusqu'en 1945).

M. Havel s'est inquiété dimanche, lors de son émission radiophonique hebdomadaire, du « chaos qui guette la Slovaquie » et a exprimé son « incompréhension » devant les attaques dont fait l'objet la fédération de la part de certains dirigeants slovaques, dont le premier ministre, M. Vladimir Meciar, et le ministre slovaque des relations internationales, M. Milan Kuzko, un ancien conseiller du chef de l'Etat. M. Meciar et l'ex-leader du « printemps de Prague » de 1968, Alexander Dubcek, président actuel de l'Assemblée fédérale (slovaque lui aussi), ont, pour leur part, appelé leurs concitoyens au « calme », en leur demandant de ne pas commettre d'acte irréparable.

MARTIN PLUCHTA

## GRANDE-BRETAGNE : à l'occasion de la visite de M. John Major à Bonn

M<sup>me</sup> Thatcher fait entendre sa différence

M. John Major devait se rendre, lundi 11 mars, à Bonn pour une visite qui pourrait être la plus chaleureuse effectuée en Allemagne par un premier ministre britannique depuis quinze ans. Le temps de la méfiance, voire du mépris, semble en effet passé. M<sup>me</sup> Thatcher, qui n'aimait guère les Allemands en général et M. Kohl en particulier, a choisi cette occasion pour rompre le silence qu'elle s'était imposé depuis sa démission en novembre dernier, et rappeler ses craintes d'une « domination » allemande en Europe.

LONDRES

de notre correspondant

La « Dame de fer » a fait valoir qu'elle avait laissé trois mois à son successeur pour affirmer sa personnalité et qu'il y avait fort bien réussi. Elle se sent donc libre de parler à nouveau haut et fort sur un sujet qui lui tient à cœur. Elle envisage d'exercer, selon ses propres termes, « une sorte de matriarcat » sur le parti conservateur en intervenant dans le débat public quand cela lui paraît nécessaire. Ce n'est pas nécessairement une bonne nouvelle pour M. Major.

M<sup>me</sup> Thatcher reste fondamentalement hostile à l'unification politique et monétaire de l'Europe. En visite aux Etats-Unis, elle a déclaré dans une interview à la télévision américaine que, dans ce cas, « les Allemands domineraient l'Europe parce qu'ils constituent le plus grand pays. Je ne crois pas que beaucoup de nos compatriotes aimeraient cela. Tant que nous sommes des pays séparés, chacun d'eux peut contrôler et arrêter cette domination ».

Le risque lui paraît d'autant plus grand que la démocratie n'est pas un phénomène aussi bien ancré sur le continent qu'en Grande-Bretagne. « Notre Parlement est vieux de sept cents ans, en Allemagne le parlement n'a que quarante ans, en Espagne une douzaine d'années, et au Portugal encore moins ».

Cette vision de la Grande-Bretagne, phare de la démocratie face à un continent toujours incertain, repose sur les leçons de la seconde guerre mondiale. « Nous avons alors été le seul peuple en Europe à rester debout, alors que tous les autres s'effondraient, et celui qui, avec les Etats-Unis, a libéré l'Europe ». La réaction européenne à

l'invasion du Koweït ne l'a évidemment pas fait changer d'avis : « Nous étions préparés à risquer des vies pour défendre la liberté. J'avais espéré que l'Europe serait prête à faire de même. Cela n'a pas été le cas ».

M. Major a jugé bon pendant le week-end de nier l'existence de tensions avec M<sup>me</sup> Thatcher et de rappeler qu'elle l'avait soutenu avant qu'il ne devienne premier ministre « et après » et qu'il lui en était « très reconnaissant ». Il s'apprêtait cependant à prononcer, lundi soir à Bonn, un discours qui risquerait de trancher singulièrement avec la méfiance affichée par la « Dame de fer » à l'égard de l'Allemagne.

M. Major n'a pas, pour des raisons qui tiennent notamment à son âge, les mêmes références historiques que M<sup>me</sup> Thatcher. Il ne semble pas non plus aussi inquiet que cette dernière devant les risques d'une « domination » allemande sur l'Europe. Il a enfin établi depuis son arrivée au pouvoir de bonnes relations personnelles avec le chancelier Kohl, ce qui n'était pas le cas, c'est le moins que l'on puisse dire, de la « Dame de fer ».

## Changement de ton

Il s'est ainsi abstenu de toute réminiscence devant la tiédeur initiale de l'Allemagne dans la crise du Golfe et a au contraire fait l'éloge de sa « générosité » lorsque celle-ci a desserré les cordons de sa bourse. Il a beaucoup conversé par téléphone avec M. Kohl à ce sujet pour éviter les malentendus et ce dernier lui en est visiblement reconnaissant. Au lieu de déplorer l'absence de participation allemande à l'effort de guerre, il s'efforce de trouver des solutions pour l'avenir.

Londres et Bonn ont ainsi entamé des discussions sur la création d'une force à déploiement rapide comportant des troupes mobiles et légèrement armées des deux pays à laquelle pourraient se joindre d'autres pays européens. Cette force à déploiement rapide pourrait comporter deux divisions, une britannique et une allemande, mais serait sous commandement britannique.

M. Major a également l'avantage d'aborder l'Allemagne comme un homme neuf. Il n'a pas, comme M<sup>me</sup> Thatcher, multiplié les mises en garde pendant la marche vers l'unité allemande. Il n'a pas, comme cette dernière, exprimé des doutes sur la sincérité de l'attachement de l'Allemagne à l'Alliance atlantique lors de l'affaire

de la modernisation des missiles nucléaires à courte portée de l'OTAN.

Le premier ministre britannique devrait insister au contraire sur tout ce qui rapproche les deux pays et même les deux partis. Il pourrait ainsi annoncer que les conservateurs britanniques vont désormais siéger dans le même groupe que les chrétiens-démocrates allemands au Parlement européen.

Le ton a incontestablement changé. Il faut remonter au début des années 70 et à MM. Edward Heath et Willy Brandt pour retrouver un climat aussi cordial. M<sup>me</sup> Thatcher commence son « matriarcat » avec des accents de Cassandre. Il reste à savoir si, à propos des relations avec Bonn, elle peut réellement influencer sur l'évolution en cours.

DOMINIQUE DHOMBRES

## DIPLOMATIE

En visite aux Etats-Unis

## M. Rocard a plaidé pour un « nouveau partenariat » franco-américain

Le premier ministre, M. Michel Rocard, devait achever, lundi 11 mars, par une rencontre avec M. George Bush, une visite de trois jours aux Etats-Unis. Le premier ministre a déclaré que l'Irak ne pourra pas, dans les années qui viennent, représenter une menace pour ses voisins.

M. Rocard estime qu'il y a « toujours une possibilité » pour le président irakien de recommencer à provoquer des troubles dans la région, mais que sa défaite devant les forces coalisées « l'a rendu incapable de présenter une menace réelle pour ses voisins au cours des prochaines années ». M. Rocard a ajouté, dimanche 10 mars, sur ABC, que les voisins de l'Irak « étudieront, désormais, avec une extrême précision » les faits et gestes de Bagdad. A propos de la différence d'approche entre les Français et les Américains, M. Rocard a affirmé que « la France et les Etats-Unis, qui ont une histoire différente et des rela-

tions différentes avec les peuples de la région, ne pensent pas toujours immédiatement la même chose », mais, a-t-il dit, « finalement, nous sommes fondamentalement d'accord, nous sommes de proches alliés ». Il estime que « l'amitié franco-américaine a fait un nouveau pas à l'occasion de cette crise ».

Le premier ministre a plaidé pour un « nouveau partenariat » entre la France et les Etats-Unis, estimant qu'il débouchera, de plus en plus, sur une « coopération européenne ». Il estime que ces nouvelles relations passent par une « nouvelle architecture de sécurité », s'appuyant elle-même sur une coopération concrète entre l'UEO et l'alliance atlantique. « Ainsi naîtrait, a-t-il dit, un véritable pilier européen de l'alliance, véritable en ce sens qu'il reposerait sur une capacité européenne autonome. Enfin, dans son discours devant l'OECE, M. Rocard s'est prononcé pour un « nouvel élan » du dialogue entre la France, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes. - (AFP, AP).

Faites appel à ceux qui exportent partout dans le Monde

- École Supérieure du Commerce Extérieur
- Enseignement supérieur privé
- 4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)

• Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs) par Arrêté Ministériel

PALMARÈS DU MOCI  
Moniteur du Commerce  
International du 12/3/90

ESCE : 3<sup>e</sup>  
(Classement des écoles  
internationales)

SALAIRES  
JEUNES DIPLÔMÉS  
L'Expansion du 17/3/90

ESCE : 143.000 F  
(Salaire annuel  
brut médian)

esce  
la référence

63, rue Ampère 75017 Paris - Tél. : (1) 47 63 36 55 - 42 27 99 37  
3617 CODE ECOI ESCE

سكول زلچيل



مردمان را می بیند

• Le Monde • ardi 12 mars 1991 9

Peut-on raisonnablement imaginer  
le succès d'une Europe qui ne saurait  
maîtriser sa propre intelligence ?



parti

OMATIE

## EUROPE

YUGOSLAVIE : au moins deux morts et soixante-seize blessés

## Les manifestants anticomunistes de Serbie ont réclamé la « libération des médias »

De nouveaux affrontements ont opposé, dans la nuit du dimanche 10 au lundi 11 mars, manifestants et forces de l'ordre à Belgrade. La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser quelque trois mille étudiants dans le centre de la capitale de la Serbie. Les premiers heurts violents de samedi, lors de la manifestation organisée par l'opposition pour la « libération des médias », ont fait au moins deux morts et soixante-seize blessés.

BELGRADE

de notre correspondant

« Nous libérons la télé-Basile ! » Ainsi avait été annoncée, pour samedi 9 mars, une manifestation pacifique visant à dénoncer le manque d'objectivité des médias serbes et, en particulier, de la télévision de Belgrade. Les principaux partis d'opposition, qui réclament « l'autonomie de l'information », estiment que le contrôle total de la presse et de la télévision de Belgrade a contribué, en grande partie, à la victoire écrasante des communistes (rebaptisés socialistes) aux élections libres de décembre 1990. Depuis deux mois, et en dépit des nombreuses revendications de l'opposition parlementaire, aucun débat n'a pu être entamé au par-

lement sur la démocratisation de la presse.

Malgré l'interdiction de manifester - annoncée jeudi 7 mars par le ministre de l'intérieur de Serbie - et le déploiement d'importantes forces de police aux entrées et dans le centre de la ville, plus de soixante mille personnes ont réussi à se rassembler sur la place de la République, en plein cœur de la capitale. Cernés par la police anti-émeutes, face aux véhicules blindés de la police et aux canons à eau, les manifestants ont, pendant plus d'une heure, scandé des slogans favorables à une télévision pluraliste. L'humour « anticomuniste » était indéniable, et le président de Serbie ne fut pas épargné : « Slobodan », « Slobodan Staline ».

Le leader du Mouvement du nouveau serbe, M. Vuk Draskovic, la principale cible des médias belgradois, a énoncé les revendications de l'opposition, notamment la démission des dirigeants de la télévision, la création d'une chaîne « apolitique », le droit pour les télévisions indépendantes d'utiliser les émetteurs du réseau officiel. Après avoir annoncé qu'il se dirigerait, à la tête des manifestants, vers le parlement de Serbie pour obtenir une réponse immédiate à sa requête - et alors que le cortège était calme, - un blindé est apparu. Quelques instants plus tard, sans sommation, les forces de l'ordre ont chargé la foule, lançant des bombes lacrymogènes et

la dispersant avec des canons à eau. Dans un discours passionné, M. Vuk Draskovic a alors lancé : « A l'assaut ! », et la foule s'est précipitée sur les forces de l'ordre et a attaqué deux blindés.

## Censure de l'information

Au cours des très violents affrontements, un policier a été tué à coups de bâton, et plusieurs manifestants ont été blessés. La foule s'est ensuite dirigée vers le parlement de Serbie. Les leaders et les députés de l'opposition y sont entrés pour négocier avec le gouvernement. La police est de nouveau intervenue pour disperser les manifestants. Ceux qui se dirigeaient vers la télévision de Belgrade furent arrêtés par les canons à eau et les gaz lacrymogènes.

Lors de ces nouveaux heurts, un jeune manifestant de dix-huit ans a été tué par balle et deux autres grièvement blessés. Plusieurs rues de la capitale ont été dévastées, et, en fin d'après-midi, des dizaines de milliers de personnes attendaient toujours, devant le parlement, l'issue des négociations. A 19 h 30, sur décision de la présidence collégiale yougoslave, plusieurs dizaines de chars de l'armée ont traversé le centre de Belgrade, dispersant les derniers manifestants et gardant les entrées de la ville ainsi que le ministère fédéral de la défense. Par ailleurs, une

quinzaine de chars bloquaient les abords de la télévision. Selon des témoins, une telle violence de la part des forces de l'ordre ne s'était pas vue depuis longtemps à Belgrade, « même sous Tito », « la répression policière ne fut pas aussi brutale en 1968... »

La télévision officielle de Belgrade a retransmis inlassablement les images démontrant le « vandalisme » des manifestants et diffusant les dégrammes de soutien au parti au pouvoir, encourageant celui-ci à faire respecter « l'ordre constitutionnel ». Le procureur de la République de Serbie a interdit « toute information pouvant troubler l'ordre public ». Vers 15 heures, des policiers et des agents des services de sécurité ont pénétré dans les locaux de la télévision indépendante Studio B, sommant les responsables d'interrompre leurs programmes. Studio B retransmettait en effet, pratiquement en direct, la manifestation et les émeutes qui avaient suivi. Enfin, vers 19 heures, la dernière station insoumise, le radio des étudiants B 92 était à son tour interdite. Dans la soirée, deux dirigeants du Mouvement du nouveau serbe, dont M. Vuk Draskovic, étaient arrêtés et écroués.

Dimanche, le calme qui régnait dans la capitale semblait précaire. Les unités blindées de l'armée avaient quasiment disparu dans l'après-midi, mais le centre restait quadrillé par les forces de l'ordre.

Des cordons de policiers contrôlaient l'identité des passants et procédaient à des arrestations. La censure de l'information était toujours appliquée, et les Belgradois ont ignoré que plusieurs milliers d'étudiants continuaient de manifester à la cité universitaire, exigeant la démission immédiate du PDG de la télévision et celle du ministre de l'intérieur de Serbie, responsables, selon eux, « du bain de sang de la veille ».

Après les discussions avec le pouvoir, les partis d'opposition ont indiqué que leurs revendications seraient examinées en session parlementaire. Ils étaient cependant pessimistes sur l'issue de ce débat. Le Parti socialiste serbe (ex-communiste) contrôlait plus des deux tiers des sièges à

l'Assemblée. En signe de protestation contre la violence des forces de l'ordre, les dix-neuf députés du Mouvement du nouveau serbe ont commencé, samedi soir, une grève de la faim dans l'enceinte du parlement de Serbie, et le Parti démocrate a annoncé qu'il retirait ses députés.

Les représentants de la Slovénie et de la Croatie à la présidence collégiale se sont opposés à l'intervention de l'armée, estimant que le rôle de celle-ci « ne consiste pas à résoudre les problèmes politiques intérieurs ». M. Stipe Mesic, vice-président (croate) de cette direction, a considéré qu'il s'agissait « d'affrontements entre les forces bolchéviques et les forces démocratiques ».

FLORENCE HARTMANN

## Une menace pour M. Milosevic

Suite de la première page

L'Eglise orthodoxe soutient ce talentueux tribun, qui lâche au printemps 1987, lors d'une manifestation de la minorité serbe et monténégrine du Kosovo, qui se dit persécutée et poussée à l'exode par les Albanais, une phrase désormais célèbre : « Personne n'a le droit de battre ce peuple ! » C'est le début : la Serbie se réveille et a trouvé son sauveur.

Suivent alors dans toute la République, les impressionnantes « meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo », qui rassemblent, pendant des mois, des dizaines, parfois des centaines de milliers de personnes, dans le calme et aussi l'émotion. Des « meetings » peut-être pas aussi « spontanés » qu'on l'affirmait à l'époque.

## La révolution « anti-bureaucratique »

En promettant de « reconquérir le Kosovo », M. Slobodan Milosevic va se forger une incroyable popularité, frisant le culte. Il suscite un vague de liberté. Ouvriers, cols blancs, intellectuels, l'adulent. Les rares personnalités sceptiques, qui émettent quelques doutes sur cette politique « dure », sur ses discours nationalistes et populistes, et la vague révolution « anti-bureaucratique » qu'il défend préfèrent se taire. Le Kosovo est retourné dans le giron de la Serbie, mais au prix de nombreuses vies humaines et d'un quadrillage permanent de la région par les forces armées.

Sa promesse, il l'a quand même tenue : une nouvelle Constitution serbe sera promulguée, et beaucoup de ses partisans voient en lui l'homme capable aussi de sauver une Yougoslavie en décomposition. En proposant un système résolument fédéral avec un gouvernement central fort, il va se mettre à dos les deux Républiques développées du Nord-Ouest, la Slovénie et la Croatie, qui redoutent toujours, comme dans l'ancien Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, après la première guerre mondiale - la résurrection de l'hégémonie serbe et une fédération sous contrôle belgradois.

Au fur et à mesure de l'ascension de M. Slobodan Milosevic, ces deux Républiques vont prendre leurs distances avec la Serbie et avancent maintenant vers l'autonomie, l'indépendance ou la « dissociation », à moins qu'une formule « confédérale » de coexistence ne soit retenue. Les querelles ne font que s'amplifier, les réunions de la présidence collégiale sur l'avenir du pays périclitent, les différentes Républiques, par médias interposés (en particulier ceux de Serbie) ne cessent de s'insulter.

## « Milosevism »

Mieux vaut actuellement en Yougoslavie ne pas décliner son origine, au risque d'être immédiatement traité de « séparatiste », de « terroriste », de « schénik » (nationaliste serbe) ou d'« oustachi » (extrémiste croate), des qualificatifs remontant aux luttes fratricides de la seconde guerre mondiale, pendant laquelle les peuples de Yougoslavie se sont trouvés dans des camps différents.

Le premier échec de « Slobodan » date de la désintégration, en janvier 1990, de la Ligue fédérale des communistes : les Slovènes, mis en minorité sur toutes leurs revendica-

tions par les Serbes, claquent la porte du congrès extraordinaire à Belgrade et signent l'arrêt de mort du parti. Les Croates suivront leur exemple. Le second revers est lié à la lenteur avec laquelle il a lancé le processus de démocratisation dans sa République. Des six Républiques yougoslaves, la Serbie, qui se considère volontiers comme le « foyer historique de la démocratie dans les Balkans », fut la dernière à organiser des élections libres (décembre 1990), que l'opposition, faute de moyens financiers et d'accès suffisant aux médias, a dû aller chercher ailleurs.

Nombre d'intellectuels, de démocrates et de jeunes, fervents partisans pourtant de la politique de M. Milosevic au Kosovo, commencent à s'interroger sur la véritable personnalité de l'homme : veut-il vraiment le pluralisme ? N'est-il pas une sorte de néo-marxiste populiste avide de pouvoir personnel ? Cette « révolution anti-bureaucratique » n'était-elle qu'une façade ? Alors que les électeurs de Slovénie, de Croatie, de Bosnie, de Macédoine chassaient joyeusement les communistes du pouvoir, la Serbie restait, elle, gouvernée par des « socialistes » peu enclins aux réformes.

## « Slobodan Staline ! » « Slobodan Saddam ! »

Petit à petit, la guerre menée par les dirigeants serbes contre la Slovénie et la Croatie a été contestée par les partis d'opposition. Le leader du Mouvement pour le nouveau serbe, l'écrivain Vuk Draskovic (arrêté et emprisonné depuis les événements de samedi), était il y a quelques mois presque plus « nationaliste » que M. Milosevic. Mais, dans un souci de trouver une solution pour l'avenir de la fédération, il a eu depuis des contacts avec les nouveaux mouvements croates et serbes ennemis jurés de la Serbie. Cette audace lui vaut maintenant d'être qualifié de traître et d'« oustachi » par des gazettes de Belgrade... Le mécontentement gagne aussi les usines, où les grèves se multiplient : des milliers d'ouvriers sont payés avec un ou plusieurs mois de retard, la banqueroute économique menace.

Voilà des mois que l'opposition en Serbie (qui n'a que 36 des 250 sièges du Parlement) réclame une démocratisation d'une radiotélévision totalement contrôlée par le régime, la révocation de son équipe dirigeante - bref la fin de ce qu'on appelle la « Milosevism », accusée « d'utiliser les passions nationalistes (...) et de pousser les Serbes à la guerre civile ». Samedi à Belgrade, les manifestants scandaient « Slobodan Staline ! », « Slobodan Saddam ! », « A bas la mafia rouge ! ».

Jamais le pouvoir de M. Milosevic n'a été aussi contesté. Pour ramener le calme, il a fait appel à son plus fidèle allié, dans les joutes internes yougoslaves : l'armée. Celle-ci, où les officiers sont dans une large majorité serbes, est favorable à la « fédération forte ». La crise intérieure de la Serbie, la plus grande des Républiques de la Yougoslavie, vient à s'ajouter à des tensions interethniques et à des nationalismes qui minent l'action du gouvernement fédéral de M. Ante Markovic. Le premier ministre est incapable d'appliquer ce « programme minimum » qui pourrait faire fonctionner le pays dans une période qu'il qualifie « de transition ».

ALAIN DEBOVE

ALBANIE : alors que l'exode des réfugiés continue vers la Yougoslavie

## Affrontements dans le port de Durrës

Alors qu'une mission du de l'ONU était attendue, lundi 11 mars, à Tirana, la situation restait confuse en Albanie. Samedi, l'armée et la police ont évacué par la force les candidats à l'émigration qui s'étaient massés dans un bateau, le *Partizani*, amarré dans le port de Durrës.

Ces affrontements auraient fait une dizaine de blessés selon l'agence de presse albanaise, mais le porte-parole du Parti démocratique, dans l'opposition, M. Genc Pollo, a précisé que trois personnes étaient décédées par asphyxie en raison des gaz lacrymogènes.

Dimanche, plus d'un millier d'Albanais d'origine serbe et monténégrine sont entrés dans la République limitrophe yougoslave du Monténégro, sans rencontrer d'opposition de la part des soldats et des gardes-frontières albanais. Les responsables du Monténégro craignent un afflux de dizaines de milliers d'Albanais.

Un haut responsable grec du service de l'immigration, M. Dimitris Tsotis, a déclaré pour sa part, samedi, que, sur les vingt mille réfugiés albanais qui s'étaient rendus en Grèce depuis le début de l'année 1990, environ six mille cinq cents avaient regagné leur pays.

Recevant une délégation de la Fédération internationale d'Helsinki (FIF), le président albanais, M. Ramiz Alia, a estimé que l'émigration de milliers d'Albanais au cours des derniers jours est « liée aux difficultés économiques actuelles que traverse l'Albanie et à une psychologie préjudiciable ». Il a d'autre part accusé « diverses forces extérieures et intérieures » de « tenter d'exploiter les difficultés économiques pour déstabiliser et discréditer notre Etat ». M. Alia a dénoncé ceux qui en Albanie pensent que, « maintenant que nous avons adopté le multipartisme, l'Europe va nous entretenir sans que nous ayons à travailler ». (AFP, Reuter.)

Le retour progressif des Albanais de Brindisi

## « Vous nous avez accueillis comme des chiens... »

BRINDISI

de notre envoyé spécial

« Vous nous avez accueillis comme des chiens ! Vous nous avez laissés dehors pendant trois jours et trois nuits ! Si vous nous empêchiez de lever l'ancre, nous allons tout casser, tout brûler ! » Mauvais remake du *Potemkine*, dimanche 10 mars dans la soirée, sur le cargo *Tirana* avant que celui-ci ne reparte pour l'Albanie. La viande du bord n'est pas pourrie. Les rations n'en contiennent pas, et d'ailleurs il n'est pas le problème. Les deux mille Albanais, femmes et enfants compris, qui s'étaient depuis jeudi soir sur ce navire malodorant, cette « Cité de la joie » flottante que personne n'a désinfectée, n'ont qu'une idée en tête : retourner chez eux, au « pays des aigles » et de la misère.

Le mirage italien s'est évanoui pour ces gens, qui interdisent maintenant à la police et même aux équipes de nettoyage de monter à bord, cas désespérés au regard fou, qui finissent par accepter quelques journalistes. Lundi à l'aube, à l'entrée du port désormais vide et livré aux équipes de désinfection, quelques familles supplémentaires attendaient dehors avec leurs enfants, pour être sûres de ne pas rater le prochain départ pour Tirana. Un autre bateau devrait quitter Brindisi d'ici un ou deux jours pour ramener d'autres candidats au retour.

Bien sûr qu'il y a parmi eux des petits malins qui ont voulu profiter d'une traversée gratuite pour voir du pays, ramasser quelques dons et peut-être même amorcer un négoce. La taille et le nombre des sacs plastiques remplis de vêtements et de denrées diverses qui encombraient le pont du *Tirana* dimanche avant son départ étaient là pour dire qu'ils repartent peut-être un peu moins misérables qu'à leur arrivée. Bien sûr que certains

d'entre eux sont venus, comme ils le disaient eux-mêmes, uniquement pour essayer de retrouver à Brindisi un parent, un ami ou un enfant, perdus précédemment, embarqués dans un mouvement de foule, de désespoir ou de curiosité, en direction de l'Éden transalpin. D'ailleurs, sur les quinze cents mineurs recensés à Brindisi, parmi les vingt mille réfugiés, plus de 40 % sont sans parents. Perdus dans la foule ou laissés au pays. Les plus petits ont tout de suite été adoptés par de généreuses familles de la ville ; les autres seront pris en charge plus tard, mais certains enfants, le visage couvert de larmes et de colère, étaient, de toute évidence, sur le chemin du retour contre leur gré. Querelles de famille ou de génération que les autorités italiennes auraient été bien en peine de trancher tant elles sont apparues, tout au long de l'odyssée albanaise, littéralement dépassées par les événements.

## Calcutta-sur-Adriatique

Le *Tirana* était arrivé, « bateau de l'espoir », avec 4 500 rêveurs à bord, jeudi, à Brindisi ; il est reparti, « galère de la honte », au crépuscule du 10 mars. « Les Albanais n'ont pas de pétrole, nous disait samedi un vieux carabinieri en faction devant l'enceinte du port, ce ne sont pas des Kowalevski, alors tout le monde s'en fout. Moi, je suis en service ici depuis seize heures d'affilée, et notre ministre de la soi-disant protection civile n'est même pas venu voir ce drame une seule seconde. J'ai honte pour mon pays. »

La honte. Mot-clé des titres et commentaires de la presse italienne pendant des jours et des jours. Sentiment d'une bonne partie de l'opinion publique transalpine, à commencer par celle de la

Pouille, abandonnée à elle-même pendant une longue semaine parce que Rome avait tout simplement décidé de fuir ses responsabilités. Tous les réfugiés le disent, tous les journalistes ont pu le constater, la population de Brindisi a été extraordinaire de solidarité et de tolérance à l'égard des milliers de « delugues-dents » qui les assaillent. On a vu des jeunes gens passer leur journée à transporter des malades et des indigents d'un bout à l'autre de la ville. On a vu des quartiers entiers se mobiliser pour nourrir deux fois par jour, sur leurs deniers, des centaines d'affamés épuisés, on a vu des familles en héberger d'autres, les habiller de pied en cap et les restaurer des princes. On a vu l'hôpital et les écoles regagner de volontaires pour nettoyer, organiser, consoler, et même commencer à enseigner des rudiments d'italien à des adultes pressés d'entamer leur nouvelle vie.

Il aura fallu attendre dimanche pour voir la quasi-totalité des réfugiés enfin à l'abri sous un toit pour dormir. Ce n'est pas l'Eldorado, mais c'est mieux que le Calcutta-sur-Adriatique qui avait été réservé aux réfugiés sur les quais du port.

## Le cynisme de M. Andreotti

Au début de la crise, devant les lenteurs de la machine gouvernementale, chacun s'était rassuré en mettant ce retard sur la légendaire et bien réelle indigence des services publics. Et puis M. Giulio Andreotti, le président du Conseil, a vendu la mèche à la veille du week-end : « Si on affirme le principe, qu'il est possible d'être accueilli ici, si l'on entend l'illusion qu'il est possible aussi de trouver du travail, alors ce ne sont pas vingt ou trente mille Albanais qui viendront s'installer chez nous

mais beaucoup plus, et pas seulement d'Albanie... » Autant les efforts entrepris vendredi pour essayer d'empêcher à l'avenir les bateaux albanais de venir décharger leurs cargaisons de misère sur la côte italienne ont été compris par l'opinion publique, autant le « cynisme » gouvernemental à l'égard de ceux qui ont pu prendre pied dans la péninsule a été fortement critiqué. Jamais à court de reparties, M. Andreotti avait rétorqué que si « les prédicateurs de morale voulaient donner l'exemple » en recevant chacun une famille d'Albanais dans leurs foyers, il était prêt pour sa part à faire de même. Coup de pied de l'âne et sentence cruelle à l'encontre d'une classe politique bavardes et velléitaires.

Sévérement tancé le lendemain de sa provocante intervention par l'Observateur Romano, l'organe du Vatican, qui critiquait « l'insuffisance et l'absence de l'Etat » en matière de solidarité, le très catholique président du Conseil italien devait timidement révenir dimanche sur ses propos. A midi, le même jour, sur la place Saint-Pierre, le pape, à l'issue de l'angélus, avait dit qu'il était impossible de « rester indifférent » face au drame des réfugiés, et il avait appelé Dieu « à illuminer les responsables pour qu'ils trouvent des solutions justes et respectueuses de la dignité humaine ».

Trois heures plus tard, le chef du gouvernement, changeant de ton, demandait à la télévision un peu de compréhension pour l'attitude italienne et il laissait entendre que les premiers arrivés albanais pourraient peut-être rester définitivement en Italie s'ils y tenaient tant que cela. Au même moment naissait, à la maternité de Brindisi, le premier bébé de réfugiés...

PATRICE CLAUDE

سكزا من الجمل



مركز الامن لايصل

• Le Monde • Mardi 12 mars 1991 11

des médias  
losev

Peut-on décemment croire en l'avenir d'une Europe  
qui ne saurait garantir son indépendance ?



## AMÉRIQUES

SALVADOR : les élections législatives et municipales

## Appuyée par la guérilla, la gauche devient la troisième force politique du pays

La parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, droite), et les trois partis de la gauche non communiste réunis au sein de la Convergence démocratique, sont les grands vainqueurs des élections législatives et municipales qui se sont déroulées dimanche 10 mars au Salvador. Aucun incident majeur n'a été signalé hors des zones contrôlées par la guérilla. Selon ses propres projections, l'ARENA conserve la majorité absolue à l'Assemblée législative, avec au moins quarante-trois députés sur quatre-vingt-quatre. La démocratie chrétienne reste en deuxième position, comme lors du scrutin de 1988 et de l'élection présidentielle de 1989. Elle perd

cependant une partie de sa clientèle au profit de la Convergence démocratique, qui est apparue sur la scène électorale en 1989.

L'union de la gauche, qui avait obtenu alors moins de 4 % des suffrages exprimés, fait une entrée remarquée au Parlement (plus de 12 % des suffrages, selon des chiffres préliminaires, et une douzaine de députés) et devient la troisième force politique du pays, devançant la droite traditionnelle, représentée par le Parti de conciliation nationale (PCN). Comme lors des scrutins précédents, l'abstention reste élevée, environ 50 %.

vingtaine de morts dans la seule journée de dimanche.

Dès 6 heures du matin, la foule et quelques observateurs internationaux - plusieurs centaines dans l'ensemble du pays, dont quelques Tchèques et Polonais - se pressaient autour des dizaines d'urnes installées sous les arcades, juste en face de la caserne de Chalatenango, fortement gardée depuis l'attaque menée par les rebelles contre la ville en novembre.

## Le bon comportement de l'armée

Les militaires ont respecté les instructions très fermes leur interdisant de s'approcher des bureaux de vote, confirmant ainsi une rupture très nette avec les méthodes du passé, ce dont tous les partis se sont félicités. L'armée, nous a affirmé sans sourcilier le chef des opérations du détachement, le commandant Salazar, est désormais disposée à se soumettre aux autorités civiles issues des élections, et cela n'exclut pas la Convergence démocratique.

Malgré tout, on sent encore une forte méfiance de certains secteurs de

« Mauricio », de permettre au gouvernement d'installer une administration locale dans une région libérée. »

Illustrant la stratégie à deux volets du FMLN, qui joue la carte de la négociation tout en maintenant une forte pression militaire dans une grande partie du pays, les rebelles ont fait une campagne discrète en faveur de la Convergence démocratique et, dans une moindre mesure, de l'Union démocratique nationaliste (UDN, communiste). Seuls les slogans et les affiches de la gauche sont visibles dans les villages où l'armée n'a osé guère s'aventurer depuis plusieurs années. Des affiches proclament : « Le peuple exige la démocratisation » ou encore « ARENA égale escadrons de la mort ».

La population locale est donc allée voter dans la capitale départementale, où les autorités électorales avaient installé des urnes pour désigner les conseils municipaux des huit municipalités situées dans les zones de conflit. Il en a été de même dans plusieurs autres départements, en particulier le Morazan, où des combats se déroulent depuis plusieurs semaines et auraient fait près d'une

CHALATENANGO (Salvador)  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Au moment précis où les bureaux de vote ouvraient leurs portes dans la capitale du département septentrional du Chalatenango, dimanche 10 mars, des tirs d'artillerie éclatèrent dans les montagnes environnantes, révélant ainsi la fragilité de la trêve décrétée par la guérilla pour la période du 9 au 11 mars. L'affrontement n'allait durer que quelques minutes, mais il confirmait la volonté du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN) de ne pas permettre l'organisation du scrutin dans les zones sous son contrôle.

Selon les rebelles rencontrés dans les villages poussés de ce département frontalier avec le Honduras, le FMLN voulait ainsi s'opposer à la stratégie de l'armée, qui, disent-ils, « cherche à utiliser les élections pour faire croire à la communauté internationale qu'elle contrôle l'ensemble du territoire ». « Il n'y avait pas question non plus, affirme un dirigeant rebelle de la zone, portant le pseudonyme de

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

## Nouvelle flambée de violences dans les cités noires

Selon des sources dignes de foi, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Salim Ahmed Salim, aurait rencontré, à la fin de la semaine, à Moroni aux Comores, M. Rusty Evans, le directeur général des affaires africaines au ministère sud-africain des affaires étrangères, M. Rusty Evans. Ces entretiens auraient porté sur une éventuelle admission de l'Afrique du Sud au sein de l'OUA. Selon M. Salim, qui a démenti cette information, « les conditions d'une admission sont au nombre de trois : une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unifiée ».

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Une soudaine éruption de violence a fait trente-trois morts et une centaine de blessés, au cours du week-end, dans la cité noire d'Alexandria, au nord de Johannesburg. Tout avait commencé, vendredi soir, quand des membres du parti Inkatha, à dominante zouloue, avaient attaqué un comité de quartier, proche du Congrès national africain (ANC). L'un des assaillants fut brûlé vif. Samedi matin, armés de haches, de couteaux et de lances, les Zoulous déferlèrent sur le ghetto d'Alexandria. La police et l'armée tentèrent alors de rétablir l'ordre.

La situation était encore très tendue, lundi matin, en dépit d'appels à la raison lancés par les responsables locaux de l'Inkatha et de

l'ANC. En attendant la mise sur pied d'une structure commune pour éviter de telles violences, ces deux organisations sont tombées d'accord pour demander à la police et à l'armée de continuer à séparer les militants des deux factions.

Cette flambée de violence souligne la fragilité de l'accord de paix signé fin janvier par le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, et M. Mangosuthu Buthe, le chef de l'Inkatha. Le ministre de la loi et de l'ordre s'est déclaré « choqué et consterné » par la tuerie « week-end et a prévu que les forces de sécurité ne toléreraient aucune nouvelle représaille » ni « la diffusion de la violence vers les autres townships de la région » comme ce fut le cas en août lorsque, en l'espace de quelques semaines, un millier de personnes trouvèrent la mort dans la région de Johannesburg.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## EN BREF

■ BURKINA : le parti du président abandonne le marxisme-léninisme. - L'Organisation pour la démocratie populaire-Mouvement du travail (ODPMT), le parti du président Blaise Compaoré, a abandonné le marxisme-léninisme, lors de son congrès qui s'est achevé, dimanche 10 mars, à Ouagadougou. L'ODP a décidé de se transformer en un « parti politique révolutionnaire de masse », a opté pour la libre entreprise et l'économie de marché. - (AFP)

■ INDE : le premier ministre démissionnaire restera en fonction pour l'adoption du budget. - Le président de l'Union indienne, M. Ramaswamy Venkataraman, a demandé au premier ministre démissionnaire, M. Chandra Shekhar (le Monde du 8 mars), de rester en fonction le temps d'assurer l'adoption, par le Parlement, d'un projet de budget provisoire. Les élections auront lieu probablement à la fin du mois de mai. - (Corresp.)

■ NIGER : après les manifestations de Niamey, l'ambassade du Niger à Paris vient à préciser que « les manifestations d'étudiants et d'écoblés, le 25 février, auxquelles se sont joints des casseurs, avaient pour objet des revendications corporatistes ainsi que le jugement des présumés auteurs des événements du 2 février 1990. Par conséquent, elles ne sont en rien liées à la guerre du Golfe et n'ont pas visé, de manière sélective, les intérêts occidentaux ».

## A TRAVERS LE MONDE

## ALGÉRIE

## Appel à la grève générale

Le principal syndicat, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), vient d'appeler à une grève générale, mardi 12 et mercredi 13 mars, pour protester contre « la dégradation du pouvoir d'achat ». Cet appel intervient à l'approche des élections législatives anticipées, qui, selon de bonnes sources, devraient avoir lieu dans la première quinzaine de juin et qui permettraient de renouveler l'Assemblée populaire nationale, dont les membres ont été élus, en février 1987, sur une liste unique du FLN.

L'UGTA a indiqué que cette grève générale ne doit pas être considérée comme un « bras de fer » avec le gouvernement mais qu'elle a été décidée uniquement pour attirer l'attention de ce dernier sur la situation sociale. Mardi, elle avait adressé une sévère mise en garde au pouvoir contre la « flambée des prix » et dit son intention de « combattre toute politique qui fait supporter aux travailleurs et à eux seuls les coûts sociaux des réformes économiques ». Celles-ci ont pour objectif de faire passer l'Algérie, en 1991, d'une économie dirigiste à une économie de marché. - (AFP)

## POLOGNE

## La Diète refuse de se dissoudre

Les députés polonais, dont 65 % ont été élus en 1989 sur une étiquette communiste, ont rejeté la recommandation du président Lech Walasa pour des élections législatives anticipées le 26 mai et repoussé le scrutin à l'automne.

Par 314 voix contre 18 et 40 abstentions, la Diète a rejeté, samedi 9 mars, le projet de loi électorale de M. Walasa, qui prévoyait la dissolution immédiate du Parlement. Les députés ont décidé de n'autodissoudre leur Assemblée qu'à l'automne 1991 et de demander au chef de l'Etat de convoquer des élections avant le 31 octobre.

La Pologne est l'un des rares pays de l'ex-Europe socialiste à fonctionner encore avec un Parlement semi-démocratique, issu de l'ancien régime. Après avoir hésité sur la date d'élections anticipées, M. Walasa, réalisant la difficulté de travailler avec une telle Assemblée, avait opté pour le 26 mai, soit quelques jours avant l'arrivée du pape en Pologne. Mais l'opposition conjuguée des anciens communistes et de l'Union démocratique, le parti de l'ancien premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, a fait échouer son plan. - (AFP, UPI, Reuters)

## BÉNIN

## M. Soglo en tête de l'élection présidentielle

Le premier ministre, M. Nicéphore Soglo, est passé en tête devant le président Mathieu Kérékou, selon des résultats partiels du premier tour du scrutin présidentiel de dimanche au Bénin, disponibles lundi 11 mars en fin de matinée, a-t-on appris auprès du ministère de l'Intérieur.

M. Soglo obtenait alors 36,98 % des suffrages exprimés, contre 26,14 % au président Kérékou. Ces chiffres portent sur plus de 60 % des quelque deux millions d'électeurs inscrits.

M. Albert Tévoédji, président de Notre cause commune, arrive en troisième position avec 11,10 % des suffrages. Le taux de participation provisoire est de 57,26 %.

Ce retournement de tendance par rapport aux premières estimations s'explique, notamment, par le score obtenu par M. Soglo à Cotonou, où le premier ministre a recueilli plus de la moitié des suffrages exprimés. La tendance du scrutin peut encore subir des modifications, estiment les observateurs, car certaines régions votent massivement pour leur candidat. - (AFP)

## ROUMANIE

## Des milliers de manifestants à Timisoara

Plusieurs milliers de Roumains ont manifesté contre le gouvernement, dimanche 10 mars, à Timisoara, à l'occasion du premier anniversaire de la « proclamation de Timisoara », qui s'était donnée comme objectif d'« éliminer le

communisme et toute forme de totalitarisme » en Roumanie.

Les différents orateurs, qui ont dénoncé la politique du gouvernement, ont souhaité que l'Alliance Civique, regroupement de l'opposition extraparlamentaire, crée le 7 novembre dernier, devienne un parti politique. Les manifestants ont crié à plusieurs reprises « A bas Iliescu ! », « A bas le gouvernement communiste ! », tout en scandant le nom du roi Michel, l'ex-roi de Roumanie, refoulé par les autorités roumaines en décembre dernier. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Centre Georges Pompidou  
Bibliothèque publique d'informationEn présence de Georges Kiejman  
Ministre délégué auprès du Garde des Sceaux,  
Ministre de la Justice

## PROCES PENAL ET DROITS DE L'HOMME

émergence d'une conscience européenne,  
héritages culturels et résistance des pouvoirsColloque Européen :  
26/27 mars 1991

Grande Salle du Centre Georges Pompidou

BULLETIN D'INSCRIPTION

Date limite : 15 mars 1991

## Programme

26 MARS 1991

9 h 30 - 10 h

Séance inaugurale

10 h - 12 h

Le temps des réformes en Europe.

14 h - 16 h

Quels droits pour l'homme en procès ?

16 h 30 - 18 h 30

Ce que disent les professionnels, ce que pensent les justiciables.

27 MARS 1991

9 h 30 - 12 h 30

Procès en images, images en procès.

14 h 30 - 16 h 30

Le procès pénal en démocratie.

16 h 45 - 18 h 30

Séance de clôture

Renseignements :

42 77 12 33 poste 45 14

A retourner à :

Salle d'actualité de la BPI

/Débats

Jean-Luc Villard

Bibliothèque publique

d'information

75197 PARIS CEDEX 04

PLUS VITE, MOINS CHER !

**Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !**

3615 NEUBAUER votre occasion + un grand jeu !

Les offres exclusives gratuites NEUBAUER :

- 205 V.I.P. Cuir/Bois
- ou l'intérieur cuir sur la PEUGEOT de votre choix
- ou Contrat Service de 4 ans ou 80 000 km
- ou votre Peugeot super équipée (alarme, toit ouvrant et poste de radio)

\* sur présentation de cette annonce jusqu'au 15 mars 1991, ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles de base et les séries limitées.

● 7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎ 47 66 02 44

● 10, rue Carnot 75017 PARIS ☎ 47 67 50 50

● 170, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42 83 55 91

● 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42 85 54 34

● 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42 61 15 68

● 29, bd des Batignolles 75002 PARIS ☎ 42 93 55 52

● 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48 21 60 21

**NEUBAUER PEUGEOT**

هكذا من الزميل



**SIEMENS et NIXDORF**  
se sont unis pour lutter contre l'absurdité  
d'une Europe sans informatique.

**SIEMENS**  
**NIXDORF**

L'Europe s'ouvre, l'Europe se retrouve, l'Europe se réalise chaque jour. Sa réussite est du domaine de notre responsabilité collective. Dans le monde de l'économie et de l'industrie, cette réussite passera par la maîtrise des technologies de pointe, celles qui feront la compétitivité des entreprises de l'an 2000. Comment aboutir sans avoir cette totale maîtrise dans le domaine de l'informatique ?

Siemens et Nixdorf l'ont compris et se sont unis dans la lutte pour l'Europe informatique. En additionnant leurs compétences et leurs forces, en explorant tous les domaines de la recherche fondamentale qui feront la performance des produits de demain, ils deviennent un pôle informatique européen capable de survivre à la compétition mondiale. Siemens-Nixdorf, premier constructeur informatique européen, mène aujourd'hui un combat qui nous concerne tous. Un combat pour une informatique européenne maîtrisée, libre et indépendante.

SIEMENS NIXDORF 14 avenue des Béguines  
95802 Cergy St Christophe. Tél. : 34.20.35.04.

**La Synergie en Action**

## POLITIQUE

## Deux élections municipales

## Le maire de Biarritz, M. Marie (RPR) est en position précaire

Le maire sortant de Biarritz est en tête, mais en situation difficile, après le premier tour, dimanche 10 mars, de l'élection municipale partielle que son premier adjoint l'a contraint d'organiser. Avec 34,74 % des suffrages exprimés au premier tour, dimanche 10 mars, M. Bernard Marie (RPR) devance de moins de cinq points M. Didier Borotra (UDF-CDS), qui a obtenu 30,23 % des voix.

Pour autant, l'offensive du premier vice-président du conseil régional d'Aquitaine et du conseil général des Pyrénées-Atlantiques n'a pas submergé le maire de la cité balnéaire en poste depuis quarante ans. La prédominance des questions locales (avenir du casino

et projets immobiliers) a suscité une participation d'un bon niveau pour des élections partielles.

Cette consultation mettait un terme à quatre mois de crise, consécutive au passage dans l'opposition municipale de M. Borotra et de huit des conseillers centristes (le Monde du 8 mars). M. Jacques Abeherry, qui avait tempéré son nationalisme basque en s'entourant de collégiés écologistes des Verts, a amélioré légèrement son score de mars 1989 (14,28 % contre 13,49 %) en recueillant le même nombre de suffrages. Décidé à faire battre M. Marie, M. Abeherry devait décider de fonder sa liste avec celle de M. Borotra, en revendiquant un tiers, environ, des places de la liste commune qui serait ainsi formée. Bénéficiaire, en 1989, de la présence d'une seule

liste réunissant le RPR et l'UDF, M. Guy Cadillon (divers droite), également opposé au maire sortant, a vu son score diminuer de moitié. Il n'a pas la possibilité de se maintenir pour le second tour, mais il peut faire fusionner sa liste avec l'une des deux restant en lice.

Les trois dernières listes sont diminuées : M. François Charret (écologiste) a recueilli 4,69 % des voix, devançant la liste du Parti communiste (4,34 %) et celle du Front national (3,31 %), qui, au-delà du manque de pertinence locale de ses thèmes nationaux (immigration, insécurité), fait peut-être les premiers frais de la position adoptée par M. Jean-Marie Le Pen dans la crise du Golfe.

O. S.

Premier tour.  
Inscr. 21 309; vot. 13 170; abst. 38,19 %; suffr. expr. 12 605. Liste RPR conduite par M. Bernard Marie (RPR), m. s., 4 380 voix (34,74 %); liste UDF conduite par M. Didier Borotra, UDF-CDS, (adj. s.), 3 811 (30,23 %); liste nationaliste et Verts conduite par M. Jacques Abeherry, nat., cons. mun. s., 1 800 (14,28 %); liste div. d. conduite par M. Guy Cadillon, div. d., cons. mun. s., 1 059 (8,40 %); liste écol. conduite par M. François Charret, 591 (4,69 %); liste PC conduite par M. Yvette Gourdin, PC, 547 (4,33 %); liste du Front national conduite par M. Gabriel Bianchi, 417 (3,30 %). Il y a ballottage.

Les résultats du premier tour de mars 1989 avaient été les suivants : inscr. 21 285; vot. 13 697; abst. 35,40 %; suffr. expr. 13 307; liste conduite par

M. Marie, RPR, 5 972 voix (44,87 %); liste d'union de la gauche conduite par M. Michel Gimén, PS, 2 958 (22,22 %); liste conduite par M. Cadillon, div. d., 1 911 (14,36 %); liste régionaliste conduite par M. Abeherry, 1 796 (13,49 %); liste du Front national conduite par M. Bianchi, 670 (5,03 %). Au second tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. 21 285; vot. 13 778; abst. 35,82 %; suffr. expr. 13 468; liste de M. Marie, 6 210 voix (46,10 %); 26 sièges (10 UDF, 8 RPR et 8 div. d.); liste de M. Gimén, 3 389 (25,16 %); 4 sièges (3 PS et 1 div. g.); liste de M. Cadillon, 2 210 (16,40 %); 3 sièges (3 div. d.); liste de M. Abeherry, 1 659 (12,31 %); 2 sièges (2 rég.).

HERAULT : Courant national (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr. 2 586; vot. 1 921; abst. 25,71 %; suffr. expr. 1 852. Liste conduite par M. Guy Régis, PS, n. s., 641 voix (34,61 %); liste div. conduite par M. Jean Régis, 627 (33,85 %); liste div. conduite par

Etienne Joulié, 584 (31,53 %). Il y a ballottage.  
[Ce scrutin a été rendu obligatoire par une série de décisions en chaîne de collégiats de M. Régis et des cinq conseillers élus sur une liste adverse en 1989, en désaccord avec le maire sur l'endettement de la commune.]

M. Régis figurait sur la liste de M. Sarabin en 1989 et M. Joulié, qui se présentait pour la première fois, avait pris sur sa liste plusieurs des anciens collégiats de M. Régis.

Après le tour de 1989, la liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Guy Régis, PS, avait obtenu 1 116 voix (58,76 %) et 22 sièges (2 PC, 7 PS et 13 div. g.) contre 783 (41,23 %) et 5 sièges (1 PC, 2 div. g., 1 RPR et 1 div. d.) à la liste conduite par M. René Sarabin, div. g. Il y avait eu 1 899 suffrages exprimés et 2 026 votants (soit 20,95 % d'abstention) sur 2 563 inscrits.]

## A l'occasion d'un renouvellement cantonal

## Le président du conseil général de Mayotte est battu par un RPR

Le report des élections cantonales de mars 1991 à mars 1992, pour faire coïncider ce scrutin avec les régionales, voté lors de la dernière session parlementaire, ne concernait pas Mayotte. Neuf des dix-sept cantons que compte la collectivité territoriale étaient renouvelables dimanche 10 mars. Trois conseillers généraux sortants ne se représentaient pas. Sur les six qui sollicitaient le renouvellement de leur mandat, trois ont été réélus (2 MPM et 1 RPR), deux sortent en ballottage (1 RPR et 1 MPM) et un est battu. Le net échec de M. Younoussa Bamana, président de l'assemblée départementale et l'un des principaux chefs de file du Mouvement populaire mahorais, constitue la principale surprise de ce scrutin. Son adversaire se présentait avec l'étiquette Union pour le change-

ment et il avait reçu le soutien du RPR. Dans les cinq cantons où le siège est en ballottage, le MPM pourrait perdre le canton de Bandraboua au profit d'un candidat de la Gauche mahoraise. Dans celui de Ouangandi où le sortant RPR arrive en tête, le candidat du MPM aura besoin des voix recueillies par le représentant de la Gauche mahoraise pour l'emporter. Cette situation se retrouve dans le canton de Mtsangamouji, où le sortant MPM devancé par le RPR aura aussi besoin des suffrages qui se sont portés sur le seul candidat qui se présentait pour ce scrutin le Front démocratique partisan de l'indépendance de l'archipel. Le RPR est susceptible de laisser la place à un candidat du MPM, qui avait deux représentants dans le canton de Chirongui.

BANDRABOUA  
I. 1 447; V. 997; A. 31,09 %; E. 993. Moudidi Ahamed, div. g., 342 (34,44 %); Issoufi Brahimi, MPM, 293 (29,50 %); Moussa Soulaïmani, RPR, 249 (25,07 %); Attoumani Abdou, PS, 109 (10,97 %). Ballottage.  
HARITI Brahimi, MPM, c. s., ne se représentait pas.  
BANDRELE  
I. 1 327; V. 1 024; A. 22,83 %; E. 1 013. Hamissi Hassan, MPM, c. s., 533 (52,61 %); REELU; Inoussa Houmadi, MPM, 329 (32,47 %); Chebani Youssouf, RPR, 131 (12,93 %); Daka Castier, div., 20 (1,97 %).

CHICONI  
I. 1 688; V. 1 407; A. 16,64 %; E. 1 399. Nomane Mattoir, MPM, c. s., 753 (53,82 %); REELU; Soibahadine Ibrahim, RPR, 518 (37,02 %); Maanli Sayadhuiddi, div., 128 (9,14 %).  
CHIRONGUI  
I. 1 327; V. 1 314; A. 19,23 %; E. 1 300. Yahaya Duhali, RPR, 567 (43,61 %); Faharidine Cheick Ahmed, MPM, 440 (33,84 %); Camar Eddine Salime, MPM, 270

(20,76 %); Alonzo André Maurice, div., 23 (1,76 %). Ballottage.  
TOUFA Issa, RPR, c. s., ne se représentait pas.  
KANI-KELI  
I. 1 448; V. 1 448; A. 0 %; E. 1 089. Zainadine Daroussi, sort. RPR, 606 (55,64 %); ELU; Younoussa Bamana, MPM, prés. c. s., 483 (44,35 %).

KOUNGOU  
I. 1 201; V. 941; A. 21,64 %; E. 933. Andrine Diani, RPR, 697 (48,40 %); REELU; Ahmed Moudidi, div. g., 227 (24,33 %); Houmadi Maoulidi Combo, MPM, 207 (22,18 %); Souffou Salami, div., 26 (2,78 %).

MTSANGAMOUI  
I. 1 704; V. 1 448; A. 15,02 %; E. 1 440. Saïd Bacar, RPR, 697 (48,40 %); Saïd Vita, MPM, c. s., 688 (47,77 %); Selemani Attoumani, Front démocratique, 55 (3,81 %). Ballottage.  
OUNGANI  
I. 1 094; V. 948; A. 13,34 %; E. 933. Ahameda Ali, RPR, c. s., 440 (47,15 %); Toussouf Ahameda, MPM, 407 (43,62 %); Nissa Boura, div. g., 86 (9,21 %). Ballottage.

PAMANDZI  
I. 1 478; V. 997; A. 32,54 %; E. 995. Abdou Salam Ahmed Ali, div., 350 (35,17 %); Kazouine Ali, MPM, 347 (34,87 %); Souf Madi, div., 254 (25,52 %); Abdallah Antoy, RPR, 24 (2,41 %); Saïd Halifa, div., 20 (2,01 %). Ballottage.  
Hamidou Ali, div. d., c. s., ne se représentait pas.

LA REUNION : canton de Saint-Denis-5 (second tour).  
Inscr. 7 984; vot. 3 511; abst. 56,02 %; suffr. expr. 3 215. MM. Sudel Fuma, PS, 1 623 voix

(20,76 %); Mario Lechat, RPR-UDF, 1 595 (49,56 %).

Il s'agit de remplacer M. Guy Zitte, div. d., qui s'est démis de son mandat après sa condamnation par le tribunal pour corruption électorale.

Le candidat soutenu par la municipalité socialiste de Saint-Denis, M. Fuma, enlève ce canton dévolu par la droite. Les récentes émeutes qui ont secoué ce quartier populaire de Saint-Denis n'ont rien fait pour peser sur le scrutin qui s'est déroulé dans le calme. Universitaire venu à la politique aux municipales de mars 1989 en se présentant sur la liste de M. Gilbert Annette.

Après le tour de 1989, les résultats étaient les suivants : inscr. 7 984; vot. 2 616; abst. 67,23 %; suffr. expr. 2 295. MM. Fuma, 815 voix (44,22 %); Lechat, 663 (26,27 %); Bernard Laffemaud, div. d., 266 (11,59 %); Georges Clavie, PCR, 160 (6,97 %); Jean-Claude Nargel, div. g., 153 (6,66 %); Olivier Arjane, div., 55 (2,39 %); Georges-Henri Téchier, div. d., 26 (1,13 %); Gilbert Natel, div., 17 (0,74 %).

Au second tour d'une élection partielle en avril 1990, M. Zitte avait été réélu avec 1 823 voix (50,13 %) contre 1 813 (49,86 %) à M. Fuma sur 3 636 votants (soit 52,22 % d'abstention) et 3 636 suffrages exprimés.]

M. Madelin : « Le Front national n'est pas un parti de gouvernement. » — Interrogé, dimanche 10 mars, sur Radio J. M. Alain Madelin a repoussé l'idée de toute participation de membres du Front national dans un éventuel gouvernement de droite : « Tout le monde voit bien — et notamment à travers la crise du Golfe — que le Front national n'est pas un parti de gouvernement, mais des options que les autres », a déclaré le vice-président du Parti républicain, qui n'exclut pas, cependant, certains accords électoraux.

## L'après-guerre au PS

## Les rocardiens réclament une « clarification » au sein du parti

Le courant rocardien du Parti socialiste estime que « l'ambiguïté doit faire place à la clarification », au sein du parti, au sortir de la guerre du Golfe, tandis que M. Claude Cheysson maintient ses critiques à l'encontre de la politique menée par M. Mitterrand.

« La période écoulée montre qu'on ne fonde pas une politique sur l'ambiguïté, affirment les rocardiens dans leur bulletin, *Comprendre*. Cette règle, chef du succès dans la crise du Golfe, vaudra demain pour le PS. Ce qui est bon pour le Conseil de sécurité l'est aussi pour le comité directeur. Ce n'est pas quand on tente d'imposer un ordre international fondé sur des valeurs reconnues que doit persister au PS un désordre établi dans les impasses d'une synthèse ambiguë. »

Les rocardiens estiment que « c'en est assez honteusement fini des naïvetés qui, durant ces derniers mois, ont brandi leurs états d'âme devant des médias attirés par leur isolement. » « Nous jugeons sévèrement, écrit *Comprendre*, ceux qui ont cru tirer bénéfice de l'incertitude où se trouvait notre pays, soit en tenant un discours incertain et flottant, soit en faisant la politique du pire et en espérant que les difficultés de notre peuple et de nos armées alimenteraient leur fonds de commerce. »

M. Claude Cheysson, député européen, déclare pour sa part, dans une interview publiée lundi 11 mars par le *Quotidien de Paris*, que « la guerre était évitable » et que la France a fait « une colossale erreur politique en suivant les Etats-Unis dans le conflit du Golfe. Pour l'ancien ministre des relations extérieures, on aurait dû s'en tenir à ce que le président de la République, qui est un homme de bon sens, avait dit au début : « Embargo, embargo, aucun dialogue avec les Irakiens jusqu'à ce qu'ils cèdent. » Analyser les conséquences du conflit du Golfe sur la vie politique hexagonale, M. Cheysson déclare que la guerre « a simplement révélé qu'au Parti socialiste, comme dans les autres formations, il n'y a plus aucune pensée politique. »

Le congrès de l'Union départementale des élus socialistes et républicains

des Bouches-du-Rhône, réuni dimanche 10 mars à Miramas, a été marqué par l'entrée au bureau de cette association de certains partisans de M. Robert Vigouroux, qui, avec leur chef de file, avaient été exclus du PS, le 1<sup>er</sup> mars 1989, pour s'être maintenus aux élections municipales à Marseille contre les listes du candidat officiel du parti, M. Michel Pezet. Le maire de Marseille a assisté lui-même à ce congrès, où il s'est accompagné d'une dizaine de ses proches alors que les débats avaient été débütés. M. François Bernadini, premier secrétaire de la Fédération du PS, qui, depuis un an, a œuvré pour cette réconciliation, s'est réjoui de cette « rencontre importante. »

La venue à Marseille, le 28 mars, de M. Pierre Mauroy — avant la convention nationale des 6 et 7 avril — devrait entériner la fin de la brouille et

le retour dans le parti de plusieurs exclus, au premier rang desquels M. Charles-Emile Loo, ancien dirigeant fédéral, qui n'a pas caché sa « haine » de réintégrer la « famille ». Cependant, M. Vigouroux, bien que vice-président de la FNEPS (Fédération nationale des élus socialistes et républicains), n'entend toutefois pas suivre cet exemple dans l'immédiat. Dimanche, il a marqué sa différence, mettant en garde les socialistes contre l'« esprit de clan ». Il leur a demandé de « tenir compte de toutes les composantes de la majorité présidentielle ». Pour M. Jean-François Picheral, maire d'Aix-en-Provence, président de l'Union départementale des élus socialistes et républicains, cette réunion permet à la Fédération du PS de « repartir du bon pied, dans la cohérence et la légitimité. »

## M. Delors estime que l'Europe doit se doter d'une puissance militaire commune avant 1995

Si l'Europe veut éviter une « marginalisation politique », elle doit se doter « avant 1995 » d'une « force multilatérale d'intervention rapide », a déclaré, dimanche 10 mars, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1 et de *Libération*, M. Delors a tiré les leçons de la guerre du Golfe, en soulignant que la communauté européenne avait été « absente » de ce conflit et n'avait pas pu « prendre ses responsabilités », faute, selon lui, d'institutions pour le faire.

Pour le président de la Commission européenne, les derniers mois ont prouvé qu'« il ne suffit plus d'avoir une économie forte pour peser sur les événements, mais qu'il faut, aussi, avoir une puissance politique et militaire ». Face à « d'autre Saddam Hussein, d'autres boat people, d'autres maladies graves », a affirmé M. Delors, une communauté limitée à un grand marché, refusant d'assumer ses ambitions et ses responsabilités

dans le monde, ne sera pas tranquille et ne pourra pas assurer à ses enfants qu'ils vivront en sécurité. »

« Une grande zone économique européenne à douze ou quinze est désormais irréversible », a indiqué M. Delors, mais pour exister, l'Europe doit avant tout devenir une « personnalité politique », afin de déterminer « une politique étrangère commune dans certains domaines et une coopération militaire ». Le président de la Commission a renouvelé son souhait de voir, à terme, l'Union de l'Europe occidentale (UEO) — la seule institution européenne compétente en matière de défense — intégrée dans les institutions communautaires. M. Delors ne cache pas que la Communauté devra faire un effort financier pour renforcer sa défense, mais estime-t-il, « si l'Europe ne se donne pas dans les années qui viennent les moyens de sa puissance, elle en paiera lourdement le prix. »

## Au Front national

## M. Sergent « déplore » la position de M. Le Pen dans la crise du Golfe

La position prise par M. Jean-Marie Le Pen dans la crise du Golfe soulève des interrogations au Front national. Elle est critiquée par M. Pierre Sergent, membre du bureau politique, dans un entretien publié lundi 11 mars par le *Figaro*.

Réuni à huis clos samedi 9 mars à Paris, le conseil national du Front national a entendu un exposé de M. Jean-Marie Le Pen sur la situation internationale. Le président du parti d'extrême droite est longuement revenu, devant quatre cents cadres et élus, sur son analyse de la crise et de la guerre du Golfe. « Ce rappel historique et ses explications lui ont permis d'éliminer un tas de questions qui auraient pu être posées, surtout par les anciens militaires », confie un membre de cette instance. Un autre précise que « son exposé limitait à desmarcés les critiques et les questions. »

Selon M. Le Pen, aucun orateur n'a émis la moindre divergence avec la ligne qu'il avait imprimée à son parti dès le début du mois d'août dernier. Tout au plus, quelques intervenants auraient fait part de l'incompréhension manifestée par « certains de nos sympathisants ».

M. Jean-Marie Le Pen, député européen et directeur de cabinet de M. Le Pen, se serait inquiété de la présence, sur la Côte d'Azur, d'affiches montrant la

poignée de main entre M. Le Pen et M. Saddam Hussein. M. Le Pen, qui voulait connaître l'attitude à adopter face à cette propagande hostile au Front national, se serait fait répondre sévèrement par le chef du parti d'extrême droite, selon un participant.

Une politique « réaliste » de l'immigration

Le conseil national a adopté une motion que, « fautive de temps », il n'a pas voté. Revenant sur le Golfe, le texte dénonce « le triomphalisme à court terme de l'établissement » et il demande qu'on « se revienne aux vrais problèmes des Français ». Le mot est émis que « la situation créée par l'intervention militaire des coalisés ne servira pas les intérêts de la France. Sur le plan diplomatique, la position de notre pays, alignée sur les Etats-Unis, ne lui permettra pas de faire prévaloir ses vues pour un juste règlement des problèmes au Moyen-Orient. Sur le plan économique, les hommes d'affaires anglo-saxons ont déjà monopolisé les contrats de reconstruction du Koweït, et l'industrie française n'en recueillera que les miettes. »

A contrario, le parti d'extrême droite estime que « les inconvénients seront maximum pour la France. En effet, le ressentiment, l'amertume, voire la haine et la volonté de revanche qui animent une large fraction des opinions publiques arabes

affecteront peu les Etats-Unis, situés à des milliers de kilomètres du monde musulman. Ils frapperont, par contre, de plein fouet la France, placée, elle, aux premières loges de la zone d'influence islamique avec, de surcroît, des millions de musulmans sur son sol. »

Le Front national met les bouchées doubles pour faire oublier à l'opinion publique une position qui a semé le doute dans son électorat et qui a mis à son image. Il enfonçait, de nouveau, son cheval de bataille : l'immigration. « Il est temps d'engager enfin, affirme la motion, une politique réaliste de l'immigration fondée non sur l'intégration, mais sur le retour des immigrés dans leur pays d'origine. » M. Le Pen connaît parfaitement son fonds de commerce électoral.

Le dirigeant d'extrême droite assure qu'il « n'a pas fait d'erreurs d'appréciation » dans l'analyse de la crise. Il assume totalement sa responsabilité avec le dictateur irakien. « J'ai serré la main d'un homme d'Etat étranger, dit-il. Ce qui paraît normal quand on est chez lui et qu'on a demandé à le rencontrer. » M. Le Pen était allé à Bagdad chercher des otages distribués au compte-gouttes par M. Saddam Hussein.

Manifestement, les certitudes de M. Le Pen ne sont pas partagées — ce qui n'est pas une surprise pour M. Pierre Sergent, qui était absent de la réunion du conseil national. L'ancien chef de l'OAS-Métropole, membre du bureau politique du Front national, « déplore », dans un entretien au *Figaro* du 11 mars, que M. Le Pen « soit resté, tout au long de la crise, sur les positions qu'il avait adoptées au début de cette dernière, alors même que Saddam Hussein a refusé toute concession qui aurait pu éviter un grand malheur à son peuple ». M. Sergent ajoute que « la situation nouvelle créée par la guerre du Golfe requiert, de tous les hommes politiques se voulant responsables, une réflexion approfondie, à l'écart des effets médiatiques. »

OLIVIER BIFFAUD

## MÉDECINE

## Après l'autor

## Le droit à la procréation oppose M.

La révélation de l'accord de principe du ministère de la justice à toute demande de détachement bénéficiant des techniques de la procréation médicalement assistée (le Monde du 10-11 mars), a déclenché une vive polémique. Celle-ci oppose notamment M. Henri Kalfet, ministre de la justice, à M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, rejoint sur ce thème par le conseil national de l'ordre des médecins.

« L'Etat, ami, samedi 4 mars, à l'occasion officielle du troisième congrès international d'éthique médicale (à Paris), du 4 mars pour savoir à quel point les questions soulevées par le détachement des procréations médicalement assistées ont été résolues, et pendant des heures pour donner une réponse précise et directe à la question. Avant, apparemment, de donner la parole à la justice, le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evvin, avait déjà donné son avis. M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la

## En Grande-Bretagne

## Une jeune femme bénéficie d'une insémination

Une jeune femme britannique de 35 ans, qui a lutté pendant six ans pour avoir un enfant, a obtenu dimanche 10 mars, à la suite d'une opération d'insémination artificielle, un enfant. L'opération a été réalisée à l'hôpital de St. Mary's, à Londres, par le Dr. David Walters, directeur du service de fertilité. La femme, qui souffrait d'un problème de fertilité, a été traitée par un traitement hormonal pendant six mois. Elle a été opérée le 10 mars, et l'enfant est né le 11 mars. La femme a été opérée par le Dr. Walters, qui a utilisé une technique d'insémination artificielle. L'opération a été réalisée à l'hôpital de St. Mary's, à Londres, par le Dr. Walters, directeur du service de fertilité. La femme, qui souffrait d'un problème de fertilité, a été traitée par un traitement hormonal pendant six mois. Elle a été opérée le 10 mars, et l'enfant est né le 11 mars. La femme a été opérée par le Dr. Walters, qui a utilisé une technique d'insémination artificielle.

## ÉDUCATION

## À l'initiative de six grandes

## Des ingénieurs vont être formés par l'apprentissage

Former des ingénieurs par la voie de l'apprentissage... Cette possibilité, offerte par la loi de juillet 1987, n'a jamais encore été l'objet d'une application. Pour accélérer le mouvement, six grandes entreprises (1) ont décidé de s'unir, au sein d'une association « Ingénieurs 2000 », en partenariat avec le Conservatoire national des Arts et Métiers, au sein duquel a été créé un Centre de formation d'apprentis (CFA).

Le but de cette initiative est de produire des ingénieurs d'un profil différent de ceux issus des grandes écoles, alliant un bon niveau de connaissances scientifiques et une expérience technique et professionnelle acquise sur le terrain. La formation durera cinq ans et aboutira au diplôme d'ingénieur, reconnu par la commission du titre. Elle comprendra une durée égale d'enseignement et d'activité en entreprise, de vingt-six mois chacune, avec une alternance de dix séquences.

Un objectif de 250 élèves par an

Les candidats seront recrutés après le baccalauréat, sur dossier et entretiens. Le Centre de formation d'apprentis sera ouvert aux bacheliers scientifiques et technologiques, les initiés du projet souhaitant que les seconds soient aussi nombreux que les premiers. Une fois admis, ils seront aussitôt embauchés par l'une des entreprises de l'association, avec un contrat d'apprentissage de deux ans, leur donnant droit à la rémunération des apprentis (de 35 à 75 % du SMIC). Au bout de deux ans, ils pourront acquiescer le diplôme de premier cycle technique du CNAM et bénéficier d'un nouveau contrat d'apprentissage de trois ans, dans la même entreprise ou dans une autre. La formation académique sera assurée dans les centres associés du CNAM et par le programme édu-

## JUSTICE

## Incipit

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.

## M. P.



MÉDECINE

# Après l'autorisation donnée à un détenu Le droit à la procréation médicale en prison oppose M. Nallet et M. Evin

La révélation de l'accord de principe du ministère de la justice à toute demande de détenu souhaitant bénéficier des techniques de la procréation médicale assistée (le Monde daté 10-11 mars), a déclenché une vive polémique. Celle-ci oppose notamment M. Henri Nallet, ministre de la justice, à M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, rejoint sur ce thème par le conseil national de l'ordre des médecins.

Il fallait être, samedi 9 mars, à l'ouverture officielle du troisième congrès international d'éthique médicale (le Monde du 9 mars) pour saisir à quel point les questions soulevées par le développement des procréations médicales assistées ont aujourd'hui dépassé le stade des réunions solennelles et spécialisées pour prendre une dimension pratique et directement politique. Ainsi, apprenant que le ministère de la justice avait décidé d'autoriser la détention en prison de la technique de procréation médicale assistée, M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la

solidarité, a vivement pris position. « Je trouve tout à fait anormal que de telles autorisations puissent être données par les responsables de l'administration pénitentiaire, nous a-t-il déclaré. Il est clair à mes yeux que les techniques de procréation médicale assistée ne doivent pas sortir du champ de la thérapeutique. Par ailleurs, il est inacceptable que l'on se charge sur les médecins de problèmes qui concernent la société tout entière. Ces questions, au fond, renvoient à celles de la sexualité en prison et il y a quelque illusion à penser que l'on pourra de la sorte trouver une véritable solution. » Cette prise de position est totalement partagée par le docteur Louis René, président du Conseil de l'ordre des médecins.

## Un simple artisan

Ainsi, un problème d'éthique, qui concerne de manière directe et concrète une grande partie des cinquante mille détenus français, ne peut-il aujourd'hui trouver une solution officielle. Les autorités judiciaires estiment que le souhait de procréation des détenus ne constitue qu'un problème médical, qui, à ce titre, doit être traité par les praticiens, dans le cadre de leurs principes déontologiques. Ces autorités se refusent, en d'autres termes, à considérer — que le

conjoint du détenu soit ou non stérile — qu'il s'agit avant tout de questions touchant à la sexualité en milieu carcéral. La stérilité du conjoint ne doit d'ailleurs pas compliquer le problème posé. Accéder à la demande de fécondation in vitro d'un détenu dont la femme est stérile (comme dans le cas de l'affaire de la maison centrale de Saint-Maur dans l'Indre) ne ferait, en effet, qu'introduire une profonde inégalité entre les prisonniers. On trouverait ainsi ceux qui, pour cause de stérilité du conjoint, disposeraient de la possibilité de procréer et ceux qui, avec un conjoint fécond, n'auraient pas une telle chance. On peut ainsi comprendre la logique des autorités judiciaires, qui ne font pas de distinction entre couples fertiles et stériles.

En revanche, le « feu vert » judiciaire risquerait de faire du médecin spécialisé dans les procréations médicales assistées un simple artisan exerçant en dehors du champ de la thérapeutique. Pourquoi, en effet, devrait-il mettre en œuvre une technique qui ne se justifierait pas si l'un des membres du couple n'était pas incarcéré ? Les responsables de la Fédération nationale des CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme), qui préside le professeur Jacques Lénac, ont déjà répondu. Après s'être dotés, il y a de nombreuses années déjà, en l'absence de toute référence législative ou réglementaire, d'un strict code éthique, ils refusent avec force d'usurper des techniques de la procréation médicale assistée en dehors de circonstances pathologiques. Nous refusons de le faire, disent-ils en substance, qu'il s'agisse de couples dont l'un des deux membres est incarcéré, comme nous refusons de le faire pour les couples dont les deux membres sont, pour des raisons diverses, longtemps éloignés l'un de l'autre.

Comment trancher ? La législation, la réglementation, pas plus que la déontologie médicale ne peuvent, ici, fournir de solutions immédiates. On peut toutefois imaginer que certains praticiens n'hésiteraient nullement, pour des raisons financières, publicitaires ou morales, à répondre favorablement à des demandes de détenus dès lors que celles-ci auront été avalisées par l'autorité judiciaire. Faute de loi, le ministère de la santé trouverait-il les moyens de convaincre son collègue de la justice ?

JEAN-YVES NAU

SCIENCES

## Mort du sismologue Jean-Pierre Rothé

Le sismologue Jean-Pierre Rothé, ancien professeur à l'université de Strasbourg, est décédé dans sa quatre-vingt-cinquième année, le 6 mars à Montpellier.

Né à Nancy le 16 novembre 1906, Jean-Pierre Rothé avait consacré sa thèse de doctorat en sciences aux Anomalies du champ magnétique terrestre. Mais c'est la sismologie qui est devenue, au fil des années, le sujet essentiel de ses études et de son travail.

Entré comme assistant à la faculté des sciences de Strasbourg en 1928, il y devient en 1945 professeur, directeur de l'Institut de physique du globe de cette même université et directeur du Bureau international de sismologie (qui a été la place, en 1976, au Centre sismologique euro-méditerranéen). Il a également été, depuis 1945, secrétaire général de l'Association internationale de sismologie et de physique de l'intérieur de la Terre.

A Strasbourg, Jean-Pierre Rothé recevait les données de toutes les stations sismologiques européennes. Il était donc bien placé pour déterminer les séismes, c'est-à-dire en calculer les coordonnées géographiques, la profondeur et la magnitude. Il fut ainsi le premier à « pointer » sur des planisphères les épicentres des tremblements de terre sous-marins et à constater, en 1954, que ceux-ci coïncidaient fidèlement avec l'axe médian des dorsales subocéaniques (cette chaîne de montagnes sous-marines, longue de quelque 60 000 kilomètres, qui serpente sous tous les océans) que l'on commençait à mettre en évidence.

La même année, Jean-Pierre Rothé découvrit que le séisme qui s'était produit le 29 mars dans le sud de l'Espagne avait son foyer à 600 kilomètres de profondeur et que les tremblements de terre profonds n'étaient donc pas réservés aux seuls pourtours du Pacifique. Pionnier, dès les années 50, de la prévention contre les effets catastrophiques des séismes, il fut l'un des premiers à demander avec insistance que les constructions, publiques et privées, soient édifiées, dans les zones sismiques, selon des normes adaptées qui leur permettent de résister aux secousses et de ne pas écraser leurs occupants.

Y. R.

## Lune de miel spatiale

« Les décideurs de la NASA ont dû se réunir pour s'interroger sur la marche à suivre : fallait-il laisser faire ou prendre une décision ? Après avoir pesé la pour et le contre et analysé soigneusement la situation, ils ont décidé de ne rien changer au programme. » Le dilemme évoqué en ces termes, par M<sup>me</sup> Barbara Schwartz, l'un des porte-parole de l'agence spatiale américaine, portait sur un sujet délicat : des astronautes mariés devaient-ils être autorisés à voler ensemble ?

Le problème était d'ordre réglementaire plus que moral : des équipages mixtes ont déjà été envoyés en orbite à plusieurs reprises, mais l'usage veut que la NASA n'envoie pas un couple marié pour une même mission. Or, M. Mark Lee et

M<sup>me</sup> Jan Davis, désignés en 1989 pour voler en septembre 1992 sur la navette Endeavour actuellement en construction, se sont mariés il y a quelques mois.

Pour cette fois, cependant, la règle (non écrite) sera transgressée. Il est vrai que le couple, qui préparait depuis plus d'un an des expériences scientifiques avec les Japonais, commanditaires de la mission, aurait été difficile à remplacer au pied levé. Cette question épineuse a quand même eu la mérite de distraire un instant les responsables de la NASA des préoccupations que leur posent les fissures découvertes sur toutes leurs navettes, et qui clouent au sol Discovery et Atlantis.

J.-P. D.

ENVIRONNEMENT

## Les écologistes se mobilisent contre le projet de barrage du Veudre (Allier)

### MOULINS

de notre correspondant

A l'initiative de l'association Loire vivante, trois cents personnes ont manifesté dimanche 10 mars au Veudre (Allier), où l'EPALA (Etablissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents) envisage d'édifier un barrage sur l'Allier. Prévu à 25 kilomètres en amont du confluent avec la Loire, ce projet vient en complément du barrage existant de Villerest (Loire) et doit, selon M. Jean Royer, président de l'EPALA, protéger la Loire moyenne en cas de grandes crues. L'objectif des opposants était de montrer à la population, en jalonant les 1 230 mètres de tracé du barrage avec des ballons, l'importance de l'ouvrage de plaine prévu, d'une capacité de 120 millions de mètres cubes, soit 2 600 hectares de terres recouvertes au maximum du remplissage.

M<sup>me</sup> Christine Jean, coordonnatrice de Loire vivante, a dénoncé la méthode employée dans ce dossier, « menée sans aucune transparence ». Elle a souligné les change-

ments intervenus, la formule « à partir d'aujourd'hui » d'aujourd'hui abandonnée pour un ouvrage à vannes mobiles. Enfin, elle a évoqué les risques de déséquilibre entraînés pour l'Allier ou, paradoxalement, à quelques dizaines de kilomètres en amont, l'état envisagé de créer une réserve naturelle pour protéger les richesses ornithologiques.

### Le soutien des élus

Dans le département de l'Allier, l'ensemble des élus, ruraux et agriculteurs de la rive gauche ont toujours marqué leur opposition à ce projet. Dans la Nièvre, si certains agriculteurs et élus se sont, par le passé, déclarés favorables en raison des promesses de compensation faites par M. Jean Royer, en particulier sur le plan touristique, les adversaires gagnent du terrain, tout comme la contestation en direction de l'EPALA.

Pour les écologistes, jusque-là plus préoccupés par Serre-de-la-Fare (Haute-Loire) ou Chambonchard (Allier), la remise en cause du Veudre n'apparaît plus comme un combat perdu d'avance. Les élus du département avaient accepté le Veudre à condition que le barrage de Chambonchard se fasse. Le projet alternatif de Rochebut — surélévation de l'actuel barrage EDF — apparaît alors comme une rupture de contrat. Quant à l'argument de la solidarité avec les villes de Loire moyenne avancé par M. Royer, il ne fait plus recette auprès des élus nivernais et bourbonnais.

JEAN-YVES VIF

## Manifestation en Allemagne contre le centre de stockage de déchets nucléaires de Morsleben

Environ deux mille personnes ont manifesté, samedi 9 mars en Allemagne, pour demander la fermeture de l'unique cimetière de déchets nucléaires de l'ex-RDA. Cette installation, implantée à Morsleben, village situé sur l'autoroute qui va de Hanovre à Berlin, inquiète les Allemands, comme les alarmaient les réacteurs nucléaires de conception soviétique dont s'était dotée l'ancienne Allemagne de l'Est.

Au cours de leur marche, les manifestants ont aussi réclaté l'abandon du projet de stockage souterrain de déchets nucléaires de Gorleben, ainsi que l'arrêt des expériences sur ce thème menées dans la mine de sel d'Asse (ex-RFA). — (AFP)

□ Risque de marée noire aux Antilles. — L'alerte à la marée noire a été déclenchée, dimanche 10 mars aux Antilles, après le naufrage, mercredi 6 mars, à 13 milles nautiques de l'île Nevis — à mi-chemin entre la Guadeloupe et Saint-Martin — d'une barge de Trinidad-et-Tobago transportant 4 700 mètres cubes de fioul lourd. Un patrouilleur de la Marine française, la *Fougueuse*, a appareillé, vendredi 8 de Fort-de-France, avec des produits dispersants qui ont été répandus sur la nappe de pétrole. Un avion des douanes françaises surveille l'évolution de cette pollution, « déjà largement fragmentée et dispersée ».

ÉDUCATION

### A l'initiative de six grandes entreprises

## Des ingénieurs vont pouvoir être formés par l'apprentissage

Former des ingénieurs par la voie de l'apprentissage... Cette possibilité offerte par la loi de juillet 1987 n'a trouvé encore que fort peu d'applications. Pour accélérer le mouvement, six grandes entreprises (1) ont décidé de s'unir, au sein d'une association « Ingénieurs 2000 », en partenariat avec le Conservatoire national des Arts et Métiers, au sein duquel sera créé un Centre de formation d'apprentis (CFA).

Le but de cette initiative est de produire des ingénieurs d'un profil différent de ceux des grandes écoles, alliant un bon niveau de connaissances scientifiques et une expérience technique et professionnelle acquise sur le terrain. La formation durera cinq ans et aboutira au diplôme d'ingénieur, reconnu par la commission du titre. Elle comprendra une durée égale d'enseignement et d'activité en entreprise, de vingt-six mois chacune, avec une alternance de dix séquences.

### Un objectif de 250 élèves par an

Les candidats seront recrutés après le baccalauréat, sur dossier et entretiens. Le Centre de formation d'apprentis sera ouvert aux bacheliers scientifiques et technologiques, les initiateurs du projet souhaitant que les seconds soient aussi nombreux que les premiers. Une fois admis, ils seront aussitôt embauchés par l'une des entreprises de l'association, avec un contrat d'apprentissage de deux ans, leur donnant droit à la rémunération des apprentis (de 35 à 75 % du SMIC). Au bout de deux ans, ils pourront acquérir le diplôme de premier cycle technique du CNAM et bénéficier d'un nouveau contrat d'apprentissage de trois ans, dans la même entreprise ou dans une autre.

La formation académique sera assurée dans les centres associés du CNAM et par le programme euro-

péen d'enseignement à distance Européen. Pendant les cinq ans, les étudiants-apprentis seront suivis par des enseignants du CNAM et des ingénieurs-tuteurs de leur entreprise.

La première promotion sera accueillie à la rentrée prochaine (2). Elle sera de cinquante apprentis, les auteurs du projet souhaitant en porter rapidement le nombre à deux cents cinquante par an. Deux sections seront ouvertes pour commencer : génie mécanique et système de production ; électronique et informatique.

### FREDERIC GAUSSEN

(1) CEA, Elf, Elf et Electricité de France, Renault, Schneider, Siemens, Thomson, Usinor-Sacilor.  
(2) Date limite des inscriptions : 31 mai. Renseignements : M. Carlier, Ingénieurs 2000, Service Information Orientation, CNAM, 292, rue Saint-Martin, 75 141 Paris Cedex 03.

RELIGIONS

## Privés de communion pour avoir chanté avec les traditionalistes

Parce qu'ils avaient participé à une messe traditionaliste en juin 1990, deux paroissiens de l'église Saint-Martin de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) se sont vu refuser, dimanche 10 mars, la communion par le prêtre qui s'est contenté de faire le signe de la croix. M. Jean Bojo, responsable de la chorale paroissiale depuis vingt-cinq ans, secrétaire national de la CFTC, et M. Yves Guiberty se sont immédiatement agrouvés devant l'autel, et sont restés ainsi jusqu'à la fin de la messe, en signe de protestation.

En juin 1990, des catholiques restés fidèles à Mgr Lefebvre (excommunié en 1988) avaient occupé l'église de Garges à la fin d'une messe dominicale. La chorale avait accepté de participer à l'office intégriste. L'évêque de Pontotise, Mgr Thierry Jordan, indique aujourd'hui que « les mises en garde qui leur ont été adressées depuis n'ayant pas abouti, la curie a dû appliquer les règles traditionnelles pour les cas semblables », car « recevoir l'eucharistie suppose qu'on soit dans l'unité de l'Église ». Or M. Bojo a refusé de s'engager par écrit à ne soutenir que l'Eglise unique, sans avoir, a-t-il expliqué, « de la sympathie pour tous les catholiques ». Cette affaire pose un problème canonique. S'il est clair que « les excommuniés et les interdits, après l'infirmité ou la déclaration de la peine et ceux qui persistent avec obstination dans un péché grave et manifeste, ne seront pas admis à la sainte communion » (canon 915), le droit canon reste pour le moins flou sur ce qui doit advenir à ceux qui, en marge ou de manière ponctuelle, suivent un

excommunié. La décision personnelle de Mgr Jordan contient « l'esprit du canon 915 », mais ne peut pas, semble-t-il, en découler à la lettre. Toujours selon les canonistes, cette décision se comprend, « considérant les fonctions quasi officielles de représentation d'un responsable de chorale paroissiale » et surtout dans le contexte d'un diocèse en proie à de régulières « prises » d'église par des intégristes. Mais elle rappellera à certains les mesures discriminatoires infligées dans les années 20 aux abonnés de l'Action française, sur laquelle le Vatican avait jeté l'interdit. Pour l'heure, les traditionalistes du Val-d'Oise, qui réclament à l'évêque une église depuis plus de deux ans, dénoncent déjà « le scandale de Garges » et « l'intolérance de Mgr Jordan ».

J.-M. Dy.

EN BRIEF

□ Condamnation de six détenus après une mutinerie. — Le tribunal correctionnel de Saverne (Bas-Rhin) a condamné jeudi 7 mars six détenus du centre de détention d'Oermingen à des peines de trois à dix-huit mois de prison ferme pour des violences commises lors d'une mutinerie en juillet 1990. Cinq d'entre eux étaient accusés d'avoir provoqué des dégâts matériels estimés à 20 millions de francs. Ils avaient reconnu avoir participé à la mutinerie mais refusaient d'assumer, seuls, la responsabilité des dégâts matériels. Le sixième prisonnier a été condamné à trois mois de prison ferme pour le vol de denrées et de boissons.

□ Appel dans l'affaire des Girondins de Bordeaux. — M. Jean-Pierre Derose, le président des Girondins de Bordeaux FC, a interjeté appel

jeudi 7 mars du jugement du tribunal de grande instance de Bordeaux plaçant le club de football en redressement judiciaire. Le parquet, en revanche, a décidé de ne pas faire appel. M. Derose n'a toujours pas révélé qui seraient ses sponsors, même si le nom de M. Giancarlo Piretti revient avec insistance à Bordeaux. A moins d'une demande spécifique en référé, l'appel de M. Derose ne suspend pas l'exécution du jugement. Les administrateurs judiciaires désignés par le tribunal ont enclenché auprès des Assises les procédures permettant le paiement des salaires du personnel du club et des joueurs. — (Corresp.)

### DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES • MÉDECINE

JUSTICE

### Inculpé de faux en écritures publiques et usage de faux

## M. Pierre Gire, directeur du Festival atlantique d'art lyrique, a été écroué

M. Pierre Gire, trente-neuf ans, directeur du Festival atlantique d'art lyrique, a été écroué, samedi 9 mars, à Nantes (Loire-Atlantique), après avoir été inculpé de faux en écritures publiques et usage de faux. Il aurait détourné plus de 10 millions de francs, à l'aide de documents émanant de collectivités locales et portant des signatures qu'il aurait falsifiées pour obtenir diverses subventions. Chargé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, de la communication et de l'in-

formation au bureau parisien de l'ONU, Pierre Gire aurait même imité la signature de M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies. Cette inculpation fait suite à plusieurs plaintes déposées par les présidents du conseil général de Loire-Atlantique, du Conseil régional des Pays de Loire et de l'Association des maires du Pays de Retz, personnalités dont il avait reproduit les signatures à leur insu.





# CULTURE

## MUSIQUES

### Fiasco rap

Samedi soir triste et violent à Saint-Denis pour la soirée rap de Banlieues bleues

BANLIEUES BLEUES à Saint-Denis

Le service d'ordre avait baissé ses gros bras depuis longtemps quand ils sont arrivés. En file indienne, ils sont entrés dans le chapiteau comme dans un moulin. Ils étaient une vingtaine, les plus grands devant, les plus petits (dix ans sans doute) derrière. Sans un regard vers la scène, ils ont traversé la salle jusqu'à ce qu'ils trouvent des opposants à leur mesure. Ils se sont mis à descendre les bancs en bois pour se servir des longues planches comme massues. Sur scène, un organisateur a présenté sa reddition et annoncé l'interruption du concert. KRS 1, le rapper new-yorkais qui devait conclure le concert rap organisé samedi 9 mars à Saint-Denis, est reparti sans avoir parlé. De toute façon, on ne l'aurait guère entendu : à travers la sonorisation du chapiteau, les voix des rappers semblaient sortir du fond d'un puits.

L'idée allait pourtant de soi : Banlieues bleues, festival de jazz en Seine Saint-Denis, se devait de reconnaître la dernière incarnation de la musique afro-américaine urbaine. En réunissant pour un soir les deux meilleurs groupes français Suprême NTM et IAM - le Jamaïcain de New-York Shinehead et KRS 1, les organisateurs avaient eu la programmation générique. L'intendance n'a pas suivi.

Suprême NTM s'est formé à Saint-Denis, leur public était dans la salle, en plus d'un fort contingent parisien-chic. Les B-boys et les B-girls devaient, pour les avoir déjà entendus, les raps des enfants du 93. Mais fuit de débâcle, la confrontation NTM-IAM a tourné court. Après que les banlieusards eurent écourté leur passage, IAM abandonnait la scène au bout d'une demi-heure. Heureusement, les organisateurs avaient prévu d'autres attractions : les loges des artistes étaient situées de chaque côté de la scène, en vue du public, à hauteur des gra-

dins. Après le départ d'IAM, la scène et les loges étaient envahies, sans autre violence que quelques bousculades et jets de larmyogènes. Le service d'ordre (qui officie d'ordinaire au Zénith, selon un représentant de Banlieues bleues) avait adopté un profil bas, avant de disparaître totalement en fin de soirée.

Au bout d'une petite heure d'interruption le concert reprenait avec Shinehead. Accompagné d'un groupe de reggae, le Jamaïcain pratique le rap, le reggaemuffin (reggae parlé), le reggae et la soul avec une énergie et une générosité qui faisaient oublier beaucoup de choses : le son abominable, l'éclairage *a giorno* pour raisons de sécurité, qui n'empêchait pas les bagarres sportives, les arrêts-surprises dus aux coups convulsifs des musiciens à chaque fois qu'ils inhalaient des gaz larmyogènes. Au bout de trois quarts d'heure de bravoure et d'approximation, Shinehead se retirait avec les honneurs. Et les bandes sont passées aux choses sérieuses.

Les concerts de rap réclament une organisation différente de celle qui préside d'habitude aux concerts rock. Les organisateurs (selles, producteurs, tourneurs) ont leur part de responsabilité. Les artistes aussi. Et enfin le public. La relation trouble que le rap entretient avec la violence urbaine, entre dénonciation et mythification, appelle, dans la pratique sinon dans les textes, quelques clarifications. Si l'on estime nécessaire de fouiller les spectateurs de Patrick Bruel au Zénith, il doit être possible d'installer un vestiaire à bombes larmyogènes lors d'un concert rap. Les conditions techniques rappellent trop souvent les débuts du rock, balances bâchées (ce qui n'était d'ailleurs pas le cas à Saint-Denis) ou matériel approximatif. Mais seule la fraction la plus consciente du public rap pourra empêcher les bandes de transformer les concerts en champs clos.

THOMAS SOTINEL

## CINÉMA

### La passe de dix pour « Cyrano »

La seizième cérémonie des césars a consacré le triomphe de « Cyrano de Bergerac »

« Il est exceptionnel qu'un film fasse l'unanimité », a dit Pierre Lhomme en montant sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées, afin de recevoir le César du meilleur chef opérateur pour *Cyrano de Bergerac*. Ce fut bien le sort du film de Jean-Paul Rappeneau, qui, avec dix récompenses (dont celles du meilleur film et de la meilleure réalisation), égalait durant la soirée du 9 mars le record du *Dernier Métro*. Dix ans après le film de Truffaut, Gérard Depardieu, ovationné debout par une salle qui ne lui marchandait pas la reconnaissance de cette première place qu'il occupe dans le cinéma français, recevait son second César.

L'autre vainqueur aura été la *Dis- crète*, qui a obtenu trois statuettes, au cours d'une cérémonie qui sembla plus fluide et plus dynamique qu'à l'ordinaire, et qui connut aussi ses nécessaires moments d'imprévu (Vanessa Paradis se trompant sur le nom d'une lauréate), d'humour, avec une formidable prestation improvisée d'Odette Laure, et d'émotion, lorsque Anne Parillaud reçut la consécration pour son rôle dans *Nikita*. La soirée était présidée par Sophia Loren, qui reçut un César d'honneur avant d'aller, le 25 mars à Hollywood, quérir un oscar, également en hommage à sa carrière. Il reste à savoir si *Cyrano*, cinq fois

« nommé », connaîtra ce soir-là la même consécration outre-Atlantique. J.-M. F.

#### Le Palmarès complet

Film : *Cyrano de Bergerac*, de Jean-Paul Rappeneau. Acteur : Gérard Depardieu (*Cyrano de Bergerac*). Actrice : Anne Parillaud (*Nikita*). Acteur dans un second rôle : Jacques Weber (*Cyrano de Bergerac*). Actrice dans un second rôle : Dominique Blanc (*Milou en mai*). Réalisateur : Jean-Paul Rappeneau (*Cyrano de Bergerac*). Scénario : Christian Vincent et Jean-Pierre Ronssin (*la Discrète*). Jeune espoir masculin : Gérard Thomassin (*le Petit Criminel*). Jeune espoir

féminin : Judith Henry (*la Discrète*). Première œuvre de fiction : *la Dis- crète*, de Christian Vincent. Film étranger : *le Cercle des poètes disparus*, de Peter Weir. Musique de film : Jean-Claude Petit (*Cyrano de Bergerac*). Photo : Pierre Lhomme (*Cyrano de Bergerac*). Décor : Ezio Frigerio (*Cyrano de Bergerac*). Son : Pierre Gamet et Dominique Hennequin (*Cyrano de Bergerac*). Montage : Noëlle Boisson (*Cyrano de Bergerac*). Costumes : Franca Squarziello (*Cyrano de Bergerac*). Court métrage de fiction : *Fousaises*, de Jean-Pierre Jeunet. Court métrage documentaire : François Amado (*la Valise*).

### Maupassant à Châteauroux

Une centaine de courts métrages sont présentés du mardi 19 au dimanche 24 mars au 5<sup>e</sup> Festival international du cinéma indépendant de Châteauroux (Indre). La plupart des films présentés sont des premières œuvres de jeunes réalisateurs français et étrangers, parmi lesquelles une série thématique « Autour de Maupassant » : quatorze adaptations de nouvelles réalisées par les étudiants en cinéma de Paris-1, à l'initiative de leur professeur, M. Joseph Morder (*Mémoires des juifs tricolores, l'Arbre mort*).

Pour assurer à cette manifestation une audience plus large, le festival propose aussi un volet « classique » sur le thème de la route, avec des films de Luis Buñuel (*la Voie lactée*), Jacques Tati (*Traffic*), Marguerite Duras (*le Camion*), Jean-Luc Godard (*Week-end*), Wim Wenders (*Paris, Texas*), Roberto Rossellini (*Voyage en Italie*), Federico Fellini (*la Strada*), Denis Hopper (*Easy Rider*), Robert Kramer (*Route one USA*), les frères Prévert (*Voyage surprise*).

G. C.

### Homme pour homme

Quand deux comparses de Hamlet jouent les premiers rôles...

« ROSENCRANTZ ET GUILDENSTERN SONT MORTS » de Tom Stoppard

Dans *Hamlet*, Rosencrantz et Guildenstern sont des comparses. En 1964, le dramaturge anglais Tom Stoppard leur consacre une farce en un acte et en vers. Puis, à partir de cet essai, il écrit en 1966 une pièce fait événement en Angleterre, sur Broadway et jusqu'à Paris où Claude Régy monte la pièce, à l'automne 1967. Plus tard, dans les années 80, Tom Stoppard doit adapter *Rosencrantz et Guildenstern sont morts* pour la télévision. Puis il est question d'un film pour le cinéma. Il remanie le texte. En définitive, Tom Stoppard décide de le réaliser lui-même, et obtient le Lion d'or au dernier Festival de Venise, en tête d'un palmarès très discuté (*le Monde* du 18 septembre 1990).

Voici l'œuvre en exploitation dans

les salles. Théâtre filmé ? Certes oui, et les dialogues abondants, très littéraires, jouant sur les mots, suffiraient à le prouver. Mais aussi film sur le théâtre, miroir où se confondent la vie et sa représentation - Minelli, Renoir, Truffaut, entre autres, s'en sont servis. Mais ici, la vie réelle est absente. Il y a seulement des personnages de théâtre, confrontés à différentes visions qui seraient mises en scène par des comédiens.

Au début du film, Rosencrantz (Gary Oldman) et Guildenstern (Tim Roth) chevauchent dans un paysage désolé. Ils ont été appelés de façon assez mystérieuse à la cour de Danemark, auprès du prince Hamlet dont ils sont amis d'enfance. Très vite, on les confond car, en dissertant, on les confondent - sur une pièce d'or, ils brouillent leur identité. On finit par douter de qui est l'un ou l'autre. Dans une forêt, les deux artistes rencontrent l'Artiste (Richard Dreyfus) avec sa troupe, et qui veut jouer pour eux, là, sur place. L'atmosphère étrange rappelle celle d'un ancien film d'Ing-

mar Bergman, *le Visage* (1958). Puis, avec Rosencrantz et Guildenstern, nous nous retrouvons « projetés » au château d'Eliseneur où ils vont rencontrer Hamlet, la reine Gertrude, le roi Polonius, Ophélie. L'action est constamment court-circuitée par les acteurs venus donner une représentation. Tous les emprunts - extrêmement libres - à Shakespeare sont comme emboîtés dans une autre pièce, qui elle-même... Toujours discutant, érotisant, Rosencrantz et Guildenstern traversent tout cela sans y rien comprendre et tout le monde les bouscule.

JACQUES SICIER

DU 11 AU 25 MARS  
CHEZ LES CONCESSIONNAIRES ET AGENTS RENAULT

# LES 15 JOURS GAGNANTS RENAULT

Pendant les 15 Jours Gagnants Renault, vous avez vraiment tout à gagner. Votre concessionnaire ou agent Renault vous fera toute une série d'offres exceptionnelles.

**DES CREDITS DIAC POLE POSITION\*** avec des solutions de financement particulièrement intéressantes.

**DES EQUIPEMENTS A PRIX RECORD\*\*** qui vous laisseront l'embarras du choix.

**DES REPRISES FULGURANTES\*\*** pour partir au volant de votre nouvelle Renault.

**DES MILLIERS DE CADEAUX** avec 12 Renault 19-16 soupapes, des milliers de chemises sport, de tee-shirts ou de chronomètres à gagner.

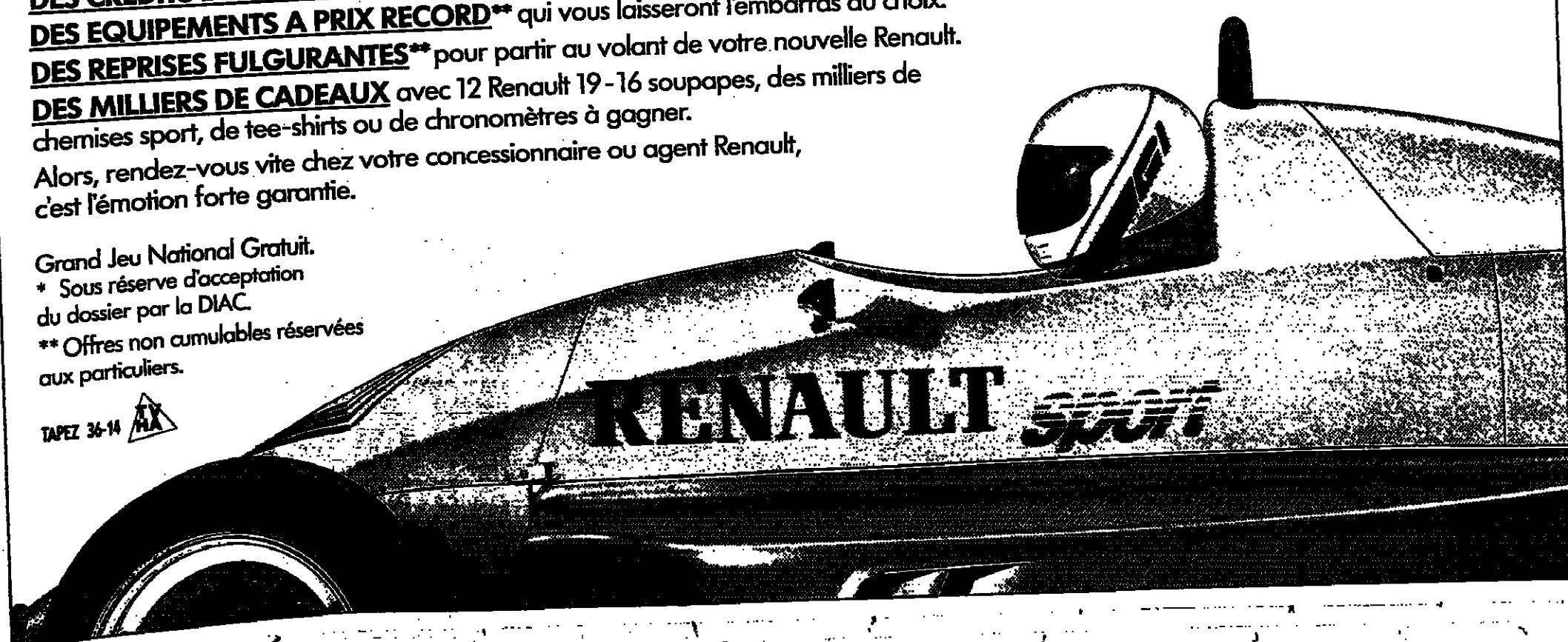
Alors, rendez-vous vite chez votre concessionnaire ou agent Renault, c'est l'émotion forte garantie.

Grand Jeu National Gratuit.

\* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC.

\*\* Offres non cumulables réservées aux particuliers.

TAPEZ 36-14







# SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix des Etats-Unis de formule 1

## Ayrton Senna, premier vainqueur de la saison

Le pilote brésilien Ayrton Senna a dominé de bout en bout, dimanche 10 mars, à Phoenix (Arizona), le Grand Prix des Etats-Unis, première épreuve 1991 du championnat du monde de formule 1. Le champion du monde en titre, au volant de sa nouvelle McLaren-Honda V-12, a remporté sur le circuit urbain de Phoenix son premier succès depuis le Grand Prix d'Italie en septembre, et le vingt-septième de sa carrière, soit autant que le légendaire Britannique Jackie Stewart. Seul Alain Prost a fait mieux avec quarante-quatre victoires.

Le pilote français au volant de sa Ferrari, a pris la deuxième place à seize secondes de son grand

rival. Seules douze voitures ont terminé la course, qui a été écourtée à un tour des quatre-vingt-deux prévus en raison de la limite des deux heures. Parti en pole position, Senna a réussi le départ qu'il espérait pour se détacher rapidement sur le circuit difficile de Phoenix, où il s'était déjà imposé l'année dernière. A trente ans, le Brésilien s'impose d'entrée en commençant la saison avec les dix points désormais attribués au vainqueur par la Fédération internationale du sport automobile (FISA). Prost suit avec six points.

Après deux tours, Senna possédait déjà sur Prost une avance de deux secondes qui n'allait cesser de grandir. Confortablement installé en

tête avec un avantage de trente et une secondes, il décidait d'effectuer un changement de pneumatiques au quarante-septième.

Le véritable intérêt de la course a en fait été la lutte au couteau pour les places d'honneur. Deuxième jusqu'au quarante-septième tour, Prost a dû céder sa place à l'italien Riccardo Patrese (Williams) à l'occasion d'un changement de pneus. Piquet, Alesi au volant de la deuxième Ferrari, et Fiquet, à nouveau, se sont ensuite succédés jusqu'au soixante-dixième tour, qui a vu Prost reprendre sa place à la faveur d'un audacieux dépassement simultané d'Alesi - lâché par sa voiture - et de Piquet.

## Don Ecclestone, le « parrain »

PHOENIX

de notre envoyé spécial

A Phoenix, la plupart des avenues ont beau être larges, bordées de palmiers et le plus souvent ensolées, la formule 1 ne s'en retrouve pas moins à la rue comme le parent pauvre d'une discipline par ailleurs florissante en Amérique. Moins de 15 000 spectateurs avaient pris place sur les gradins démontables aménagés le long des avenues. Une misère si on compare avec les 400 000 personnes qui se pressent chaque année autour du Super Speedway d'Indianapolis pour les 500 Miles, les 3 336 675 billets vendus en 1990 pour le championnat NASCAR (voitures carénées) ou les 2 616 115 autres vendus pour la formule indy-car (monoplaces proches des formules 1).

Si le Grand Prix des Etats-Unis est viable, c'est au « système Ecclestone » qu'il le doit. Invariablement vêtu, sur les circuits, d'une chemise d'un blanc immaculé et d'un pantalon noir ou bleu marine, cet homme, très petit de taille, préfère laisser à d'autres le soin de discourir ou de parler. Son goût du secret le pousse même à cacher jalousement son âge ou à refuser d'évoquer ses affaires ou son passé. Mais ses lunettes et ses gros verres de myope ne l'empêchent pas de tout voir et de tout régenter. Bernie Ecclestone a compris depuis longtemps que le vrai pouvoir est celui de l'argent. Et c'est lui qui a fait sortir la formule 1 de l'atmosphère dans laquelle elle végétait.

Laborantin de formation, Bernie Ecclestone a vite réalisé que le négoce des motos et des autos, puis la spéculation foncière et immobilière étaient plus à même de lui assurer les revenus nécessaires pour assouvir sa passion du pilotage et son intérêt pour les sports mécaniques. Après quelques cours de moto et d'auto, il est apparu pour la première fois en formule 1 en achetant aux enchères la modeste écurie Connaught, en 1957. En fait, il n'achète qu'une voiture au Grand Prix de Monaco, l'année suivante. Après l'échec de ses deux pilotes, il prit lui-même le volant pour tenter de se qualifier. En vain.

Il faudra attendre huit ans pour retrouver sa trace autour des circuits, comme ami et manager de l'Autrichien Jochen Rindt, qui allait devenir champion du monde à titre posthume en 1970. Avait-il profité de cette parenthèse extra-sportive pour commencer à bâtir sa fortune dans les affaires ou au jeu, comme il le prétend ? A-t-il été mêlé au fameux hold-up du train postal Glasgow-Londres en 1960, comme les relations qu'il a longtemps entretenues avec Roy James - l'un des chauffeurs - ou Ronald Biggs - le cerveau du coup - l'ont laissé supposer ? Jamais officiellement inquiété, Bernie Ecclestone a toujours préféré tourner ces soupçons en dérision.

### La guerre FOCA-FISA

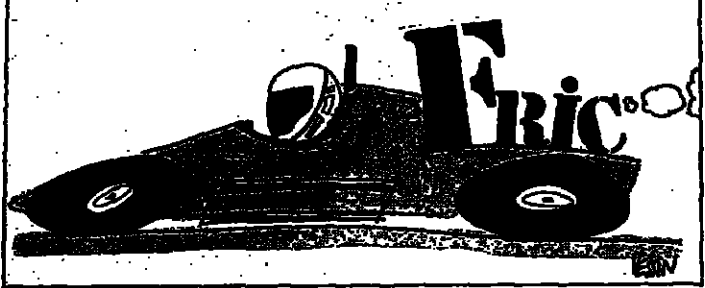
Ainsi, à l'occasion du Grand Prix du Brésil 1983, il bavardait avec des amis autour de la piscine de son hôtel, lorsqu'il fut appelé à la réception par Ronald Biggs. « Dites-lui que, s'il ne me donne pas ma part de butin, il n'aura pas ses places pour le Grand Prix », lança-t-il. A peine plus sérieusement, il dit : « Je n'attaquerai pas un train pour 1 million de livres, ça ne suffit pas pour payer un pilote ».

C'est en 1971 que Bernie Ecclestone s'est réellement intégré au milieu de la formule 1 en rachetant à bas prix l'écurie du pilote-constructeur australien Jack Brabham, qui venait de se retirer. Les promoteurs des Grands Prix dictaient alors leur loi dans le championnat du monde créé en 1950, en distribuant à leur guise les prix à l'arrivée, mais surtout des primes de départ aux écuries les plus prestigieuses comme Ferrari. Le nouveau venu n'a pas tardé à convaincre les

directeurs des petites écuries, principalement britanniques, de l'intérêt de se regrouper en associations pour défendre leurs droits.

En 1975, Bernie Ecclestone crée l'Association des constructeurs de formule 1 (FICA), transformée en

tion fixe en fonction de leurs résultats dans les deux demi-saisons précédentes. Ce montage financier était clairement énoncé dans les annexes des accords de la Concordo, pourquoi les principaux responsables de la formule 1 tiennent-ils à le



FOCA (en 1978), dont il devient le premier et l'unique président à ce jour. Désormais, il négocie avec les organisateurs, propose déjà des formules d'association à ceux qui ont du mal à boucler des budgets révisés à la hausse, s'intéresse au développement des retransmissions télévisées. La Fédération internationale de l'automobile (FIA) sent que le contrôle de la plus prestigieuse de ses compétitions, le championnat du monde de formule 1, lui échappe. Elle crée la Fédération internationale des sports automobiles (FISA) en 1978, dont elle confie la présidence à Jean-Marie Balestre.

L'épreuve de force s'engage aussitôt entre les deux hommes.

Le conflit éclate à l'occasion du Grand Prix d'Espagne en juin 1980. Les organisateurs, associés financièrement avec la FOCA, font disputer l'épreuve malgré l'interdiction de la FISA. Huit écuries seulement y participent. La FISA annule le résultat. En novembre, Bernie Ecclestone annonce la création, avec les constructeurs britanniques, de la World Federation of Motor Sport, pour organiser, dès la saison suivante, un autre championnat du monde de formule 1. La scission n'a pourtant pas eu lieu.

Sous la pression des gros commanditaires et des grands constructeurs, les représentants de la FISA, de la FOCA, et des sociétés constructrices représentées par Ferrari, se réunissent place de la Concordo, au siège de la FISA. Les négociations durent vingt-huit jours. Le 4 mars 1981, la convention de la Concordo est signée. La FOCA conserve le contrôle financier de l'organisation des Grands Prix et accorde à la FISA des droits de télévision (10 % en 1981, puis 30 % lors du renouvellement de la Convention en 1987). La FISA conserve ses prérogatives dans les domaines sportif et technique. Dix ans plus tard, ces principes régissent toujours la formule 1, mais Bernie Ecclestone a peaufiné son système et arrondi sa fortune personnelle.

L'organisateur d'un Grand Prix doit payer à la FOCA le prix du plateau (deux millions de dollars en moyenne pour les Grands Prix européens en 1991) et abandonner à cette organisation les droits de télévision ainsi que les droits commerciaux et la publicité sur les circuits. Les droits de télévision sont répartis à raison de 33 % pour la FOCA, 30 % pour la FISA, et 27 % distribués en parts égales entre les dix meilleures écuries. La FOCA se réserve 8 % des prix des plateaux et redistribue le restant aux écuries sous forme de primes au résultat. 20 % de cette somme sont consacrés aux qualifications (de 2 % à l'auteur de la pole position à 0,4 % au vingt-tième), 45 % récompensent les résultats des vingt premiers au quart, à la moitié, aux trois quarts et à la fin de la course.

Un pilote qui gagnerait après avoir mené un Grand Prix des le premier quart rapporterait à son écurie 8,5 % de ces 45 %, soit environ 85 000 dollars (430 000 francs). Les 35 % restants seraient sur le prix du plateau sont distribués aux écuries sous forme de « compensa-

garder secret ? A notre demande d'entretien à ce sujet, Bernie Ecclestone nous a répondu que « l'information [que nous recherchions] était de nature confidentielle ». Aurait-il plus de choses à cacher que les organisateurs des Coupes du monde de football ou des Jeux olympiques, qui publient des bilans financiers détaillés de leurs activités ? L'arbitraire et les dérogations qui sont encore de mise en formule 1 n'expliquent-ils pas plutôt ce comportement ?

### Montage de sociétés

Tous ceux qui sont en affaires avec Bernie Ecclestone louent son professionnalisme, son respect des engagements et de la parole donnée. Mais, à la manière d'un moderne parrain, le président de la FOCA a su mettre en place un montage de sociétés qui lui permet de contrôler et de tirer profit de la formule 1 à divers niveaux.

Ainsi, la FOCA fait-elle appel à deux sociétés chargées de négocier les droits de télévision (International Sport Communication) et les droits commerciaux et publicitaires sur les circuits (All Sports Management). Le directeur de la FOCA affirme qu'il n'a aucun intérêt dans ces sociétés, créées pourtant à son initiative et dirigées par de proches amis. Mais l'affirmation fait sourire. International Sport Communication (ISC), dont le siège est à Genève, ne tient-elle pas de déménager à Londres dans le luxueux immeuble racheté par Bernie Ecclestone au milliardaire saoudien Adnan Khashoggi ?

L'arbitraire s'est vérifié encore cette année dans le choix des chaînes pour la retransmission de la formule 1. Jusqu'à cette année, ISC négociait pour l'Europe avec l'Union européenne de radiodiffusion (UER), qui regroupe les principales chaînes nationales. Les chaînes qui retransmettaient les Grands Prix payaient donc l'UER en fonction de leur audience. Ce coût était plutôt dérisoire puisque ces droits de retransmission pour toute la saison ne dépassaient pas 1,2 million pour TF1, qui devait également prendre en charge la production et la retransmission des images du Grand Prix de France (de 5 à 6 millions de francs).

Cette année, Bernie Ecclestone a décidé qu'il était temps de passer de la promotion de la formule 1 à l'exploitation d'un spectacle dont les seize épisodes auraient été suivis, la saison dernière, par près de 20 milliards de téléspectateurs dans le monde. L'ISC négocie désormais avec chaque chaîne. Début 1990, TF1 a ainsi appris que le nouveau contrat proposé pour trois ans était de 6 millions de dollars par an ! L'accord, enfin, était néanmoins conclu, et TF1 avait même reçu les télévisions de confirmation avant d'apprendre qu'elle avait été déposée de la formule 1 par la Cinq, qui n'avait même pas eu le temps de s'enclencher. En terme d'audience, le recul est important. Mais Jean-Mar-

rie Balestre pouvait-il refuser son appui à son vieux complice Robert Hersant déjà confronté aux graves problèmes d'audience et de gestion qui allaient l'obliger à céder la majorité de ses actions de la Cinq quelques semaines plus tard ?

Au titre de président de la Fédération française du sport automobile, cette fois, Jean-Marie Balestre est aussi intervenu pour déplacer le Grand Prix de France du circuit Paul-Ricard à celui de Magny-Cours. Mais les négociations menées pour sceller ce nouvel accord de cinq ans sont révélatrices des pratiques de Bernie Ecclestone. Avant de se trouver en face de lui pour négocier, Jean Glavany, président de la société anonyme d'exploitation et de promotion du circuit nivermois, a dû d'abord rencontrer Patrick McNally, directeur d'All Sports Management. Pourquoi ? « Pour mon plaisir », lui répondait avec un grand sourire le directeur de la FOCA.

C'est là que se situe le racket, estime Jean Glavany. L'organisateur doit livrer un circuit vierge de toute publicité, réserver une tribune et les meilleurs emplacements pour les opérations de VIP. « All Sports Management s'occupe, en effet, d'installer tous les panneaux publicitaires, de garantir aux annonceurs des temps de passage à la télévision, de monter les tentes pour les VIP et de tout fournir, jusqu'aux traiteurs. « Ils sont très professionnels, note Jean-Claude Humsicker, qui s'occupait des relations publiques de Renault en formule 1. Mais on n'a pas le choix et c'est très cher. » Alors que Rhône-Poulenc, commanditaire principal du Grand Prix de France, paie à lui seul 1 million de dollars, les organisateurs, qui ont déjà dû renoncer aux droits de télévision, se voient attribuer un dédommagement de 100 000 dollars.

Plus de six mois avaient été nécessaires pour finaliser, en juillet 1990, l'accord avec All Sports Management. Les négociations avec Bernie Ecclestone pouvaient commencer et allaient durer presque aussi longtemps avec un échange de plus de cinq cents fax. La FOCA proposait pour son plateau un contrat de cinq ans, de 2,2 millions de dollars par an, avec un taux d'actualisation de 15 %. Finalement, Jean Glavany a obtenu une réduction de 5 % et l'abaissement du taux annuel d'actualisation de 15 % à 10 %. Ces modifications, acceptées par Bernie Ecclestone - « à titre personnel, sur son propre compte » - ne figurent pas dans le contrat officiel mais font l'objet d'une lettre contrasignée. A la conclusion du contrat, en février 1991, le directeur de la FOCA avait même souhaité qu'une deuxième lettre contrasignée annule la précédente au cas où il disparaîtrait ou cesserait ses fonctions.

Ces pratiques donnent une idée de ce qui peut se passer lorsque Bernie Ecclestone, président de la FOCA, négocie avec... Bernie Ecclestone, organisateur de Grands Prix pour le compte de la FOCA, ou, comme il le souhaite de plus en plus à l'avenir, pour son propre compte. Ainsi a-t-il obtenu de l'intercommunal de Spa-Francorchamps la gestion du circuit qui accueille le Grand Prix de Belgique. A la tête de Racing Francorchamps Promotion, la société créée à cet effet, Bernie Ecclestone a placé l'un de ses collaborateurs, Roberto Noggetto, qui préside dans les mêmes conditions la Phoenix Grand Prix Society, organisatrice de la course américaine.

La « morale » en vigueur en formule 1 a peut-être été trouvée par Jean-Marie Balestre, qui paraît de Bernie Ecclestone dans une interview à Auto-hebdo : « Après un dur mais loyal combat, disaient-ils, il est des ennemis qui valent mieux que certains amis. Nous partageons d'excellents résultats ensemble. Lui, pour ses intérêts personnels, moi, pour ceux de la FISA et du sport automobile. Souhaitons que cela continue ! »

GÉRARD ALBOUY

ATHLÉTISME : championnats du monde en salle

## Monique la star Marie-Pierre l'espoir

Championne d'Europe 1990 sur 100 mètres haies, Monique Ewanje-Epée semblait la mieux placée pour être la première Française à se parer d'un titre mondial à l'occasion des championnats en salle disputés à Séville du 8 au 10 mars. Elle n'a obtenu que la médaille d'argent sur 60 mètres haies. C'est Marie-Pierre Duros qui est montée sur la plus haute marche du podium après avoir mené de bout en bout la finale du 3 000 mètres.

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

Elles sont nées la même année, elles font le même sport dans la mesure où il y a un rapport entre le 60 mètres haies et le demi-fond. Ont-elles plus de points communs ? L'une est noire, l'autre rousse. Celle-ci n'avait encore rien prouvé, celle-là n'attendait que l'ultime consécration. Monique la star, Marie-Pierre l'espoir. Un palmarès au présent, l'autre au conditionnel. Pouvaient-elles imaginer deux femmes, deux destins plus radicalement différents en apparence ?

A la ville, quand elle n'est pas mouillée dans son maillot de sprint, Monique Ewanje-Epée ressemble à la muse ébène d'un styliste de mode. Souplesse de la démarche, élégance du geste, recherche de la toilette, elle avait rêvé, enfant, d'être ballerine, et elle avait manifestement tout pour être danseuse étoile. Pourtant son destin était ailleurs que sur les planches. Elle brille dans la discipline athlétique, les haies, où la coordination et la maîtrise du mouvement, où la petite musique du corps et du cœur conditionnent le succès. Il fut éclatant en septembre dernier, à Split, lorsqu'elle remporta le titre du 100 mètres haies en plein air.

### Une saison de cross-country

Sur les bords de l'Adriatique, Marie-Pierre Duros avait été aussi discrète qu'une musaraigne. Un petit tour et pifft... Elle avait filé vers les vestiaires. Sans retenir l'attention. Qui l'aurait remarquée ? Elle est minuscule, presque transparente à force d'être pâle. On la suppose fragile tellement ses articulations sont pointues. Silhouette de garçonnet mal dans sa peau, elle semble toujours prête à faire un pas en arrière, à présenter des excuses. Même si ses membres frêles peuvent libérer une énergie insoupçonnée, elle ne donne pas alors l'impression d'avoir le profil psychologique du vainqueur capable de prendre rang dans la hiérarchie mondiale.

Deux tempéraments, deux disciplines, deux façons aussi

de gérer une carrière. Pour devenir l'une des meilleures spécialistes de haies, Monique Ewanje-Epée a fait appel à l'entraîneur vedette de l'US Créteil, Jacques Piasenta, après des débuts sous les couleurs de Montpellier. Elle y évolue au sein d'une véritable écurie de champions auxquels les derniers perfectionnements de la technologie sportive sont offerts. Depuis qu'elle a été découverte dans une kermesse où elle a battu des garçons, Marie-Pierre Duros n'a pas quitté le club de Lamballe. Depuis qu'elle est minime, son entraîneur est un modeste « prof de gym », Daniel Carfagn, qui a choisi de s'occuper des jeunes.

Bref, quand elles sont arrivées à Séville pour les championnats du monde d'athlétisme en salle, Monique, quasiment invaincue depuis des mois, était, en puissance, médaille d'or sur 60 mètres haies, et Marie-Pierre, avec une saison de cross-country dans les jambes, devait prouver qu'elle pouvait aller au bout d'une course de niveau mondial sur piste. Pression pour la première, décontraction pour la seconde ? Le pronostic, comme souvent en matière sportive, a été déjoué.

En série (7 - 90), Monique Ewanje-Epée a bien été la plus rapide comme tout au long de la saison hivernale. Seule la Russe Ludmila Narozhienko avait fait aussi bien qu'elle durant cette période. Elles se sont retrouvées coude à coude, la Française bien décidée à prendre la revanche de leur unique confrontation de l'hiver. Mais les deux faux départs provoqués par d'autres concurrentes ont-ils émaillé sa concentration ? Elle est moins bien partie que sa rivale et, en dépit de ses accélérations entre les haies, elle n'est pas parvenue à reprendre l'avantage. Sur la ligne, sept secondes et quatre-vingt centimètres plus tard, la Russe a conservé un rien d'avance.

La première Française détenrice d'un titre mondial sur piste sera donc celle en qui on ne croyait plus vraiment, Marie-Pierre Duros, la petite Bretonne employée à mi-temps au service du personnel du conseil général des Côtes-d'Armor. Elle a pris le commandement de la course dès le départ pour ne plus le céder, pas même à la Roumaine Margareta Keszeg qui avait été la plus rapide cet hiver ; elle a terminé en arrêtant le record national de la distance (8' 50" 69). Désormais, l'une et l'autre sont des femmes à battre et pensent aux championnats du monde en plein air. Un autre voyage, pour Tokyo, qu'elles devraient faire ensemble fin août.

ALAIN GIRAUDDO

## Les résultats

ATHLÉTISME	FOOTBALL
<p><b>Championnats du monde en salle</b></p> <p>Plusieurs records du monde ont été améliorés lors des championnats du monde d'athlétisme en salle, qui se sont achevés dimanche 10 mars à Séville (Esp.) : le relais masculin d'Allemagne a porté le record du 4 x 400 à 3 min 3 s 05 ; le Soviétique Mikhail Chemakov a bouclé le 5 kilomètres marche en 18 min 23 s 55 ; la Jamaïcaine Marlene Ottey a égalé le record du monde du 200 mètres en 22 s 24, alors que le relais allemand féminin du 4 x 400 établissait un nouveau record en affichant un temps de 3 min 27 s 22.</p>	<p><b>Coupe de France (trente-deuxième de finale)</b></p> <p>L'entrée en lice des équipes de division 1 lors des trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France de football a été marquée par l'élimination de cinq clubs. Lyon, Caen et Nice, déjà éliminés au premier tour l'an passé, ainsi que Bordeaux, dominé par Bourges, et Rennes, battu par Rouen, n'ont joué qu'un match de cette compétition. Trois jours après sa soirée italienne, Marseille a brillé devant Strasbourg (4-1), avec deux doublés de Philippe Verheyren et Jean-Pierre Papin. Le miracle n'a pas eu lieu pour le club de promotion d'honneur encore en compétition, Mandallieu, qui a été battu par Saint-Etienne (0-0). La plus petite club encore en lice pour les seizièmes de finale, qui auront lieu le mercredi 3 avril, devint donc Saint-Christophe de Châteaufort, formation de division 4.</p>
AUTOMOBILISME	TENNIS
<p><b>FORMULE 1</b></p> <p>Grand Prix des Etats-Unis</p> <p>Classement - 1. Ayrton Senna (Bré. McLaren), les 301.376 km en 2 h 47 s ; 2. Alain Prost (Fra. Ferrari), à 16 s ; 3. Nelson Piquet (Bré. Benetton), à 17 s ; 4. Stefano Modena (Ita. Tyrrell), à 25 s ; 5. Satoru Nakajima (Jap. Tyrrell) à un tour.</p>	<p><b>Tournoi d'Indian-Wells</b></p> <p>Lors du tournoi d'Indian-Wells (Californie), doté de 1 million de dollars, Guy Forget, qualifié pour la finale en battant en deux sets le Suédois Stefan Edberg (6-4, 6-4), a été battu par l'Américain Jim Courier (4-6, 6-3, 4-6, 6-3, 7-6).</p>

Demain notre supplément  
Le Monde SCIENCES & MÉDECINE

# Vacances de beauté.

Toute l'année.  
Mer. Montagne.  
Plein soleil.  
Calanques. Torrents.  
Pleine nature.  
Odeurs. Lumières.  
Plein ciel.  
Villages. Visages.  
La Corse est proche.  
Vivez-la



CCI AJACCIO ET CORSE DU SUD - COMITÉ RÉGIONAL DU TOURISME DE CORSE - CCI DE BASTIA ET HAUTE-CORSE  
 FERRYTOUR VACANCES/OBJECTIF - OLLANDINI VOYAGES - GIE CORSICA CAMPING  
 CONFÉDÉRATION DES INDUSTRIES HÔTELLÈRES CORSES - FÉDÉRATION RÉGIONALE DE L'HÔTELLERIE DE PLEIN-AIR  
 FÉDÉRATION RÉGIONALE DES OFFICES DE TOURISME ET DES SYNDICATS D'INITIATIVE  
 CHAMBRE SYNDICALE DES LOUERS DE VOITURES (HEPZY - AVIS - BUDGET - EUROCAR)

هكذا من الاعمال

## 22 Philips en Pologne

## Le débat sur l'ouvert

**M. Calvet, M. Lévy  
et les voitures  
nipponnes**

Si la négociation entre Bruxelles et Tokyo sur l'entrée des voitures nipponnes en Europe après 1992 venait à se conclure dans les « mauvaises » conditions dans lesquelles elle s'est actuellement engagée, M. Jacques Calvet a annoncé que son groupe serait « gravement » menacé et qu'il devrait démissionner (le Monde 11 mars).

On aurait tort de mettre la menace sur le seul compte d'un célèbre caractère entier du PDG de Peugeot SA. Qui si son retour le 1<sup>er</sup> janvier 1993 serait un échec, ne lui manquerait pas de très sérieusement inquiéter le patron du plus grand groupe industriel privé français refusant l'Europe telle que les hommes politiques et les « eurocrates » l'ont préparée. Un Europe qui se serait, aux yeux de M. Chavet, soumise aux intérêts extérieurs. Qui se serait non pas « ouverte » mais « offerte », pour contraindre une expression de M. Deiori.

Tel est bien le débat qui, sur l'automobile, oppose en France, MM. Lévy et Calvet. On arrive mal à comprendre pourquoi ces deux hommes se disputent aussi irrémédiablement, alors qu'ils ont exactement les mêmes intérêts. M. Lévy, le patron de Renault, a rejoint l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) de laquelle M. Calvet a refusé d'adhérer. Il la précède même et défendra donc la position arrêtée avec ses collègues six ans de délai avant l'ouverture libre du marché des Douze et une montée limitée et progressive des Japonais de leur part actuelle de 11 % à 15 % en 1999. L'opposition de M. Calvet à ce schéma est

complète.

En fait, les deux patrons ont une position radicalement différente sur le fond. M. Lévy considère qu'il est impossible de réaliser l'acte unique tandis que M. Calvet non seulement le croit mais le veut. Tout découle de là. M. Calvet place l'objectif de défense de l'industrie européenne avant celui de bâtir l'Europe : « L'Europe, oui, s'il en est utile. Non sinon » dit Lévy. Il pense qu'il n'a pas le choix. Le compromis trouvé n'est plus l'idéal. D'ici à 1999, le défilé est acceptable sans doute, mais les 15 % laissés aux Japonais apparaissent trop élevés dans la mesure où ils s'établissent dans un contexte d'actuelle récession du marché. Il serait beaucoup plus facile aux groupes européens de se restructurer, pour se mettre à niveau de la productivité japonaise, dans une phase de croissance des ventes plutôt que de décroissance. Mais le problème n'est pas là. La question qui sépare les deux hommes est simple : peut-on encore...

1993?

**RÉTRÔLE :**

**PETROLE ↓**  
 Prix du baril de pétrole

	8 mars	Variation par rapport à la cote
● WTI (West Texas Intermediates) à New-York à la clôture	19,29	- 0,13
● Brent à Londres à l'ouverture	18,15	- 0,66

Les cours du pétrole ont commencé la semaine à la baisse, les opérateurs hésitant à prendre des positions avant de connaître la stratégie de l'OPEP réunie à Genève. On notait le discours de fermeté tenu par l'Arabie saoudite, apparemment peu disposée à réduire sensiblement sa production.

Ce qui est  
général, c'est  
surtout à  
plus braver  
le problème  
à l'heure  
du passage  
au réel au  
une société  
de ne pas  
contraindre  
à payer. C'est  
retourner  
leur rôle  
garantie  
surtout de  
lés.



22 M. Calvet, M. Lévy  
et les voitures nipponnesM. Calvet, M. Lévy  
et les voitures nipponnes

Si la négociation entre Bruxelles et Tokyo sur l'entrée des voitures nipponnes en Europe après 1992 venait à se conclure dans les « mauvaises » conditions dans lesquelles elle s'est actuellement engagée, M. Jacques Calvet a annoncé que son groupe serait « gravement » menacé et qu'il devrait démissionner (le Monde daté 10-11 mars).

On aurait tort de mettre le menace sur le seul compte du célèbre caractère entier du PDG de Peugeot SA. Qu'il se retire le 1<sup>er</sup> janvier 1993 serait un échec qui ne manquerait pas de très sérieusement inquiéter le patron du plus grand groupe industriel privé français refusant l'Europe telle que les hommes politiques et les « eurocrates » l'ont préparée. Une Europe qui se serait, aux yeux de M. Calvet, soumise aux intérêts extérieurs. Qui se serait non pas « ouverte » mais « offerte », pour contredire une expression de M. Delors lui-même.

Tel est bien le débat qui, sur l'automobile, oppose en France, MM. Lévy et Calvet. On arrive mal à comprendre pourquoi les deux hommes se divisent aussi irrémédiablement, alors qu'ils ont exactement les mêmes intérêts. M. Lévy, le patron de Renault, a rejoint l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), à laquelle M. Calvet a refusé d'adhérer. Il la préside même. Il défendra donc la position arrêtée avec ses collègues : six ans de délai avant l'ouverture libre du marché des Douze et une montée limitée et progressive des Japonais de leur part actuelle de 11 % à 15 % en 1999. L'opposition de M. Calvet à ce schéma est complète.

En fait, les deux patrons ont une position radicalement différente sur le fond. M. Lévy considère qu'il est impossible de refuser l'Acte unique tandis que M. Calvet ne seulement le croit mais le veut. Tout découle de là. M. Calvet place l'objectif de défense de l'industrie européenne avant celui de bâtir l'Europe : « L'Europe oui, si elle est utile. Non sinon ». M. Lévy pense qu'il n'y a pas le choix. Le compromis trouvé n'est pas l'idéal. D'ici à 1999, le délai est acceptable sans doute, mais les 15 % laissés aux Japonais apparaissent trop élevés dans la mesure où ils s'établissent dans un contexte d'actuelle récession du marché. Il serait beaucoup plus facile aux groupes européens de se restructurer, pour se mettre à niveau de la productivité japonaise, dans une phase de croissance des ventes plutôt que de décroissance. Mais le problème n'est pas là. La question qui sépare les deux hommes est simple : peut-on encore refuser 1993 ?

ÉRIC LE BOUCHER

## PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New York	19,29 - 0,13
Brent à Londres	18,15 - 0,66

Les cours du pétrole ont commencé la semaine à la baisse, les opérateurs hésitant à prendre des positions avant de connaître la stratégie de l'OPEP réunie à Genève. On notait le discours de fermeté tenu par l'Arabie saoudite, apparemment peu disposée à réduire sensiblement sa production.

Les constructeurs japonais d'automobiles  
vont modérer leurs ventes en Europe cette année

TOKYO

de notre correspondant

Les constructeurs automobiles japonais ont senti que le vent leur est contraire et semblent préférer plier le dos pour laisser passer la bourrasque. Conscients que les Européens perçoivent en bonne voie pour adopter une position commune sur la question des importations automobiles nipponnes après 1992 (le Monde du 9 mars), les cinq principaux constructeurs s'emparent aujourd'hui de déclarer qu'ils n'envisagent pas cette année d'augmentation de leurs ventes sur le marché européen, en dépit d'une baisse des immatriculations aux États-Unis et sur l'archipel nippon.

La modération des constructeurs japonais est purement tactique : alors que sont en cours d'élaboration les règles qui présideront aux destinées du grand marché de 1993, ils craignent un regain de tension avec les Européens, qui pourraient se traduire par l'adoption de mesures plus fermes entravant leur pénétration de ce marché pendant de longues années. Il faut montrer sa bonne composition en 1991 pour ménager 1993 et la suite. Bien que le ministère de l'in-

dustrie et du commerce international (MITI) ait nié avoir donné instructions aux constructeurs de maintenir cette année leurs exportations à destination de l'Europe au niveau de 1990, comme l'avait écrit récemment le quotidien économique *Nihon Keizai*, un message de « prudence », quelle qu'elle soit, n'est pas moins passé.

Les Japonais détiennent 11 % du marché automobile européen. L'année dernière, selon leurs statistiques, ils ont vendu 1 248 000 voitures en Europe (contre 1 237 000 en 1988). En janvier, leurs exportations avaient toutefois augmenté de 7 %.

An terme d'un accord entre le MITI et les autorités américaines, les constructeurs japonais ont modéré depuis plusieurs années leurs exportations en direction des États-Unis. Officiellement, cette modération est volontaire : en fait, une vérification périodique par le MITI des statistiques de ventes à l'étranger de chaque constructeur constitue un facteur dissuasif important. Le mois dernier, les cinq principaux constructeurs ont annoncé qu'ils réduisaient leurs exportations vers les États-Unis pour le premier trimestre 1991.

Ph. P.

## Rumeurs de restructuration de la dette extérieure

L'URSS est confrontée à d'importantes  
difficultés financières

L'URSS va-t-elle devoir restructurer sa dette ? Tomber dans la catégorie des mauvais payeurs ? Les nouvelles récentes en provenance de Moscou sont alarmantes. En novembre, un décret présidentiel obligeait les entreprises à verser pratiquement l'ensemble de leurs bénéfices en devises, sous formes diverses, à l'État, afin que celui-ci puisse assurer le service de sa dette. Selon un rapport de l'OCDE rendu public fin février, les réserves soviétiques placées à l'étranger sont tombées à un niveau très bas (1) et l'organisme s'inquiète des importantes difficultés dans le financement des comptes extérieurs qui pourraient se manifester cette année.

Il y a quelques jours, dans un entretien accordé à la *Tribune de l'Économie*, un responsable des affaires économiques internationales au ministère des affaires étrangères de l'URSS, M. Alexander Shokin, insistait sur le fait que son pays pourrait prochainement demander à restructurer sa dette extérieure.

Pour l'instant, les autorités monétaires de l'URSS démentent catégoriquement de telles rumeurs et s'efforcent de démontrer que la situation financière est moins préoccupante que l'on croit. Ainsi, de passage à Paris vendredi 8 mars, le premier vice-président de la banque d'État chargée des relations économiques extérieures de l'URSS (VEB), M. Thomas Alibegov, a affirmé que l'URSS avait désormais remboursé la quasi-totalité de sa dette à court terme contractée au cours des dernières années. De 18 milliards de dollars au début de 1990, cette dette aurait été ramenée à 2 milliards de dollars cette année (sur un endettement extérieur total qui atteint aujourd'hui 60 milliards de dollars).

Manque de prudence  
des Occidentaux

Ce qui inquiète beaucoup M. Alibegov, c'est la multiplication des contrats commerciaux qui ne sont pas honorés. Il met ainsi le doigt sur le problème le plus délicat de l'URSS à l'heure actuelle : la décomposition du pouvoir central. Rien n'empêche en effet aujourd'hui une entreprise ou une société de commerce soviétique de ne pas régler les factures issues de contrats avec des partenaires étrangers. C'est alors sur la VEB que se retournent les créanciers, et celle-ci leur répond qu'elle n'a pas donné sa garantie au contrat. Jusqu'à 6 milliards de dollars ont ainsi été accumulés.

Principalement à l'aide de crédits en provenance des États occidentaux,

les autorités centrales ont finalement apuré ces arriérés, mais le mécanisme qui a permis leur accumulation n'est pas enrayé, si ce n'est par la plus grande des coïncidences : les entreprises occidentales traitant avec l'URSS, M. Alibegov n'hésite pas à mettre en cause le manque de prudence des partenaires occidentaux. Lorsqu'on lui demande de quels partenaires il s'agit précisément, M. Alibegov répond que ce sont les firmes commerciales, et non les banques. « Je ne vais tout de même pas faire la même gaffe que M. Reagan », ajoute-t-il avec humour, se référant aux accusations de complot monté par les banques occidentales à l'égard de l'URSS, récemment dénoncé par le nouveau premier ministre.

Même en admettant que l'Union soviétique ne contracte plus d'emprunt à court terme, comme elle l'avait fait massivement en 1988-1989, et qu'elle règle ses factures, son déficit des paiements courants reste une source d'inquiétude pour les experts occidentaux. Alors que la balance des comptes courants était encore équilibrée en 1989, elle pourrait enregistrer un déficit de près de 10 milliards de dollars cette année. On ne sait comment celui-ci pourra

être financé autrement que par des crédits, puisque les marchés financiers internationaux n'accueillent plus la signature soviétique depuis un an déjà (2).

L'Union soviétique est encore une priorité politique pour les États créanciers de l'Ouest et les gouvernements seront certainement prêts à consentir beaucoup pour éviter sa chute dans la catégorie des mauvais payeurs. Mais le problème est que l'URSS se trouve toujours à l'écart des principaux circuits de financement multilatéraux. Malgré la poursuite de négociations depuis plusieurs années, elle n'est toujours pas membre du FMI et de la Banque mondiale et ne peut donc bénéficier ni de soutien financier ni de paiements, ni d'aides au développement, offerts par les deux organismes de Washington.

La participation à la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), qui doit commencer à fonctionner en avril, n'est pas encore complètement résolue. Le Parlement n'ayant pas ratifié les statuts, ni approuvé sa part de capital. Une fois qu'il l'aura fait, l'accès de l'URSS au crédit de la BERD sera de toute façon limité. Moscou ne pouvant emprunter pendant trois ans le montant de la fraction libérée (c'est-à-dire effectivement versée) de sa participation au capital. D'autre part, la Communauté européenne n'a pas intégré l'URSS dans son programme phare d'assistance aux pays de l'Est, se contentant d'apporter un soutien technique à l'autonomie de leur. Certains hauts fonctionnaires ne cachent pas la volonté d'isoler l'URSS du reste de l'Europe centrale et orientale, que ce soit sur le plan diplomatique ou économique.

Crédits  
bilatéraux

Les crédits bilatéraux sont donc la seule forme de soutien envisageable pour l'instant. Mais les sommes apportées l'an dernier par les Occidentaux ont surtout servi à payer les arriérés. Lorsque de nouvelles demandes de crédits vont se présenter, l'Occident devra reconsidérer sa vision de la conditionnalité. Du sommet de Houston, l'été 1990, à l'étude approfondie sur l'économie soviétique remise en décembre par un groupe d'experts financiers internationaux, les pays industrialisés ont fait savoir que leur soutien financier serait lié à l'avancée des réformes économiques en URSS. Réformes qui paraissent suspendues pour l'instant.

Assurer le service de la dette est dans la plupart des cas tout autant le résultat d'une volonté politique que celui d'une véritable capacité financière. Ainsi, des pays comme l'Indonésie ou la Hongrie comptent de régler leurs intérêts malgré les difficultés financières auxquelles ils sont tous deux confrontés. À l'inverse, la

## Les économies budgétaires pour 1991

« Les engagements à l'égard de la fonction  
publique seront totalement respectés »

affirme M. Pierre Bérégovoy, au « Grand Jury RTL-Le Monde »

« Il faut que la rente pétrolière soit mieux répartie et qu'elle serve à tous. Les Nations unies, le Fonds monétaire et la Banque mondiale doivent prendre des initiatives dans cette direction », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, dimanche 10 mars au « Grand Jury RTL-Le Monde ».

Interrogé sur les économies budgétaires décidées par son ministère pour faire face aux dépenses entraînées par la guerre du Golfe, le ministre de l'économie a déclaré : « Le Journal officiel a publié un arrêté (...) qui diminue les dépenses de l'État en crédits de paiement et dépenses ordinaires de 10,2 milliards de francs, c'est à dire 1,3 milliard de moins que les 12 milliards que j'avais annoncés (...), notamment parce que le versement effectué par l'Allemagne - 300 millions de deutschemarks - et celui annoncé par le Koweït ont été pris en compte (...). Pour le coût de la guerre proprement dit (...) qui se situe à hauteur de 6 à 7 milliards (...), on peut dire que ces dépenses sont en gros couvertes par les contributions extérieures ».

Évoquant la nature des économies budgétaires, M. Bérégovoy a fourni une précision importante en assurant que « les engagements pris à l'égard de la fonction publique - je veux parler

des salaires - seront totalement respectés : engagements Durafour, engagements Jospin. Les annulations de crédits portent à hauteur des deux tiers sur des dépenses de fonctionnement et d'un tiers sur des dépenses d'investissement non prioritaires. Les priorités fixées par le président de la République - éducation nationale, culture et recherche - se trouvent pratiquement épargnées ». De plus, « il n'y aura pas d'impôt pour la guerre ».

M. Bérégovoy s'est montré « raisonnablement optimiste » quant à la situation économique : « Un retournement de la conjoncture mondiale est possible », a-t-il déclaré, soulignant les deux facteurs favorables qui sont le prix du pétrole à moins de 20 dollars et la baisse des taux d'intérêt à dix ans.

Évoquant enfin le problème de l'Europe, M. Bérégovoy s'est déclaré convaincu « d'un accord très large pour arriver au terme du processus : une monnaie unique (...), une banque centrale indépendante unique, un gouvernement économique face à cette autorité monétaire (...) ». Cela demandera trois, six ans ou plus (...). Je souhaite que le franc devienne une monnaie forte. Tel n'est pas encore tout à fait le cas aujourd'hui, j'ai le loyalisme de le reconnaître ».

Les ministères  
de l'équipement et du travail  
seront les plus touchés  
par les restrictions

Les économies de dépenses publiques réalisées par MM. Pierre Bérégovoy et Michel Chateaufort sur le budget de 1991 sont détaillées dans un arrêté daté du 9 mars, publié au Journal officiel daté du dimanche 10 mars. Ces économies atteignent 5,47 milliards de francs en autorisations de programmes (AP) et 10,2 milliards de francs en crédits de paiement (CP) et dépenses ordinaires (DO) (1).

Les deux secteurs les plus touchés par les économies de 1991 (CP et DO, c'est-à-dire dépenses d'équipement et dépenses de fonctionnement) sont d'une part le ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer pour 3 milliards de francs, se répartissant à peu près également entre CP et DO ; d'autre part le ministère du travail, de l'emploi et de la formation pour 2,5 milliards de francs.

Voici le détail des économies publiées au Journal officiel : 400 millions de francs sur les affaires étrangères ; 550 millions sur l'agriculture ; 13,3 millions sur les anciens combattants ; 342,6 millions sur la coopération et le développement ; 165 millions sur la culture et la communication ; 263,3 millions sur les DOM-TOM ; 961 millions sur l'économie et les finances ; 250 millions sur l'éducation nationale ; 90 millions sur la jeunesse et les sports ; 3 milliards sur l'équipement, le logement, les transports (dont 1 milliard sur les routes) ; 440,6 millions sur l'industrie et l'aménagement du territoire ; 169,9 millions sur l'intérieur ; 107,3 millions sur la justice ; 221,5 millions sur les postes-télécommunications ; 200 millions sur la recherche ; 46,7 millions sur les services du premier ministre ; 189,3 millions sur la solidarité, la santé, la protection sociale ; 2,5 milliards sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle.

(1) Les AP ou autorisations de programmes sont des engagements de dépenses d'équipement concernant les années à venir. Ces engagements se matérialisent sous forme de crédits de paiement annuels. Ainsi les 5,47 milliards de francs d'AP supprimés dans le budget de 1991 se traduiront par l'annulation de 3,3 milliards de francs de CP dans le budget de cette année mais également par l'annulation d'autres CP dans les budgets des années suivantes.

(2) L'Europe de l'Est devra mobiliser davantage ses ressources. Selon des responsables du groupe des Dix (G10), les anciens pays communistes devront mobiliser davantage leurs propres ressources pour financer leurs réformes économiques, en raison de la menace d'un déficit de l'épargne mondiale à la suite de la guerre du Golfe. C'est l'une des principales conclusions de la réunion, samedi 9 mars à Paris, au niveau des suppléants des ministres des finances du G10, qui regroupe le G7 (la France, l'Allemagne, les États-Unis, le Japon, l'Italie, la Grande-Bretagne et le Canada) ainsi que le Benelux, la Suède et la Suisse.

## 3èmes CYCLES

Admissions sur titre (Bac + 4)

3ème Cycle spécialisé : 4 filières - 7 mois à plein temps

Ingénierie d'Affaires Internationales

Management Avancé

Marketing et Communication Pharmaceutiques

Organisation des entreprises - Consulting

MBA Program : une formation au Management International en 16 mois

5 mois à Paris

5 mois à New York

10 semaines à Tokyo

10 semaines en Asie (Taïpei, Chine, Hong Kong, Singapour)

4 semaines en Europe Centrale (URSS, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie)

Paris Tokyo New York

ISG

UNE PRESENCE MONDIALE  
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Diplôme homologué par l'Etat

L.O. du 15/09/1980

Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur

6/8, rue de Lota - 75116 Paris - Téléphone (1) 45 53 00 00

Pour de plus amples renseignements, contactez l'agence de 6177 Paris - tel. 44



## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Alors que les Etats-Unis réaffirment leur opposition

## La Malaisie relance son projet de groupement économique de l'Asie de l'Est

La Malaisie vient de relancer son projet de groupement économique de l'Asie de l'Est dans le but de faire poids, notamment, face à l'Europe et à l'Amérique du Nord dans les négociations du GATT. Une initiative controversée.

BANGKOK

de notre correspondant

Le raisonnement de M. Mahathir Mohamad, premier ministre de Malaisie, est simple. L'Europe s'organise et les Américains en font autant. Puisque, par ailleurs, les Etats-Unis et la CEE dominent les négociations du GATT, pourquoi l'Asie de l'Est, pour mieux faire entendre sa voix, ne se regrouperait-elle pas à son tour ? M. Mahathir avait évoqué cette idée une première fois en décembre, après l'échec des dernières négociations de Bruxelles dans le cadre du GATT. Il est revenu à la charge, la semaine dernière, lors d'une conférence sur l'avenir de la région qui a réuni, à Bali, plusieurs chefs d'Etat et de nombreuses personnalités.

Le groupement proposé par la Malaisie comprendrait, outre les six membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) : Brunei, Indonésie, Mal-

aisie, Philippines, Singapour et Thaïlande, les trois Etats indochinois (Vietnam, Cambodge et Laos), le Japon, la Chine, Taiwan, la Corée du Sud et Hongkong. Il s'agit de renforcer la cohésion économique et commerciale de la région, alors que la CEE organise son marché unique et que les Etats-Unis présentent leurs récents accords commerciaux avec le Canada et le Mexique comme la première étape d'une zone de marché libre englobant les deux Amériques.

L'initiative malaisienne a reçu un accueil mitigé. Bien que M. Mahathir ait affirmé bénéficier du soutien de l'ASEAN, seuls les Philippines semblent se prononcer franchement en sa faveur. Soucieux de ne pas froisser son voisin, avec lequel les projets de développement conjoints se multiplient, Singapour ne s'y oppose pas. M. Mahathir ayant quel- que peu modifié son projet initial - lequel préconisait la constitution d'un véritable bloc économique et commercial - l'Indonésie se serait ralliée à l'idée d'un accord plus souple ne contrevenant pas aux principes de libre-échange du GATT. Les Thaïlandais, pour leur part, ne se sont pas encore prononcés.

Japonais et Chinois ont émis des réserves, jugeant notamment que la formation d'un groupement de l'Asie de l'Est risquait de gêner leurs ex-

positions vers la CEE et les Etats-Unis. Ces derniers se sont ouvertement opposés au projet malaisien. Présent à Bali, l'ambassadeur américain au Japon, M. Michael Armacost, a déclaré que cette initiative préconisait d'une « crainte déplacée » de voir la libéralisation du marché nord-américain affecter le commerce dans la zone du Pacifique. Il a ajouté que la proposition malaisienne risquait de miner la collaboration entre les Etats de la Coopération économique de l'Asie et du Pacifique (APEC), un groupe qui comprend les six Etats de l'ASEAN, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud. L'APEC discute actuellement de l'admission simultanée, en son sein, de la Chine, de Hongkong et de Taiwan.

Il est sans doute trop tôt pour savoir quelles suites seront données au projet malaisien, encore que l'accueil initial ne soit pas de bon augure. Il reste qu'il traduit les appréhensions d'Etats qui, faute de points d'appui, se sentent marginalisés dans les négociations internationales. M. Mahathir a même estimé que les poids respectifs des Etats-Unis et de la CEE étaient si importants dans les discussions du GATT que les autres pays se sentaient réduits au statut d'observateurs.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## INDUSTRIE

Pour mieux lutter contre General Electric, l'autre géant de l'éclairage

## Philips prend le contrôle d'une société d'Etat polonaise

Philips a rouvert, vendredi 8 mars, son bureau de Varsovie, fermé depuis 1986. A cette occasion, le groupe néerlandais a annoncé la signature de deux contrats avec des partenaires polonais, signifiant ainsi son intention de ne pas laisser le champ libre à ses concurrents en Europe de l'Est.

AMSTERDAM

de notre correspondant

La première transaction impliquant la division « électronique grand public » de Philips, qui s'est mise d'accord avec le polonais Frakt pour la fabrication de téléviseurs couleur. Portant la marque Philips, les appareils seront assemblés sur des chaînes livrées par la firme d'Eindhoven, qui fournira de plus certains composants et formera le personnel.

Le second contrat a une portée plus importante, tant pour la Pologne que pour la multinationale néerlandaise. Celle-ci va, en effet, reprendre le contrôle à 51 % du fabricant d'ampoules Polam Pila : les 49 % complémentaires seront répartis entre les salariés (20 % maximum) et l'Etat polonais (29 %

minimum) qui était jusqu'à présent l'unique « actionnaire ». C'est, semble-t-il, la première fois, depuis la décision des autorités de Varsovie de libéraliser l'économie, qu'une entreprise d'Etat passe entre des mains étrangères. La Pologne ne pouvait sans doute rêver meilleure publicité internationale pour souligner sa volonté d'attirer les capitaux et le savoir-faire occidentaux.

Le prix de cette transaction n'a pas été révélé, mais, quel qu'il soit, Philips marque un double point. La firme manifeste tout d'abord un intérêt clair pour l'Europe de l'Est. Le bureau de Varsovie est le troisième, après ceux de Moscou et de Prague. Tous fonctionnent comme des délégations commerciales, mais aussi comme des « radars ».

En second lieu, l'achat de Polam Pila permet à Philips de « rendre la pareille » à l'américain General Electric, qui s'est allié l'an dernier au fabricant hongrois d'ampoules Tungsram. Cette bataille est européenne et donc un nouvel épisode du bras de fer que se livrent, au plan mondial, les deux géants de l'éclairage. Aux Etats-Unis, General Electric détient une part de marché (40 %) double de celle du fabricant néerlandais, numéro deux depuis le rachat de la divi-

sion « éclairage » de Westinghouse, en 1982. En Europe, les positions sont inversées : Philips est le numéro un (40 % du marché) - et entend bien le rester - devant Osram, filiale de Siemens (28 %) et General Electric, qui est passé à l'offensive en Hongrie et en Grande-Bretagne (reprise progressive de la division « éclairage » de Thorn-EMI).

Berceau de Philips, l'activité « éclairage » n'en est plus la tirelire. Comme l'ensemble du groupe, elle s'est singulièrement affaiblie au cours des derniers mois : son chiffre d'affaires (21 milliards de francs) n'a progressé que de 1 % en 1990 et son résultat d'exploitation a chuté de 2,37 à 1,25 milliard de francs. Philips ne communiquant que des chiffres partiels pour chacune de ses activités, on ignore si la division « éclairage » a été bénéficiaire.

L'on sait, en revanche, que l'heure de la restructuration a, dans ce domaine historique, aussi sonné : 2 150 emplois sur près de 10 000 vont être supprimés aux Pays-Bas, tandis que quatre des seize usines américaines ont ou vont fermer, entraînant une réduction d'effectifs de 12 000 à 10 000 personnes.

CHRISTIAN CHARTIER

Après la nouvelle aggravation du chômage en février

## La Réserve fédérale américaine a abaissé de nouveau le loyer de l'argent

NEW-YORK

de notre correspondant

L'aggravation du chômage aux Etats-Unis, confirmée par les derniers chiffres de février (*Le Monde* daté 10-11 mars), a été jugée suffisamment préoccupante pour que la Réserve fédérale américaine (Fed) à peser une fois de plus sur le loyer de l'argent afin d'encourager le système financier à fournir à l'économie les fonds dont elle a besoin.

En février, le taux de chômage a atteint 6,5 % de la population active, ce qui constitue un taux supérieur aux prévisions et le plus élevé depuis quatre ans. Le mois précédent, il se situait à 6,2 %. Une fois de plus, c'est le secteur manufacturier qui a le plus souffert, avec la perte de 127 000 emplois en février, venus s'ajouter aux 79 000 postes disparus en janvier. En un an, ce secteur aura perdu plus d'un million d'emplois. Dans un

proche avenir, les conjoncturistes ne prévoient aucune amélioration sur le front de l'emploi, au contraire. La plupart tablent sur une nouvelle aggravation.

Quelques heures après la publication du chiffre du chômage, la Réserve fédérale donnait un signe d'encouragement au marché - et à l'ensemble de l'économie - en ramenant d'un quart de point, à 6 %, le loyer de l'argent au jour le jour tel que le reflètent les fonds fédéraux échangés entre banques, et ce pour la troisième fois depuis le début de l'année.

Dans l'immédiat, la Fed se contente de cette mesure sans toucher à son taux d'escompte, abaissé, lui aussi à deux reprises au cours des dernières semaines et qui se situe actuellement à 6 %. Peu de commentateurs se hasardent à prévoir une nouvelle diminution de ce taux directeur. Interrogé le 6 mars à ce sujet devant la commission des votes et moyens de la Chambre des représentants, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, avait été très évasif. Les statistiques du chômage et le dernier discours du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, l'ont incité, depuis, à lâcher du lest.

Intervenant le 8 mars à Hartford (Connecticut) devant un parterre d'hommes politiques et de représentants des milieux d'affaires, M. Brady a estimé de son côté qu'il y avait encore « une grande place » pour une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. « La fin de la guerre du Golfe aura un effet matériel bénéfique sur les Etats-Unis. Elle aidera l'économie américaine », a-t-il également indiqué.

SERGE MARTI

## Forte dévaluation du shekel israélien

La monnaie israélienne, le shekel, a été dévaluée de 6 % par rapport à un panier de devises étrangères incluant le dollar, le deutschemark, la livre sterling ainsi que les francs suisse et français, a annoncé dimanche 10 mars la Banque d'Israël.

Selon l'institut d'émission, la dévaluation s'est faite par rapport à un cours pivot qui se situe maintenant à 2,55 shekels. Le cours du dollar, qui valait 2,05 shekels dimanche, devrait s'établir dans les prochains jours autour de 2,18 shekels.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CALOR, ROWENTA, SEB, TEFAL

## RÉSULTATS 1990 : UN BOND EN AVANT

	1990	1990/1989
• Ventes en M.F.	7 490	+ 12,4 %
• Résultat Courant en M.F.	616	+ 47,1 %
• Bénéfice Net en M.F. (avant amortissement de la surévaluation)	251	+ 32,6 %
soit par action en F.	89,27	+ 31,4 %

Le résultat courant s'est établi à 8,2 % des ventes contre 6,3 % en 1989 et renforce la capacité du Groupe à réaliser le challenge annoncé en juillet 1988 lors de la prise de contrôle de Rowenta : retrouver à l'horizon 1992 un résultat courant de 10 % des ventes.

Les investissements 1991 progresseront de 20 % à 435 millions. Le dividende net proposé à l'A.G.O. est de 30 francs (45 francs avant fiscal compris) en progression de 9 %.

Le pré-rapport sera diffusé fin mars.

Information permanente 36 15 Information\* SEB

## TRANSPORTS

En 1990

## Les agressions ont diminué de 4 % dans les trains de la banlieue parisienne

La SNCF semble être parvenue à stopper, en 1990, la dégradation du service en banlieue parisienne. Certes, la poussée de la demande de transport s'est poursuivie l'année dernière, comme l'a constaté M. Jacques Berduco, directeur des services régionaux de voyageurs Ile-de-France, en présentant, le 8 mars, le résultat des efforts de la société nationale pour accueillir 482 millions de voyageurs en 1987, 499 millions en 1988, 511 millions en 1989 et 520 millions en 1990.

Mais le plan destiné à améliorer la sûreté des personnes et des biens (230 millions de francs en trois ans, 500 agents supplémentaires de surveillance et de contrôle, création d'une brigade de 300 policiers de la police de l'air et des frontières) a commencé à produire ses effets avec un net recul de la délinquance. Alors que les agressions constatées contre les personnes avaient bondi de 37 % entre 1988 (496 agressions) et 1989 (675 agressions), elles ont régressé de 4 % l'an dernier (651 agressions). Les déprédations, et notamment les graffiti pour lesquels un programme de prévention de 53 millions de francs a été lancé, sont en recul de 9 %.

L'amélioration de la qualité de service n'a pas été aussi nette qu'en matière d'insécurité. Le pourcentage des trains en retard de plus de cinq minutes varie peu depuis plusieurs années et s'établit à 6,4 %, ce qui représente un pourcentage deux fois supérieur à celui constaté il y a une dizaine d'années. M. Berduco a souligné que cette situation n'était pas satisfaisante. Il constate un mieux sur la ligne C du RER et à

Paris-Montparnasse, où ont pris fin les gros travaux de rénovation, et une nette détérioration à Paris Nord, où le chantier de la gare TGV bouleverse le trafic.

M. Berduco fonde de grands espoirs sur la mise en place d'un système d'information des voyageurs, qui pallierait les inconvénients des perturbations. Un programme de 25 millions de francs a permis, en deux ans, de mettre en place une messagerie automatique informant les gares des retards et des paralysies, de former le personnel des gares et des trains à l'art de communiquer avec un micro, de tester, à Paris-Montparnasse, un « 3615 SNCF » capable de donner toute information sur les perturbations matérielles et, à Paris-Nord, un circuit vidéo.

Le rattrapage du déficit qualitatif et quantitatif de la SNCF en Ile-de-France se traduit par une accélération du programme d'investissement, qui est passé de 1,5 milliard de francs en 1990 à 2,6 milliards en 1991 grâce à un contrat de plan Etat-région où figurent onze opérations : la gare de la porte de Clichy (1991), la liaison Saint-Quentin-La Défense (1994), le tramway Boulevard Victor-La Défense (1994), le prolongement vers Cergy-le-Haut (1995), le tronçon central de la ligne D du RER (1995), la nouvelle ligne Eole (à partir de 1996), le prolongement de la ligne B du RER dans l'aéroport Charles de Gaulle à Roissy (1994), la modernisation des lignes Tournan-Coulommiers (1991), Gretz-Provin (1992) et La Ferté-Alais - Malesherbes (1992).

A. F.

## SOCIAL

## L'Association française des banques va proposer un projet de convention collective

L'Association française des banques (AFB) a annoncé, vendredi 8 mars lors d'une nouvelle réunion de la commission nationale paritaire, qu'elle présentera dans le courant du mois d'avril son projet de convention collective pour le secteur bancaire. Deux séances de négociations sont d'ores et déjà prévues les 30 avril et 7 mai prochains, pour discuter de ce texte censé, selon l'AFB, adapter les règles du jeu social à l'évolution économique du secteur bancaire.

Avec la présentation de cette moulture s'achèvera la première phase de négociations, entamée en octobre dernier, avec les cinq syndicats représentatifs (CFDT, FO, CGT, SNB-CGC, et CFTC), et visant à examiner, chapitre par

chapitre, la précédente convention qui régit, depuis 1952, les deux cent cinquante mille salariés des banques membres de l'AFB (*Le Monde* du 12 octobre 1990). Des négociations difficiles, qui ont déjà conduit toutes les organisations syndicales (à l'exception de la CFTC) à quitter, en signe de protestation, la réunion du 15 février consacrée à la politique des rémunérations.

Les discussions ont repris, vendredi 8 mars, en présence de tous les syndicats, sur le thème de la formation professionnelle. Et l'AFB a notamment proposé de mettre en place un système de gestion prévisionnelle de l'emploi, pour la branche comme pour chaque entreprise.

Les administrateurs de biens parisiens demandent un « Grenelle du logement ». — La Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB) de Paris-Ile-de-France demande au gouvernement d'organiser un « Grenelle du logement » (par référence au protocole d'accord conclu entre le gouvernement, le patronat et les syndicats en juin 1968), pour diminuer les tensions dans ce secteur. Pour la CNAB, le désengagement de l'Etat du financement du logement s'accompagne

d'une politique n'incitant pas l'épargne privée à investir dans l'immobilier.

La CNAB Ile-de-France formule cinq demandes : l'assurance que de nouvelles mesures, contenues dans la loi « anti-ghetto », ne viendront pas aggraver la situation ; l'engagement d'une réflexion pour examiner les dispositifs de financement ; la mobilisation du patrimoine existant ; la progression vers une neutralité fiscale des différents placements ; le retour à la liberté des loyers.

(Publicité)

## PREFECTURE DE L'OISE REPUBLIQUE FRANÇAISE COMMUNIQUÉ

Extrait de l'arrêté préfectoral du 18 février 1991

## ENQUÊTE EN VUE D'UN CLASSEMENT AU TITRE DES SITES

Une enquête administrative est ouverte du lundi 11 mars au mardi 9 avril 1991 inclus, en vue du classement au titre des sites de la forêt d'Hallain.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance du dossier à :

- la mairie d'APREMONT les mardis et jeudis, de 16 h à 19 h, les mercredis et samedis, de 9 h 30 à 11 h 30
- la mairie d'AUMONT les lundis et jeudis, de 18 h à 19 h, le mercredi, de 10 h à 11 h
- la mairie de BEAUREPAIRE le samedi, de 10 h à 12 h
- la mairie de CHAMANT les lundis et jeudis, de 17 h 30 à 18 h 30, le mardi, de 14 h à 15 h, le samedi, de 9 h à 11 h
- la mairie de FLEURINES du lundi au vendredi, de 8 h 45 à 11 h 45 et de 16 h 30 à 18 h, le samedi, de 8 h 45 à 11 h 45
- la mairie d'OGNON le mardi de 17 h à 19 h
- la mairie de PONTPOINT tous les jours de 9 h à 12 h, et de 13 h 30 à 17 h 30 le samedi, de 9 h à 11 h 30
- la mairie de PONT-SAINT-MAXENCE du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, le samedi de 8 h 30 à 12 h
- la mairie de ROBERVAL les mardis et vendredis de 10 h à 12 h
- la mairie de SENLIS tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi de 9 h à 12 h
- la mairie de VERNEUIL-EN-HALATTE tous les jours de 9 h à 12 h, et de 14 h à 17 h, les lundis et jeudis, fermeture à 17 h 30 le samedi de 9 h à 11 h 30
- la mairie de VILLENEUVE-SUR-VERBERIE le mardi de 14 h à 15 h, le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30
- la mairie de VILLERS-SAINT-FRANÇOIS le mardi de 18 h à 19 h, le vendredi de 9 h à 12 h
- la direction départementale de l'agriculture et de la forêt 29, boulevard Amyot-d'Invill - BEAUVAIS du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30
- la sous-préfecture de SENLIS du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h
- la préfecture de L'OISE annexe Europe - porte 219 du lundi au vendredi de 9 h à 11 h et de 14 h à 16 h 30

Toute personne ou propriétaire intéressé pourra formuler ses observations, consentements ou oppositions au projet, par lettre recommandée avec accusé de réception à M. REY, direction départementale de l'agriculture et de la forêt - 29, boulevard Amyot-d'Invill - 60021 BEAUVAIS CEDEX, du lundi 11 mars au vendredi 9 avril 1991 après la date de clôture de l'enquête, soit le lundi 29 avril 1991 inclus.

Un registre d'enquête sera également tenu à la disposition du public du lundi 11 mars au mardi 9 avril 1991 afin de consigner les observations auxquelles pourrait donner lieu ce projet.

Le préfet de l'Oise Philippe MASSONI

## CEE :

L A crise du Golfe a joué comme un électrochoc. Même les pays du Nord, jusque-là, étonnés, ont commencé à se demander si la vision européenne n'était pas une menace qui pouvait représenter pour la Communauté des dangers méridionaux trop démentis par la nécessité de réagir. Le 18 décembre 1990, pressé par Gianni De Michelis, le ministre italien des affaires étrangères, qui sollicitait leurs travaux, de mettre fin à leurs tergiversations, les Etats ont donné le feu vert à une « politique méditerranéenne élargie ».

Ce projet, qui devrait permettre de redonner quelque fraîcheur aux accords historiques de coopération conclus par la CEE dans les années 60 avec les pays du Maghreb, est surtout caractérisé par un engagement substantiel de l'Union européenne. La CEE, animée par des sentiments complexes de crainte et de culpabilité, a voulu ainsi démontrer que les pays du tiers-monde ne feraient pas les frais de l'effort consenti pour sauver de la décadence économique ses voisins du Nord.

Le signal est parfaitement clair de même d'ailleurs que l'engagement de la paix au Proche-Orient le développement en Méditerranée orientale et méridionale est prioritaire au rang des objectifs prioritaires de la Communauté. Encore faudrait-il confirmer l'orientation ainsi esquissée, même si l'ampleur de l'effort consenti n'est pas aussi considérable qu'une présentation officielle des chiffres ne le fait croire.

De surcroît, la mobilisation de la « machine » communautaire, redoublée de la part des pays de l'Est et de l'URSS, est une évidence lorsque l'on voit M. Maguif et du Machrek. Les méthodes des procédures n'ont encore apparemment été renouvelées que sur le papier. Une situation qui est d'ailleurs critiquée de manière assez vive à Paris, où on la compare comme un exemple des lenteurs vite attendues, d'une action extérieure proprement communautaire.

## Une diplomatie tranquille

Sur le plan politique, les démarches électorales des mouvements islamiques puis la multiplication des manifestations antioccidentales durant les mois de guerre ont fait de la Douce à sortir de la routine. Le 17 mars, un trône communautaire (le ministre des affaires étrangères du Luxembourg, de l'Italie et des Pays-Bas), après avoir rencontré les dirigeants des pays du Golfe, de la Syrie et de l'Egypte ainsi que ceux d'Israël, était à Tripoli, en Libye, pour s'entretenir de l'après-guerre avec les ministres des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui regroupent depuis 1989 l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye.

Curieusement, ces démarches semblent encore hésitantes. Après trente ans de relations supposées privilégiées, alors que le Maroc est candidat à l'adhésion, l'Europe unit, presque instantanément dans ses meubles à Prague ou à Varsovie, se déplace comme en terre étrangère, avec maladresse, Tunisie ou à Alger. L'UMA est saluée et encouragée car elle rappelle l'expérience communautaire, mais son avenir n'en est pas moins considéré avec prudence, sinon scepticisme. Pourtant, il existe aujourd'hui, née au terme d'un long processus, une détermination nouvelle à aller à la rencontre des partenaires.

La Communauté, en cette fin d'hiver, alors que quelques mois d'épreuve ont suffi à éroder cette image du succès qui était la sienne au premier semestre 1990, n'est pas devenue une Communauté repliée. Le besoin de réagir à une menace diffuse n'explique pas tout. De façon étrange, l'Europe, pourtant divisée, impuissante depuis des années de Saddam Hussein, agit comme si elle avait un message à délivrer, comme si elle voulait démontrer à des interlocuteurs rétifs que le corps de doctrine qu'elle a bâti depuis plus de dix ans, depuis la déclaration du conseil européen de Venise pour régler les conflits du Proche-Orient, méritait d'être enfin pris

سكزا من زكول



Le Monde

# CHAMPS ECONOMIQUES

Les Douze face au Maghreb

## CEE : une prise de conscience

Animée par un mélange complexe de crainte et de culpabilité, la Communauté augmente fortement son aide financière

**L**a crise du Golfe a joué comme un électrochoc. Même les pays du Nord qui, jusqu'à présent, étaient restés à l'écart de la menace que pouvaient représenter pour la Communauté des voisins méridionaux trop démunis ont compris la nécessité de réagir. Le 18 décembre 1990, pressés par Gianni De Michelis, le ministre italien des affaires étrangères qui présidait leurs travaux, de mettre fin à leurs tergiversations, les Douze ont donné le feu vert à une « politique méditerranéenne renouvelée ».

Ce projet, qui devrait permettre de redonner quelque fraîcheur aux accords historiques de coopération conclus par la CEE dans les années 60 avec les pays du Maghreb, est surtout caractérisé par un accroissement substantiel de l'aide financière. La CEE, animée par des sentiments complexes de crainte et de culpabilité, a voulu ainsi démontrer que les pays du tiers-monde ne feraient pas les frais de l'effort consenti pour sauver de la déroute économique ses voisins de l'Est.

Le signal est parfaitement clair : de même d'ailleurs que l'établissement de la paix au Proche-Orient, le développement en Méditerranée orientale et méridionale est promu au rang des objectifs prioritaires de la Communauté. Encore faudra-t-il confirmer l'orientation ainsi marquée, même si l'ampleur de l'effort consenti n'est pas aussi considérable qu'une précédente fois, le fait est que les chiffres ne mentent pas.

De surcroît, la mobilisation de la « machinerie » communautaire, indéniable dans le cas des pays de l'Est et de l'URSS, est moins évidente lorsqu'il s'agit du Maghreb et du Machrek. Les méthodes, les procédures n'ont encore apparemment été renouvelées que sur le papier. Une situation qui est d'ailleurs critiquée de manière assez vive à Paris, où on la donne comme un exemple des limites, vite atteintes, d'une action extérieure proprement communautaire.

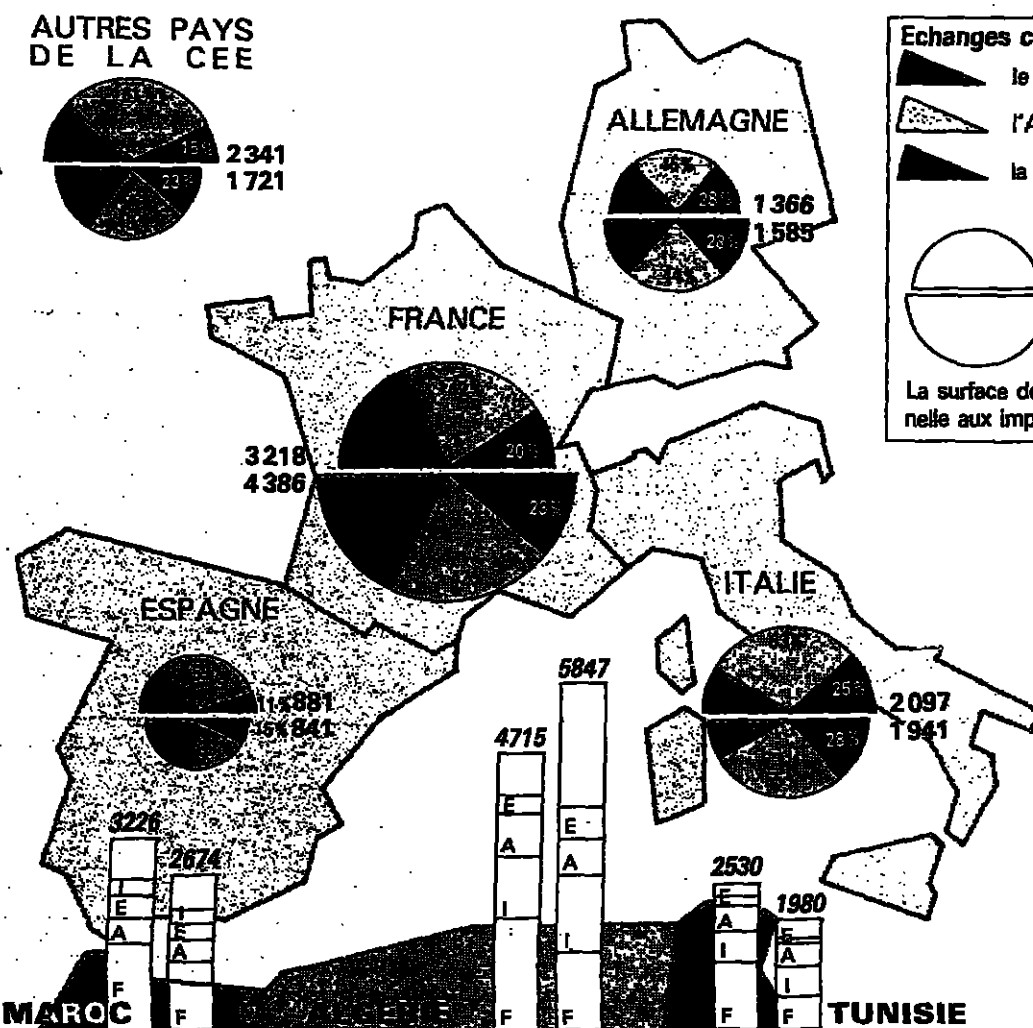
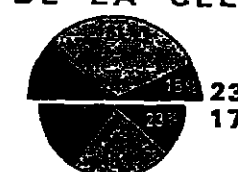
### Une diplomatie tranquille

Sur le plan politique, les succès électoraux des mouvements islamiques puis la multiplication des manifestations antioccidentales durant les mois de guerre invitent les Douze à sortir de la routine. Le 1<sup>er</sup> mars, la trêve communautaire (les ministres des affaires étrangères du Luxembourg, de l'Italie et des Pays-Bas), après avoir rencontré les dirigeants des pays du Golfe, de la Syrie et de l'Égypte ainsi que ceux d'Israël, était à Tripoli, en Libye, pour s'entretenir de l'après-guerre avec les ministres des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui regroupent depuis 1989 l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye.

Curieusement, ces démarches semblent encore hésitantes. Après trente ans de relations supposées privilégiées, alors que le Maroc est candidat à l'adhésion, l'Europe unie, presque instantanément dans ses meubles à Prague ou à Varsovie, se déplace comme en terre étrangère, avec maladresse, à Tunis ou à Alger. L'UMA est saluée et encouragée car elle rappelle l'expérience communautaire, mais son avenir n'en est pas moins considéré avec prudence, sinon scepticisme. Pourtant, il existe aujourd'hui, née au terme d'un long dialogue, une nouvelle alliance, une détermination nouvelle à aller à la rencontre des partenaires.

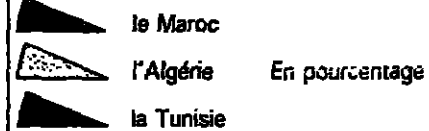
La Communauté, en cette fin d'hiver, alors que quelques mois d'épreuve ont suffi à éloigner cette image du succès qui était la sienne au premier semestre 1990, n'est pas devenue une Communauté de repli. Le besoin de réagir à une menace diffuse n'explique pas tout. De façon étrange, l'Europe, pourtant divisée, impuissante depuis que les armées de Saddam Hussein ont franchi la frontière du Koweït, agit comme si elle avait un message à délivrer, comme si elle voulait démontrer à des interlocuteurs latents que le corps de doctrine qu'elle a bâti depuis plus de dix ans, depuis la déclaration du conseil européen de Venise pour régler les conflits du Proche-Orient, méritait d'être enfin pris

### AUTRES PAYS DE LA CEE



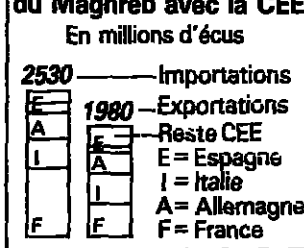
Les échanges entre la CEE et le Maghreb représentent environ 1 % du commerce extérieur de la Communauté, mais les deux tiers de celui de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie.

### Echanges commerciaux avec :



La surface des demi-cercles est proportionnelle aux importations et aux exportations

### Commerce des pays du Maghreb avec la CEE



en considération. Après avoir découvert que l'intégration, même économique, resterait imparfaite tant qu'elle ne serait pas légitimée par une politique étrangère commune, la Communauté entend, grâce à une « diplomatie tranquille », participer activement au processus de paix. Elle le proclame avec tellement d'insistance que l'échec de ces travaux pratiques – et là réside peut-être leur chance – ne pourrait que porter atteinte aux réflexions que mènent les Douze au sein de la Conférence Intergou-

vernementale pour se doter précisément d'une politique étrangère commune. Dans l'Occident matérialiste, il n'est pas d'initiative crédible sans traduction comptable. Les Douze, qui n'ignorent pas la loi du genre, ont donc voulu frapper les esprits en mettant l'accent sur le renforcement de la coopération financière. L'aide aux pays tiers de la Méditerranée occidentale et orientale pour la période 1992-1996 a été fixée ainsi à 4 405 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs), soit 2,7 fois plus (1 630 millions

### Un banquier et le tiers-monde

C'est un businessman espagnol, Abel Matutes, cinquante ans en octobre prochain, qui, au sein de la commission Delors, est responsable de la politique méditerranéenne et plus généralement des relations Nord-Sud. Banquier, propriétaire de chaînes d'hôtels, de compagnies d'aviation, ce vice-président du Partido popular, la droite espagnole, séjourne apparemment plus souvent à Ibiza, son quartier général pour traiter des affaires, qu'à Bruxelles, au siège de la Commission européenne. Ce n'est ni un professionnel des relations extérieures ni un homme de dossiers, préférant, dit-on, « travailler à l'instinct ». Cet amateur fortuné avait-il le profil idéal pour jouer les porte-parole de l'Europe unie vis-à-vis du tiers-monde ? Le fait est qu'il en défend les intérêts avec effi-

ciacité. C'est sur sa proposition que la Commission puis le Conseil ont décidé d'accroître de façon sensible l'aide financière accordée aux partenaires de la Méditerranée, ainsi qu'aux pays en voie de développement d'Amérique latine et d'Asie. Abel Matutes a pris l'initiative d'un programme international important dont l'objet est de favoriser le retour et la réinsertion des boat-peoples vietnamiens. Enfin, depuis qu'a éclaté le conflit du Golfe, il est le principal artisan d'une série d'actions de la CEE au profit des pays de la ligne de front (Égypte, Jordanie, Turquie), des réfugiés, des populations palestiniennes des territoires occupés et des camps, et enfin, au lendemain du cessez-le-feu, de la population irakienne.

P. L.

ciacité. C'est sur sa proposition que la Commission puis le Conseil ont décidé d'accroître de façon sensible l'aide financière accordée aux partenaires de la Méditerranée, ainsi qu'aux pays en voie de développement d'Amérique latine et d'Asie.

Plus de la moitié de ces crédits (2 375 millions d'euros) seront accordés dans le cadre de protocoles financiers, qui font partie eux-mêmes des accords de coopération conclus entre la CEE d'une part, les trois pays du Maghreb (Maroc, Tunisie, Algérie) et les quatre pays du Machrek (Égypte, Syrie, Jordanie et Liban) d'autre part. Sur cette somme (16,5 milliards de francs), 1 075 millions (7,5 milliards de francs) seront des dons (financement de projets,

appui aux programmes de réformes économiques, 1 300 millions d'euros (9 milliards de francs) seront des prêts de la Banque européenne d'investissement.

Cependant, la Communauté, soucieuse de diversifier ses moyens d'action, a prévu que désormais une partie substantielle de son effort financier, soit 2 030 millions d'euros ou 14 milliards de francs (230 millions d'euros ou 1,5 milliard de francs sous forme de dons ; 1 800 millions d'euros, ou 12,5 milliards de francs sous forme de prêts de la Banque européenne d'investissement), serait affectée à des projets « horizontaux » intéressant plusieurs pays de la zone et destinés à encourager la coopération régionale.

Comment utiliser l'argent ? La pression démographique, combinée aux insuffisances de l'agriculture, limite la liberté de choix ; la Commission souligne dans ses propositions que la plus grande partie des ressources devrait être affectée à l'amélioration de l'autosuffisance alimentaire. S'agissant des projets régionaux, d'autres priorités sont cependant mentionnées, tels les infrastructures, l'audiovisuel, la formation, mais surtout l'environnement.

Des entraves agricoles

Les pays du Maghreb ne trouvent pas parfaitement équitable d'être traités sur le même pied que leurs amis du Machrek. « Le Maghreb mérite une place à part. Regardez les États-Unis, ils établissent des liens de libre-échange très intenses avec le Mexique. Le Maghreb, c'est un peu le Mexique de la Communauté, mais celle-ci n'en a pas encore pris conscience. »

« La Communauté pratique une politique de proximité en Europe en tissant des liens très intimes avec les pays de l'ALEC (Association européenne de libre-échange) ; une même politique de proximité, aménagée bien sûr en tenant compte des situations économiques respectives, est nécessaire vers le Sud avec le Maghreb », explique Abdallah Lahlou.

Les gouvernements du Maghreb, sans dédaigner l'assistance financière, réclament aussi la suppression des entraves qui limitent leurs exportations vers la CEE. S'agissant des textiles, premier poste

d'exportation pour le Maroc et la Tunisie, la situation, sans être encore parfaitement satisfaisante, s'améliore. Mais dans le cas des produits agricoles, l'accès au marché des

Douze, protégé par les règles très restrictives de la politique agricole commune, demeure plus que problématique. « Le grand déficit de la nouvelle politique méditerranéenne, c'est le commerce, notamment agricole, il n'y a rien. La Communauté s'accroche à des contingents qui nous ont été donnés au compte-gouttes en 1988 », souligne l'ambassadeur du Maroc.

Sur des sujets très sensibles, comme l'immigration, la formation ou les relations culturelles, il ne s'est jusqu'ici jamais instauré de débat à ce niveau multilatéral. L'unique constat est sans doute que l'immigration – 5 millions de Maghrébins installés dans la CEE, à comparer à un accroissement annuel de 5 millions d'habitants en Méditerranée méridionale et orientale – ne peut en aucun cas être considérée comme une alternative au développement.

Il est vrai que la situation par rapport aux pays du Maghreb varie considérablement d'un État membre à l'autre. Il reste que les partenaires maghrébins désirent que ce dossier de la main-d'œuvre, composante pour eux essentielle du dialogue politique, soit également abordé au niveau communautaire.

Les tentatives pour rendre plus étroites les relations entre la CEE et le Maghreb, pour enrichir le dialogue euro-arabe, ont trop souvent avorté pour qu'on manifeste aujourd'hui un optimisme béat. L'Europe éprouve certainement davantage aujourd'hui qu'hier un sentiment d'urgence, le besoin de parvenir à une vraie paix avec ses voisins maghrébins et arabes.

Toutefois, l'entreprise demeure difficile. Le conciliabule par les Douze de garantir la sécurité d'Israël constitue un des éléments du débat politique. Plus prosaïquement, alors que la Communauté est tellement sollicitée, les contraintes budgétaires risquent de très vite peser, et de manière déterminante, sur ses ambitions extérieures.

de Bruxelles

PHILIPPE LEMAITRE

Lire aussi à l'économie : la carte de la modernisation, page 24 et à l'Asie : une ambition méditerranéenne, page 25.

## le Cachet des Décideurs

Vous avez décidé de donner un coup d'accélérateur à votre carrière. L'ISA vous propose, au sein du Groupe HEC, un MBA européen bilingue, en 16 mois. Cette formation supérieure au management sera votre passeport pour entrer dans le cercle très fermé des vrais décideurs. Chaque année, 1500 postes de haut niveau sont offerts aux 120 diplômés ISA.

Admission sur dossier, tests, entretien  
Conditions : diplôme d'enseignement supérieur et/ou expérience de cadre

Reunions d'information PARIS  
Jeudi 14 janvier 1991  
Jeudi 21 mars 1991 à 18h30  
Cercle France-Amérique, 1<sup>er</sup> étage  
9, av. Franklin Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup>  
Métro : Franklin Roosevelt

isa  
Pour tous renseignements, écrivez ou téléphonez  
Groupe HEC  
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES  
Service des Admissions  
1, rue de la Libération  
78351 Jouy-en-Josas cedex  
tél : (1) 39 67 73 79  
ou (1) 39 67 73 82

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

*Madrid veut tisser des liens économiques avec ses voisins du Sud tels qu'ils servent d'amortisseurs aux difficultés politiques*

✓

✓





## CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

## CHRONIQUE

TOUT le monde reconnaît que les deux premières réformes monétaires de grand style qu'a connues l'Allemagne au cours de ce siècle, l'une en novembre 1923, l'autre en juin 1948 (dans les zones d'occupation occidentales), furent des réussites. Mais sur la troisième, celle du mois de juillet dernier, qui introduisit le deutschemark dans l'ex-RDA, les doutes sont permis.

La thérapeutique de choc débouchait-elle, cette fois-ci, sur un échec? Telle est, en substance, la question que Christian Watrin, un des plus importants économistes (dans la lignée de Ludwig Erhard) de la République fédérale, a posée, non sans beaucoup d'inquiétude quant à la réponse, la semaine dernière à Paris. Le professeur de l'université de Cologne, qui dirige l'Institut für Wirtschaftspolitik, organisme privé, parlait à un colloque organisé par l'Institut Euro 92, présidé par Alain Madelin, sur le thème de la réforme économique en URSS (1) et dans l'Europe de l'Est. Y participaient une quinzaine d'économistes soviétiques, dont plusieurs travaillent aujourd'hui pour Boris Eltsine.

Les propos de Christian Watrin étaient d'autant plus frappants que, parmi les pays de l'ancien bloc de l'Est, aucun, et de loin, ne bénéficie, pour assurer la transition vers l'économie de marché, d'avantages comparables à ceux dont jouissent les « cinq nouveaux Länder » (designés outre-Rhin sous les initiales « FNL ») agrégés à la RFA.

Pour l'économie de Cologne, l'absence, jusqu'à ce jour, de toute renaissance de l'économie est-allemande – dont la chute, au contraire, s'accroît – n'est pas fortuite. Elle est tout simplement, et directement, le résultat de la politique économique. Le risque est que les FNL ne soient à l'Allemagne, pour une période indéfinie, ce que le Mezzogiorno, malgré quarante ans d'aide publique soutenue, est resté à l'Italie. Leur sort pourrait bien dépendre des décisions qui seront prises cette semaine (commencée le 11 mars) par le gouvernement de Bonn, dont plusieurs membres seraient aujourd'hui conscients du danger.

Le grand obstacle au démarrage que l'on attendait généralement, explique Christian Watrin, c'est l'actuel projet de loi sur la privatisation. Ce texte, tel qu'il est conçu, a pour résultat paradoxal de décourager radicalement les investissements privés. C'est un fait que ceux-ci sont extrêmement faibles, voire inexistants. La raison principale en serait que, lors des négociations qui ont abouti à l'accord conclu entre la RFA et la RDA, le 18 mai 1990, sur la formation d'une « union monétaire, économique et

sociale », les deux parties s'étaient mises d'accord sur un principe dont l'application se révèle, d'ores et déjà, la croix et la banrière. Selon ce principe, la restitution physique des biens aux anciens propriétaires – c'est-à-dire, dans la plupart des cas, à leurs descendants – doit avoir le pas sur l'indemnisation. Plus d'un million de demandes ont été déposées, alors qu'il y a un million et demi de biens identifiés. Il faudrait de nombreuses années (certains parlent de plus de quinze ans) à une administration efficace et bien équipée pour instruire ces dossiers. Cette administration n'existe pas.

Il s'agit de revenir non seulement sur les spoliations du régime communiste est-allemand (1949-1989), mais aussi sur celles du régime nazi (1933-1945). Encore la liste des ayants droit pourrait-elle s'allonger si la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, qui doit se prononcer en mai, statue qu'il convient aussi de dédommager les victimes des confiscations opérées pendant la période 1945-1949, au cours de laquelle les cinq Länder étaient directement soumis à l'autorité de l'occupant soviétique. Le nombre des requêtes dont il faudra établir le bien-fondé n'est pas la principale difficulté. Manquant souvent les pièces justificatives. Beaucoup d'archives ont été, délibérément ou non, détruites.

Aussi longtemps que les acquéreurs pourront craindre de voir leurs nouveaux droits contestés, les chances de voir affluer les investissements en Allemagne de l'Est seront voisines de zéro. Pour le professeur de Cologne, les choses iraient beaucoup mieux si, au lieu de s'attacher à rétablir les droits anciens, on offrait aux familles qui en furent privées une compensation en argent. La vie économique n'en serait pas sérieusement entravée. Inscrit dans un traité, le principe ne peut plus être changé. Mais beaucoup dépendra des modalités d'application, dont on est en train de discuter à Bonn.

Il est évident que seuls des investissements massifs pourraient effacer les conséquences négatives d'autres évolutions intempestives. C'est un fait que l'inflation ne s'est pas accélérée depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier en Allemagne (les prix ont même, pendant un certain temps, baissé à l'Est). On aurait tort d'en conclure que l'opération s'est déroulée dans la stabilité. On se sou-

vient que les rémunérations ont été converties en deutschemarks au pair, immense avantage pour les intéressés, qui, du jour au lendemain, ont touché en une monnaie solide, doublée d'un pouvoir d'achat universel, un salaire de même montant que celui qu'ils recevaient auparavant en marks de la RDA, dépréciés et inconvertibles. Il n'empêche que, depuis huit mois, les salaires est-allemands – lesquels, il est vrai, restent encore très sensiblement inférieurs à la moitié des salaires ouest-allemands – ont augmenté d'un bon 20 %. Simultanément, fait remarquer Christian Watrin, la productivité a, dans la grande majorité des entreprises, fortement diminué : de 20 % à 50 %. Pourquoi?

Rien n'a encore remplacé les disciplines imposées par l'ancienne planification, d'où l'effondrement d'une productivité déjà très faible au départ. La grande nouveauté, c'est que la population n'est plus du tout obligée de se contenter des produits défectueux qu'elle fabrique. Ceux-ci sont devenus presque invendables. A la faveur de la libre circulation, les magasins offrent au même prix, ou souvent moins cher, l'infinité variétés des articles, « made in (western) Germany », ou ailleurs. Les syndicats ouest-allemands, transplantés à l'Est, cherchent à y trouver de nouveaux adhérents pour compenser la désaffection qu'ils subissent chez eux. Ils poussent aux revendications.

Un phénomène, qu'un autre confonduer, Alexander Shokhin, directeur de l'Institut de l'emploi à Moscou, signale pour l'URSS, produit ses effets dans les cinq nouveaux Länder germaniques. Shokhin avait dit : « Du temps où le socialisme d'Etat régnait sans mélange, les seuls syndicats existants étaient des instruments aux mains de cet Etat. Maintenant se forment des unions indépendantes de travailleurs et des comités de grève. Le problème fondamental posé par leur apparition est qu'il est beaucoup plus facile de fonder des organisations indépendantes de salariés que de susciter des employeurs indépendants. » En Allemagne de l'Est, le décalage joue à plein. La pratique des conventions collectives y a été introduite sans attendre que de nouveaux et « vrais » employeurs se soient substitués aux apparatchiks.

Pour expliquer la forte poussée des salaires, le professeur de Cologne emploie pratiquement les mêmes mots : « Dans le contexte est-allemand, ceux qu'on désigne du nom d'employeurs ne le sont pas au sens où l'on entend normalement ce terme ; ce sont des membres de l'élite de l'ancien parti SED, lesquels ont ruiné le pays. C'est pourquoi ils ne s'opposent que très mollement aux revendications salariales ; à la vérité, beaucoup d'entre eux espèrent qu'en n'y résistant pas ils augmenteront leurs chances de conserver leurs privilèges. »

Tous les éléments sont réunis pour que surgisse un énorme et grandissant déséquilibre entre, d'une part, une consommation aujourd'hui en pleine expansion après avoir été longtemps cruellement frustrée (voir le tout récent déficit de la balance commerciale allemande) et, d'autre part, la mévente quasi totale de la production autochtone. C'est pratiquement l'Allemagne de l'Est tout entière, pour autant qu'elle est encore au travail, qui est subventionnée par Bonn. Elle l'est encore davantage, dans la mesure, croissante, où elle a cessé d'être en activité. Il sort déjà presque 3 millions – sur une population active de 9 millions – de la population active de l'Est, et ceux qui touchent une indemnité au titre du chômage total (1,2 million de personnes) ou partiel (1,7 million).

On estime qu'en 1991 les transferts de fonds publics d'Ouest en Est s'élèveront à quelque 150 milliards de marks (510 milliards de francs, pas très loin de la moitié du budget français), contre la somme déjà considérable de 100 milliards en 1990. A peu de choses près, ces ressources, fournies par les contribuables et les épargnants des onze Länder de l'Ouest, sont entièrement dissipées en dépenses de consommation. Pourtant l'appareil de production, la concurrence des deux tiers au moins, est entièrement à refaire. Il en est de même de l'infrastructure (chemins de fer, routes, télécommunications, etc.) en partie déjà faute d'avoir été normalement entretenue pendant quarante ans. C'est en donnant la priorité à la reconstruction du capital productif, que, si y a une quarantaine d'années, les Allemands de l'Ouest accomplirent pratiquement ce qu'on appelle à tort un « miracle économique ».

Un des moments forts – ou qui aurait dû l'être – du séminaire fut celui où le professeur Watrin entreprit d'exprimer cette idée que le capital de toute une nation pouvait valoir moins que zéro. Tel est le cas si une grande partie des entreprises de ce pays (regroupées en l'occurrence en monopoles appelés *Kombinats*) ont négligé de procéder aux réparations de leurs matériels respectifs (sans parler de l'absence de remplacement pour cause d'obsolescence), tout en polluant sans vergogne l'environnement – qu'il faudra bien « réparer » lui aussi – et en accumulant de grosses dettes libellées en devises (voir notre chronique du 11 septembre, intitulée « Communistes ou tricheurs sur le capital »).

De cette analyse découlent plusieurs conséquences, propres à compléter encore l'équation politico-économico-financière des pays désireux d'en finir avec la désastreuse économie étatisée. Pour que des capitaux acceptent de couvrir le risque de la privatisation, celle-ci, loin de rapporter des recettes supplémentaires au budget, lui coûtera globalement de l'argent. Dans la plupart des cas, le prix versé par l'acquéreur sera inférieur aux avantages divers (sous forme de dégrèvements fiscaux notamment) qui devront être proposés. Or si l'objectif assigné à tout l'exercice est bien – on l'oublie trop souvent – « d'améliorer dans des délais rapides le niveau de vie général », il est essentiel, fait remarquer avec raison le professeur de Cologne, que les entreprises soient prises en main par de nouveaux propriétaires, nationaux ou étrangers, capables d'en faire des unités compétitives.

Sous-entendu : les programmes de privatisation à la mode et radicaux en apparence reposent sur l'illusion qu'il existe encore un capital valant quelque chose et susceptible, par voie de conséquence, d'être distribué dans un large public. Telle est l'idée (chère non seulement au ministre tchèque des finances, Václav Klaus, mais aussi à certains réformateurs soviétiques) de l'attribution à chaque citoyen de « bons de participation » ouvrant droit à une quote-part, minime mais égale pour tous à l'origine, du patrimoine privatisable.

(1) Ce séminaire s'est tenu pour célébrer la création à Moscou d'un International Center for Research into Economic Transformation (ICRET) associé avec l'Institut Euro 92 (dont le délégué général est l'économiste Henri Lepage) et d'autres instituts d'études économiques, britanniques, américaines et allemandes.

## Mauvais exemple allemand à l'Est

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

## Regards sur la macroéconomie

EN quinze pages, l'état actuel de la macroéconomie (1) : quelle aubaine pour l'étudiant à la recherche d'un tableau d'ensemble ou pour l'homme pressé qui aime se sentir au courant. Gregory Mankiw, d'Harvard University et du National Bureau of Economic Research, évoque avec une certaine nostalgie le bon temps : « Il y a vingt ans, il était plus simple d'être étudiant en macroéconomie », puis, qu'essentiel de la connaissance s'organisait autour du modèle IS-LM et de la courbe de Phillips.

Explicitons pour le non-économiste : le modèle IS-LM, John Hicks en a eu l'intuition dès 1937, alors qu'il cherchait à concilier les fonctions proposées par John Maynard Keynes dans la *Théorie générale* et celles traditionnellement énoncées dans le cadre de l'économie classique. L'élaboration de ce modèle a résulté d'un ensemble de travaux menés dans les années 40 et 50 sur les fonctions de consommation (et donc d'épargne, si d'investissement (1), d'offre et de demande de monnaie (M et L), fonctions se rapportant toutes, dans cette vision keynésienne, à une de ces deux variables (ou les deux) : le niveau du revenu national et le taux d'intérêt.

Sur la base d'un appareil plus ou moins lourd, le modèle IS-LM est donc censé permettre de cerner les conditions de l'équilibre macroéconomique ; plus précisément, il permet de faire apparaître pour quels niveaux du revenu national et du taux d'intérêt, il y a à la fois égalité de l'épargne et de l'investissement (I=S) et égalité de l'offre et de la demande de monnaie (M=L) (2).

Quant à la courbe dite de Phillips, elle suggère l'existence d'une relation inverse entre taux de chômage et taux d'inflation. Elle a très vite été interprétée comme permettant d'arbitrer entre les deux maux que constituent le chômage et l'inflation, puisqu'elle était censée indiquer de quelle inflation on devait payer le plein emploi – ou de quel chômage on aurait à payer la stabilité des prix.

De grands et puissants modèles macroéconomiques ont été construits, dans les années 50-60, à

partir de ce schéma d'analyse ; et grâce à eux, les macroéconomistes se sentaient, il y a vingt ans, plus assurés pour répondre à des questions telles que : « Quelles sont les causes des fluctuations de la production et de l'emploi ? » et « Comment les politiques doivent-elles répondre à ces fluctuations ? » (1).

Aujourd'hui, nous dit Gregory Mankiw, les macroéconomistes universitaires tendent à dédaigner l'IS-LM et les grands modèles macroéconomiques ; certains estiment même qu'il s'agit de reliques ou de vestiges du passé. Mais les praticiens de la macroéconomie, eux, continuent de travailler, pour l'essentiel, sur les mêmes bases.

Ce divorce, G. Mankiw l'explique par une analogie avec la révolution copernicienne : pendant une certaine période, les calculs fondés sur l'ancien système de Ptolémée étaient plus opérationnels (pour les astronomes, les navigateurs...) que ceux fondés sur le système de Copernic, qui devait pourtant se révéler le plus fructueux. De même, suggère-t-il, les praticiens continuent à se servir des « vieux » schémas des années 50-60, tandis que les apports théoriques des vingt dernières années, même s'ils ouvrent des voies prometteuses, ne se traduisent pas encore par des avancées pour les travaux sur la réalité concrète.

Ces apports, il les regroupe dans trois grands ensembles. Il souligne d'abord les efforts pour prendre en compte d'une manière plus satisfaisante les anticipations, et notamment la large acceptation de l'axiome des « anticipations rationnelles ». Selon lui, une fois dépassées les premières erreurs de jeunesse, « la révolution des anticipations rationnelles a changé la manière dont les macroéconomistes formulent leurs théories et utilisent les données pour les tester ».

Ensuite, il fait ressortir les avancées réalisées dans la voie ouverte par les travaux des « nouveaux classiques », attachés aux postulats classiques et tout particulièrement à l'idée que les prix jouent en permanence leur rôle dans l'ajustement de l'offre et de la demande sur les marchés. Il évoque notamment les différents essais d'explication des

cycles, d'abord par l'information imparfaite, puis par les changements technologiques (théorie des « cycles d'affaires réels ») et enfin par les changements sectoriels.

Il présente enfin les avancées des (néo et des nouveaux) « keynésiens » pour qui, dans l'ensemble, les fluctuations économiques sont liées à des dysfonctionnements des marchés : théories du déséquilibre, prise en compte du contrat de travail et de la rigidité des salaires, analyses de la compétition monop-

Les analyses que nous propose Didier Maillard, de la direction de la prévision, sont tout à fait convergentes (3). Convergences également les perspectives dans lesquelles a été conçu le colloque du *Scandinavian Journal of Economics* sur l'état actuel de la macroéconomie (4) : le bilan général d'ouverture s'organise en effet autour de deux papiers, l'un de Bennett T. McCallum, de Carnegie-Mellon University et du National Bureau of Economic Research, sur la nouvelle macro-

recherche macroéconomique (lire à ce sujet la prochaine chronique de Bernard Maris dans « Champs Économiques » du 18 mars), il prend d'abord en considération l'unité profonde de la macroéconomie, et c'est l'importance des acquis et des avancées en matière de modélisation, d'approfondissement théorique, de travail sur les données, de diagnostic et de prescription, qu'il s'attache à faire ressortir. Les débats qu'il retient ne sont ni les débats de doctrine ni les affrontements académiques ; ce sont ceux qui se situent à la limite des connaissances actuelles, sur les fronts des savoirs en construction.

Peut-on voir dans les novations récentes un « miracle économique » ? L'annonce d'une révolution copernicienne ? Gregory Mankiw lui-même n'en paraît plus guère convaincu à la fin de son papier. Face aux efflorescences actuelles de la macroéconomie, la question qu'on doit se poser est à laquelle on doit s'efforcer de répondre aussi rigoureusement que possible est : dans quelle mesure s'agit-il de contributions à une éventuelle « révolution scientifique », d'apports durables pour la compréhension de la réalité ou d'éclairements nourris par des modes ou des querelles d'écoles ?

(1) N. Gregory Mankiw, « A Quick Refresher Course in Macroeconomics », *Journal of Economic Literature*, décembre 1990 (2014 Broadway, Suite 305, Nashville, TN 37203, Etats-Unis).

(2) Vers la fin de sa vie, Sir John Hicks avait mis en doute la légitimité et l'utilité de cette construction IS-LM, comme le rappelle William J. Baumol, « Sir John Hicks the Hickian or Theorist », *Journal of Economic Literature*, décembre 1990.

(3) Didier Maillard, « La fin de la macroéconomie traditionnelle ? », *Regards sur l'actualité*, septembre-octobre 1990 (la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07). Voir aussi du même auteur, « Retour en force de la microéconomie », *Regards sur l'actualité*, janvier 1991.

(4) *The State of Macroeconomics*, actes du colloque réalisé pour le 90<sup>e</sup> anniversaire du *Scandinavian Journal of Economics*, publiés par Sampo Henttonen, 1990, Basil Blackwell (108 Cowley Road, Oxford, OX4 1JF, Grande-Bretagne) ; ces actes ont fait l'objet d'une première publication dans le *Scandinavian Journal of Economics* n° 2, de 1989.

## Kaléidoscope

■ W. Baumol, J. Bhagwati, J. Buchanan, P. Dasgupta, M. Friedman, J. K. Galbraith, F. Hahn, M. Morishima, A. Robinson, J. Sargent et quelques autres ont pris le risque d'écrire sur le devenir de l'économie dans le prochain siècle – et E. Malinvaud, dans le prochain demi-siècle, *Economic Journal*, janvier 1991.

■ Don Patinkin passe au crible de sa réflexion les différentes interprétations de la *Théorie générale* qui se sont développées depuis les années 60, *Journal of Monetary Economics*, 1990, n° 2.

■ Ethique et marché ; économie et causalité ; le rôle du marché dans la théorie de l'équilibre général, *Economics and Philosophy*, octobre 1990.

■ Tendances de la société française ; productivité et fluctuations économiques ; financement de la protection sociale et part salariale, *Observations et di-*

gnostics économiques, janvier 1991.

■ Changement technique et compétitivité internationale ; effets sur l'entreprise de la participation financière des salariés, *Revue d'économie industrielle*, 4<sup>e</sup> trimestre 1990.

■ Perspectives démographiques en Afrique ; « dutch disease » (maladie des pays pétroliers) en Afrique de l'Ouest ; ajustement structurel en Côte-d'Ivoire, *Revue Tiers-Monde*, janvier-mars 1991.

■ Mexique, Brésil, pays d'Asie, pays arabes non pétroliers, *Mondes en développement*, 1990, n° 70.

■ Économie de la forêt et offre de bois, *Cahiers d'économie et de sociologie rurale*, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 1990 (viert de parution).

■ L'économie rurale depuis 1945 : une réflexion à dix-huit voix, à l'occasion du numéro 200 d'*Economie rurale*, novembre-décembre 1990.

■ Économie classique, et l'autre de Jean-Michel Grandmont, du CNRS et du CEPREMAP, sur les développements keynésiens.

Le regard qu'Edmond Malinvaud, ancien directeur de l'INSEE, professeur au Collège de France, porte sur la macroéconomie est, lui sensiblement différent. Dans l'ouvrage qu'il vient de publier, *Voies de la*

## La croissance et l'emploi

Parmi les pays industrialisés, se dégagent trois groupes : les pays qui, par des voies très diverses, sont restés ou restent au plein emploi (Etats-Unis, Japon, Suède, Suisse, etc.) ; les pays du nord de l'Europe communautaire, où la population active progressant plus ou moins, le chômage s'est accru du fait du ralentissement de la création d'emplois ; et les pays du Sud à inversion de flux migratoires, où les créations d'emplois n'ont pas suffi face à l'accélération de la croissance de la population active (1).

Les pays du Maghreb constituent en quelque sorte un quatrième type, qui cumule la progression démographique et la croissance de la population active, le fort ralentissement de l'émigration et le ralentissement ou l'arrêt des créations d'emplois (2).

Ces analyses économiques nous apprennent beaucoup sur la relation croissance-emploi-chômage, le passé récent et les perspectives. Ne s'agissent-elles pas à leur manière de rétrospectives, d'autres spécialistes, historiens, sociologues, analyses des institutions et des comportements ?

(1) Pierre-Alain Muet, « Croissance, emploi et chômage dans les années 80 », *Observations et diagnostics économiques*, janvier 1991 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

(2) Abdelkader Sid-Ahmed, « Emploi et croissance au Maghreb », *Revue Tiers-Monde*, janvier-mars 1991 (58, boulevard Arago, 75013 Paris).

مركز الأبحاث



# Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Une importante CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE  
Région NORD - PAS DE CALAIS

recherche

## Directeur du Service Promotion des Entreprises

A 45/50 ans, de formation Ecole d'Ingénieurs ou Ecole Supérieure de Commerce, votre professionnalisme repose sur une expérience significative en entreprise, si possible en PMI, ce qui vous permet d'appréhender l'entreprise dans son intégralité.

Vous avez le goût et l'expérience du management d'équipes et saurez animer et coordonner l'activité d'environ 25 Cadres dynamiques dont la mission est non seulement d'être à l'écoute des entreprises, mais aussi de contribuer à la mise en valeur de leur savoir faire et de leur potentiel en les incitant à avoir une démarche anticipatrice et en les aidant à mener une réflexion stratégique.

Animateur de milieu, vous intervenirez auprès des entreprises commerciales, industrielles et de service. Vous apporterez un appui particulier aux créateurs. Avec vos collaborateurs, vous concevrez et animerez des opérations d'intérêt général en menant des actions collectives et des actions individuelles du type : gestion - commercial - export - nouvelles technologies - ressources humaines...

Homme de dialogue, vous saurez monter des actions de partenariat en liaison avec les autres services de la C.C.I., avec les organisations professionnelles, les collectivités locales, les universités...

La connaissance du milieu consulaire et/ou des procédures administratives serait un atout.

Pour nous accompagner dans notre développement, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 282 à C.K. - 23 bis, rue Pierre Guérin - 75016 PARIS



Chantal Kenwyn



2800 personnes - 1,6 milliard de CA - 140 millions de Résultat Net. Nous sommes un Groupe Industriel installé en Afrique et dans l'Océan Indien où nous gérons 12 usines. Nos perspectives de développement sont exceptionnelles et nos implantations vont s'étendre prochainement à d'autres pays du monde.

Afrique de l'Ouest

## Directeur Technique

Nous fabriquons dans chacune de nos usines la majorité des cigarettes consommées dans les pays où elles sont installées. Nous recherchons pour l'une d'elles un industriel expérimenté qui a déjà exercé des responsabilités de direction d'usine. Soucieux de formation, vous devrez prévoir et organiser l'évolution des équipes pour accroître leur efficacité. Vous aurez un souci aigu de la qualité, que la fabrication sous licence des plus grands noms mondiaux rend indispensable. Homme de gestion, vous recherchez en permanence l'amélioration des coûts. Une expérience africaine confirmée est souhaitée. Une période de formation à notre métier est prévue avant votre entrée en fonction. Ingénieur âgé d'au moins 35 ans, vous êtes intéressé par un poste expatrié dans le cadre d'un groupe au dynamisme et aux perspectives exceptionnelles.



Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous réf. M/51/J, à notre Conseil, 8, avenue Delcassé 75008 PARIS.



RECRUTEMENT

## IMPORTANTE ENTREPRISE DE SERVICES

Leader dans son secteur (8000 personnes - 8 Mds de CA)  
recherche un jeune



D'une excellente formation supérieure : IEP (Service Public, Eco Fil, Doctorat de Gestion). Une formation supérieure en Droit Public constituerait un plus apprécié.

Sa première mission au sein de la DIRECTION INGENIERIE à Paris (200 personnes - 700 MF de travaux/an) consistera à :

- suivre avec les Ingénieurs d'Affaires, les différents programmes de travaux et leur apporter des conseils éclairés pour l'établissement des conventions de marchés publics.
- négocier avec des interlocuteurs de haut niveau et s'impliquer dans la gestion de budgets importants.

Ce poste nécessite des qualités relationnelles, la capacité à analyser des problèmes complexes et à finaliser des solutions adaptées et innovantes.

Sans négliger les procédures, le candidat retenu pourra les dépasser dans une fonction large de gestion, d'organisation et d'animation.

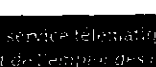
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo et rémunération souhaitée) sous réf. LM200 à notre Conseil :



ORYADE  
François PELLETIER  
16 Avenue Hoche  
75008 PARIS

Membre de Syntec

36 15



Le service téléphonique expert de l'emploi des cadres

## Le Monde des Juristes

IMPORTANT  
CABINET  
JURIDIQUE  
MEMBRE DES  
"BIG SIX".  
RECHERCHE  
POUR SON SIEGE  
PARISIEN, UN

## Auditeur Juriste juris-viseur

(spécialiste des contrats)

âgé de 32 ans minimum, valorisé par une formation juridique de haut niveau idéalement complétée par un Master of Law, justifiant d'une expérience confirmée acquise au sein d'un cabinet d'avocats internationaux, d'un cabinet de conseils anglo-saxon, et (ou) d'une direction juridique internationale d'un grand groupe. Outre le conseil, la négociation et la rédaction de contrats, ce consultant aura la responsabilité de missions d'audit juridique. La connaissance de la "Common Law" est nécessaire. Veuillez adresser votre dossier complet ou votre carte de visite sous référence AJ/03/91, en toute confidentialité, à notre Conseil CEGE 79 rue de Miromesnil - 75008 PARIS.



SEARCH & MANAGEMENT DEVELOPMENT  
PARIS - LYON - LILLE



## Directeur Général Ingénieur 500 KF

Strasbourg. Cette entreprise industrielle de 250 collaborateurs est un des leaders européens de son secteur d'activité. Elle recherche le successeur du Directeur Général, appelé à terme à d'autres fonctions au sein du groupe.

Le candidat recherché prendra en charge dans une première phase l'ensemble des fonctions techniques et de production, et par la suite supervisera aussi le commercial et la gestion.

Doté d'un fort charisme et d'une réelle capacité à s'impliquer personnellement, il saura organiser et orienter le très fort développement de l'entreprise.

Il rendra compte au PDG du groupe, qui lui laissera une autonomie totale.

Le poste convient à un ingénieur de 35 ans minimum, pouvant faire valoir une expérience réussie de direction d'une unité de taille moyenne.

La connaissance de l'allemand et de l'anglais est nécessaire.

Adressez votre CV à SPIELER SCHOEPFER PARTNERS, sous réf. M223, 8 place de la Gare, 67000 Strasbourg. Tél. : 88.32.39.39. Discretion assurée.

Deutsch-französische Personalberatungsfirma Conseil franco-allemand.

Nous sommes un important constructeur immobilier implanté sur tout le territoire et développant une gamme de produits très diversifiés par le biais de réseaux de franchisés. Nous recherchons aujourd'hui notre

## Directeur de réseau maisons individuelles

Adjoint immédiat de notre PDG, vous supervisez et animez notre réseau tout en initiant la création de nouvelles franchises et en optimisant leur pénétration sur leur région.

Vous êtes de formation HEC, ESSEC ou ESCP, vous avez une solide expérience commerciale et de management, si possible dans la Maison individuelle, vous savez mettre en valeur votre diplomatie, votre sens de la communication et de l'initiative. Vous êtes bien sûr très disponible.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne mais des déplacements fréquents sur toute la France sont à prévoir.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet, sous réf. 199/LM, à

50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT  
CEDEX, qui transmettra.

MEDIAPA

## Des livres, des projets, bienvenue à notre Directeur Adjoint

Filière d'un des premiers groupes d'édition français, spécialisée dans les ouvrages scolaires nous bénéficions d'une excellente notoriété. Notre chiffre d'affaires - 90 millions de francs en 1990 - en hausse constante traduit notre volonté de développement sur un marché porteur.

Pour accompagner ce développement, nous créons le poste de directeur adjoint chargé de l'ensemble des opérations de la société.

Sous l'autorité du directeur de la société, vous aurez la responsabilité des directions éditoriales, de la fabrication et de la direction marketing/vente.

Une capacité à animer des équipes, à coordonner leurs actions ainsi qu'un grand sens de l'organisation, acquis grâce à une solide expérience dans une entreprise de services ou du secteur culturel sont indispensables. Vous avez une excellente formation supérieure et le goût de la pédagogie et des livres.

Nous vous remercions de manifester votre intérêt à notre Conseil, en notant la référence A/704 sur l'enveloppe.

Votre dossier de candidature sera traité en toute confidentialité.  
ORNICAR - 6, rue Halévy - Place de l'Opéra - 75009 PARIS

ornicar

## Juriste d'entreprise

PARIS EST

250 KF+

LA SOCIÉTÉ : Filiale d'un grand groupe de la distribution, elle réalise un chiffre d'affaires de 450 MF réparti entre une quarantaine de concessionnaires et de franchisés.

LE POSTE : Rattaché au Directeur Général, il prendra en charge la rédaction et la négociation des contrats relatifs aux baux commerciaux, à la location générale, aux franchises et licences. Il assurera également l'organisation de la vie sociale : droit du travail, droit social : rédaction et renouvellement de contrats, suivi juridique. Il assurera enfin le suivi des affaires contentieuses relatives aux fournisseurs, prestataires de service et clients.

LE CANDIDAT : Âgé de 28 à 30 ans, diplômé d'un 3<sup>e</sup> cycle en droit, il dispose d'une expérience en entreprise d'au moins trois ans.

Son sens de l'initiative et de l'autonomie le prédisposent à un contact direct avec ses clients et fournisseurs ainsi qu'à la Direction Générale. La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire.

Merci de contacter Charles SIMON THOMAS au (1) 42.89.00.17 ou de lui envoyer un dossier de candidature complet sous référence 12702ST à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75009 PARIS.

Norman Parsons  
JURIDIQUE ET FISCAL

## CONTROLEUR DE GESTION

Bénéficiant pleinement de la synergie du groupe Fournier (2.000 personnes, 1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires dont 400 millions sont réalisés par des filiales étrangères), la société Plasto S.A. consolide sa place de leader national du marché des adhésifs industriels et grand public, et développe sa pénétration du marché européen. Afin d'assurer cette forte progression, le directeur général de Plasto recherche un contrôleur de gestion qui lui sera directement rattaché. Membre du comité de direction, il assure l'élaboration, le suivi et la maîtrise du budget (370 millions). Il s'implique fortement dans les plans de développement et les plans stratégiques. Animateur d'une équipe de 6 personnes, dont un cadre, le candidat recher-

ché est âgé d'au moins 30 ans. De formation supérieure, ESC ou école d'ingénieurs généralistes avec un 3<sup>e</sup> cycle gestion/finances, il appuie son expérience professionnelle sur environ 5 ans d'activité en milieu industriel, si possible dans un contexte de qualité totale. Une bonne connaissance de l'organisation informatique et des méthodes anglo-saxonnes sera très appréciée. La maîtrise de l'anglais est indispensable. De réelles possibilités d'évolution existent, notamment au sein du groupe Fournier. Poste basé à Dijon. Ecrire à Laurent PY en précisant la référence A/3235M - PA Consulting Group - 78 bd du 11 novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.15 code PA)



Une société du Groupe Fournier



Creating Business Advantage

## RESPONSABLE MARCHE DES ENTREPRISES

Banque sud-est

Le Crédit Agricole de l'Ardeche est, avec 450 personnes, 6,4 milliards de francs de total bilan et 25 millions de francs de bénéfice net, le premier établissement financier de sa région, tant sur le plan du marché des particuliers que sur celui des entreprises dont il recherche le responsable. Dans le cadre d'une large autonomie, sa mission sera complète : développer le portefeuille clients et augmenter les parts de marché, promouvoir l'activité internationale dont il a également la responsabilité, animer et motiver une équipe de 15 collaborateurs, optimiser le back office, mettre en place et faire vivre des outils performants de suivi de l'activité et du

risque. Cette opportunité s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (école de commerce, université) ou/ou bancaire (ITB). Il dispose d'une expérience reconnue du marché des entreprises comme responsable de marché, sous-directeur entreprise d'une agence importante ou d'un groupe d'agences. Il a exercé des responsabilités d'animation d'équipe. La rémunération proposée sera de l'ordre de 275.000 francs. Poste basé à Privas. Ecrire à R. COULANGE en précisant la référence A/X5212M - PA Consulting Group - 11 cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72. (PA Minitel 36.15 code PA)



CRÉDIT AGRICOLE



Creating Business Advantage

## VICTOIRE AU PARIS/DAKAR - LANCEMENT DE LA ZX

### DE NOUVEAUX MODELES ET DE NOUVELLES VICTOIRES NOUS ATTENDENT.

Venez partager cette nouvelle dimension en rejoignant notre Direction de la Gestion et des Finances

### CONTROLEURS DE GESTION

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles de Commerce, DESS de gestion...), vous êtes débutants ou justifiez déjà d'une première expérience.

De nombreux postes sont à pourvoir à différents niveaux de responsabilités, au sein de la Direction de la Gestion et des Finances de notre siège à Neuilly : contrôle de gestion des filiales, des centres industriels ou des directions centrales... organisation des flux, centralisation comptable, conseil financier.

Autant d'opportunités dans le domaine du contrôle de gestion, de l'organisation de nos systèmes de gestion et de la comptabilité !

Alors, si vous êtes avides d'épanouissement et de responsabilités immédiates, n'hésitez pas à nous contacter et venez partager notre formidable passion.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, photo, CV...) sous référence BN à Automobiles Citroën Recrutement IC - 62, Bd Victor Hugo 92208 Neuilly sur Seine Cedex.



VOUS RECHERCHONS A L'ACTUELLEMENT CEST VOUS

## MATTEL FRANCE

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

BILINGUE ANGLAIS

Votre formation (école supérieure de commerce, DECS, formation d'audit), votre expérience dans le milieu de la distribution, votre savoir-faire technique en comptabilité, reporting international, finances, gestion de personnel et logistique font de vous, à 35/40 ans, un véritable patron d'un service financier.

Notre société, filiale d'un groupe américain réputé, implanté sur un secteur d'activité où le marketing est prioritaire, saura confier un candidat dynamique, doté d'une grande souplesse et d'un fort esprit d'équipe.

La salaire motivant, l'ambiance conviviale que nous offrons sauront vous convaincre de faire le bon choix.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à : MERCURI URVAL 14 bis rue Daru 75378 Paris cedex 08 sous réf. 44.4722/LM.

Mercuri Urval

## A LUXEMBOURG, CHARGÉ D'AFFAIRES "FINANCEMENTS SPÉCIAUX"

Nous sommes une banque internationale, à management français et capitaux privés opérant dans la gestion privée de haut de gamme, les financements spéciaux, les services et conseils financiers auprès d'entreprises internationales.

Notre développement, fondé sur une stratégie de "niches", nous conduit à rechercher un professionnel des relations commerciales entreprises en milieu bancaire.

S'appuyant sur une base de clientèle existante, il aura pour priorité de rechercher de nouveaux contacts de nature à développer le rayonnement et les opérations de la banque en Europe continentale.

Bon technicien de la banque, praticien des engagements, responsable de comptes d'entreprises nationales et internationales, vous êtes aujourd'hui à la recherche d'une nouvelle opportunité mettant en jeu vos qualités relationnelles tout en conservant votre pratique de gestionnaire. Vous aimez nouer des contacts à haut niveau et avez la "rage de convaincre". Vous êtes en outre capable de travailler indifféremment en français ou en anglais. Des notions d'allemand seraient un plus.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) à notre Conseil COR'EX, 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS, sous la référence CFS/LM.

COR'EX

## Le Monde des Juristes

## GRACE

### Jeune Juriste d'Affaires : Un poste à créer en Alsace

Filiale française (500 personnes) du Groupe Chimique Multinational WR GRACE (46 000 personnes dans le Monde), nous concevons, produisons et commercialisons des produits industriels haute performance pour des marchés diversifiés (70 % à l'Export).

Notre développement nous amène à créer ce poste pour mettre au service de la Direction Générale et des différents secteurs opérationnels de l'entreprise les compétences et l'assistance juridiques nécessaires dans tous les domaines : Droit des Sociétés, Droit Commercial, Contentieux, Assurances, relations avec les Administrations...

A ce titre, vous êtes responsable du suivi et de la supervision de tous les engagements contractuels liant l'entreprise à des tiers et assurez la coordination avec nos Conseils juridiques extérieurs.

Vous possédez une solide formation en Droit des Affaires (Maîtrise, DESS ou DUCE) et une première expérience acquise en entreprise ou dans un Cabinet vous permettant de vous adapter à des problèmes diversifiés. L'anglais et l'ouverture internationale constituent un atout fondamental.

ALGOE nous conseille dans cette recherche et étudiera confidentiellement votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier complet en précisant la rémunération actuelle sous référence 412 M/2, 9 bis route de Champagne, 69134 Ecully Cédex.

ALGOE

CONSEIL EN MANAGEMENT

## BANQUE PRIVEE PARIS

### RESPONSABLE SERVICE CONTENTIEUX

Le poste s'adresse à un cadre confirmé (niveau CLVIT), titulaire d'une maîtrise en droit, ayant une expérience de contentieux d'une dizaine d'années, acquise impérativement en banque.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur des Engagements, le titulaire aura à assurer progressivement la responsabilité complète de la Fonction Contentieux.

Il doit donc être capable :  
- de traiter de façon autonome les dossiers dont il a la charge, sous tous leurs aspects,  
- d'encadrer une équipe de trois personnes.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions sous référence 35144 à LZA, Saint Lazare, 4, rue du Fig. Polonois 75010 PARIS qui transmettra.

مركز من زلميل

Importance

Grenoble

Le Monde des Juristes

La Banque H

Click

Le Monde des Juristes

NT

CH

Le Monde des Juristes

Mar

Le Monde des Juristes



مذا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mardi 12 mars 1991 29

Le Monde

Gestion

Important groupe industriel US recherche pour une des ses activités de production (300 personnes : CA : 70 MF) son

## Controller

Grenoble

Reportant fonctionnellement à la Direction Administrative et Financière du siège en France, vous travaillez en étroite collaboration avec le Directeur Général de l'usine : vous prenez en charge l'ensemble de la fonction Gestion/Finances de cette unité. A la tête d'une équipe de 3 personnes (dont le Chef Comptable), vous supervisez l'élaboration du bilan, et du compte de résultat. En charge du budget et du contrôle de gestion industriel, vous assurez le reporting vis-à-vis de la maison-mère en France.

Cette mission s'adresse à un candidat de formation supérieure (Ecole de Commerce ou équivalent). Agé de 30 ans environ, vous avez acquis votre expérience en milieu industriel. Une évolution au sein du groupe (CA en France 1,5 Mds de FF), pourra être proposée à un candidat de valeur. Contacter Gilles de Montequ, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rém. actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. GM6739MO.

MP

Michael Page Finance  
Spécialiste en recrutement Financier

La direction des marchés de capitaux de cette grande banque française est organisée par type de marchés. Pour les activités Trésorerie-Changes, elle renforce sa cellule organisation et recherche un

## Organisateur front et back-office banque

Au sein de cette cellule trans-verse aux activités, vous participez à l'évolution des organisations propres aux instruments financiers, de la salle au dénouement des opérations. A partir de l'analyse des besoins utilisateurs de front et back-office, vous élaborez des solutions dont vous pilotez la réalisation. Ces actions vous positionnent au carrefour de multiples interlocuteurs - traders, informaticiens, comptables... et couvrent une large palette de sujets - back tournant d'options de change, décentralisation des certificats de dépôts, fusion option de taux francs et devises...

Nous proposons ce poste à un candidat de formation supérieure - DESS de back-office ou de finance, école de commerce... ayant de 2 à 5 ans d'expérience en milieu financier. Cette expérience opérationnelle - back-office ou informatique, titres ou marchés - lui permet d'envisager un rôle d'organisateur à compétence élargie sur l'ensemble de la chaîne des instruments financiers.

Bruno RAMEAUX étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BRa 03.474 au cabinet M.D.A. - 114, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

La Banque HERVET poursuit son développement et recherche un

## Conseiller Clientèle Privée

Responsable d'un portefeuille de clientèle privée constitué de particuliers, professions libérales, artisans, commerçants mais aussi d'institutionnels et associations, vous aurez le souci d'une approche patrimoniale globale, en proposant une gamme de produits variés : placements financiers, immobilier, assurance...

La qualité de votre gestion s'appuie sur une formation supérieure, générale ou bancaire et une expérience de la fonction d'environ 3 ans. La Banque HERVET, qui accorde une attention particulière au développement de sa clientèle privée, saura apprécier votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) à Marie-Dominique KHAROUNI, Banque HERVET, Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M10CP.

BANQUE HERVET

DONNUSG

Filiale d'un grand groupe international particulièrement en expansion sur le marché européen, nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits destinés au second œuvre bâtiment. Aujourd'hui, nous recherchons notre

## Directeur financier

Basé au sein de notre Siège social à DREUX, rendant compte à la Direction générale, et en liaison avec le "Controller" européen, vous : • assurez personnellement la gestion financière de la société, le reporting auprès de la maison-mère, la consolidation interne (filiales en Italie et en Espagne) et externe vis-à-vis du Centre européen • informez en permanence la Direction générale à l'aide d'un tableau de bord fiable et synthétique • représentez la société au niveau européen sur le plan financier • supervisez et optimisez les services comptables et informatiques de la société.

Agé d'au moins 30 ans, diplômé d'une ESC (option Finances-Comptabilité), vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction financière acquise au sein d'une PMI filiale d'un groupe multinational. Votre bilinguisme en anglais, votre pragmatisme, votre implication dans la vie de l'entreprise, votre loyalisme vous incitent à nous rejoindre.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traitera confidentiellement, en mentionnant votre niveau de rémunération actuel, sous référence 9106/IM, au 7 rue de Monceau 75008 Paris. Tél. : 42.89.10.25.

Gilbert Raynaud & Partners  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

N°1 de l'affacturage en France, FactoFrance Heller offre toute une gamme d'outils de gestion aux entreprises : recouvrement, gestion de comptes-clients, financement, garantie contre les impayés.



## FactoFrance Heller

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience professionnelle, et avez démontré dans les postes opérationnels, soit en banque, soit à l'intérieur d'une PME, de réelles capacités d'initiatives, et un sens commercial développé.

Voulez-vous nous rejoindre et accompagner notre développement en tant que

## CHARGÉ DE CLIENTELE

Vous aurez pour mission, en pleine autonomie, à l'intérieur de très larges délégations :

- d'apprécier le risque des opérations avec les entreprises,
- de les prendre en charge,
- d'entretenir le fonds de clientèle existant par des visites suivies et fréquentes sur le terrain.

Outre une rémunération motivante, notre société est capable d'offrir aux candidats à potentiel des opportunités de carrière intéressantes tant dans sa propre structure que dans ses filiales. Le lieu de travail est PARIS.

Nous avons confié le premier contact à notre Conseil COREX - 11, av. Myron-T. Herrick - 75008 PARIS. Vous voudrez bien lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. FF/M. Il vous garantira toute discrétion.

LE FACTOR DES ENTREPRISES QUI VONT DE L'AVANT



Mairie d'Argenteuil  
(Val d'Oise)  
recherche son

## CONTROLEUR DE GESTION

Directement rattaché au Secrétaire Général, vous travaillerez avec un collaborateur et des assistants de gestion sectoriels.

Vous mettrez en place les outils de contrôle opérationnel dans le sens d'une décentralisation. Reconnu comme structure d'appui de l'exécutif et de l'équipe de direction pour l'analyse et la prise de décision, vous diffuserez la pratique du Contrôle de Gestion.

Vous prendrez en compte un double objectif :  
- l'évolution des outils (tableaux de bord, comptabilité analytique)  
- l'introduction de structures de pilotage.

Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) doté (e) d'une solide formation au contrôle de gestion (bac + 4 minimum) et possédant une expérience de 3 ans sur des travaux de mise en place d'outils de gestion.

A adaptable au milieu des collectivités, vous êtes capable d'analyser un existant, fixer des délais et négocier un projet.

La dimension de conseil et d'animation est essentielle pour cette fonction.

Merci d'envoyer CV, photo, prétentions et lettre manuscrite à FELDMAN CONSEIL 85, Boulevard Voltaire 75011 PARIS.

Feldman Conseil

## VEZ REJOINDRE UN GROUPE DYNAMIQUE DANS L'OCEAN INDIEN !

Grâce à une stratégie de développement axée sur notre métier principal, le sucre, mais faite aussi de diversification par intégration verticale et au travers d'activités dérivées, nous sommes, maintenant, l'un des plus importants Groupes industriels de l'île de la Réunion. Afin de faire face à notre développement mais aussi à une meilleure coordination et synergie entre les différentes unités de notre Groupe, nous créons le poste de

## ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Votre mission comportera trois volets principaux :

- vous serez d'abord responsable de certaines des attributions relevant habituellement du Secrétaire Général : juridique, conseils et assemblées, patrimoine immobilier, etc. ;
- vous serez ensuite l'Homme Organisation : amélioration et harmonisation des procédures ;
- vous reprendrez enfin, progressivement, la responsabilité de l'élaboration et de la réalisation des budgets et des tableaux de bord des Sociétés du Groupe.

De formation supérieure - de préférence Gestion avec ouverture sur le Juridique - vous justifiez de 4 à 5 ans d'expérience similaire ou en Contrôle de Gestion, Audit. Vous possédez, de plus, une bonne culture informatique.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous Réf. QF 01 à notre conseil KEY MEN - 10 rue de la Mésange - 67000 STRASBOURG.

KEY MEN  
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

1	2	3	4
A			
B			
C		ECS	
D			

Exigence Compétence  
Soutenance

ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM (11 milliards de francs de chiffre d'affaires, 1700 personnes) recherche dans le cadre de sa forte expansion à l'étranger son (sa)

## Responsable du Contrôle de Gestion International

Rattaché directement au Contrôleur de Gestion Central vous serez l'interface privilégiée des responsables de nos filiales internationales pour tout ce qui a trait à la gestion : élaboration et suivi des budgets, mise en place des tableaux de bord, assistance comptable et fiscale et surtout préconisation d'actions correctrices permettant d'améliorer la rentabilité des opérations. Pour mener à bien cette mission, vous encadrerez 3 Contrôleurs de Gestion.

Agé d'environ 35 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une solide expérience dans la fonction. Ce poste requiert rigueur, curiosité, mobilité et d'excellentes qualités relationnelles. D'intéressantes perspectives de carrière sont offertes à l'intérieur du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Anglais indispensable, une 2<sup>ème</sup> langue serait un atout supplémentaire. Le poste est basé à Paris, des déplacements à l'étranger sont à prévoir. Merci d'adresser CV et lettre man. s/réf. DS 669 à ECS - Relations Humaines - 29 Av. Mac Mahon, 75017 PARIS.

ECS

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

# Le Monde de la Gestion

La Direction de l'Organisation et des Etudes Informatiques de la Banque HERVET recherche pour son centre administratif situé près de BOURGES un

## Organisateur Expérimenté

Confirmé en organisation bancaire, vous êtes aujourd'hui à même de mener à bien des projets pour l'ensemble de notre Groupe (Banque et filiales). Dans un contexte de très large autonomie, vous pourrez développer vos facultés d'analyse, de synthèse et de rédaction et mettre à profit votre expérience d'au moins 3 ans en banque ou société de services. A l'aise dans les contacts humains, vous saurez animer et coordonner des équipes d'intervenants et d'utilisateurs. Une bonne connaissance de l'informatique est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) à Marie-Dominique KHAROUNI, Banque HERVET, Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M08ORG.

**BANQUE HERVET**

LEADER MONDIAL DANS LE SECTEUR DE L'OPHTALMOLOGIE  
**ALLERGAN FRANCE**

Recherche pour sa division

**FINANCE**

## 1 Analyste Financier

Reportant au FINANCIAL PLANNING MANAGER, votre mission couvrira la préparation et le suivi des budgets ainsi que l'analyse des résultats. Vous prendrez en charge des responsabilités en matière d'études financières permettant d'évaluer les nouveaux produits, les politiques de prix, la croissance... aussi bien de manière ponctuelle que stratégique.

Cette opportunité s'adresse à un candidat de formation supérieure, HEC, ESSEC ou similaire pouvant justifier d'une première expérience du contrôle de gestion acquise de façon optimale dans un environnement multinational.

Un bonne pratique de l'anglais et de la micro-informatique est indispensable. Le poste est basé à SOPHIA-ANTIPOLIS.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV et photo) aux Laboratoires ALLERGAN, Direction des Ressources Humaines, BP 42, 06251 Mougins Cedex qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

**ETABLISSEMENT FINANCIER  
SPÉCIALISÉ  
DANS LE CAUTIONNEMENT**

Recherche  
pour son Département Engagements

## ANALYSTES FINANCIERS JUNIOR ET SENIOR

### Mission

Rattachés au service Etudes et Analyses ils auront la responsabilité d'apprécier en permanence le risque que présente un ensemble d'entreprises dont la surveillance leur sera confiée.

### Profil

H/F 23/30 ans de formation supérieure comptable juridique et financière  
— solides connaissances et analyse de bilans, et droit des sociétés et des sûretés  
Poste basé à Paris  
Déplacements occasionnels  
Merci d'adresser CV et prétentions + photo sous n° 52 000.

**PUBLICITÉ VÉRO-FRANCE**  
49, rue de Rivoli, 75001 PARIS

**MARSEILLE**

Organisme en fort développement,  
**La Caisse Méditerranéenne  
de Financement**  
recrute

## ANALYSTE DE CREDITS PROFESSIONNELS

Vous êtes un spécialiste des Crédits Professionnels. Votre expérience - fructueuse - est solide et prouvée, incluant de réels aspects commerciaux.

Outre l'analyse, votre fonction chez nous inclura le montage, la présentation des dossiers, ainsi que l'étude de produits nouveaux.

Adressez votre C.V., avec photo et prétentions, sous référence 8816/M Crédit Mutuel Méditerranéen Direction des Relations Humaines 494, avenue du Prado 13008 MARSEILLE.

**Crédit Mutuel**

**ALLIANZ - VIA HOLDING**  
CA 10 milliards - Effectif 3 200 personnes

Recherche

## FISCALISTE

Directement rattaché à la Direction Comptabilité Groupe, vous serez chargé des Etudes fiscales liées à l'intégration des Sociétés du Groupe, des Opérations de fusions et Transferts de portefeuilles.

Outre cette mission, des Audits fiscaux multiples et Etudes juridiques ponctuelles vous seront confiées.

Agé(e) d'environ 30 ans, vous êtes titulaire d'un DESS Fiscalité, du DECS ou diplômé de l'ENI ou d'une Ecole Supérieure de Gestion.

Vous bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans en Cabinet ou en Entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à:

**VIA ASSURANCES - Nicole Bassereau**  
56, rue La Fayette - 75439 Paris Cedex 09

## RESPONSABLE COMPTABLE **ANNECY**

**LE CREDIT  
AGRICOLE  
HAUTE-SAVOIE**

EST LEADER SUR  
SON MARCHE :  
1 000

**COLLABORATEURS,  
83 AGENCES**



Animateur d'une équipe de 8 collaborateurs dont 2 cadres, au sein d'un service comptable et financier, vous serez le chef comptable de l'entreprise.

De niveau expertise comptable, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans ce domaine au sein d'une PMI ou d'un groupe bancaire.

Nous vous proposons, dans une structure pratiquant la délégation de responsabilités, de réelles opportunités d'évolution vers des fonctions d'encadrement supérieur à moyen terme.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 260 au CREDIT AGRICOLE HAUTE-SAVOIE - Service des Ressources Humaines - BP 200 74942 ANNECY LE VIEUX CEDEX

## Jeune auditeur

Nous sommes un des premiers établissements de crédit français, spécialisé dans le financement de biens d'équipement.

Au sein d'un petit groupe d'auditeurs basé à notre siège en proche banlieue est, vous aurez à conduire des missions d'audit auprès des services centraux et des filiales de notre groupe et participerez à la conception et l'adaptation des procédures et des outils d'audit.

Vous avez entre 25 et 30 ans, une formation supérieure, un DECS ou équivalent. Doté pour l'analyse et la synthèse, vous avez également de fortes capacités relationnelles. Vous parlez l'anglais ou l'allemand.

Après 2 ou 3 années passées en cabinet ou au sein d'un service d'audit interne d'une grande entreprise, vous recherchez une évolution dans la fonction. Nous pouvons vous offrir de réelles possibilités de développement professionnel.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo, sous réf. 14.28.01/M à DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS 33, rue de Miroménil - 75008 PARIS.

**DROUOT-L'HERMINE  
CONSULTANTS**

Tre société mondiale  
de services  
informatiques et  
télécom.  
57 000 personnes  
réparties  
dans 27 pays

## CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé d'école de commerce (option finances), vous intégrerez l'équipe contrôle de gestion-France et assurerez directement la responsabilité pour l'un de nos secteurs de :

- la clôture mensuelle
- l'établissement des tableaux de bord
- l'élaboration et le contrôle du budget.

Ce poste s'adresse à des candidats justifiant de 2 à 5 ans d'expérience et maîtrisant bien l'anglais.  
Poste basé à LA DEFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9102 à EDS, Département Recrutement, le Guillaumet, Cedex 70, 92046 PARIS-LA DEFENSE.

**GROUPE FRANÇAIS MULTI-SERVICES**  
C.A. : plus de 3 milliards de francs

Recherche pour  
la Direction Administrative et Financière  
de sa maison-mère basée à MARSEILLE :

## 2 AUDITEURS - ORGANISATEURS

Ces créations de poste doivent permettre de mieux répondre aux besoins de la Direction Générale et de la Direction Administrative et Financière, ainsi que d'organiser les principes de fonctionnement essentiels des branches d'activité :

Il s'agit, d'une part, de gérer la cohérence des initiatives, d'autre part, d'assurer une polyvalence sur des fonctions comme le contrôle et l'assistance aux filiales, les fusions-acquisitions, l'organisation administrative...

- Premier profil : HEC, ESSEC ou équivalent, 2 à 3 ans d'expérience.
- Second profil : expert-comptable diplômé débutant.

Ces deux postes s'adressent à des personnalités rigoureuses, réalistes et dotées d'une saine relationnelle leur permettant de convaincre. Disponibilité, engagement personnel et esprit d'équipe sont nécessaires. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Des connaissances linguistiques complémentaires seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature sous n° 8251, le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

La société [CA 120 millions, en développement, 8 % de résultat brut, filiale d'un groupe international] est l'une des premières dans son activité en France : vente, location de matériel et prestations de service pour les entreprises de BTP. Elle recherche un jeune

## Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur Général, il aura la responsabilité de l'ensemble du contrôle de gestion (il en développera l'orientation "aide à la prise de décisions") et de la réalisation de missions particulières.

De formation SUP de CO, MAITRISE..., il a environ 28 ans, 3-5 ans d'expérience (en comptabilité ou dans la fonction) qu'il souhaite élargir dans un groupe international (anglais pratiqué nécessaire).

Pour ce poste basé en proche banlieue SUD PARIS, merci d'écrire sous réf. 1021 à

**Gallos & Associés** 116 Champs Elysées  
75008 PARIS.

La Société de Banque Occidentale,  
banque commerciale et d'affaires,  
filiale d'un grand groupe bancaire  
français et international, recrute :

## Exploitants entreprises confirmés

Homme ou femme de 25 à 35 ans, vous avez acquis une expérience significative de l'exploitation bancaire en gérant et développant un portefeuille de grandes et moyennes entreprises. Motivé, de formation supérieure (Sciences Po, ESC, DESS Banque, Maîtrise de gestion, CESS, ITB...), vous recherchez un poste permettant de valoriser vos connaissances. (réf. DTN1)

## Chargé de clientèle particuliers "haut de gamme"

Vous aurez en charge un portefeuille de clients "haut de gamme". Responsable, motivé et autonome, vous avez précédemment occupé des fonctions similaires, de préférence dans une structure bancaire de taille comparable. (réf. DTN2)

Si l'un de ces postes vous intéresse et que vous correspondez aux profils recherchés, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), en précisant la référence choisie, à la SBOB, DPHI, Dominique Tisserand, 8 rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris.

مركز العمل



Le Monde

de la  
Gestion

## Directeur des services comptables et financiers, et bientôt plus !

Leader mondial du stockage souterrain d'hydrocarbures, notre société, Géostock, est filiale commune de quatre grands groupes pétroliers. Son chiffre d'affaires se partage à égalité entre la gestion de centres de stockage en France et l'ingénierie de stockage à l'étranger.

Dans un premier temps, vous devrez renforcer et maîtriser les systèmes comptables et financiers complexes du siège et d'une douzaine de sociétés - CA cumulé 300 MF - Organiser une équipe de 8 personnes, gérer la trésorerie et la paie, mettre en place un contrôle de gestion plus performant feront aussi partie de vos responsabilités. Rapidement ensuite, en tant que secrétaire général adjoint, vous les étendrez aux relations avec les banques et les actionnaires, en même temps que vous deviendrez le conseil juridique et fiscal avisé de nos ingénieurs d'affaires.

Dans une société à taille humaine - 100 personnes - et un environnement intellectuel de haut niveau, c'est de votre polyvalence et votre ouverture internationale autant que de votre technicité que nous avons besoin. A 35 ans environ, de formation commerciale supérieure plus un DECS, une expérience professionnelle de dix ans environ vous donnera accès au cœur de notre gestion. L'anglais opérationnel est indispensable. Pour ce poste basé à Rueil-Malmaison (92), notre conseil Anne Cousin attend votre résumé de carrière et votre lettre de motivation sous la référence 244 412 LM à Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

UNEDIC

## Union Nationale Interprofessionnelle pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce

Organisme de droit privé : 300 personnes

34 ans mini, de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée dans un poste analogue tel que DAF ou secrétaire général. Vos capacités d'organisation et de négociation sont aussi importantes que vos compétences de gestion.

Nous **CREONS** à Paris 8<sup>e</sup> (Miromesnil) pour notre siège le poste

## CHEF SERVICE GESTION

Relevant du Directeur de l'UNEDIC, vous animerez et contrôlerez une équipe de 37 personnes chargées de la gestion **COMPLÈTE DU SIÈGE** et notamment de :

- l'élaboration des budgets et le contrôle de gestion (à créer),
- le conseil pour les outils informatiques et bureautiques et la formation des utilisateurs,
- l'élaboration de procédures et leur actualisation,
- la gestion (recrutement, appréciation, formation, etc.) et l'administration des ressources humaines,
- les services généraux : achats mobiliers, maintenance des locaux et équipement, éditions, moyens de communication, etc.,
- la gestion centralisée du fonds documentaire.

Merci d'écrire, s/v, UNEDIC/SEC. GES/99 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil : Richard Bénatouf **GROUPE BCC Conseil** - 1 bis, place de Valois 75001 Paris. Réponse et discrétion absolues assurées.



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE  
DE LA DRÔME (600 salariés)

## chargé de clientèle entreprises, devenez conseiller financier au sein de notre nouvelle agence spécialisée

Le CREDIT AGRICOLE est la première banque européenne et notre Caisse Régionale à taille humaine est en plein essor.

Venez développer notre portefeuille de PME en leur proposant nos produits de financement en francs et devises, placements, opérations de haut de bilan...

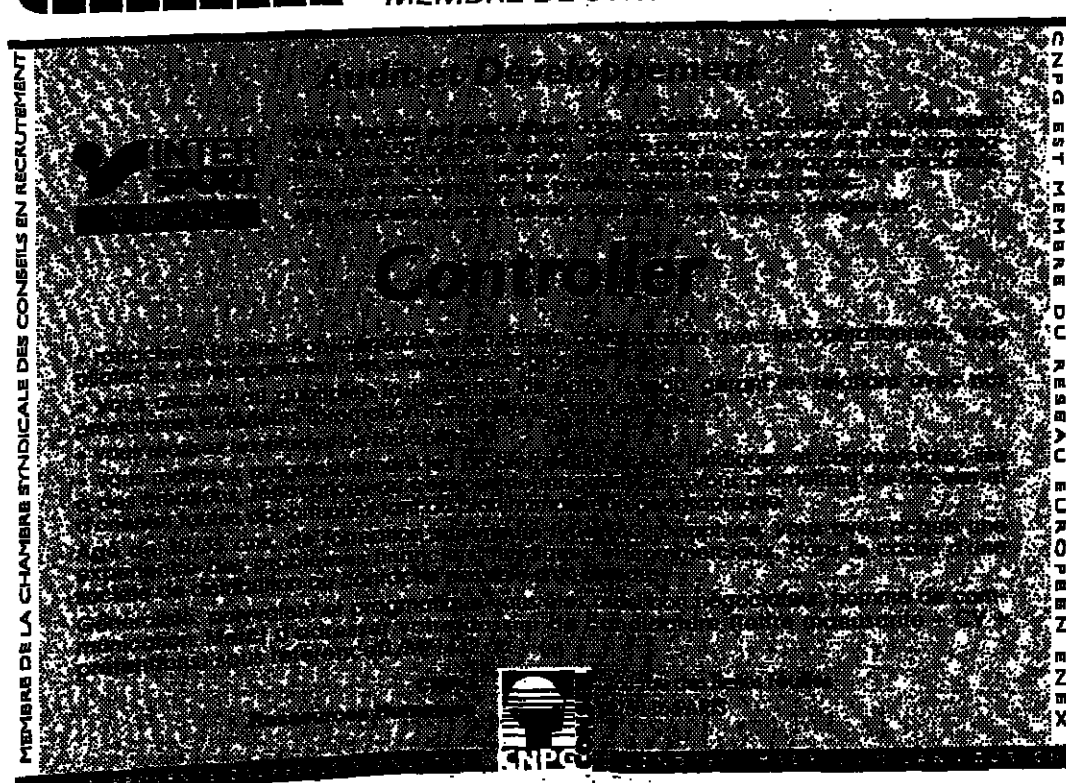
Bientôt 30 ans, Bac + 4 au moins, vous êtes chargé de clientèle entreprise dans une grande banque et pressé de prendre des responsabilités. Analyste expérimenté et rigoureux, vous avez aussi un bon talent commercial.

Ecrivez ou téléphonez au 76.40.41.14 à Christine MARTY, consultante (réf. 3989 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.  
98, RUE STALINGRAD - 69100 GRENOBLE  
LYON - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec



Nous sommes un important Groupe de distribution (CA : 8 milliards)  
et nous recherchons dans le cadre de la diversité de nos activités

## 2 COLLABORATEURS pour notre département :

## Contrôle de Gestion opérationnel

- l'un avec une expérience d'environ 5 ans
- l'autre débutant ou courte expérience

Votre professionnalisme et votre sens relationnel vous permettront d'être l'interlocuteur privilégié de nos opérationnels et de répondre efficacement à leurs besoins en matière de gestion.

Dans un contexte fortement créatif, vous serez amenés à participer à l'évolution des outils de gestion du Groupe.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser C.V., lettre, photo et rémunération actuelle à J. LEPINAY, 28 rue de Flandre 75940 PARIS CEDEX 19

## BANQUE MONÉGASQUE

Filiale d'un Grand Groupe Européen  
dans le cadre de son développement  
recherche

## AUDITEUR Interne

De formation supérieure comptable, vous avez 2-3 ans d'expérience de préférence dans une société d'audit internationale ; connaissance de l'espagnol souhaitée.

Vous serez chargé d'assurer le contrôle général de nos procédures comptables, financières, ainsi que l'identification et la qualification des risques.

Merci d'adresser votre dossier (CV + photo + prétentions) sous réf. 7134 au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Le Monde

des  
Cadres

Etablissement privé  
sous contrat d'association  
région Sud-Est  
cherche  
pour rentrée 1991

## UN PROFESSEUR DE COMMERCE INTERNATIONAL

(Bac + 4 + expérience  
prof.) pour enseigner en BTS  
commerce international.  
Ecrire sous le n° 8237  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

École supérieure privée  
recrute  
PROFESSEUR

Titulaire au minimum d'une  
licence d'enseignement et  
ayant enseigné au moins  
5 ans en formation sup.

Poste offert :  
**DIRECTEUR  
DES ETUDES**

capable d'évaluer vers  
un poste de  
**CHEF D'ETABLISSEMENT**

Qualités demandées :  
rigueur, autorité, commu-  
nication, capacité de travail.

Lieu de travail :  
Métropole littorale.

Ecrire lettre manuscrite + CV  
+ photo au :  
Ecrire sous le n° 8252  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT  
DE LA DRÔME**

recherche pour Drôme  
(Pierrelatte - Montélimar)

**CHEF D'AGENCE  
AMÉNAGEMENTS  
SUPERSTRUCTURES**

De formation ingénieur ou  
universitaire, vous avez quel-  
ques années d'expérience  
dans le montage et la  
conduite d'opérations  
d'aménagements et de  
superstructures pour les col-  
lectivités locales et le secteur  
privé.

Vous serez chargé de dé-  
velopper la présence de la  
Société dans le cadre d'une  
nouvelle agence, de monter  
et diriger la réalisation de  
projets structurants dans le  
domaine de l'économie, du  
vocalisme et de l'aména-  
gement urbain.

Ce poste très relationnel  
nécessite le goût d'une ac-  
tivité variée.

Merci d'adresser candidature  
(lettre + CV + photo  
+ prétentions) à  
SEDRO  
14, r. Pierre-Semard  
25000 VALENCIENNES

Lyons prof. sous contrat  
avec l'Etat  
cherche

**PROFESSEUR  
EN TECHNIQUES  
COMMERCIALES**

Tél. : 46-20-80-51

IMPORTANT GROUPE  
FINANCIER  
recherche  
pour son secteur bancaire

## UN(E) ANALYSTE DE CRÉDITS

avant 4 à 5 ans d'expérience  
bancaire dans le domaine de  
l'analyse des risques.  
Formation souhaitée : ITB.

Envoyer CV à :  
F.B.L.M.  
Direction des Relations Sociales  
8, rue Vienne - 75002 Paris

Le Maison de la Culture  
Chambéry - Savoie  
recherche

**1 ADMINISTRATEUR  
1 DIRECTEUR DE  
LA COMMUNICATION**

Candidature à adresser  
avant le 28 MARS à :  
M. Dominique JAMON  
MAISON DE LA CULTURE  
BP 147  
73001 Chambéry Cedex

**GROUPE DE PRESSE  
(SAINT-OUEN)**  
recherche

**MAQUETTISTE  
ET DIRECTEUR  
ARTISTIQUE**

Expérience souhaitée.  
Env. cv à MEF  
113, rue du Docteur Sauer  
93400 SAINT-OUEN

**DASSAULT SYSTÈMES**  
leader mondial  
de la CFAO

**TRADUCTEURS**

De langue maternelle anglaise  
ou espagnole, vous tra-  
vaillerez sur nos documen-  
tations techniques. Une  
expérience en documen-  
tation informatique serait  
appréciée.

Merci d'écrire sous réf.  
TRADUC-3/91 à  
Dassault Systèmes, DRH  
24-28, av. du Gal-de-Gaulle  
92150 Suresnes

**CENTRE DE FORMATION  
PARIS**

recherche  
**RESPONSABLE  
ADMINISTRATIF  
(H/F)**

- Organisation et gestion  
des plannings.

- Responsable d'une  
équipe de 5 personnes.

- Grande capacité d'orga-  
nisation.

- Sens de la communi-  
cation.

- Expérience en centre de  
formation exigée.  
Salaire envisagé :  
180 000 F brut.

Envoyer lettre et CV au  
MONDE PUBLICITE  
sous n° 4250  
5, rue de Montessuy  
75007 Paris

ACUTRONIC FRANCE  
recherche un ingénieur inv.  
DUT ou équivalent. Avoir le  
responsable des systèmes  
micro de l'entreprise. Pre-  
dra part au développement  
d'applications clients.

Connaître le langage C souhaité.  
CV manuscrit, photo et réf. à :  
Acutronic France,  
8, r. des Dames - BP 64  
78340 Les Clayes-sous-Bois

**secrétaires**

**STÉ DE PROMOTION  
IMMOBILIÈRE**

recherche

**SECRÉTAIRE  
ASSISTANTE  
JURIDIQUE**

DEUX DROIT MINIMUM  
BTS SECRÉTAIRE  
BAC + 4

Compétences en droit  
immobilier indispensables.

Ad. lettre et CV + photo  
et prétentions à :

**SOCIÉTÉ EMA**  
43, rue de Labonne  
75008 Paris

**STÉ IMMOBILIÈRE  
PARC MONCEAU**

recherche

**une hôtesse  
standardiste**

Bon niveau, excellentes  
présentation et très bonne  
élocution, maîtrise du  
TTX WORD demandée.

**une secrétaire  
WORD 5**

BTS et expérience profes-  
sionnelle exigée.

Ce poste requiert un bon  
niveau de culture générale  
et une forte motivation  
professionnelle.

**une secrétaire  
sténodactylo**

Bon niveau, expérience es-  
sentielle, parfaite maîtrise du  
WORD 5 pour essentielle-  
ment travaux dactylo.

Envoyer lettre et CV  
avec photo à :

**SOCIÉTÉ EMA**  
43, rue de Labonne  
75008 Paris.

CENTRE DE CORRECTION  
D'EXAMENS BLANCS  
recherche

## PROFESSEURS

TOUTE MATIÈRE  
pour correction copies.  
Tél. 39-89-56-13

**DEMANDES  
D'EMPLOIS**

H. 28 ans, nouveau BTS comp-  
tation, gestion. Allem., angl., couran-  
t, poss. comptable II.  
Tél. (1) 69-90-10-02

Racine (licence droit +  
BUT), 60 ans, recherche activ.  
même temps partiel. Paris.  
Ecrire sous le n° 8248  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

J.H. 27 ans, cursus Aspas,  
thèse droit des sociétés  
(Panthéon), bilingue anglais,  
plus chinois et japonais, 3 ans  
d'expérience, cherche poste  
de juriste international en  
entreprise ou en cabinet.

Tél. : 42-86-14-38

H. spécialiste de la for-  
mation, généraliste des res-  
sources humaines, 11 ans  
d'expérience en entreprise,  
DESS gestion du person-  
nel + CELSA, recherche  
poste responsable de for-  
mation et/ou gestion du per-  
sonnel, de préférence  
moyenne entreprise ou  
cabinet-conseil.

43-06-25-22 (répond.)

Jeune diplômée socio-so-Po  
(Bac + 5) recherche emploi.  
Toute proposition sera sou-  
mise. T. : 43-22-16-61

J.P. Bac + 4, commerce  
international, tri. angl., all.,  
cherche poste coll. export.  
Tél. : 43-40-38-47

Ingénieur-conseil, diplôme  
gde école, exp. technique et  
com. Trilingue franc., angl.,  
et arab. voyageant réguliè-  
rement entre la France,  
l'Arabie saoudite et le Golfe.  
étud. des propos. de col-  
laboration avec stés inter-  
nales. Etude de marché, suivi  
des affaires, marketing, pro-  
motion, contacts, conseils  
juridiques et fiscaux, translations.  
(1) 64-48-33-23

J.H. Letré, cherche emploi  
dans librairie ou autre.  
Tous les jours de travail.  
45-44-89-00 (répond. si absent).

J.F. 28 ans, Bac + 5, 1<sup>er</sup> ex-  
p. communication. Angl., ital., all.,  
ch. poste en entreprise ou  
agence. 42-40-99-52 (répond.).

H. 25 ans. Diplôme MBA  
américain (marketing-  
management) ayant vécu  
5 ans aux Etats-Unis. Dispo-  
nible de suite, cherche poste  
à responsabilité, marché  
européen ou mondial.  
Tél. : 76-71-37-44

**automobiles**

**ventes**

**moins de 5 CV**

**A VENDRE  
AUDI 80**

TURBO DIESEL CONFORT  
nov. 88, mod. 89. Bleu  
lagon mét. Alu. verni.  
électr., tatouage, 1<sup>er</sup> main.  
118 000 km. 71 000 F.  
39-90-06-18 après 19 h.

## MARCHÉS FINANCIERS

Rapprochant une partie de leur hôtellerie

## Accor et Wagons-Lits espèrent atténuer les effets de la guerre du Golfe

Les groupes Accor et Wagons-Lits, qui vont rapprocher une partie de leur hôtellerie, ont été affectés par la guerre du Golfe, mais espèrent récupérer une partie du manque à gagner : c'est ce qu'ont indiqué les dirigeants des deux groupes qui ont présenté vendredi 8 mars les modalités de leur rapprochement (*le Monde* du 9 mars).

Accor évalue à 100 millions de francs les pertes subies par le résultat courant au premier semestre 1991, mais espère récupérer 50 millions au second semestre, et devrait terminer l'année avec un bénéfice de 900 millions de francs, contre 790 millions en 1990. Les Wagons-Lits ont perdu 40 millions de francs sur janvier et février, mais devraient néanmoins retrouver à la fin de 1991 un bénéfice de 200 millions de francs — comme en 1989 —, contre moins de 80 millions en 1990.

Les mauvais résultats de Wagons-Lits l'an dernier sont dus aux frais financiers entraînés par le « portage » des actions Sodexho, mais surtout aux pertes de la filiale britannique de la location de voitures Europcar (filiale à 50/50 des Wagons-Lits avec Volkswagen), qui doit être redressée cette année. Pour l'avenir, les Wagons-Lits veulent se renforcer dans le ferroviaire, leur métier d'origine — où, selon le président du groupe, M. Jean-Marc Simon, « le marché potentiel peut être multiplié par deux en cinq ans », en raison du développement du TGV et de la distribution de voyages (qui a rapporté 45 millions de francs de résultat brut en 1990).

Cette branche, dont 70 % de l'activité provient des déplacements d'affaires, a été moins touchée par la crise du Golfe que l'hôtellerie, notamment de haut de gamme. Constat semblable pour Accor, qui a l'avantage de n'avoir que 2 % de ses chambres dans les pays méditerranéens : dans les capitales européennes, les hôtels quatre étoiles ont

enregistré une baisse de dix points de leur taux d'occupation (c'est-à-dire une baisse de 20 % des locations), de même que les établissements des aéroports, mais l'hôtellerie économique n'a pas été touchée. Tableau aussi contrasté pour le tourisme : un effet nul sur les Caraïbes, ou la Polynésie, mais « catastrophique » dans le bassin méditerranéen, toutefois minoritaire et donc peu touché, selon M. Paul Dubrule, coprésident d'Accor. Depuis la fin du conflit, Accor constate d'ailleurs un « frémissement » de reprise.

Ces effets n'empêcheront pas le groupe, qui a refinancé 60 % de sa dette pour l'acquisition de la chaîne économique Motel Six aux États-Unis, de compléter celle-ci par l'acquisition de deux petites chaînes (60 hôtels en tout) dans le centre et le nord-est des États-Unis.

GUY HERZLICH

## Daimler-Benz et Mitsubishi reportent une rencontre au sommet

La grande alliance entre le japonais Mitsubishi et l'allemand Daimler-Benz va-t-elle faire long feu ? Une réunion au sommet, qui devait avoir lieu en avril à Venise, a été reportée, alimentant le scepticisme croissant des observateurs. Annonce il y a tout juste un an, l'alliance devait se concrétiser dans de multiples domaines communs, dont l'aéronautique, l'automobile et l'électronique.

Depuis, le seul débouché concret est la vente de voitures Mercedes au Japon par Mitsubishi.

Démentant toute idée d'abandon, les deux firmes continuent d'affirmer que les groupes de travail mis en place avancent, les difficultés étant simplement un peu plus grandes qu'attendu.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 6 mars 1991 sous la présidence de M. Gérard BILAUD afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

Dans un contexte économique caractérisé par un ralentissement de la croissance et dans un marché du crédit-bail immobilier particulièrement concurrentiel, IMMOBANQUE a franchi le milliard de francs de production.

Les chiffres caractéristiques de l'exercice 1990 sont les suivants :

	1989	1990	%
Engagements nouveaux	807.000	1.015.000	+25,8
Crédit bail	807.000	937.000	+16,1
Location simple	-	78.000	-
Engagements bruts totaux	4.327.000	5.239.000	+21,0
Crédit-bail	3.500.000	4.347.000	+24,0
Location simple	-	892.000	+7,9
Recettes locatives	462.000	529.000	+14,5
Crédit-bail	367.000	432.000	+17,7
Location simple	95.000	97.000	+2,0
Résultat financier courant	136.000	149.000	+9,6
Résultat net	120.500	151.000	+25,0
Réserve latente cumulée	247.000	283.000	-

La progression du résultat net de l'exercice résulte à la fois de l'augmentation du résultat financier courant de près de 10 % et d'éléments exceptionnels provenant notamment de plus-values dégagées dans le cadre de l'arbitrage du patrimoine pour 45,9 millions de francs.

Cette croissance du résultat a permis de pratiquer des amortissements fiscaux supérieurs de 36 millions de francs aux amortissements financiers, portant la réserve latente à 283 millions de francs.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se réunira le 29 mars 1991 la distribution d'un dividende de 56,50 F par action, en progression de 4,6 % sur celui de l'exercice 1989 qui s'élevait à 54,00 F.

Enfin le Conseil d'Administration a donné tous pouvoirs à son Président pour exercer, après examen des textes d'application, l'option offerte de maintenir le régime fiscal antérieur des opérations de crédit-bail jusqu'au 1er janvier 1996.

En outre, conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mars 1990, le Conseil d'Administration a décidé d'émettre prochainement un emprunt obligataire.

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variations (en millions de francs)

29 février 1991

Total actif	653 908
dont :	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	117 535
Escomptes	54 830
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 025
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 369
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'État (bons et obligations)	37 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	685
Effets privés	102 208
Effets en cours de recouvrement	41 245
Total passif	653 908
dont :	
Billets en circulation	247 586
Comptes courants des établissements financiers adhérents à la constitution de réserves	52 424
Comptes courants du Trésor public	45 257
Reprises de liquidités	31 953
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contreparties des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Escomptes au Fonds européen de coopération monétaire	55 177
Réserve de dévaluation des avoirs publics en or	182 056

## TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur dépôt de fonds	9,25 %
Taux des paiements de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

## JAPON

## Record d'achats par les étrangers

Les achats nets par les investisseurs étrangers de titres japonais ont atteint le niveau record de 1 080 milliards de yens (61 milliards de francs) en février, ont annoncé vendredi 8 mars les autorités de la Bourse de Tokyo.

Leurs achats de titres japonais ont atteint 2 610 milliards de yens (98,8 milliards de francs) et leurs ventes 1 530 milliards de yens (58,8 milliards de francs), au cours de transactions passées sur les bourses de Tokyo, Osaka et Nagoya. Le précédent record, établi en janvier 1989, était de 540 milliards de yens (20,2 milliards de francs).

## FAITS ET RÉSULTATS

o OPA de Banco Hispano Americano sur La Estrella (assurances).

La banque espagnole Banco Hispano Americano, qui détient 52 % du capital de la compagnie catalane d'assurances La Estrella, va lancer une OPA sur le reste du capital. Le Banco Hispano Americano a demandé, lundi 11 mars, la suspension de la cotation en bourse des titres de La Estrella après avoir communiqué à la Commission nationale des marchés de valeurs (CNMV) les conditions de l'opération que la banque a conclue avec la compagnie américaine d'assurances Aetna Life and Casualty, qui détient environ 45 % du capital de La Estrella. Le coût et les conditions de l'opération n'ont pas été communiqués.

o Schneider : Square D reporte son assemblée générale. Le conseil d'administration de Square D, le constructeur américain de matériel électrique sur lequel Schneider a lancé une OPA hostile, a de nouveau rejeté la proposition du groupe français et a décidé de reporter au 24 mai la tenue de son assemblée générale. Schneider a besoin de l'accord de l'assemblée générale pour nommer un conseil d'administration acquis à sa cause à la tête de Square D. Seul le conseil a le pouvoir de démissionner les dispositifs anti-OPA (« Poison Pills ») mis en place par Square D.

o Breguet : bénéfice de 70 millions de francs en 1990. Le groupe Breguet (promotion immobilière) qui a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 1,5 milliard de francs, a enregistré un bénéfice avant impôt (part du groupe) de 70 millions de francs. Les maisons individuelles groupées représentent la moitié de l'activité, l'immobilier d'entreprise s'élevait à 32 % du chiffre d'affaires, le reste se répartit entre immeubles collectifs et urbanisme commercial.

o Varta et Bosch s'associent pour produire des batteries. Les sociétés allemandes Varta batterie AG et Robert Bosch GmbH ont décidé de s'associer pour produire des batteries d'automobiles et renforcer ainsi leur position sur ce marché. A cet effet, une structure commune sera créée, dont le capital sera détenu majoritairement par Varta et dans laquelle Bosch disposera de quatre millions quatre cents personnes. Sa part de marché des batteries d'automobiles en Europe serait de 20 %. Cette alliance devra toutefois recou-

## PARIS, 11 mars ↓

## Baisse dans le calme

Le mouvement de repli enregistré la semaine dernière s'est poursuivi lundi. Après une ouverture en retrait de 0,36 %, les valeurs françaises ont, un moment, flirté avec le point d'équilibre, avant de s'orienter plus franchement vers la baisse en fin de matinée, abandonnant ainsi 0,8 %. En début d'après-midi, la tendance continuait de s'élargir, l'indice CAC 40 s'inscrivant en recul de 1,53 %. Plus tard dans la journée, puis avant le début des échanges à Wall Street, l'indicateur de la place parisienne accusait un recul de 2,2 %.

Les milieux financiers sont restés perplexes tout au long de la journée, l'injection de liquidités à laquelle a procédé la Réserve fédérale américaine, vendredi dernier, a abouti à réduire les taux courts ; en revanche, comme tous les investisseurs, les taux à long terme se sont orientés à la hausse. Les opérateurs craignant une poussée inflationniste à la suite de la reprise économique escomptée après la fin de la guerre du Golfe. Le desserrement de la politique du crédit par la Fed n'a pas empêché le dollar de continuer sur sa lancée. Les banques centrales européennes ont dû intervenir sur le marché des monnaies, les taux à long terme se sont orientés à la hausse, au fixing à Paris, à 3,35 %.

Pour sa part, le franc français manifestait des signes de faiblesse face à diverses monnaies, à la veille de l'appel d'offres de la Banque de France. Les professionnels s'attendent à la faveur de cette opération, à un desserrement de la politique de crédit en France. Toutefois, il faut attendre que les conditions techniques le permettent, ajoutent-ils. Sur le marché de l'or, le lingot s'est adjugé 1 250 francs à 63 950 francs ; le napoleon, quant à lui, s'est échangé à 385 francs.

## TOKYO, 11 mars ↑

## Petite hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi en léger progrès. L'indice Nikkei s'est apprécié de 81,85 points à 2 655,57, soit un gain de 0,23 %, de volume de transactions s'est sensiblement contracté, pour revenir à 550 millions de titres, alors qu'il s'en était échangé 550 millions vendredi.

Après un début de séance calme, l'assouplissement apparent du crédit aux États-Unis, selon les opérateurs, ravivé l'espoir d'une action dans le même sens par la Banque du Japon.

VALEURS	Cours de 8 mars	Cours de 11 mars
Alcatel	820	815
Banque	1 140	1 140
Canon	1 600	1 610
Fujitsu	2 840	2 830
Hitachi	520	520
Mitsubishi Electric	1 080	1 070
Mitsubishi Heavy	820	804
Sony	920	910
Toyota Motors	1 520	1 530

## PARIS :

Second marché (sélections)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3785	3678	Général	1001	995
Amiot Associés	300	300	L.C.C.	254	252 20
Ayrol	105	105	DA	301	299
B.A.C.	170	170	DIA	139	136
Banque Paribas (BICM)	883	880	Idemec	610	606
Bolton (L)	402	395	Immob. Habitat	110	108 50
Bolton (Lyon)	205	205	I.P.B.M.	283 80	283
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1040	1050	Local Invest.	102 90	102
Calsonic	438 80	448	Logis	161	158
Cardif	540	533	Mare Com.	122 50	122
C.E.G.P.	177	177	Novel Logis	580	589
C.F.P.	330	328	Novel Logis	80	80
C.N.I.M.	881	883	Novel Logis	417	420
Colson	250 10	258	Novel Logis	719	690
Conforama	885	886	Rhone-Alp. (L)	275 50	283 50
Creteil	275	282	S.H. Matignon	174	172
Dalson	486	487 50	Solact Invest (L)	95	97 50
Danone	889	880	Solact Invest	480	447
Danone Worms Ca	400	368 00	S.M.T. Group	178 20	171
Danone et Gral.	278	271	Sopra	228 50	230 80
Develco	1034	1050	Thermador H. (L)	269 30	271
Develco	415	418	Unilog	112	112
Dofco	148 80	153 20	Val et Co	185	184
Edilcom	237 10	245	V. St-Louis Group	850	844
Europ. Population	370	366			
Financ.	35 35	35			
Franky	160	160			
G.F. (Group. Ind.)	318	324			
Grand Lion	375	375			
Gavogroup	225 80	221			
Group Origine	650	653			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 mars 1991

Nombre de contrats : 108 050.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91	
Dernier _____	165,62	166,22	166,36	
Précédent _____	165,34	165,98	166	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
106	1,29	1,81	1,07	1,51
CAC 40 A TERME (MATIF)				
Volume : 10 Q82.				
COURS	Mars	Avril	Mai	
Dernier _____	1 638	1 669,5	1 685	
Précédent _____	1 649	1 668	1 669	

## CHANGES

Dollar : 5,3535 ↑

Le dollar s'appréciait fortement, lundi 11 mars, au fixing, il s'élevait à 5,3535 francs contre 5,2990 francs au fixing du vendredi. A Tokyo, la devise américaine gagnait en clôture 1,77 yen, à 138,07 yens.

FRANCORT	8 mars	11 mars
Dollar (en DM)	1,555	1,575
TOKYO	8 mars	11 mars
Dollar (en yen)	136,87	138,07
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (11 mars)	9 1/16 3/16 %	
New-York (8 mars)	6 1/8 %	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
\$ E.-U.	5,3785	5,3895	+125	+135	+25	+255
\$ can.	4,6267	4,6304	-20	-3	-40	-16
Yen (100)	3,9083	3,9032	+20	+20	+51	+49
DM	3,4941	3,4975	+3	+14	+3	+25
Franc	3,0191	3,0211	+2	+10	+3	+23
FB (100)	16,5340	16,5450	+40	+90	+40	+150
FS	1,9051	1,9094	+26	+38	+46	+69
L (1 000)	4,5581	4,5626	+144	+171	+243	+275
£	9,9787	9,9878	-323	-294	-531	-478

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6 1/16	6 5/16	6 7/16	6 9/16	6 11/16	6 1/2	6 5/8
Yen	8 5/8	8 7/8	8 9/8	8 11/8	8 13/8	8 15/8	8 17/8
DM	8 7/8	8 9/8	8 11/8	8 13/8	8 15/8	8 17/8	8 19/8
Franc	8 7/8	8 9/8	8 11/8	8 13/8	8 15/8	8 17/8	8 19/8
FB (100)	8 7/8	8 9/8	8 11/8	8 13/8	8 15/8	8 17/8	8 19/8
FS	8 7/8	8 9/8	8 11/8	8 13/8	8 15/8	8 17/8	8 19/8
L (1 000)	12 7/8	12 9/8	12 11/8	12 13/8	12 15/8	12 17/8	12 19/8
£	12 7/8	12 9/8	12 11/8	12 13/8	12 15/8	12 17/8	12 19/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**Le Monde - RTL**

**ENTREPRISES**  
à 22h15 sur RTL

Lundi 11 mars  
Jean Moules,  
directeur général  
de la Sopexa.

Mardi 12 mars  
Hugues Bertrand,  
directeur associé de la société  
de conseil Innovance.  
« Le Monde Initiative » du 13 mars  
publie une enquête sur l'Europe  
des diplômés et des cadres.

## BOURSE

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3785	3678
Amiot Associés	300	300
Ayrol	105	105
B.A.C.	170	170
Banque Paribas (BICM)	883	880
Bolton (L)	402	395
Bolton (Lyon)	205	205
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1040	1050
Calsonic	438 80	448
Cardif	540	533
C.E.G.P.	177	177
C.F.P.	330	328
C.N.I.M.	881	883
Colson	250 10	258
Conforama	885	886
Creteil	275	282
Dalson	486	487 50
Danone	889	880
Danone Worms Ca	400	368 00
Danone et Gral.	278	271
Develco	1034	1050
Develco	415	418
Dofco	148 80	153 20
Edilcom	237 10	245
Europ. Population	370	366
Financ.	35 35	35
Franky	160	160
G.F. (Group. Ind.)	318	324
Grand Lion	375	375
Gavogroup	225 80	221
Group Origine	650	653

## Obligations

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations		
Alcatel	3785	3678
Amiot Associés	300	300
Ayrol	105	105
B.A.C.	170	170
Banque Paribas (BICM)	883	880
Bolton (L)	402	395
Bolton (Lyon)	205	205
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1040	1050
Calsonic	438 80	448
Cardif	540	533
C.E.G.P.	177	177
C.F.P.		
C.I.F.	105	105
C.I.F. (L)	345	345
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (Lyon)	105	105
C.I.F. (L		



## BOURSE DU 11 MARS

[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
<b>Obligations</b>			<b>CATRAM 85</b>	2805	....	Milit Deployed	882	580
			Colfong	258	....	Mora	140	140
Emp.Etat 6.85/87	121	7.04	Cogit	355	355	Navigant (Bel)	210	210
Emp.Etat 9.95/78	100	50	Compt	580	580	Olyp	310	310
10.85/79/84	102	46	Cd Industriels	8500	8540	Ordel	289	289
11.95/83	117	20	Cpt Luis Alameda	320	320	Olyp-Compt	1124	1119
Emp.Etat 13.45/83	117	20	Coronado	855	840	Palm Newspaper	1086	1100
Emp.Etat 12.25/84	104	35	Credit Mex.Prov.	34	34	Palat Mexico	600	600
Emp.Etat 11% 85	110	80	Crédit Glab Ltd	320	329	Parfomex	200	195
10.25% mex 88/90	104	30	Cr Univasional (Cib)	860	852	Paritas (C)	605	645
DAT 10% 95/2000	108	30	Crédito	129	130	Parla France	202	207
DAT 9.95/12/18/87	104	85	Danbay	700	700	Parla Océano	245	245
DAT 9.95/12/18/87	100	100	Daguerre	1841	1850	Parsons Invest	367	368
HT 10.30% 1985	757	80	Dalmeida	1740	1730	Parsons Int'l	475	465
FTT 11.25% 85	105	25	Dalmeida Falcón	4040	4041	Piper Industries	1950	1880
CFR 10.30% 86	106	182	Déjà Bours	1225	1200	Pondich	698	688
CF 10.25% nov 80	104	10	Ease Baudin Vichy	2820	....	Procedia (C)	1140	1140
OIA 10% 1978	102	40	Ease Vitel	1020	1030	Proforma	810	825
CNB Equas 5000F	-99	91	Eclis	280	270	Rochelobates	120	120
CNB Paribas 5000F	-99	80	Eclis-Vinco	774	....	Rosario	231	238
CNB Suez 5000F	-99	80	Eclis-Vinco	344	345	Rougher	480	480
CNB 11.5% 85	102	30	Eclis-Vinco	4000	4000	SACER	489	516
CNB 10.85/80	98	80	Est. Map. Para	1988	1988	SALESA	278	285
CNT 9.5% 86	98	80	Est. Map. (En Exempt)	1988	1988	SALESA Int	280	285
CNT 9.5% 86	98	80	Est. Map. (En Exempt)	1988	1988	SALESA Int	280	285
CHARR 95% 100	138	50	F.I.P.P.	195	267	SANT	1200	1210
CINCA	370	....	F.I.N.A.C.	1775	1788	Saga	1270	1270
Comp.	....	....	Foncelis (Cib)	831	641	Saint Dominique F.I.	231	231
Alcalal 8% janv. 89	588	....	Fonc Lyonnais	850	851	Sales de M.I.	600	680
Ly. Eaux cr 0.5% 86	810	....	Foncia	600	600	Stimoloni M.	180	....
Thylos. cr 0.2% 86	....	....	Foncia	761	....	SUEC	814	818
			Francis L.A.R.D.	880	....	Swiss Mortgage	419	417

### **Actions**

[illegible]**TANT (sélection)**

	VALEURS	Cours prix.	Dive co
Mile (Delaplay)		882	58
Mora		140	140
Navigacion (Maj)		213 80	208
Odessa		318	310
Odessa (Comand)		289	
Odessa (Desarroll)		1124	1119
Pagos (Nacional)		1086	1100
Pagos (Internac)		600	600
Pagos (Pasa)		200	195
Pagos (Pasa)		650	645
Pagos (Pasa)		202	200
Pagos (Pasa)		345	
Pagos (Pasa)		287	365
Pagos (Pasa)		475	
Pagos (Pasa)		856	
Pagos (Pasa)		1960	
Pagos (Pasa)		1140	1140
Pagos (Pasa)		810	825
Pagos (Pasa)		120	130
Pagos (Pasa)		221	235
Pagos (Pasa)		480	495
Pagos (Pasa)		489	510
Pagos (Pasa)		276	
Pagos (Pasa)		250	
Pagos (Pasa)		1200	1215
Pagos (Pasa)		1210	1210
Pagos (Pasa)		270	270
Pagos (Pasa)		660	660
Pagos (Pasa)		180	
Pagos (Pasa)		814	819
Pagos (Pasa)		819	819

COURS	Cours	1
<b>Etrangères</b>		
	800	
Sino	330	
Minima	120	
Brands	245	
	622	
195		
Major Index	550	
Europe Int.	2520	25
Asia Int.	622	
Comp.	11	11 50
Bank	890	
(Int'l)	137	
Central	24	
	10	
Lamb	515	
	630	
Midlands Ltd.	101	
Int'l	130	
Co (W)	154	
	158	
Int'l Inc.	166	
Young	30	
	310	
Bank	20	
Min	77	
	11	11 90
Shield	555	
	555	
	432	
	439	
Academic News	33	

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emmission Fonds Incl.	Rachet net	VALEUR
AL	1039 17	1013 92	Frost-Asahi
AL	215 69	208 92	Frost-Cap
AL	776 90	745 36	Frost-Cont.
AL	7428 20	7428 20	Frost-Ind.
AL	119 28	114 34	Frost-Int'l
AL	100 13	100 13	Frost-Int'l
AL	1054 04	810 77	Frost-Int'l
AL	1026 59	1026 21	Frost-Int'l
AL	118 12	115 24	Frost-Int'l
AL	115 23	112 42	Frost-Int'l
AL	426 54	405 68	Frost-Int'l
AL	1124 45	1118 69	Frost-Int'l
AL	13390 31	13390 31	Horseshoe
AL	863 44	847 28	HLI
AL	6946 51	6862 90	HLI
AL	550 52	531 38	HLI
AL	1083 76	1063 78	HLI
AL	379 33	361 30	HLI
AL	1794 89	1780 39	HLI
AL	1647 44	1615 14	HLI
AL	184 44	184 44	HLI
AL	153 97	147 34	HLI
AL	128 33	122 80	HLI
AL	120 35	115 65	HLI
AL	106 65	105 85	HLI
AL	128 26	128 26	HLI
AL	5065 39	5052 73	HLI
AL	5840 13	5762 83	HLI
AL	1181 91	1164 44	HLI
AL	342 80	334 54	HLI
AL	128 80	128 80	HLI
AL	1193 81	1164 89	HLI
AL	3140 83	3136 13	HLI
AL	386 95	372 07	HLI
AL			HLI

## 8/3

[illegible]

## Marché libre de l'o

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	CO 1
100 fr (dlo en barre)	62660	637
100 fr (en lingot)	62700	639
100 poidon (200)	385	3
100 fr (10 g)	410	4
100 francs (20 g)	410	4
100 francs Suisse (20 g)	378	3
100 couronnes	490	4
100 francs 20 dollars	2190	22
100 francs 10 dollars	1300	13
100 francs 5 dollars	690	6
100 francs 50 pesos	2360	24
100 francs 10 florins	370	3

anna	485
gles Zam	210
	207

281	300
de Mondo	294
440	
RD	1851
ancier	385
	240
LV	189 30
-Emballage	2830
on	211 50
	1540
B	378
	380
	1500

per Value...	457 48	445 24	Oblique...
per Value...	1217 96	1205 90	Oblique...
per Value...	7576 28	7576 28	Oblique...

Grat	654 74	645 38	Cracoon	
Gr Leubach	1056 13	1025 37	Craker	
Gr Nym	1190 91	1161 77	Crabbe Cap	
Gr Pail	6851 77	6586 24	Crabtree Spang	
Gr Pail	22 21	28 81	Crabtree Oppop	
Gr Pail	13227 94	13267 94	Crabtree Paries	
Gr Pail	5693 94	6311 38	Crabtree Paries	
Gr Pail	277 48	276 93	Crabtree Paries	
Gr Pail	106 12	104 38	Crabtree Paries	
Gr Pail	430 60	428 97	Crabtree Paries	
Gr Pail	451 67	436 51	Crabtree Paries	
Gr Pail	113 78	110 47	Crabtree Paries	
Gr Pail	1206 63	1173 43	Crabtree Paries	

96 98	1186 13	Unvers Actions	1265 23	1234 3
16 57	11516 57	Unvers Obligation	1678 62	1637 6
08 10	31455 15	Vidant	1861 50	1859 6

77 09	554 04	Yvelines	47592 12	47789 23
57 80	5742 48	Vendée	27814 57	25888 78
52 11	1332 13			
55 05	18597 95			
57 03	122 71			
58 21	543 13			
57 03	93 90			
51 29	197 84			
58 45	9306 05			
57 11	285 04			
58 05	10489 45			
55 10	737 17			
56 80	1298 14			
52 05	6449 16			

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 433

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 433**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

## COMMUNICATION

Afin de mieux défendre les journaux auprès des publicitaires

## Création d'un « observatoire de l'écrit »

M. Jean Miot, nouveau président de l'Office de justification de la diffusion (OJD), qui permet notamment aux publicitaires de connaître les chiffres officiels de vente des journaux, a annoncé le 6 mars la création d'un « observatoire de la presse écrite ».

Dès le 11 juin prochain, ce dernier mettra à la disposition des professionnels de la communication un « bilan de santé », destiné à être publié annuellement, des différentes catégories de la presse écrite grâce à une banque de données permanente sur les titres. Cette banque de données sera organisée par un groupement d'intérêt économique (GIE) qui utilisera les informations de l'OJD, du Centre d'études des supports de publicité (CESP), qui évalue les audiences des journaux et des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMMP), qui distribuent les journaux en kiosques, ainsi que celles d'autres instituts de sondages et de participation des éditeurs et des annonceurs. M. Miot a précisé que

L'OJD demeure un « outil » indispensable à la crédibilité de l'écrit et qu'il devrait permettre aux publicitaires de juger qu'il « vaut mieux acheter de l'espace que des secondes ». En matière d'investissements publicitaires dans la presse écrite, M. Miot, qui est également directeur délégué du Figaro et président du Syndicat de la presse parisienne, s'est montré d'un optimisme « modéré », rappelant que la récession était antérieure à la crise du Golfe. Ainsi, ces derniers mois, les recettes des petites annonces ont chuté de 25 % en moyenne dans les journaux parisiens et celles de la publicité commerciale de 35 %, ce qui explique les brusques hausses de tarifs (le Monde à 6 F, Libération à 5,50 F, le Figaro et France-Soir à 5 F...), alors que les ventes étaient excellentes, notamment pendant le conflit. Dans la presse régionale, les recettes des petites annonces et de la publicité commerciale ont fléchi de 10 à 20 %, alors que la publicité locale est restée stable.

## Le groupe propriétaire des éditions Balland en cessation de paiement

Capital Développement (Cap D), la société d'investissement fondée par l'analyste financier M. Gérard Noël, présente dans les matériaux composites et dans l'édition, notamment à travers les éditions Balland, est en cessation de paiement. Le tribunal de commerce de Paris doit examiner sa situation le 21 mars. Cette mise en cessation de paiement est due à l'échec d'une augmentation de capital, qui a aggravé les problèmes de trésorerie de Cap D.

Selon la direction, cette décision devrait placer les actionnaires (Crédit agricole, CCF, Société générale, groupe Damart, journal Investir, etc.) qui ont refusé l'augmentation de capital « devant leurs responsabilités ».

Cap D s'est lancée dans l'édition en 1989, en rachetant d'abord des éditions pour enfants comme les Deux Coqs d'or et Gautier-Languereau. En 1990, il a racheté la maison d'édition lancée par André Balland (le Monde du 16 janvier 1990).

## Les résultats d'Aegis confirment l'expansion du groupe Carat

Aegis, holding britannique qui contrôle désormais 100 % du groupe publicitaire Carat, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de près de 17 milliards de francs et un bénéfice avant impôts de 680 millions de francs. Des résultats qui confirment la santé du secteur de l'achat d'espaces et de l'expertise média alors que les médias, eux-mêmes, sont dans une situation beaucoup plus difficile.

Aegis est née du grand mariage de l'achat d'espace publicitaire : celui qui a uni, il y a plus d'un an, les intérêts du groupe français de MM. Francis et Gilbert Gross, du britannique WCRS et d'Eurocom. L'année 1990 a été marquée par l'installation du réseau en Scandinavie, aux Pays-Bas, en Grèce, en Finlande, au Portugal et en URSS.

Aegis, qui est coté à la Bourse de Londres et à celle de New-York, a décidé de payer un dividende de 5,85 pence par action. La holding a pour premiers actionnaires MM. Francis et Gilbert Gross et le groupe Eurocom.

## La profession du cinéma veut boycotter la nouvelle chaîne de la CLT

Réuni vendredi 8 mars, le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) a appelé les professionnels français à suspendre toute relation commerciale avec RTL 2, le nouveau projet de chaîne de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Bientôt diffusée par le satellite Astra 1 B, cette chaîne francophone consacrée à la fiction et au cinéma pourrait remettre en cause la réglementation protectrice du cinéma français (le Monde du 5 mars 1991). M. Jean Stock, directeur général adjoint de la CLT, avait en effet précisé, samedi 2 mars, que RTL 2 « respectera la législation européenne de la directive de la télévision sans frontière » — beaucoup plus souple que la législation nationale. Depuis, M. Stock a récidivé et annoncé que la CLT envisageait « le retrait à court terme » de son autre chaîne RTL-TV des réseaux câblés français pour la remplacer par un autre programme. La CLT, a-t-il précisé, « est amenée à pratiquer jusqu'à quatorze occultations de films de longs métrages par semaine » pour respecter l'accord passé en 1986 avec l'industrie française du cinéma. Continuer, a-t-il estimé, est impossible « par respect des téléspectateurs ».

(Publicité)

La société italienne A. MANZONI & C (groupe MONDADORI) a confié à Philippe MEGLIN, directeur de « REGIE MORTON COMMUNICATION », la régie exclusive pour la France des titres suivants :

LA REPUBBLICA (un des tout premiers quotidiens italiens) et ses suppléments ;

IL VENERDI AFFARI E FINANZIA MERCURIO

Ainsi que l'hebdomadaire « L'ESPRESSO ».

Cette régie est à la disposition des annonceurs depuis le 1<sup>er</sup> février 1991.

Régie MORTON COMMUNICATION APC International

98, rue de la Victoire, 75009 PARIS  
Tél. : (1) 48-74-47-10 Télécopie : (1) 42-80-62-99.

## Mort d'André Voisin

Ecrivain et homme de théâtre, connu des téléspectateurs pour sa série télévisée « Les conteurs », André Voisin est décédé dimanche 10 mars d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-sept ans.

[Né en juin 1923 à Fresnay-sur-Sarthe, André Voisin débute comme animateur de théâtres. En France d'abord, puis au Maroc et au Mali. En 1961, il entre à la télévision comme directeur des programmes du service de la recherche de l'ORTF. On lui doit alors plusieurs séries célèbres, « Les conteurs » et « Civilisations » notamment. De 1971 à 1985, avec Jacques Chollat, il monte pour TF 1 les séries « Évasions », « La roue de la vie », « Chasse à l'homme », « La passion de la vie ». Il se tourne ensuite vers la peinture et expose encore en janvier dernier à Lannour, dans l'Oise. André Voisin est l'auteur de quatre ouvrages : Les Contes du roi singe, Don Fernando, Adieu grand berger, l'Herbe tendre et l'éditeur d'un jeu de cartes, le « jeu du Jorot ».

## M. Lawrence Tisch (CBS) parmi les nouveaux actionnaires de Saatchi and Saatchi

Le président du réseau américain de télévision CBS, M. Lawrence Tisch, ainsi que son frère Preston, vont participer pour 4 millions de francs à l'augmentation de capital de 54,6 millions de francs décidée en février par le second groupe publicitaire mondial, le britannique Saatchi and Saatchi, après ses pertes de 1990. Les actionnaires les plus importants du groupe, ESL Partners II et St. James's Place Capital PLC, ont eux aussi décidé de souscrire à hauteur de 17,3 millions et 15,8 millions de francs, et les frères Maurice et Charles Saatchi, fondateurs du groupe, pour 6 millions. Le reste est couvert par la banque SG Warburg and Co. Ltd. Les managers du groupe, dont le directeur général, M. Robert-Louis Dreyfus, participent aussi à l'augmentation de capital, à hauteur de 4,9 millions.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du Monde  
12, rue de Valenciennes  
93535 Levallois-Perret  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

PP Paris RP

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 400 F 572 F 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

## AGENDA

## CARNET DU Monde

## Naissances

Patricia et Jacques DUCRET  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Albino  
le 5 mars 1991, à Paris.

« La première fois que  
Aurélien  
apparut, il nous trouva franchement  
heureux »

Laurence BLANCHARD  
et  
Jean-Pierre WEISS,  
Isabelle et Marie WEISS.

13, rue Scipion,  
75005 Paris.

« Maxime  
est heureux d'annoncer la naissance de  
sa petite sœur,  
Gabrielle,  
le 8 mars 1991.

Dominique et Dimitri ROUSSEF,  
30, rue Vauthier,  
92100 Boulogne.

« Isabelle et Eric BLANCHET  
sont heureux de faire part de la nais-  
sance de  
Romain,  
le 24 février 1991.

5, rue du Moulin,  
60300 Montigny.

« M. Emmanuel Baudrillard,  
ses enfants  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. Emmanuel BAUDRILLART,  
ancien président de l'ASSÉDIC  
des Yvelines,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
survenu le 8 mars 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mardi 12 mars, à 14 h 15, en l'église  
Saint-Sulpice, Paris-6.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
du Montparnasse.

41, rue du Four,  
75006 Paris.

« M. Pierre Weill Karsenty,  
son épouse  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Weill Karsenty  
et leurs enfants, Delphine et Anne,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Weill Karsenty,  
Julien et Capucine,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Francis Weill Kar-  
senty  
et leur fille, Alexandra,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Daniel Pariente,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Madeleine Lassy  
et ses enfants,  
M. Marcel Weill Karsenty,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Weill Karsenty,  
Les familles parentes  
Et alliées,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Pierre Weill KARSENTY,  
née Jeanne Lassy,  
survenu le mardi 5 mars 1991.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière  
du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On ne reçoit pas.

33, rue Blanche,  
75009 Paris.

Anniversaires

« Remonnet (Vosges), Entre-Deux-  
Eaux.

Une pensée est demandée à leurs  
amis pour les quatrièmes et sixième  
anniversaires des décès de

M<sup>me</sup> René CHARLES  
et de son fils

Pierre-Jean CHARLES,  
ingénieur agronome, INA Paris.

Maxime CITROËN.

Une pensée est demandée à tous  
ceux qui l'ont connu et aimé.

« Il y a un an disparaissait  
Adolphe TOUFFAIT,  
procureur général honoraire  
près la Cour de cassation,  
juge honoraire à la Cour de justice  
des Communautés européennes.

Ses quatre fils  
Et toute leur famille  
y associent le souvenir de son épouse,  
leur mère.

M<sup>me</sup> Adolphe TOUFFAIT,

qui le rejoignait, deux mois après, le  
20 mai 1990.

Que tous ceux qui les ont connus,  
aimés ou appréciés aient une pensée  
pour eux en ce jour.

GALERIE DE CHARTRES

DIMANCHE 17 MARS à 14 h

TABLEAUX MODERNES

Cosson, Gen Paul, Montézin,  
Prélog, Totol

TABLEAUX ANCIENS XVII, XVIII

Italie, France, Hollande

BIJOUX, ARGENTERIE XVIII

Rubis Birman 571 ds, Versaure,  
29000 CHARTRES

SIEGES et MEUBLES XVIII

Estampillés : Elzevir, Péridex,  
Avisse, Schwine Kers

SCP - Jean et Jean Pierre LELIEVRE

Commissaires Prénoms Associés

1 bis, place du Général de Gaulle

29000 CHARTRES

Tél. : 37 36 04 33 - Fax : 37 36 34 71

Catalogue sur demande

(Expo. 1503 - 15 h/17 h et 20 h 30/22 h.

1503 - 10 h/12 h et 14 h/17 h

Dimanche 1703 - 10 h 30 à 11 h 30)

« Ses amis Bitar, Jacob, Mettauer,  
Pochard, Fieré,  
font part du décès de

Marc ORENSTEIN.

L'inhumation aura lieu le mardi  
12 mars, à Strasbourg.

« M<sup>me</sup> Jean-Pierre Rothé,  
Christine et Roland Lazerges,  
Laurence, Cyril, Romane, Erwan,  
Olivier et Marguerite Rothé,  
Nicolas, Benjamin, Emmanuel,  
Jean-Louis Rothé,  
Lucile et François Lafont,  
Laurent, Paul, Marine,  
son épouse,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Jean Brozy,  
sa sœur,  
Ses beaux-frères et belles-sœurs,  
Ses neveux et nièces,  
ont la peine de faire part du décès de

M. Jean-Pierre ROTHÉ,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
professeur honoraire  
de l'université de Strasbourg,  
survenu, le 6 mars 1991, dans sa  
quatre-vingt-cinquième année.

Le service religieux a eu lieu, le ven-  
dredi 8 mars, au temple de Lézan  
(Gard).

« Quand même les montagnes  
s'ébranleraient, quand même les col-  
lines s'effondreraient, mon amour  
pour toi ne faiblira point et mon  
alliance de paix ne sera pas ébranlée.  
dit l'Eternel. »

Esaié 54 v. 10.

160, rue d'Alco,  
34080 Montpellier.

(Lire page 15.)

« M. Pierre Weill Karsenty,  
son épouse  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Weill Karsenty  
et leurs enfants, Delphine et Anne,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Weill Karsenty,  
Julien et Capucine,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Francis Weill Kar-  
senty  
et leur fille, Alexandra,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Daniel Pariente,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Madeleine Lassy  
et ses enfants,  
M. Marcel Weill Karsenty,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Weill Karsenty,  
Les familles parentes  
Et alliées,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Pierre Weill KARSENTY,  
née Jeanne Lassy,  
survenu le mardi 5 mars 1991.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière  
du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On ne reçoit pas.

33, rue Blanche,  
75009 Paris.

Anniversaires

« Remonnet (Vosges), Entre-Deux-  
Eaux.

Une pensée est demandée à leurs  
amis pour les quatrièmes et sixième  
anniversaires des décès de

M<sup>me</sup> René CHARLES  
et de son fils

Pierre-Jean CHARLES,  
ingénieur agronome, INA Paris.

Maxime CITROËN.

Une pensée est demandée à tous  
ceux qui l'ont connu et aimé.

« Il y a un an disparaissait  
Adolphe TOUFFAIT,  
procureur général honoraire  
près la Cour de cassation,  
juge honoraire à la Cour de justice  
des Communautés européennes.

Ses quatre fils  
Et toute leur famille  
y associent le souvenir de son épouse,  
leur mère.

M<sup>me</sup> Adolphe TOUFFAIT,

qui le rejoignait, deux mois après, le  
20 mai 1990.

Que tous ceux qui les ont connus,  
aimés ou appréciés aient une pensée  
pour eux en ce jour.

GUY BROUTY

« Il y a dix ans, le 12 mars 1981,  
disparaissait

Albert SAINT MAXEN.

Une pensée (une prière) est deman-  
dée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

« Il y a un an, à l'âge de vingt-trois  
ans,

Stéphanie GUILLET

nous quittait.

Sa famille,  
Quelques amis,  
se retrouveront au cours d'une messe  
célébrée à la crypte de Saint-Léon,  
place du Cardinal-Amette, à 10 h 30, le  
samedi 16 mars 1991.

Communications diverses

« Forum Bernard-Lazare : « Les  
révolutionnaires russes et autrichiens,  
face à la question juive avant 1914 »,  
avec Claude Weil, EHESJ, mercredi  
13 mars, à 20 h 30, CBL, 10, rue Saint-  
Claude, 75003 Paris. Tél. :  
42-71-68-19.

« CBL : Post-on choisit dans son  
histoire ? Michel Harogot, historien,  
université de Tel-Aviv, et Maurice  
Strema, biologiste, privat-docent à  
l'université de Genève, auteurs du livre  
le Régis d'assumer son passé historique  
ou l'imbroglio israélo-palestinien, ten-  
tent de répondre à la question. Jeudi  
14 mars à 20 h 30, 10, rue Saint-  
Claude, 75003 Paris.

« ANCIENS DE CHAPTAL

Le 22 mars 1991, à Chaptal, 45, bou-  
levard des Batignolles, Paris-8<sup>e</sup> : à  
18 heures, assemblée générale de l'ami-  
cale ; à 19 heures, inauguration de la  
salle Prosper-Goubaux ; à 20 heures,  
dîner au lycée.

Inscriptions au dîner avant le  
16 mars, avec chèque de 175 francs,  
à l'ordre de l'AAEC, auprès de  
E. Galmard, 91, rue Caulaincourt,  
75018 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-25-99

Tarif : à la ligne HT.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèses étudiants : 50 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5474

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Certaines ne doivent pas man-  
quer d'air. - II. Comme les bons avis.

- III. Soumis à un traitement chimi-  
que. Sans effets. - IV. On va le voir  
sans raison. - V. L'achète quand on  
veut composer. Quand on n'en est  
pas, on peut succomber. - VI. Pro-  
nom. Coup d'œil. - VII. Des hommes  
ou des démons. - VIII. Rendus plus  
lourds. Une base d'accord. - IX. Four  
nettoyer le grain. Indigent quand il  
est faux. - X. Peuvent être des gens  
qui ont perdu pied. - XI. Brut. Hab-  
itants d'Amérique.

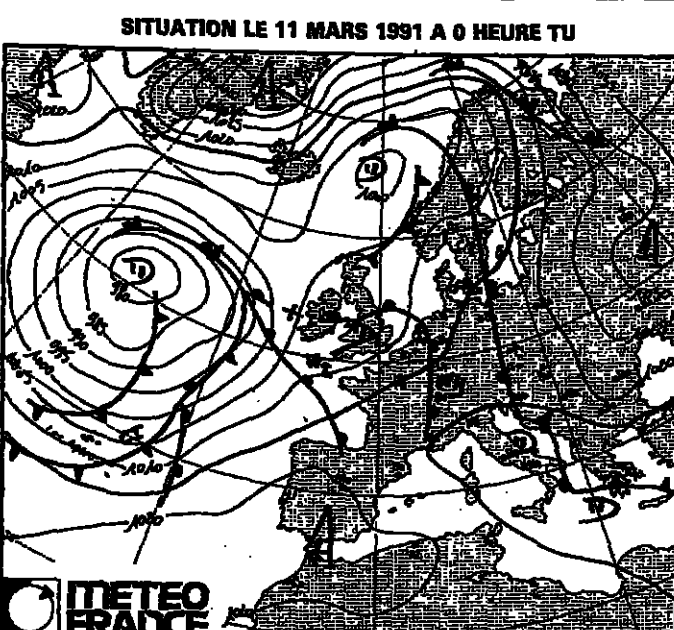
VERTICALEMENT

1. Est naturel quand il est déferant.

Traiter comme une oie. - 2. Sont  
assimilables aux légumes. Donne une  
assiette. - 3. Essayèrent de faire  
rapartir. - 4. Sur le Lézard. N'a pas un  
grand lit. - 5. Un verbe de chasser.  
Doit être enlevé quand on veut faire  
un bridge. - 6. Qui peuvent pro-  
voquer des éclats. Saint. - 7. Préposi-  
tion. Quand il est grand, il y a de la  
casse. A rejeter. - 8. A l'entrée du  
quartier. - 9. Arrivées jusqu'à nous.  
Pris en main.



Prévisions pour le mardi 12 mars  
Pluies sur l'Ouest  
Eclaircies dans le Sud-Est, des nuages ailleurs

[illegible]

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :   
 ▶ signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 11 mars

TF 1	
20.50	Téléfilm : Léon Morin, prêtre. De Pierre Boutron, avec Nicole Garcia, Robin Renucci.
22.25	Magazine : La vie de famille. Les coups à la maison.
23.25	Magazine : Va y avoir du sport.
0.15	1 tv.
0.20	Journal, Météo et Bourse.
1.15	TF 1 nuit. 7 sur 7 (rediff.).
2.05	Fénelton : C'est déjà demain.
2.30	Info revue.

**A 2**

**20.50 Magazine : L'heure de vérité.**  
Invité : Michel Delebarre. Le ministre d'Etat chargé de la ville répondra aux questions de François Henri Villat, Albert Duhamel, Albert du Roy, de notre collaborateur Jean-Marie Colombani et de Pierre Taribo, Dominique Serra et Henri Amier.

**22.10 Magazine : La santé d'abord.**  
De bon usage de l'hôpital. Invités : Alphonse Boudard, écrivain, Gérard Vincent, directeur des hôpitaux, Denis Labayrie, médecin hospitalier, Pierre Archambault, médecin généraliste, Jean-Michel, présidente d'une association d'usagers de l'hôpital, Patrick Break, consultant hygiéniste.

**23.10 Journal et Météo.**  
**23.30 Foudrillon**  
Les confessions du chevalier d'industrie Félix Krull.

**FR 3**

---

**20.35 Cinéma :**  
**Josey Wales hors-la-loi. ■■**  
Film américain de Clint Eastwood (1978).  
Avec Clint Eastwood, Dan George, Sondra Locke.

**23.00 Journal et Météo.**

**TF 1**

15.20 Tiercé à Enghien.  
15.30 Série : Tribunal.  
16.00 Feuillatun : La comtesse de Charny.  
16.55 Club Dorothée vacances.  
17.40 Série : China.  
18.30 Jeu : Une famille en or.  
19.00 Feuillatun : Santa-Barbara.  
19.25 Jeu : La roue de la fortune.  
19.55 Divertissement :  
Pas folles, les idées !  
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.  
20.50 Cinéma : Rocky 3, l'œil du tigre. ▢  
Film américain de Sylvester Stallone  
(1982). Avec Sylvester Stallone, Telly  
Surt Young.  
22.35 Magazines : Ciel, mon mardi !  
Invité : Régine.  
0.30 Au trot.  
0.35 Journal, Météo et Bourse.  
1.20 TF 1 nuit. Reportages (redif.).  
1.20 Feuillatun : C'est déjà demain.  
1.45 Invité revu.

<b>A 2</b>	
<b>18.00</b>	Série : Orient-Express.
<b>17.05</b>	Magazine : Giga.
<b>18.10</b>	Jeu : Des chiffres et des lettres.
<b>18.30</b>	Série : Alf.
<b>19.05</b>	Série : Mac Gyver.
<b>20.00</b>	Journal et Météo.
<b>20.50</b>	Cinéma : Les bronzés. ■ Film français de Patrice Leconte (1978). Avec Joaquin Balazo, Michel Blanc, Marie- Anne Pascal.
<b>22.25</b>	Magazine : Cinéma, cinémas 2. Aline Rocca ; A la recherche des rushes perdus (Le fleur de l'âge, de Marcel Carné) ; Francis Ford Coppola ; Jean-Pierre Mé- liès ; Jane Campion.
<b>23.25</b>	Journal et Météo.
<b>23.50</b>	Musique : Jazz à Antibes. Spécial Tony Williams Quintet (2 <sup>e</sup> partie).

FR 3	
15.05	Magazine : Thalassa (rediff.).
16.05	Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30	Amuse 3.
18.10	Magazine : C'est pas juste.
19.30	Jeu : Questions pour un champion.
19.00	Le 18-20 de l'information.
	De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05	Diversissement : La classe.
20.30	INC.
20.35	► Téléfilm : Marie Curie, une femme honorable.
	De Michel Boland, avec Marie-Christine Badoy, Roger Van Hool (1 <sup>re</sup> partie).
	Journal.
22.15	Télévision régionale.
22.40	Variétés : Eurotop.
23.35	Magazine : Espace francophone.
0.25	Bordeaux-Bengali-Kinshasa-Brazzaville, le livre de bord des créateurs francophones.
0.50	Musique : Carnet de notes.

## CANAL PLUS

15.55	Cinéma : Le bal du gouvernement. ■ Film français de Marc-François Pléier (1989). Avec Kristin Scott-Thomson, Didier Flamand, Laurent Grevill.
17.30	Série : Les inventions de la vie.
18.00	Canaille peluche.
18.30	Dessins animés : Ça cartoon.
18.50	Top 50.
19.20	Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30	Cinéma : Presidio, base militaire, San Francisco. ■ Film américain de Peter Hyams (1988). Avec Sean Connery, Mark Hamill, Meg Ryan.
22.05	Flash d'informations.

**23.20 ► Magazine : Océaniques.**  
1889, de Philippe Nemo et Jacques Meny ;  
à 0.10, Valentine Tessier, de Philippe Col-  
lin.

**1.05 Musique : Carnet de notes.**  
Conte de fées (suite), de Schumann.

## CANAL PLUS

---

**20.30** **Cinéma : Miracle sur la 8<sup>e</sup> rue.** ■  
Film américain de Matthew Robbins (1987).  
Avec Hume Cronyn, Jessica Tandy, Frank  
McRae.

**22.10** **Flash d'informations.**

**22.20** **Cinéma : L'air de rien.** ■  
Film franco-belgo-canadien de Mary Jérome  
(1989). Avec Jean-Claude Courty, Gabriel  
Arcand, Lucie Belvaux.

**23.45** **Cinéma : La race des champions.** ■  
Film canadien de Charles Jarrott (1985).  
Avec Nicolas Cage, Christopher Plummer,  
Suzanne Dale.

**1.20** **Téléfilm : La randonnée tragique.**  
De Tim Burstall, avec Lindsay Wagner,  
Tom Skerritt.

**LA 5**

**20.45 Cinéma : On l'appelle Trinita.** □  
Film franco-italien de E.B. Clucher (1970).  
Avec Terence Hill, Bud Spencer.

**22.35 Téléfilm : Le courrier du cœur.**  
De Stanislas Barabas, avec Karin Anselm,  
Wolf-Dietrich Berg.

**0.10 Journal de minuit.**

**0.20 Rediffusions.**

**M 6**

---

**20.35** **Cinéma : Superman 3.** ■■■  
Film américain de Richard Lester (1983).  
Avec Christopher Reeve, Richard Pryor,  
Jackie Cooper.

**22.40** **Série : Hongkong connection.**

**22.10 Cinéma : La Baule-les-Pins.** □  
Film français de Diane Kurys (1989). Avec  
Nathalie Baye, Richard Berry, Jean-Pierre  
Bacri.

**23.45 Cinéma : Lady Beware.** ■■  
Film américain de Karen Arthur (1987).  
Avec Diane Lane, Michael Woods, Cotter  
Smith.

**1.30 Cinéma : La chasse aux plaisirs.**  
Film américain, classé X, de Lawrence  
T. Coate. Avec Ginger Lynn.

## LA 5

---

14.25 Série : Le renard.  
15.30 Série : Bergerac.  
16.30 Dessins animés.  
18.30 Série : Happy days.  
19.00 Série : K 2000.  
20.00 Journal.  
20.40 Journal des courses.  
20.45 Cinéma :  
Sala temps pour un fic. ■  
Film américain d'Andy Davis (1994). Avec  
Chuck Norris, Henry Silva, Bert Remsen.  
22.25 Magazine : Ciné Cinq.  
22.35 Téléfilm : Le vertige des sens.  
Dylan Cabot, avec Jan-Michel Vincent,  
Ty Randolph.  
0.05 Journal de minuit.  
0.15 Rediffusions.

## M 6

---

15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.  
16.40 Série : Vegas.  
17.30 Hit hit hit hurra !  
17.35 Jeu : Zygomusic.  
18.05 Série : Supercroquet.  
19.00 Série : La petite maison dans la prairie.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.35 Téléfilm : Le ventre creux. D'Arthur Altmann Seidenman, avec Susane de Grey Goss.  
21.30 Téléfilm : Le cœur gros. De Fred Barzyk, avec Jennifer Esau, Jessica Walter.  
22.45 Téléfilm : Jardin secret. D'Alan Grint, avec Gennie James, Barrett Oliver.  
0.30 Six minutes d'informations.  
0.35 Magazine : Dabao.  
1.40 Musique : Boulevard rock and hard.  
2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**

---

**17.25 Musique : L'Orchestre de Paris**  
*(concert du 20<sup>e</sup> anniversaire)*

**23.30** Série : Le prisonnier.  
**0.20** Six minutes d'informations.  
**0.25** Magazine : Dazibao.  
**0.30** Magazine : Jazz 8.  
 Présenté par Philippe Adler.  
**2.00** Rediffusions.

**LA SEPT**

**20.00** Magazine : Anicroches.

**21.00** Documentaire : Autour de l'argent. De Jean Dréville.

**21.40** Cinéma : L'argent. ■■■■  
Film français de Marcel L'Herbier (1928)  
Avec Pierre Alcover, Brigitte Helm, Alfred Abel (mué)

## FRANCE-CULTURE

**20.30** L'Histoire en direct. Le procès de Pierre Laval : octobre 1945 (2<sup>e</sup> partie).

**21.30** Dramatique. L'affaire Danton, de Stanislaw Przybyszewski (3<sup>e</sup> partie).

**22.40** La radio dans les yeux.  
0.05 jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Sons of the desert.

## FRANCE-MUSIQUE

**20.30** Concert donné le 9 février au Théâtre des Champs-Élysées : Trio pour clarinète, violoncelle et piano in the minor op. 114, de Brahms ; Trio pour piano, op. 108, de Chopin ; piano nr 4 en mi bémol majeur op. 101 nr 292, de Schubert ; Quatuor pour la fin de temps pour clarinète, violon, violoncelle et piano, de Messiaen, par Édouard Brunner, clarinette, Dimitri Nabokov, violon, David Geringas, violoncelle, Gerhard Oppitz, piano.

**23.07** Poussières d'étoiles. Renseignement sur Apollon, Léonore II, ouverture en opéra, op. 72, de Berlioz ; Farnace, opéra de Vivaldi, par l'Orchestra de San Remo, dir. Massimo De Tormatore.

- 19.20 Documentaire : Affigro Barbato, de Bela Bartok. De Peter Sulyi.**
- 19.25 Documentaire : Enfance (1Q).**
- 19.55 Chronique : Le dessous des cartes.**
- 20.00 Documentaire : Turbulences.**  
De Jean-Pierre Gras.
- 20.30 Documentaire : Ici bat la vie**  
**(le samedi gâme).**
- 21.00 Magazine : Mëgamëk.**  
De Martin Miesonnier.
- 22.00 Magazine : Dynamo (savoir-vivre).**
- 22.30 Téléfilm : La maison dans la dune.**  
De Jean-Louis Tchéky Karyo, Jean  
Pierre Castaldi.

## FRANCE-CULTURE

---

**20.30 Archipel science.**  
Quoi de neuf sous le soleil?

**21.30 Profession cinéaste,**  
**deuxième : Images d'Europe.** Débat  
dans le cadre du Festival Premiers Plans  
d'Angers (janvier 1991).

**22.40 Les nuits magnétiques.**  
Journal d'enfances.

**0.05 Du jour au lendemain.**

**0.50 Musique : Coda.** Sons of the desert.

## FRANCE-MUSIQUE

**20.30** **Concert** (en direct du Grand Auditorium) : *Symphonie* n°84 en sol majeur, de Haydn ; *Concerto pour violon et orchestre* n°1 en ré mineur, de Mendelssohn ; *The unanswered question*, d'Ives ; *Symphonie* n°1 en si bémol majeur op.38, de Schumann, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Yoav Patin ; sol. : Olivier Charrier, violon.

**23.07** **Poussières d'étoiles. Plein ciel** : Studio 118. *Météorocyte*, de Ferran. A 0.30. **Concert** (donné le 16 août 1980 lors du Festival de Salzbourg) : *Requiem* in memoriam Jane S. pour soprano et orchestre, de Râm ; *Concerto pour violoncelle et orchestre* en forme de pas de trois, de Zimmermann ; *Sinfonia tragica*, de Hartmann, par l'Orchestre symphonique de la radio autrichienne, dir. Michael Geisel ; sol. : Ingrid Heubold, soprano, Heinrich Schiff, violoncelle.

**Du lundi au vendredi, à 9 heures  
sur FRANCE-INTER  
« ZAPPINGE »**  
Une émission de GILBERT DENOYAN  
avec ANNICK COJEAN  
et la collaboration du « Monde »

**Audience TV du 10 mars 1991**

**Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers**

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	53,2	7 sur 7 16,1	Pub 11	Journal rég. 10,7	Flash 2,9	Enfer devoir 9,5	Culture pub 3
19 h 45	82,2	7 sur 7 17,7	Maguy 18,4	15-20 7,4	Ça cartoon 4,9	Enfer devoir 10,3	Culture pub 2,3
20 h 16	89,4	Journal 24,8	Edition 18,8	Benny Hill 9,3	Ça cartoon 6,8	Journal 5,1	Pub 4,4
20 h 55	70,6	Pub 25	Simon... 16,3	Et Tino... 11,9	Boule-les-Pins 4,1	Coluche... 11,4	Bout femme 3,7
22 h 8	62,3	Toolbox 24,3	Simon... 17,4	Le divan 2,4	Boule-les-Pins 3,9	Formula 1 10,6	Bout femme 4,8
22 h 44	48,8	Toolbox 29	Musiques... 1,3	Soir 3 3,3	Equipe dim. 1,1	Formula 1 10,3	La femme... 4,6

Vers un « nouvel ordre » régional souhaité par Washington

## M. James Baker et les représentants de huit pays arabes s'accordent sur des arrangements de sécurité

Le secrétaire d'Etat américain James Baker et les représentants de huit pays arabes de la coalition anti-irakienne sont parvenus, dimanche 10 mars à Ryad, à un accord sur de nouveaux arrangements de sécurité régionale, conformément au souhait manifesté par le président Bush depuis le début de la crise du Golfe. Mais des divergences persistent au sujet du conflit israélo-arabe.

M. Baker a rencontré à Ryad - où il est arrivé vendredi et qu'il a quitté dimanche soir pour Le Caire - les ministres des affaires étrangères du « groupe des huit » - les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG-Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar et Oman), ainsi que l'Égypte et la Syrie.

« Les discussions ont abouti à des progrès importants » sur quatre principaux sujets de l'initiative de paix américaine au Proche-Orient, a déclaré à la presse M. Baker à l'issue de la réunion. Il a expliqué qu'il y avait eu « convergence de vues sur les questions de sécurité régionale » et que les discussions avaient permis « un assez bon degré » d'accord sur les arrangements futurs concernant le contrôle des armes, la coopération économique et le conflit israélo-arabe. M. Baker a ajouté que les ministres du « groupe des huit » étaient convenus de « l'importance de s'attaquer de nouveau à la résolution du conflit israélo-arabe, à l'issue de la guerre du Golfe ».

Selon des responsables américains à Ryad, l'un des principaux points de la réunion a été l'examen des modalités du déploiement des forces américaines et arabes pour le maintien de la paix dans la région, durant les années à venir. Le « groupe des huit », qui s'était réuni les 6 et 7 mars à Damas, avait annoncé la constitution d'une force arabe dans le Golfe, dont les troupes syriennes et égyptiennes en Arabie saoudite formeront le noyau.

Le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud El Faycal, qui présidait la réunion des « huit », avec M. Baker, a, de son côté, déclaré que ceux-ci soutenaient la nouvelle initiative de paix américaine et l'a qualifiée de « pas positif après la fin des opérations militaires ». « Même les questions les plus difficiles peuvent être résolues avec de la détermination et une cer-

taine vision », a-t-il dit. Le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk El Charrif, a, pour sa part, déclaré aux journalistes que, en dépit de leur soutien aux grandes lignes de l'initiative américaine, les huit pays arabes voulaient qu'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient se tienne le plus tôt possible. « Notre objectif est la tenue d'une conférence sous l'égide de l'ONU, et il y a consensus sur ce sujet », a-t-il ajouté.

## « Un long chemin à parcourir »

Le secrétaire d'Etat, qui effectuait une tournée de dix jours au Proche-Orient et en URSS, avait indiqué que la diplomatie américaine dans la région allait être basée sur une nouvelle approche encourageant, d'une part, le dialogue entre Israël et chaque pays arabe séparément et, d'autre part, entre l'Etat hébreu et les dirigeants palestiniens.

A son arrivée au Caire, il a affirmé que le monde arabe avait fait montre d'« une plus grande volonté » que par le passé à résoudre le conflit israélo-arabe. « Les dirigeants arabes avec lesquels j'ai discuté dimanche ont manifesté leur volonté d'être plus actifs (pour le règlement de ce conflit) qu'ils ne l'ont été dans le passé, avant la crise du Golfe », a indiqué M. Baker. Selon lui, les ministres des affaires étrangères des « huit » ont accueilli favorablement la nouvelle approche américaine. Il a affirmé qu'il « restait un long chemin à parcourir » avant que la paix

ne soit réalisée, soulignant toutefois que la bataille était dans le camp des dirigeants israéliens.

Par ailleurs, M. Baker a rencontré samedi à Taïf - où il réside toujours - l'émir du Koweït, cheikh Jaber El Ahmed El Sabah, qui s'est engagé, en présence du secrétaire d'Etat, à introduire des réformes démocratiques dans l'émirat. Cheikh Jaber a précisé que les réformes seraient instaurées dès que son gouvernement serait entièrement installé dans l'émirat. « Nous nous engageons dans la voie de la démocratie conformément à la Constitution », a-t-il dit. Celle-ci, qui date de 1962, avait été suspendue en 1986.

A propos de l'éventuel octroi du droit de vote aux femmes dans le nouveau système politique koweïtien, l'émir a répondu que la Constitution ne prévoyait pas le suffrage féminin. « Mais cela est possible à l'avenir », a-t-il ajouté. Les responsables américains qui accompagnaient M. Baker dans sa tournée avaient clairement indiqué que Washington attendait des signes de la part du gouvernement koweïtien sur son intention d'introduire des réformes démocratiques.

M. Baker, qui s'était entretenu vendredi avec le roi Fahd d'Arabie saoudite, s'est ensuite rendu au Koweït pour une brève visite au cours de laquelle il a rencontré les membres du gouvernement qui s'y trouvent déjà, notamment le prince héritier et premier ministre Cheikh Saad El Abdallah El Sabah. (AFP)

## Les Etats-Unis ne veulent pas de « solution yankee » aux problèmes du Proche-Orient

affirme M. George Bush

Lors d'une interview accordée à quatre organes de presse arabes (égyptien, saoudien, koweïtien et marocain) et dont le texte a été rendu public samedi 9 mars, le président George Bush a déclaré à propos des problèmes du Proche-Orient : « Nous ne voulons pas de solution yankee (...) Il faut s'appuyer sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU pour régler le conflit israélo-arabe ».

Le président américain a estimé que l'OLP « a perdu sa crédibilité » et il a écarté, « à l'heure actuelle », une reprise du dialogue entre la centrale palestinienne et les Etats-Unis. Toutefois, il n'a pas dit que ce dialogue ne reprendrait jamais et il a souligné qu'il y avait « des gens de valeur » au sein de l'OLP. Le conflit israélo-arabe doit être résolu « entre les Etats arabes et Israël, et entre Israël et les Palestiniens ». Sans aller jusqu'à reconnaître à ces derniers des droits nationaux, le président Bush a souligné qu'ils avaient des « droits politiques » et qu'il n'y aura pas de paix tant que la question de savoir où les Palestiniens ont le droit de vivre ne sera pas tranchée.

M. Bush n'est « pas pressé » de reprendre des relations bilatérales avec l'Iran, mais ce dernier est néanmoins « un pays important » et, a-t-il estimé, « je ne crois pas qu'ils devraient être traités pour toujours comme des ennemis par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ou d'autres ». « Au fur et à mesure que l'Iran adoptera ce qui

sera, je l'espère, un rôle plus modéré ou moins extrémiste, je pense que les autres pays de la région l'accueilleront de nouveau en leur sein ».

Le vice-président américain, Dan Quayle, a de son côté estimé dimanche 10 mars, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision CBS, que la maintenance au pouvoir de Saddam Hussein n'était « pas compatible » avec une paix durable, tout en reconnaissant qu'il n'y avait pas de « successeur évident » au régime en place. Il a ajouté qu'un « gouvernement radical chite en Irak pourrait être aussi déstabilisant ». Interrogé sur l'avertissement lancé à Bagdad à propos d'une utilisation d'armes chimiques pour mettre fin à la rébellion, M. Dan Quayle a précisé que l'Irak avait été mis en garde par Washington contre « les sévères conséquences » auxquelles il s'exposait, sans donner d'autres détails.

Le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, interrogé dimanche 10 mars à l'émission « 7 sur 7 » de TF1, a estimé qu'une

Six membres d'un commando tués à la frontière israélo-jordanienne

Six membres d'un commando arabe ont été tués et trois soldats israéliens blessés, lundi 11 mars, au cours d'une tentative d'infiltration sur la ligne de cessez-le-feu israélo-jordanienne.

L'incident, annoncé de sources militaires israéliennes, s'est produit à l'aube à 2 kilomètres au sud-est du kibboutz Tira-Zvi, dans le nord de la vallée du Jourdain. Le combat a duré plus de deux heures. Les six membres du commando, qui ont réussi à pénétrer à l'intérieur du territoire israélien, avaient sur eux des cornes portant l'inscription du Hamas, le mouvement de la résistance islamique dans les territoires occupés. (AFP)

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an  
Librairie GUENEGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 43-26-07-91

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Peuple à la mer

B RINDISI, nouvelle Calcutta, où sont jetés pêle-mêle, sur les quais, dans des sacs-poubelle, les rebuts d'une société asservie. Des gamins pieds nus, chiens perdus sans collier, des hommes fondus dans le grisaille de la misère et de l'espoir déçu. Des Albanais, oui, fuyant un régime qui vient encore d'interdire une manifestation d'étudiants. Un peuple en danger livré à la seule compassion d'une population débordée, elle-même ravagée par le chômage et le sous-emploi.

Insoutenables images étalées pendant le week-end, sur tous nos écrans, de ces boat people qu'on s'apprête à renvoyer, deux mille d'entre eux ont déjà repris le chemin de l'enfer, faute de label en bonne et due forme de réfugiés politiques. Quand il s'agissait du Vietnam, on était moins regardant sur l'étiquette, hein, M'sieur Kouchner ! Dire qu'il a le culot d'affirmer tranquillement qu'il n'est pas question de leur offrir une terre d'asile, à ces prisonniers évadés de la pire des dictatures sous prétexte qu'un jour peut-être elle lâchera encore du lest. Comme le dit si bien

Genestar dans le *Journal du Dimanche* : Allez, dégagez, rentrez chez vous, venez pas salir nos trottoirs, la démocratie est trop pingre pour vous accueillir !

Ah ! Elle a bonne mine, l'Europe ! Incapable de se mobiliser pendant la guerre du Golfe, voilà qu'elle pleurniche au lendemain d'une victoire qui lui échappe. Fallait entendre Delors, hier, à Londres, nous décrire, dans un beau mouvement de menton, sa future armée super-équipée. Ils vont voir ce qu'ils vont voir, les Américains !

Il s'agit bien de ça, là, en ce moment ! Ou est-ce qu'on attend pour voler au secours non plus du Koweït, mais de l'Italie et de la Grèce, elle aussi balayée par une énorme vague de civils et de militaires allemands dont trois officiers, fusillés, il y a à peine deux mois, dès leur retour forcé à Tirana ? Tirana qui a le culot de demander l'aide de l'ONU pour lui permettre de fermer le robinet de l'exode.

A quoi il rime, on peut savoir, le nouvel ordre international, sinon précisément à ça, à assurer la sécurité des citoyens du monde d'où qu'ils viennent, où qu'ils soient !

## EN BREF

Le directeur général de la Sobovité condamné à treize ans de réclusion criminelle. - Le directeur général de la boucherie industrielle Sobovité de Vichy, Christian Chambon, a été condamné samedi 9 mars par la cour d'assises de l'Allier à treize ans de réclusion criminelle pour avoir commandité l'agression du délégué syndical CGT de l'entreprise, Patrick Boudet, grièvement blessé en mars 1988 d'un coup de serpe à bois alors qu'il s'apprêtait à dénoncer un trafic de viande (le *Monde* date 10-11 mars). L'auteur de l'agression du syndicaliste, Francis Drozak, a été condamné à cinq ans de réclusion criminelle, et l'intermédiaire qui l'avait recruté, René Bour, à huit ans.

Attentat en Corse contre un complexe hôtelier. - Trente-cinq appartements d'un complexe hôtelier ont été détruits, dimanche 10 mars, lors d'un attentat à Calcatoggio (Corse-du-Sud). Plusieurs charges de forte puissance ont explosé vers 21 heures dans les Néréides, un complexe hôtelier nouvellement fermé situé à proximité du littoral, à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Ajaccio. Au même moment, une charge explosait dans une discothèque fermée de Bastelica (Corse-du-Sud), à une cinquantaine de kilomètres d'Ajaccio.

Le PS souhaite que M. Asensi condense une liste d'union de la gauche à Tremblay. - Le premier secrétaire de la fédération de la Seine-Saint-Denis du Parti socialiste, M. Gilbert Roger, s'est prononcé, vendredi 8 mars, pour la constitution d'« une liste d'union PC-PS derrière le député communiste, M. François Asensi » pour

l'élection municipale partielle organisée à Tremblay-en-France après la démission du maire communiste, M. Georges Prudhomme, et de neuf conseillers municipaux. M. Prudhomme, dans une lettre aux habitants de la ville, avait souhaité que son successeur soit M. Asensi, qui appartient à l'opposition « refondatrice » au sein du Parti communiste.

M. François d'Aubert condamné pour diffamation envers M. Parretti. - Le tribunal de grande instance de Paris a condamné, le 6 mars, M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, à verser 1 franc de dommages et intérêts à M. Gian Carlo Parretti. Le député avait demandé la création d'une commission d'enquête sur les agissements de l'homme d'affaires italien qui tentait alors de racheter Pathé (le *Monde* du 9 juin 1990). Le tribunal a estimé que M. d'Aubert, qui s'était exprimé sur France Inter, Europe 1 et dans le *Quotidien de Paris*, avait manqué de prudence, dépassant les limites de la liberté d'expression.

Nouvelles annulations pour le cycle des Attilas. - Les représentations de deux des « journées » du cycle des Attilas par le Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie, doivent être annulées pour la troisième semaine consécutive à la suite d'un accident survenu le 23 février à l'une de ses comédiennes. Les représentations annulées sont celles d'*l'Épique* d'Euripide (première journée) et des *Chéphores* d'Eschyle (troisième journée). Leur programmation doit reprendre le 20 mars. En revanche, les représentations d'*Agamemnon* d'Eschyle (deuxième journée), prévues les 15, 16 et 17 mars, sont maintenues.

(Publicité)

## FAURE informatique récidive !

1 - Logiciel de gestion de la paie : toutes conventions, option TOS, calcul de la CSG, reprise des cumuls, installation et formation sur site, garantie un an, prix net : 9.900 F h.t.  
2 - Micro-ordinateur portable, marque VICTOR, type V 386 PX, 4 Mo, disque fixe de 40 Mo, écran VGA : 20.000 F h.t. Offre valable de ce jour au 31 mars 1991 inclus.

Tél. : 45 81 50 59  
Télécopie : 45 80 70 13  
5 Rue de l'Espérance - 75013 Paris

## MA GRAND-MÈRE DISAIT

« Je ne suis pas assez riche pour acheter du bon matériel... mais trouvais toujours le meilleur au meilleur prix »

## STEPHANE MEN'S

Discout de Luxe lui aurait sûrement plu car c'est le PRÉ-PORTER MASCULIN DES GRANDS COUTURIERS

MAIS... A DES PRIX ÉTONNANTS

ouvert en fond de cour 14h de 12 h à 19 h 30

3, rue WASHINGTON, M. Georges et Ulf, les fondateurs, M. Orlan

Édité par la presse masculine et le ministère du commerce

Recommandé par le Code de la consommation - Paris Combis

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

Réfugiés albanais  
L'exode continue vers la Yougoslavie ..... 10

Elections au Salvador  
La gauche devient la troisième force politique ..... 12

Municipales de Biarritz  
M. Bernard Marie, maire sortant RPR, en position précaire ..... 14

Les débats au PS...  
Les rocardiens réclament une clarification ..... 14

... et au Front national  
M. Le Pen critiqué par M. Sargent ..... 14

Procréation médicale en prison  
M. Evén s'oppose à M. Nallet. 15

Formation des ingénieurs  
Six grandes entreprises lancent une formule d'apprentissage. 15

Musique contemporaine à Caen  
Les simulacres de Mauricio Kagel ..... 16

Soirée rap à Saint-Denis  
Bousculades et bagarres sous le chapiteau de Banlieues Bleues ..... 17

Formule 1  
L'empire financier de Bernie Ecclestone ..... 19

## SECTION B

Concurrence japonaise  
MM. Calvert (Peugeot) et Lévy (Renault), deux visions de l'Europe ..... 21

Chmage aux Etats-Unis  
Une hausse qui entraîne une nouvelle baisse du loyer de l'argent ..... 22

Trains de banlieue  
La SNCF Ile-de-France présente un bilan « sécurité » encourageant pour 1990 ..... 22

CHAMPS ÉCONOMIQUES  
« Les Douze face au Maghreb : une prise de conscience européenne » La chronique de Paul Fabra ..... 23 à 26

## Services

Abonnements ..... 34  
Annonces classées ..... 27 à 31  
Carnet ..... 34  
Loto ..... 34  
Marchés financiers ..... 32-33  
Météorologie ..... 35  
Mots croisés ..... 34  
Radio-Télévision ..... 35  
Spectacles ..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10-11 mars 1991 a été tiré à 548 421 exemplaires.